TRENTE-SEPTIÈME ANNÉE — N° 10 977 DERNIÈRE ÉDITION — VENDREDI 16 MAI 1980

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : Jacques Fauvet

2,20 F

Algérie, 1,30 DA ; Maroc, 2 dir. ; Tunisie, 2 m. ; Allemagne, 1,40 DM ; Autriche, 14 sch. ; Belgique, 17 f. ; Canada, $ 1,10 ; Côte-d'Ivoire, 220 F CFA ; Danemark, 4,75 kr. ; Espagne, 50 pes. ; Grande-Bretagne, 35 p. ; Grèce, 35 dr. ; Iran, 125 rls. ; Italie, 600 L. ; Liban, 300 p. ; Luxembourg, 17 fr. ; Norvège, 4 kr. ; Pays-Bas, 1,50 fl. ; Portugal, 30 esc. ; Sénégal, 225 F CFA ; Suède, 3,75 kr. ; Suisse, 1,20 fr. ; U.S.A., 95 cts ; Yougoslavie, 27 din.

Tarif des abonnements page 31

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 PARIS
Télex Paris n° 650572

Tél. : 246-72-23

Les actes de terrorisme se multiplient au Portugal

LIRE PAGE 4

L'évolution de la crise afghane

• Kaboul propose un règlement garanti par l'U.R.S.S. et les États-Unis
• M. Muskie juge ce plan « illusoire et ambigu »

Une démarche tactique

A la veille de la rencontre américano-soviétique de Vienne et de la conférence ministérielle islamique, le gouvernement de Kaboul, relayé par Moscou, propose à nouveau l'ouverture de pourparlers avec l'Iran et le Pakistan en vue d'un règlement politique régional de la crise afghane.

Cette initiative comporte deux originalités par rapport aux précédentes. D'une part, les Etats-Unis et l'U.R.S.S. seraient « parties prenantes » au règlement, qu'ils devraient garantir ; d'autre part et surtout, la proposition évoque, pour la première fois également, « le problème de l'évacuation du contingent limité » de troupes soviétiques d'Afghanistan. Dans toutes les conversations qu'ils ont eues jusqu'à maintenant, tant avec des Occidentaux que des représentants de pays non alignés, les Soviétiques s'étaient refusés à fournir la moindre assurance quant à un éventuel retrait de leurs forces. Bien que la question d'un « calendrier » ait été évoquée par Radio-Kaboul, elle ne figure pas expressément dans la nouvelle proposition.

Cette proposition — et c'est là où le bât blesse — implique la reconnaissance du gouvernement Karmal mis en place à Kaboul dans le sang fin décembre par l'armée rouge. On voit mal comment, tant les Iraniens, les Pakistanais que les Américains pourraient accomplir ce geste dans les circonstances présentes. Téhéran et Islamabad, non seulement se sont refusés à le faire jusqu'à présent, mais se sont associés aux résolutions de la conférence islamique extraordinaire qui, en janvier, a prononcé l'exclusion de l'Afghanistan communiste de ses rangs en même temps que la condamnation la plus énergique de l'invasion soviétique.

C'est vraisemblablement pour désamorcer quelque peu de nouvelles critiques de la part des pays islamiques que Kaboul — qui demande sa réintégration au sein de la famille islamique — et Moscou ont pris les devants. Leurs propositions sont fidèles à la thèse soviétique selon laquelle la présence des troupes de l'U.R.S.S. en Afghanistan n'est la conséquence que d' « ingérences étrangères » et non d'une large insurrection populaire islamique contre un régime communiste.

Largement tactique, la proposition soviéto-afghane traduit aussi l'inquiétude grandissante des Soviétiques devant l'extension de la rébellion, leur enlisement en Afghanistan et les conséquences internationales, notamment dans le tiers-monde, de leur expédition militaire. Moscou fait un pas de plus en vue d'un règlement politique afin de mieux rejeter la responsabilité de la crise sur les voisins de l'Afghanistan et les Etats-Unis. Mais il reste bien des points d'ombre dans le texte de Kaboul. Celui-ci ne fait qu'esquisser, et encore de façon très imprécise, les garanties que pourraient fournir Washington et Moscou. Certes, la question qui tient le plus à cœur aux Soviétiques est celle de la « non-ingérence », à laquelle M. Brejnev subordonnait déjà en février le retrait des forces soviétiques. Il est peu probable aussi que l'armée soviétique puisse se retirer sans que Moscou ait l'assurance que ne s'installera pas à Kaboul un régime qui lui soit hostile.

Dans la logique de la thèse soviéto-afghane, la proposition passe complètement sous silence les principaux acteurs du drame de Kaboul. Comment engager une tentative de règlement sans que ceux qui ont pris les armes soient conviés à la table de conférence ? Aussi longtemps que les mouvements islamiques de libération et les nationalistes qui se battent à l'intérieur du pays ne seront pas considérés comme des interlocuteurs valables, toute initiative diplomatique ne risque-t-elle pas d'être un coup d'épée dans l'eau ?

La crise afghane est au centre des conversations atlantiques et Est-Ouest en cours. A Bruxelles, les pays intégrés dans l'OTAN ont demandé mercredi 14 mai « le retrait total et immédiat des forces soviétiques d'Afghanistan » *et manifesté leur volonté de renforcer leurs moyens de défense.*

Le gouvernement de Kaboul, avant la rencontre vendredi à Vienne du secrétaire d'Etat américain, M. Muskie, et du ministre soviétique des affaires étrangères, M. Gromyko, et avant la réunion samedi au Pakistan de la conférence islamique, a, de son côté, proposé que l'U.R.S.S. et les Etats-Unis garantissent un règlement devant conduire à l'évacuation des forces soviétiques d'Afghanistan. Propositions « illusoires, ambiguës et sans base sérieuse », *a dit M. Muskie jeudi matin à son arrivée dans la capitale autrichienne.*

La célébration, ces jeudi et vendredi à Vienne, du vingt-cinquième anniversaire du traité d'Etat autrichien fournit l'occasion de nombreux entretiens bilatéraux et multilatéraux. Outre M. Gromyko, qui n'est attendu que vendredi, et M. Muskie, assistent notamment aux cérémonies les ministres français et britannique des affaires étrangères. M. François-Poncet aura, vendredi, un tête-à-tête avec M. Muskie.

Le gouvernement de Kaboul a de nouveau proposé, mercredi 14 mai, l'ouverture de pourparlers bilatéraux avec l'Iran d'une part, le Pakistan d'autre part, et, pour la première fois, suggéré que l'U.R.S.S. et les Etats-Unis fournissent des garanties politiques au règlement qui pourrait intervenir, conduisant à « *l'évacuation du contingent militaire limité soviétique du territoire de l'Afghanistan* ». Cette proposition a été rendue publique à Moscou par l'agence Tass, citant l'agence afghane Bakhtiar.

« *Le programme d'un règlement politique pourrait se fonder,* indique le texte, *sur les clauses suivantes : le gouvernement afghan propose à celui de la République islamique d'Iran de mettre sur pied des pourparlers afghano-iraniens, afin d'élaborer un accord bilatéral sur le développement des rapports amicaux et d'une coopération multiforme avantageuse entre les deux pays.* » Il propose également au Pakistan d' « *élaborer un accord bilatéral sur la normalisation* » des relations entre Kaboul et Islamabad. Le texte ajoute : de tels accords « *comprendraient notamment des engagements concrets sur l'inadmissibilité des activités armées ou de n'importe quelle autre activité hostile depuis le territoire de l'un des pays contre l'autre* ».

(Lire la suite page 4.)

Les difficultés économiques

• Le chômage a encore augmenté en avril
• Ryad relève le prix de son pétrole

Le chômage continue d'augmenter en France : en avril, le nombre des demandeurs d'emploi, en données corrigées des variations saisonnières, s'est accru d'un peu plus de 2 %. Dans le même temps, on a noté toutefois un redressement des offres d'emploi non satisfaites.

La situation va-t-elle s'améliorer dans les prochains mois ? L'INSEE ne le pense pas, qui dans son analyse semestrielle de la situation de l'économie française estime que le chômage va continuer à s'accroître et prévoit — du fait de la baisse probable de la consommation — un ralentissement modéré de l'activité, en dépit des fortes dépenses d'investissement du secteur privé.

Cependant, l'Arabie Saoudite a décidé de porter de 26 à 28 dollars le prix de son baril de brut, avec effet rétroactif au 1er avril. Cette augmentation entraînera un alourdissement de 1,6 milliard de francs de la facture pétrolière française en 1980.

Pour le sixième mois consécutif, le chômage a augmenté en France : selon des indications officieuses, que les statistiques mensuelles du ministère du travail et de la participation devraient incessamment confirmer, cette hausse, de fin mars à fin avril, serait comprise entre 2 % et 2,5 % en données corrigées des variations saisonnières, qui constituent le meilleur baromètre de la situation de l'emploi.

Le flot des demandeurs d'emploi se gonflerait ainsi de quelque trente mille personnes pour atteindre le chiffre record d'environ 1 445 000. En un an — d'avril 1979 à avril 1980, — l'augmentation du chômage est de l'ordre de 7 % à 8 %, soit quelque 100 000 candidats supplémentaires à la recherche d'un travail.

Si le rythme d'accroissement du chômage est nettement moins fort de 1979 à 1980, en comparaison avec la période 1978-1979, où les taux ont parfois dépassé 20 %, il n'en reste pas moins que la montée du fléau se poursuit inexorablement pour gravir, de mois en mois, des paliers jamais atteints jusque-là. Et toutes les prévisions des experts font état, pour la première moitié de la décennie, d'une aggravation constante du mal.

Comme il est habituel à cette époque de l'année, le nombre des demandes d'emploi non satisfaites a diminué de mars à avril en données observées. Cette baisse serait de l'ordre de 2,5 % et ramènerait le nombre des chômeurs comptabilisés en données brutes aux alentours de 1 380 000. Là aussi, on enregistrerait, en un an, une augmentation de 7 % à 8 %.

Le niveau satisfaisant de l'activité économique et les effets du troisième pacte pour l'emploi — dont le bilan de la première année d'exercice doit être dressé, jeudi 22 mai devant la presse, par M. Ceyrac, président du C.N.P.F. — seront certainement mis en avant par le ministère du travail et de la participation pour expliquer cette diminution, en données observées, de mars à avril 1980, mais, une nouvelle fois, la rue de Grenelle indiquera que cette baisse est inférieure à celle que laissait attendre l'évolution saisonnière.

La situation des offres d'emploi non satisfaites se serait encore améliorée d'un mois à l'autre et, en un an, la progression serait spectaculaire : + 20 % par rapport à avril 1979. Il faut dire aussi que le volume des offres était tombé, en 1978-1979, à un niveau particulièrement bas.

MICHEL CASTAING.

(Lire la suite page 33.)

POINT

Deux poids deux mesures

Il fallait s'y attendre : à propos des étudiants étrangers comme pour vingt autres sujets, il y a deux poids et deux mesures.

D'un côté, l'aune du bon sens, le poids des réalités élémentaires, chères à La Pallice. Il vaut mieux, pour accomplir des études supérieures en France, posséder des rudiments de notre langue et s'y perfectionner ensuite autant que faire se peut. Personne n'en disconvient. Qu'on le précise par des textes, soit, à condition que la règle permette de prendre en compte des situations fort diverses.

D'un autre côté, il y a la mesure politique des choses, le poids des oppositions de jeunes étrangers aux régimes en place dans leur pays que parfois ils ont dû fuir. Ou plus simplement leur volonté d'acquérir un savoir critique et de l'utiliser plus tard au service de leur idéal, chez eux ou ailleurs.

Quand M. Raymond Barre dénonce ceux « qui ne sont là que pour pouvoir mieux exercer une action politique orientée contre leur pays d'origine », *quand il redoute de voir nos universités transformées en* « dépotoirs », *il parle un autre langage.*

Il continue une autre tradition. Pas celle de la France, lumière intellectuelle de l'humanité, comme le dirait le président de la République. Non. Il perpétue les arrangements anciens pour combattre les jeunes oppositions des pays amis. Ce fut l'Iran du chah; ce fut et c'est encore tel ou tel pays d'Afrique.

M. Barre pense, parle, et agit comme Mme Saunier-Seïté, qui déclarait en 1978 que les universités françaises « recueillent le trop-plein du tiers-monde ». *Ce tiers-monde dont on se flatte, d'autre part, d'être l'ami et le recours. Le premier ministre n'a-t-il jamais rencontré des hommes d'Etat étrangers qui doivent beaucoup à l'Université qui les a accueillis et formés lorsque jeunes, ils étaient en exil, forcé ou non, en France ?*

PRUDENTE DÉMOCRATISATION

Le Népal, son roi et ses villages

Le roi Birendra a demandé à la population de ne pas entraver le « processus pacifique de la démocratie », à l'issue de la publication des résultats du référendum indiquant que 55 % de votants s'étaient prononcés pour le maintien et la réforme de l'actuel système de représentation indirecte et contre l'instauration d'un régime multipartite (« le Monde » du 15 mai).

De notre correspondant
PATRICK FRANCÈS

New-Delhi. — « *Nous assistons à un étonnant retournement de l'histoire, un peuple venant de rejeter la Magna Carta* (1) *que lui offrait le roi, au terme d'une longue lutte.* » C'est ainsi qu'un dirigeant népalais a traduit la surprise qu'il éprouve en constatant que les électeurs consultés par un référendum décidé par le roi Birendra, se sont prononcés, non pour le retour au multipartisme, mais pour une réforme du système actuel, celui des Panchayat (*le Monde* du 3 mai).

« *Nous gagnerons haut la main et je serai surpris si nous n'obtenons pas 90 % des suffrages* », nous déclarait, au terme de la campagne, M.B.P. Koirala, le chef du Congrès népalais, formation largement majoritaire au sein du camp des partisans du multipartisme. Aujourd'hui, « *surpris* », M. Koirala était-il, hier, convaincu ou bien rêvait-il à haute voix ?

Là résidait, semble-t-il, le défaut dans la cuirasse du raisonnement des stratèges du multipartisme : dans leur conviction de l'emporter, ils escomptaient un vote massif de la population et surtout de l'électorat rural, celui des « collines » et des régions les plus reculées, celui qui, soumis aux puissants chefs de villages, reste figé dans le respect de la monarchie.

Ces populations — 86 % de l'électorat, — les avocats du multipartisme ont essayé de les convaincre. Mais il apparaît que la croisade des étudiants, qui avaient déserté écoles et universités, n'a pu atteindre la totalité des vingt-sept mille villages. Leur « message » n'est pas forcément passé. « *Réclamez vos droits !* », invitaient les slogans peints sur la chaussée des routes... Mais que signifiaient de tels mots pour un paysan illettré luttant pour sa survie et parcourant des kilomètres pour aller chercher de l'eau ?

(Lire la suite page 5.)

(1) La Grande Charte, ou Magna Carta, imposée en 1215 par les barons d'Angleterre au roi Jean sans Terre, garantit les droits féodaux, les libertés de l'Eglise et des villes contre l'arbitraire royal et institua le contrôle de l'impôt ainsi que des garanties judiciaires. Désavouée par Jean sans Terre en 1216, confirmée par Henri III (1265), elle devint le symbole de la lutte contre le pouvoir absolu.

LE PRÉSIDENT DU MEXIQUE, M. LOPEZ PORTILLO EN VISITE OFFICIELLE EN FRANCE

M. José Lopez Portillo, président du Mexique, est attendu pour une visite officielle de trois jours en France, le vendredi 16 mai. Cette visite répond à celle de M. Giscard d'Estaing à Mexico en mars 1979.

Le Mexique, puissance pétrolière en expansion avec des réserves prouvées de 50 milliards de barils, est devenu un interlocuteur privilégié pour la France, qui offre sa technologie en particulier dans l'industrie agro-alimentaire et le nucléaire.

A l'occasion de la visite de M. Lopez Portillo, le Monde *présente aujourd'hui un supplément de onze pages* (voir pages 19 à 29) *et publiera vendredi un entretien avec le chef de l'Etat mexicain.*

LES PROBLÈMES DU LIVRE

Lire page 18
l'article de Erik Orsenna et de Jean-Pierre Ramsay :

« Lettre à un ministre bien discret »

AU JOUR LE JOUR
LES BEAUX JOURS

Allez, encore un petit effort de part et d'autre, et on en arrivera vite à la conclusion que tous les flics sont des tueurs et que tous les étudiants sont des casseurs : une poignée d'autonomes par-ci, une grappe de C.R.S. par-là, et la sauce prendra assez pour que le débat s'élève à hauteur d'un lancer de pavé ou d'un jet de grenade lacrymogène.

D'ailleurs, c'est déjà fait : à l'Assemblée nationale, le premier ministre évoque les « universités dépotoirs », où le ministre de l'intérieur voit s'installer la « vérole politique ». Mais peut-être n'aurons-nous pas le temps de nous demander si la politique est vérolée : que voulez-vous, les beaux jours sont revenus si vite...

BERNARD CHAPUIS.

« KAGEMUSHA », D'AKIRA KUROSAWA A CANNES

Le seigneur et son ombre

La nuit tombe, la plaine est jonchée de cadavres. Il y a là, couchés dans l'herbe, ceux, cuirassés de noir, qui combattaient sous le signe du « vent » ; ceux, habillés de vert, qui appartenaient aux cohortes de la « forêt » ; ceux, vêtus de tuniques rouges, qui étaient les soldats du « feu ». Parfois, un blessé se relève, brandit son oriflamme, fait quelques pas et s'effondre. Les pattes des chevaux abattus dessinent sur le ciel pourpre d'étranges arabesques. A travers les roseaux, un homme hagard contemple le désastre. Puis, saisissant une lance, se rue vers l'ennemi. Mortellement atteint, il se laisse glisser dans les eaux d'un lac. Ainsi son âme retrouvera-t-elle l'âme de celui qui fut son seigneur, et dont il fut, pendant trois ans, le « kagemusha », le guerrier-ombre.

C'est sur cette apothéose funèbre que s'achève *Kagemusha*, le vingt-septième film d'Akira Kurosawa, et le premier qu'il ait tourné au Japon depuis *Dodes Kaden* (1970). Un film dont l'ampleur et le coût de production ont d'ailleurs nécessité l'apport de capitaux américains. Sans l'amitié agissante de Francis Ford Coppola et de George Lucas, le plus grand cinéaste japonais vivant, l'auteur des *Sept Samouraïs*, du *Château de l'araignée*, de *Dersou Ouzala*, n'aurait pas pu réaliser *Kagemusha*, et nous aurions été privés d'une œuvre capitale, où les cris et la fureur des fresques historiques se mêlent à une méditation sur l'ambition, le pouvoir et les arcanes de ce qu'on appelle l'identité.

JEAN DE BARONCELLI.

(Lire la suite page 9.)

Le Monde

idées

AVANT LE RÉFÉRENDUM AU QUÉBEC

Les Québécois vont décider le 20 mai par référendum s'ils font confiance à leur gouvernement pour négocier avec celui d'Ottawa un accord basé sur les deux principes de la « souveraineté » et de l' « association ». Hervé Lavenir, président de Québec-France, souhaite que cette consultation, dont le professeur Guiffault souligne le caractère parfaitement démocratique, consacre la réalité d'une nation québécoise distincte. Yarema Kelebay et William Brooks assurent en revanche que le conflit est idéologique et non national, tandis que Loïc Conquer fait entendre, au service du vieux rêve d'un Canada bilingue, la voix, bien lointaine, d'un francophone de l'Ontario.

Reconnaître les faits

par HERVE LAVENIR (*)

POUR ceux — et nous n'étions pas bien nombreux : quelques élèves de l'ENA... qui, à partir de 1960, organisèrent en France le *lobby* pro-québécois, le grand événement du 20 mai prochain apparaît comme l'aboutissement d'une longue marche et la réalisation d'un rêve de jeunesse. Que dire, surtout, de ceux qui, au Québec, malgré les railleries et le scepticisme de la majorité de leurs compatriotes, au tout début de leur action, firent vivre et grandir le mouvement souverainiste ? Et, plus encore, de la *ténacité* qu'il fallut au peuple de ce pays — et à tous les Canadiens-Français — pour *rester et devenir ce qu'ils sont*, pour faire craquer et fondre les glaces du long hiver que la conquête et, malheureusement, notre indifférence firent s'abattre sur la *Nouvelle-France* et durer plus de deux siècles ?

Il n'est pas encore exclu que le « non » l'emportera le 20 mai prochain. Si tel devait être le cas, ce serait à peu près sur l'appoint des voix des 15 % à 20 % d'anglophones et de non francophones que compte la population du Québec. Corollairement, la quasi-certitude existe déjà que la majorité des Québécois francophones veulent parvenir enfin à l'égalité des droits et des pouvoirs de décision avec les Canadiens anglophones, dans *tous* les domaines.

Devant cette volonté évidente, et que la jeunesse affirme de plus en plus fortement, le pouvoir d'Ottawa et les tenants du fédéralisme canadien ont multiplié les menaces et les mises en garde : les sentiments et les rêves, disent-ils, sont autre chose que la politique ; la souveraineté équivaudrait à la ruine de l'économie québécoise ; l'idée même de l'émancipation politique est une chimère ; le rêve national québécois fait fi du réel, de l'économie, etc.

L'équilibre

Or la réalité est toute différente. Par les ressources de son territoire, par le niveau d'instruction et le développement de sa population, par son revenu *per capita*, le Québec, aux Nations unies, serait parmi les pays de tête et, même par le chiffre de sa population — supérieur à celui, par exemple, du Danemark, de la Norvège, de l'Irlande et de combien d'autres, déjà membres de l'ONU, — il ferait aussi fort honorable figure ; par sa position géographique, politique et économique, par son rayonnement culturel et technologique aussi, il ne serait nullement en position d'infériorité, tant s'en faut, et il n'existe pas de raisons sérieuses d'affirmer que l'accession à la souveraineté pourrait remettre en cause l'équilibre économique et social du Québec.

Mieux, il est permis de penser que, devenu maître de négocier ses accords économiques avec l'étranger — et seulement à cette condition, — le Québec pourrait s'assurer une position encore plus favorable en Amérique du Nord et par rapport au monde extérieur si, devenant, par exemple, Etat associé de la Communauté européenne, il se développait, du même coup, en tête de pont européenne en Amérique du Nord et, pour les investisseurs américains et canadiens, en plate-forme de pénétration sur le marché européen.

Le Québec, qui a su réaliser par lui-même des projets aussi grandioses que l'aménagement du territoire de la baie James, après celui du bassin de la Manicouagan, et dont les progrès technologiques dans certains domaines — tel celui de l'électricité — sont parmi les plus avancés dans le monde, peut fonder la réalisation de son rêve historique sur des bases économiques très réelles, très solides, que maintes nations indépendantes pourraient lui envier. Les Canadiens-Anglais le savent bien, qui, quoi qu'ils en disent parfois maintenant, reconnaîtront la souverainteé, sans hésiter, dès qu'elle sera dans le domaine des faits.

(*) Président de l'Union chrétienne démocrate (U.C.D.) et de l'association Québec-France.

L'heure de la démocratie

par DIDIER GUIFFAULT (*)

LE *mérite* essentiel du référendum sera de permettre à l'ensemble des Québécois de se prononcer démocratiquement pour la première fois sur leur avenir constitutionnel. *Pour le gouvernement* Lévesque, les Québécois sont maintenant suffisamment prêts pour débloquer en connaissance de cause l'impasse politique dans laquelle se trouve le Canada depuis des années. *Cette consultation référendaire* se caractérise à la fois par la minutie de la procédure et par l'ambiguïté de la *question posée*.

En recourant à l'outil référendaire, étranger à la tradition britannique, les dirigeants québécois ont créé un précédent. Le référendum sera consultatif. Ses résultats ne *lieront* pas, juridiquement, le gouvernement québécois, même si ses *répercussions* politiques doivent être considérables.

La loi de 1978 sur la consultation populaire, votée par l'Assemblée de Québec, a obligé les partisans de chaque option à se regrouper dans des organisations coiffées par un comité national *pour le oui* et un *comité national pour le non*. En obligeant les formations politiques à se fondre dans de telles structures, *le gouvernement* a voulu montrer que l'enjeu débordait les clivages traditionnels des partis politiques. Ce choix, en outre, a correspondu au souci de *démocratiser* les sources du financement en allouant à chacun des deux comités des moyens financiers identiques : la loi institue un plafonnement de l'ensemble des dépenses référendaires et habilite ces seules organisations à percevoir des contributions financières et à procéder à des dépenses se rapportant au référendum. Chaque comité aura *reçu*, ainsi, des subsides à la fois du gouvernement provincial, des partis politiques et des électeurs. Rien, par *conséquent*, n'a été *négligé* sur le plan de la procédure pour *donner* à ce référendum un caractère authentiquement démocratique.

Les *électeurs* québécois se préparent à voter sur une *question dont* le fond présente une évidente ambiguïté. Les autorités les invitent, en *effet, à leur donner mandat, non plus* de *réaliser* la *souveraineté* politique du Québec assortie d'une association économique avec le reste du Canada, mais, *seulement*, de négocier avec le gouvernement *fédéral* sur la base d'une telle entente. La nuance est de taille et consacre un revirement par rapport aux positions antérieures du parti québécois. Ce dernier n'avait-il pas décidé lors de son congrès national, en 1979, que, une *fois* le mandat obtenu par voie *référendaire*, il s'engagerait à *« exiger le rapatriement au Québec de tous les pouvoirs inhérents à un Etat souverain et propose au Canada de réaliser avec lui une association d'Etats souverains* (...) ». *Le préambule du chapitre II du programme officiel du parti québécois* (1980) ne précise-t-il pas que les Québécois seront « (...) *appelés à accepter ou à rejeter un projet précis... : la souveraineté-association* » ?

Le libellé de la question référendaire ne recoupe absolument pas les principes antérieurement proclamés par le parti québécois. Il n'est plus question de réaliser la souveraineté-association, mais de la négocier. Il s'agit simplement de demander aux Québécois leur accord pour que des négociations s'ouvrent sur la base de la souveraineté-association, étant entendu que tout nouveau statut politique pouvant résulter de ces négociations serait soumis à un nouveau référendum. La portée « historique » de cette consultation s'en trouve, dès lors, réduite. Cette atténuation sensible des positions constitutionnelles du gouvernement québécois s'appuie sur des considérations tactiques. Fidèle à sa prudente politique de l'« étapisme », il n'entend pas brusquer les changements, mais s'efforce d'apprivoiser ses concitoyens à assumer progressivement cette mutation historique capitale.

Toute l'habileté des dirigeants québécois a été de désamorcer l'argumentation de l'opposition, qui voit dans l'éventuel succès du référendum une porte ouverte à l'indépendance. Le premier ministre québécois se répand en paroles apaisantes sur la signification du scrutin et souligne le *caractère réversible* de la dynamique qui pourrait résulter d'une victoire du oui, en promettant, quelle que soit l'issue des négociations, un second *référendum*. Une *majorité* de Québécois *refusent* le *statu quo* constitutionnel, mais ne sont pas pour autant enclins à accepter de trop grands bouleversements politiques. Pour beaucoup d'entre eux, voter oui équivaudra d'abord à sortir de *l'ornière constitutionnelle* canadienne, sans adhérer pour autant au principe de la souveraineté-association. M. *Lévesque* sait qu'il a *besoin* d'un *oui* sans équivoque pour rouvrir, en position de force, les négociations *constitutionnelles* avec le gouvernement *fédéral*. Il sait aussi, et surtout, *qu'un* succès lui est indispensable s'il veut pouvoir espérer que son projet indépendantiste *aboutira* un *jour*. En ce sens, le référendum du 20 mai s'avère décisif. Il constitue, à cet égard, un palier de plus dans la longue marche du Québec vers la prise en charge de son destin.

(*) Chargé de cours à la faculté de droit et des sciences économiques d'Orléans.

Conflit de peuples ou d'idéologies ?

par YAREMA KELEBAY (*) et WILLIAM BROOKS (**)

NOUS autres Canadiens allons penser sérieusement le 20 mai à ce que nos savants appellent le « conflit franco-anglais ».

Des générations entières d'auteurs, de poètes, de dramaturges et d'hommes politiques ont maintenu la vision de lord Durham de « deux nations qui se battent au sein d'un seul pays ». A la veille du référendum, la plupart des Canadiens acceptent toujours cette image d'une lutte entre deux peuples ennemis, anglais et français.

Nous continuons à nous préoccuper d'un dualisme culturel, nos « deux solitudes » symbolisées par des langues différentes. Est-ce bien la vérité ?

Sans doute, trouve-t-on des différences entre les Canadiens français et anglais. La question importante est : sont-elles pour autant des barrières infranchissables justifiant la division du Canada ?

Il est important de considérer précisément ce que c'est qu'une culture. Une culture se compose d'une série de solutions aux problèmes de la vie. Un couteau et une fourchette représentent la culture. Ils donnent une solution au problème de savoir comment mettre de la nourriture dans la bouche : dans un autre milieu culturel, la solution prend la forme des baguettes chinoises.

∴

La chrétienté est une solution au problème que pose la définition de Dieu ; dans un autre milieu culturel, la solution est le bouddhisme. Une langue est la solution au problème que pose la communication.

De la même façon, n'importe quel système politique représente la culture. C'est une solution au problème de gouverner. Les sociétés occidentales ont développé une démocratie libérale. D'autres sociétés ont choisi la monarchie, la dictature militaire ou le totalitarisme.

Un système économique est aussi un élément important de culture. Notre solution au problème de gagner de quoi vivre a été le capitalisme de la libre entreprise, tandis que d'autres ont adopté le socialisme. La culture n'est donc pas l'air que nous respirons, mais quelque chose de tout à fait réel et tangible. C'est l'ensemble de toutes nos solutions aux problèmes que nous rencontrons dans la vie.

∴

Vus à vol d'oiseau, les Canadiens français et les Canadiens anglais partagent plus de similarités que de différences. Tous sont membres d'une civilisation moderne, libérale et commerciale, qui fournit la base du niveau élevé de vie et des libertés politiques dont nous bénéficions dans ce pays. En réalité, les membres des communautés françaises et anglaises se servent déjà des mêmes solutions qui se sont développées au cours de la longue histoire de la civilisation occidentale.

Les Canadiens français et les Canadiens anglais commencent à découvrir qu'ils ne sont pas si différents les uns des autres que voudraient le faire croire beaucoup de nos politiciens et de nos intellectuels. Par exemple, les jeunes Français et les jeunes Anglais connaissent aussi bien les restaurants Mac Donald et le disco que les jeunes de Poughkeepsie, dans l'Etat de New-York, ou que ceux de Londres ou de Paris.

∴

Au fur et à mesure que la communauté anglophone se familiarise avec la langue française, les problèmes de communication et d'isolement deviennent moins graves. Certains ont déjà épousé une personne appartenant à l'autre groupe, ou y ont établi des amitiés profondes. Nous n'avons jamais eu une situation d'apartheid institutionnalisé. Plusieurs d'entre nous avons des parents originaires de l'autre groupe linguistique. Nous avons les mêmes loisirs et nos enfants sont membres des mêmes équipes.

Le fait que les uns parlent *surtout* français n'est pas une raison suffisante pour nous séparer. Notre façon de vivre à *tous* est presque la même et s'étend au-delà des limites posées par la langue.

∴

Où se trouve le vrai conflit ? Il n'est pas entre des cultures. Il est entre des élites politiques qui se battent dans l'arène politique. C'est au fond une question d'idéologie.

Vers 1960, le Québec a vu l'arrivée d'une élite formée par des hommes tels que le Père Georges-Henri Lévesque, de l'université Laval. Leurs manières d'analyser et de penser sont fondamentalement antagoniques à nos systèmes communs économiques et politiques. Ce sont eux nos hommes de la gauche. Leur idéologie ressemble d'une façon remarquable au socialisme du tiers-monde. En se servant du vocabulaire de l'anti-impérialisme et de la décolonisation, ils se plaisent à critiquer l'ordre social actuel. Sans se contenter d'être une « opposition loyale » dans un système politique qui évolue d'une façon graduelle, ils ont recours à la récrimination systématique, qui est, en fait, une attaque contre la structure fondamentale de notre système politique. Ils se sont bien établis dans ce que feu M. Lionel Trilling a appelé une fois la « culture adversaire » d'intellectuels sans emploi, qui ont une attitude hostile envers l'idéal de démocratie libérale et le capitalisme tels qu'on les trouve dans le monde occidental.

∴

Cette « classe nouvelle » s'exprime dans le parti québécois. Bien qu'on entende souvent dire que le parti québécois est « séparatiste », on nous rappelle rarement que c'est aussi un parti socialiste. En se servant d'une rhétorique nationaliste ou de libération, il poursuit des buts qui sont au fond socialistes. Cela est évident quand il tend à collectiviser, à centraliser et à bureaucratiser. Il a emprunté son modèle à ce qu'on pourrait appeler l'opposition du tiers-monde aux nations développées.

Cette tendance est évidente aussi dans sa tactique politique. Quand, un membre de l'opposition déclare que des sociétés ont quitté Montréal, un ministre du P.Q. l'accuse de « *déstabilisation politique* ». Quand le leader se l'opposition donne son avis sur l'économie au cours d'une élection partielle, le premier ministre l'accuse de « *terrorisme intellectuel* ». Quand une compagnie privée et respectée prend la décision de déménager son siège social à l'extérieur de cette province, on l'accuse d'être un « *mauvais citoyen* ». Quand les anglophones de Montréal s'expriment librement et indépendamment, on les réprimande en les accusant de vivre dans un ghetto et de voter toujours en bloc. On sermonne les citoyens qui font voir un scepticisme tranquille et poli au sujet du parti québécois.

∴

Quand les minorités se trouvent en désaccord avec la politique du parti, un ministre du gouvernement les accuse d'être « anormales ». Le pis, c'est qu'un premier ministre d'un gouvernement élu de façon démocratique et qui a juré de soutenir l'autorité de la loi laisse planer la menace que, s'il perd le référendum, il est possible qu'il ne puisse contrôler ses partisans déçus.

A la veille de ce référendum, le vrai conflit au Québec est entre le libéralisme et le radicalisme, ou entre deux idéologies, mais non pas entre deux peuples.

(*) Professeur au département d'histoire et des sciences de l'éducation à l'université McGill (Montréal).

(**) Professeur d'histoire au Lower Canada College (Montréal).

RÊVE OU RÊVERIE ?

par LOIC CONQUER (*)

« DE *la mer jusqu'à la mer...* » Pour tous les Franco-Canadiens qui, comme moi, ne sont pas des Québécois — si l'on entend par là les habitants de l'Etat du Québec, — l'accession de celui-ci à la souveraineté pourrait bien *marquer* la fin d'un grand rêve — celui d'un Canada bilingue, biculturel, d'une côte à l'autre, de l'Atlantique au Pacifique, selon la devise du Canada.

Rêve porteur *d'espoir*, formé à l'origine par nos coureurs des bois, nos pionniers, nos voyageurs qui, au-delà de la prairie et franchissant les Rocheuses, parsèment l'Ouest lointain de noms français, de villages français ; et rêve entretenu, poursuivi, malgré les vicissitudes de notre histoire — conquête et, il faut bien le dire, oppression jusqu'à une *date récente* ou encore à attendre, — *par tous ceux d'entre nous*, d'hier et aujourd'hui, qui voulurent croire avec volonté et foi que les deux nations fondatrices, réconciliées, pourraient vivre et cohabiter harmonieusement, avec leur langue et leur culture respectives, sur l'ensemble du Canada et y faire naître une civilisation originale.

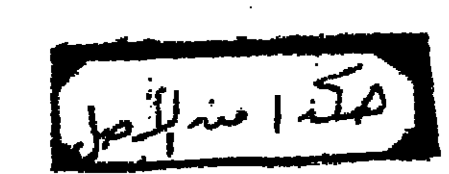
Si, demain, le Québec accède à la *souveraineté*, se constitue en personne du droit international et, de partie du Canada, *n'en est plus que le voisin, distinct de lui, en dépit* de tous les accords économiques et financiers concevables, *sera-t-il encore possible de* maintenir dans le Canada amputé la composante française que nous formons ? *De minoritaires que nous sommes déjà plus ou moins, à l'Est dans les* maritimes, et, à l'Ouest, de l'Ontario à la Colombie canadienne, *n'allons-nous pas de*venir plus minoritaires encore en face de la majorité anglo-saxonne et même des *minorités* nationales issues de peuples non fondateurs du Canada, mais plus nombreuses et importantes que les nôtres, numériquement, dans certaines régions ?

Je sais bien que le rêve du grand Canada bilingue est aussi, pour certains, une rêverie, et qu'il peut sembler dépourvu de tout réalisme ; que, trop souvent, le bilinguisme ne va guère plus loin — pour les autorités provinciales et la majorité des anglophones — que le formalisme des inscriptions sur les timbres et les billets de banque ; et que, par exemple, il nous a fallu attendre près de cent ans pour que soit déclarée, dernièrement, inconstitutionnelle la loi qui bannissait les écoles françaises du Manitoba...

Je sais bien aussi qu'on ne peut sacrifier l'avenir de la *nation québécoise* — car c'est une nation, avec sa langue, sa personnalité, son territoire, son vouloir-vivre — à celui de ses *prolongements* ou *de ses annexes à l'extérieur* (si tant est que ces mots conviennent)... Je sais encore qu'un Québec fort pourrait ou pourra peut-être mieux défendre nos droits que ne l'a fait jusqu'à présent l'Etat fédéral avec, reconnaissons-le, sa bonne volonté intermittente et son impuissance. *Mais qu'en sera-t-il du Canada, de la nation bilingue dont nous rêvions ?*

En tout cas, même si la réponse devait être « non » le *20 mai prochain, il resterait* que l'affirmation massive du fait français au Québec serait bonne pour nous, car il faudrait en tenir compte pour la grande réforme qu'attend tout le pays. Ce serait ou ce sera là, *incontestablement*, l'aspect positif du référendum dans un Canada qu'il faut rénover, même sans le Québec.

(*) Franco-Ontarien.



Le Monde

étranger

L'heure de la démocra…

RÊVERIE ?



PROCHE-ORIENT

Iran

Guerre et paix au Kurdistan

Quatre-vingt *seize Américains ont débarqué* récemment en Iran pour une mission de sabotages et d'assassinats », a révélé, mercredi 14 mai, le président Bani Sadr à Radio-Téhéran. Ce commando aurait été guidé par dix-neuf sympathisants iraniens ayant vécu pendant plusieurs années aux Etats-Unis.

Selon M. *Bani Sadr*, les *Américains* auraient débarqué en différents endroits pour une mission de deux semaines. Il a ajouté que deux hélicoptères américains se sont posés dans la région montagneuse de Bakthiari, dans le sud-*est, et auraient fourni des armes aux rebelles* kurdes.

A *Washington*, le département d'Etat s'est refusé à tout commentaire sur ces déclarations. C'est la première fois depuis la tentative de libération des otages, le 24 avril, que les dirigeants iraniens font état d'infiltrations d'« agents américains ».

La situation demeure, d'autre part, très tendue au Kurdistan, où vient de se rendre notre envoyé spécial.

« La montagne nous protège et nous protégera toujours »

De notre envoyé spécial

Mahabad. — *« Pour l'amour de Dieu, puisque vous êtes un journaliste étranger, vous devez dire au monde entier ce que vous avez vu, ce que nous subissons. »* Vingt fois, *trente fois, notre interprète nous a* traduit cette prière. A chaque halte, dans chaque conversation, nous l'avons entendue, dite parfois par des gens en larmes qui nous baisaient les mains en manière de supplication. A l'hôpital de Boukan, d'abord, petite ville de dix-huit mille habitants située à une soixantaine de kilomètres de Mahabad, où l'on ne sait plus où loger des blessés, des vieillards, des femmes et des enfants pour la plupart originaires de Saqqez, l'une de ces villes du Kurdistan que les hélicoptères de l'armée et les mortiers des « gardiens de la révolution » ont changées à force de s'acharner sur elles jour et nuit, en un même amoncellement de ruines.

Sitôt arrivés là, on avait tenu à nous mener jusqu'au fond de la cour, à l'endroit où un groupe d'hommes et de femmes entourait l'un des leurs, un vieillard, mort la veille, le corps criblé d'éclats d'obus, gisant sous un tapis. Dans *une chambre de l'hôpital, on avait* soulevé le drap douteux posé sur des cerceaux de bois pour nous montrer un malheureux gisant à plat ventre, à demi-inconscient, dont les deux jambes brûlées du talon à la hanche, n'était plus qu'une plaie nauséabonde.

« Comment Khomeiny le fasciste, qui ose parler de Dieu, peut-il laisser faire des choses comme celles-là ? Il faut que la vérité soit connue en Iran et en dehors de l'Iran, partout... », nous dit-on encore, alors que nous visitions l'un des quatre camps où s'entassent sous des tentes quelque trente mille réfugiés qui ont fui leurs bourgs et leurs villages, ne se déplaçant que la nuit, jouant avec les fusées éclairantes et les balles traceuses une tragique partie de cache-cache, avant de trouver enfin sécurité, assistance et réconfort. Car la fraternité kurde s'est aussitôt manifestée, et tous ceux qui le pouvaient ont pris à leur charge une famille de sans-abri, les autres réfugiés étant logés sous la toile.

Au siège local du parti démocratique des Kurdes d'Iran (P.D.K.I.), sous un portrait de Ghazi Mohamed, le président de la très éphémère République kurde, pendu à Mahabad en 1945 sur l'ordre du chah, les *responsables coordonnent* l'assistance, en liaison avec un centre d'accueil installé à l'autre extrémité de la ville et où les trois formations politiques kurdes (P.D.K.I., le Komalah et les Fedayin) collaborent étroitement. Il faut répartir entre les réfugiés les dons en nourriture offerts par la population, les dons en espèces étant utilisés à l'achat d'autres denrées et produits indispensables. Ainsi chaque famille peut-elle recevoir quotidiennement, sur la *base de cinq personnes, 2 kilos de* pain, 1 kilo de pâtes, une livre de sucre, un peu de fromage et de yaourt, et plus irrégulièrement du riz et de l'huile.

Le manque de médicaments, de tentes et de couvertures se fait le *plus cruellement sentir*. En dépit d'appels à l'aide désespérés, le représentant à Téhéran de la Croix-Rouge internationale n'a pas pu, nous a-t-on dit, venir constater sur place l'ampleur des besoins, en faisant valoir qu'il ne pouvait obtenir des autorités gouvernementales l'autorisation de se rendre au Kurdistan.

Miraculeusement épargnée jusqu'à présent, même si elle vit virtuellement dans la crainte de voir se mettre à tirer les canons et les chars postés sur toutes les crêtes avoisinantes, Mahabad est devenue la *capitale politique du Kurdistan* depuis que le P.D.K.I. y a installé son *état-major. Dans la maison qui lui* sert de P.C. — il la quitte chaque jour à l'heure du couchant pour aller passer la nuit en sécurité dans un lieu secret — étroitement gardée par une trentaine de *peshmergas* (1), nous attendait M. Abdel Rahman Ghassemlou, secrétaire général du P.D.K.I. La très grande majorité des Kurdes, seraient-ils même sympathisants d'un autre parti que le sien, le considèrent généralement comme leur chef.

M. Ghassemlou nous mène au salon où il reçoit sans cesse de nouveaux visiteurs.

L'autonomie d'abord des négociations ensuite

Dans un français irréprochable — il a dispensé à la Sorbonne dans les années 1977-1978 des cours de civilisation et de langue kurdes, — le chef du P.D.K.I. nous dit tout d'abord ses craintes : *« Jusqu'à ces derniers temps, nous étions dans une situation très particulière que l'on peut résumer ainsi : ni paix ni guerre. Une situation explosive. A présent, nous vivons la guerre et la paix ensemble. Ici, à Mahabad, c'est la paix totale, mais à Sanandadj, nous nous trouvons face à la guerre, une guerre menée avec tous les moyens nécessaires pour exterminer un peuple innocent...*

» La dernière trouvaille du gouvernement a été d'entreprendre le blocus économique du pays. Plus de ravitaillement ou presque, plus de carburant et, ce qui est bien plus grave encore peut-être, plus de médicaments pour les nombreux blessés. »

Si on l'interroge sur l'éventualité *de négociations*, M. Ghassemlou répond, après avoir souligné que *« les Kurdes sont toujours prêts à négocier »*, qu'il ne faut pas cependant perdre de vue qu'*« ils exigent d'abord leur autonomie et qu'une fois celle-ci accordée il deviendra facile de trouver des solutions »*.

Il y a longtemps déjà que le parti démocratique a présenté au gouvernement le projet d'une autonomie qui s'inscrit *« dans le cadre de la République islamique et ne saurait en aucun cas être qualifiée de sécession »*. Les six points essentiels de ce projet contiennent, selon M. Ghassemlou, *« uniquement des revendications raisonnables »*. *« Nous demandons le minimum de ce qu'un peuple est en droit d'exiger... Mais faudrait-il encore*, poursuit-il, *que nous sachions enfin à qui nous avons l'honneur de parler : alors même que nous discutons avec telle ou telle mission ou commission du gouvernement, comme cela se produit assez souvent, d'autres personnalités de ce même gouvernement ne nous ménagent ni leurs sarcasmes ni leurs injures. Il y a tant de centres de décision à Téhéran que nous ignorons qui est réellement au pouvoir. Ce que nous savons c'est que si certains semblent vraiment enclins à accepter nos revendications, beaucoup d'autres, en revanche, les refusent sans même vouloir en discuter avec nous.*

» Il est évident que le pouvoir met tout en œuvre pour nous exterminer. Dans ces conditions, nous nous préparons aussi à lutter. Durant la journée, on négocie, on téléphone à Téhéran, et la nuit on se bat. Notre tactique est simple, c'est celle de la guérilla : être partout et nulle part ! S'ils décident de nous livrer une guerre totale, nous nous retirerons dans nos montagnes, là où nous sommes invulnérables. La montagne kurde a toujours protégé et protégera toujours les Kurdes... »

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

(1) *L'effectif total des peshmergas*, dont le nom kurde peut se traduire en français par « brave la mort », se situe actuellement entre six mille cinq cents et sept mille hommes. Ce sont des volontaires réguliers, tous disponibles à plein temps, armés, soit de pistolets mitrailleurs soviétiques Kalachnikov soit de fusils d'assaut *américains G. 3. Mais les* Kurdes comptent de surcroît plus de cinquante mille paysans armés, membres de la « résistance nationale », qui peuvent être appelés à intervenir si besoin est.

(Dessin de KONK.)

Le secrétaire général de l'ONU pourrait prendre une initiative pour débloquer la situation créée par la prise d'otages

L'Iran, l'Aghanistan, le Proche-Orient, le Tchad et la relance du dialogue Nord-Sud ont été les principaux sujets évoqués au cours de l'entretien qu'a eu mercredi 14 mai M. Waldheim avec M. Giscard d'Estaing.

Le gouvernement français et le secrétaire général resteront en contact sur ces divers problèmes en fonction des échéances prévues.

Au sujet de l'Iran, M. Waldheim a indiqué en quittant l'Elysée que l'entretien avait porté sur *« l'examen des possibilités pour surmonter les difficultés actuelles »*. Il a, d'autre part, rappelé qu'il s'était entretenu à Belgrade, à l'occasion des obsèques de Tito, avec M. Ghotbzadeh, ministre iranien des affaires étrangères.

Ces remarques semblent confirmer des indications de bonne source selon lesquelles le secrétaire général pourrait prendre une initiative politique pour débloquer la situation. Le principal agent de cette initiative serait M. Abib Daoudi, conseiller politique du président syrien El Assad. M. Daoudi faisait partie de la commission d'enquête constituée en février sous l'égide de l'ONU pour examiner « *les griefs du peuple iranien* » et qui a suspendu ses travaux faute de pouvoir les mener comme elle l'entendait. Certains avaient espéré que les conclusions de cette commission pourraient fournir une monnaie d'échange à la libération des otages.

Une initiative serait certainement bien accueillie par les Européens, qui s'apprêtent à décider samedi, à Naples, des sanctions contre l'Iran et souhaitent « équilibrer » ce geste. La principale mesure nouvelle consisterait à suspendre les contrats qui seraient exécutés à moins des deux tiers.

A Londres, les Communes ont adopté mercredi, à une forte majorité mais en l'absence de nombreux députés qui manifestaient *ainsi leur désapprobation*, la législation permettant de prendre des sanctions.

A Bruxelles, les ministres des affaires étrangères et de la défense des pays intégrés à l'OTAN ont publié une déclaration où ils ont publié une déclaration dans laquelle ils *« lancent un appel aux autorités iraniennes pour que les otages américains soient libérés immédiatement et sans dommage pour eux »*. — M. D.

Israël

L'inquiétude grandit à propos du sort de la population d'Hébron toujours coupée du monde

Divers incidents ont eu lieu mardi 13 et mercredi 14 mai en Cisjordanie et à la frontière libanaise. Trois Palestiniens ont été tués aux abords du kibboutz Hanita, à la frontière israélo-libanaise, au cours d'un accrochage avec une patrouille israélienne, a annoncé, mercredi, le porte-parole de l'armée israélienne. Le commando s'apprêtait à s'infiltrer en Israël.

D'autre part, les maires d'Hebron et de Khalkhoul, MM. Kawasmeh et Melhem, et le cheikh Rajab Al Tamimi, de la mosquée d'Hébron, expulsés il y a une dizaine de jours par les autorités israéliennes, devaient déposer jeudi ou vendredi devant le Conseil de sécurité des Nations unies.

De notre correspondant

Jérusalem. — Pas de nouvelles, mauvaises nouvelles. C'est ainsi que s'exprime en Cisjordanie, *mais aussi en Israël*, une *inquiétude de plus en plus grande à propos* du sort de la population d'Hébron, qui subit un régime très strict de couvre-feu depuis l'attentat du 2 mai contre des colons israéliens. La ville et les villages environnants sont depuis cette date coupés du monde et il est impossible de communiqué, donc de savoir ce qui s'y passe avec certitude. L'information est unilatérale : il n'y a rien à signaler pour l'administration militaire. Toutefois, des indications *fournies par de rares témoignages*, des rumeurs, rendent la situation alarmante.

Des personnalités de Cisjordanie originaires d'Hébron ont demandé le 13 mai une prolongation des moments, jusque-là très brefs, durant lesquels les habitants sont autorisés à s'approvisionner aux marchés de la ville. Cette requête a été rejetée. D'ordinaire ,les Palestiniens de Cisjordanie ont l'habitude de stocker chez eux des denrées de première nécessité, mais, selon des villageois de la région d'Hébron, ces réserves s'épuisent chez certaines familles et dans d'autres cas elles ont été gâchées ou dispersées — volontairement, dit-on — lors des multiples perquisitions effectuées par l'armée, maison par maison. Mardi, des commerçants de Jérusalem ont envoyé quatre camions de vivres vers Hébron, mais ceux-ci ot été refoulés sur l'ordre du gouvernement militaire, qui a fait savoir que la population disposait du « *nécessaire* ».

De graves accusations ont été portées contre l'administration militaire par deux députés israéliens, MM. Uri Avneri et Meïr Païl, et le général de réserve Mattityahou Peled, qui, au cours d'une conférence de presse, ont demandé au nom du mouvement Conseil pour la paix Israël-Palestine, la *démission du gouverneur de Cisjordanie et de celui de la région* d'Hébron. Ils ont affirmé que l'armée voulait*« affamer »* la population ou au moins lui imposer des privations insupportables. Ils ont ajouté que leur protestation était fondée sur des récits d'officiers et *de soldats bouleversés par « ce qu'ils avaient vu ou ce qu'ils avaient été obligés de faire »*.

Des voix de plus en plus nombreuses se font entendre pour dénoncer les risques politiques des sanctions décidées en Cisjordanie, notamment à cause du profond ressentiment envers Israël qu'elles aggravent au sein de la population palestinienne.

Le Jour de Jérusalem

C'est dans ce contexte qu'Israël a célébré, le 14 mai, avec faste le Jour de Jérusalem, pour le treizième anniversaire de la « réunification », c'est-à-dire l'annexion de la partie orientale de la cité après la guerre des Six Jours. Une imposante cérémonie au Mur des Lamentations, des concerts dans différents quartiers, une marche vers la vieille ville, *ont marqué cette journée et, la* veille au soir, un spectacle son *et lumière avait réuni* près de vingt mille personnes.

Comme dans tant de fêtes populaires, il y avait des chars fleuris, mais il s'agissait ici de véritables chars d'assaut car la manifestation était organisée par l'armée qui voulait rappeler la *conquête du secteur arabe en 1967*. Cette précision suffit à éclairer la signification de la fête : célébration unilatérale organisée par et pour les deux cent quatre-vingt-dix mille juifs de Jérusalem. A Jérusalem-Est, où l'on recense cent mille musulmans et une dizaine de milliers d'Arabes chrétiens, c'était un *« jour sombre »*.

Quoi qu'en disent les dirigeants israéliens, la *« capitale d'Israël une et indivisible »* reste divisée. Les murs et les barbelés ont disparu, le *no man's land* a été *transformé en jardin public, mais* la frontière demeure. Il y a deux Jérusalem. Juridiquement, les habitants arabes gardent la citoyenneté jordanienne, mais dans la vie quotidienne, deux communautés vivent chacune de leur côté.

FRANCIS CORNU.

A travers le monde

Côte-d'Ivoire

● LA COTE-D'IVOIRE a renoncé provisoirement à une dizaine de projets économiques d'un coût total de 6 milliards de francs en raison de la chute de ses revenus tirés des exportations de cacao et de café, a-t-on appris mercredi 14 mai à Abidjan. Parmi ces projets figurent la construction d'un nouvel aéroport à Abidjan, l'extension à l'ensemble du pays de la réception de la télévision, la construction d'un hôpital à Yamoussoukra et l'édification d'un nouveau pont dans la capitale. — *(Reuter.)*

Guatemala

● VINGT-QUATRE PERSONNES ONT ETE ASSASSINEES pour des motifs politiques au cours des dernières quarante-huit heures, a-t-on appris, le mercredi 14 mai, dans la capitale. Parmi ces victimes figurent quatre maires adjoints, tués par balles dans une municipalité du département de Quezaltenango, à 200 kilomètres à l'ouest de Guatemala. En une semaine, environ quarante personnes ont été assassinées dans divers endroits du pays.

Namibie

● LES FORCES SUD-AFRICAINES ont tué vingt et un maquisards de la SWAPO (Organisation des peuples du Sud-Ouest africain) lundi 12 mai, au cours de deux accrochages dans le nord de la Namibie. Selon les mêmes sources, le bilan des combats depuis le début de l'année s'élève à trois cent dix guérilleros et vingt-sept soldats sud-africains tués. — *(A.F.P., Reuter.)*

Suède

● PAS DE GREVE DE LA FEDERATION DES GENS DE MER. La Fédération a retiré, mercredi 14 mai, le préavis de grève et de boycottage de six armements à partir du 16 mai. Ce différend sur les pavillons de complaisance fera l'objet de négociations à partir de vendredi. — *(U.P.I.)*

Egypte

Le président Sadate dénonce la « conspiration » de la hiérarchie copte et se déclare prêt à reprendre les négociations sur l'autonomie palestinienne

Dans un discours de plus de quatre heures prononcé devant le Parlement le mercredi 14 mai, le président Sadate s'est déclaré prêt à reprendre les négociations avec Israël sur l'autonomie palestinienne après l'échéance du 26 mai. Il a précisé qu'il répondait ainsi à une demande du président Carter qui lui avait longuement téléphoné la veille pour le presser de revenir sur sa décision, annoncée la semaine dernière, d'interrompre ces négociations. Il a précisé que c'est le général Kamal Hassan Ali, ancien ministre de la défense et nouveau ministre des affaires étrangères, qui représentera l'Egypte à ces discussions.

Israël a fort bien accueilli ces déclarations du chef de l'Etat qui a, par ailleurs, violemment critiqué la hiérarchie copte-*orthodoxe*.

De notre correspondant

Le Caire. — Le raïs a consacré au problème confessionnel plus de la moitié de son discours devant le *Parlement*. Dénonçant avec véhémence la *« conspiration »* de la haute hiérarchie copte orthodoxe, dont aucun représentant, contrairement aux habitudes, n'assistait à l'allocution, il a laissé entendre qu'il avait songé à faire remplacer le pape Che*nouda III*.

Sans préciser qu'il émanait des coptes d'Amérique, lesquels réagissent à la manière des Américains, le président a traduit en arabe, d'un ton très irrité, un tract en anglais appelant à protester *« contre les excès des fanatiques islamiques en Egypte »* distribué lors de son récent voyage à Washington. *« Ce texte a été dicté par les dirigeants religieux coptes pour diffamer (...) l'islam à l'étranger »*, a estimé M. Sadate, avant de répéter plusieurs fois en martelant ses mots : *« Je suis le président musulman d'un Etat musulman. Je gouverne en musulman un pays islamique où chrétiens et musulmans vivent côte à côte. »*

Ces propos ont vivement impressionné les coptes, mais il est clair, pourtant, qu'au-delà de ses compatriotes chrétiens, dont il a aussi rappelé l' *« appartenance à la texture même de la nation égyptienne »*, le raïs s'adressait aux musulmans, et tout particulièrement aux intégristes. Il a voulu leur montrer qu'il veillait à *« empêché l'Eglise de s'ériger en pouvoir »* au sein d'un Etat *dont l'islam est la religion officielle*. Il a toutefois mis en garde *« les fondamentalistes qui voudraient exploiter la religion à des fins politiques »*, et il a ordonné la dissolution des confréries religieuses *« non déclarées au ministère des affaires sociales »*.

Le président a, d'autre part, confirmé qu'il prenait personnellement la direction du nouveau cabinet (*le Monde* du 15 mai) et, sans définir sa *« nouvelle politique économique »*, il a révélé que soixante-dix-sept produits de consommation vont diminuer de 15 % et que le salaire minimum mensuel passait à 20 livres (120 francs). Il a aussi annoncé que la loi martiale était levée.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

LE NOUVEAU CABINET

Le Caire *(A.F.P.)*. — Voici la composition du nouveau cabinet égyptien annoncée le mercredi 14 mai a Caire (*le Monde* du 15 mai)

Premier ministre : le président Anouar El Sadate ;

Vice-premiers ministres :

— Le général Kamal Hassan Ali : secteur de la « souveraineté » (affaires étrangères, défense et information) ;

— M. Mohamed Nabaoui Ismail : *intérieur et services* ;

— M. Ahmed Ezzel Din Helal : pétrole et production ;

— M. Abdel Razzak Abdel Meguid : Affaires économique, financières et Plan ;

— M. Fikri Makram Ebeid : affaires de l'Assemblée du peuple (Parlement) ;

— M. Ahmed Fouàd Mohieddine, chargé de présider le conseil des ministres lors de l'absence du président Sadate et chargé de la présentation du programme du gouvernement à l'Assemblée du peuple.

MINISTRES D'ETAT

Enseignement et recherche scientifique : M. Moustapha Kamal Helmi.

Sécurité sociale et affaires sociales : Mme Amal Osman.

Reconstruction, habitat et bonification des terres : M. Hassaballa El Kafraoui.

Affaires étrangères : M. Boutros Ghali.

Forces laborieuses et formation professionnelle : M. Saad Mohamed Ahmed.

Agriculture et sécurité alimentaire : M. Mohamed Ahmed Daoud.

Irrigation et affaires du Soudan : M. Abdel Hadi Samaha.

Affaires de l'Assemblée du peuple : M. Abdel Akher Mohamed Abdel Akher.

Santé : M. Mamdouh Kamal Gabr.

Culture et information : M. Mansour Hassan.

Production militaire : général Gamal El Sayed Ibrahim.

MINISTRES

Défense et production militaire : général Ahmed Badaoui, ancien chef d'état-major.

Transports, communications et transport maritime : M. Soliman Metwalli.

Tourisme et aviation civile : M. Gamal El Nazer.

Justice : M. Anouar Abou Sehla.

Industrie et ressources minières : M. Mohamed Taha Zaki.

Electricité : M. Mohamed Maher Osman.

Approvisionnement et commerce intérieur : M. Ahmed Nouh.

Wakfs (biens religieux de mainmorte) : M. Zakareya El Berri.

DIPLOMATIE

A LA RÉUNION DES PAYS INTÉGRÉS A L'OTAN

L'alliance atlantique manifeste sa cohésion dans le domaine de la défense

De notre correspondant

Bruxelles. — *« L'altération de la situation stratégique en Asie du Sud-Ouest appelle la solidarité totale et une cohésion accrue de la part des alliés pour répondre aux exigences de ces données nouvelles. »* Ce passage du communiqué donne le ton de la réunion des pays intégrés à l'OTAN, mercredi 14 mai, à Bruxelles.

MM. Muskie et Brown, secrétaire d'Etat et secrétaire à la défense des Etats-Unis, ont obtenu de leurs alliés la manifestation de soutien qu'ils étaient venus chercher. Dans ce monde « post-Afghanistan », et après que l'Ouest ait pris conscience, comme l'a remarqué M. Muskie, que les Soviétiques hésitent moins à employer leur puissance militaire qu'on ne le croyait précédemment, les pays intégrés à l'OTAN sont d'accord sur la nécessité de resserrer leurs rangs. Ils acceptent de consentir un effort supplémentaire pour que leur défense face aux pays du pacte de Varsovie, chez lesquels on ne constate, tant s'en faut, *« aucun relâchement »*, demeure aussi forte que possible.

Les alliés partagent l'analyse américaine sur la gravité de l'invasion de l'Afghanistan, sur ses incidences dans la zone de l'OTAN et sur la meilleure façon d'y répliquer. C'esct ce qu'explique le communiqué. Une présence militaire occidentale dans le sud-ouest de l'Asie s'impose donc dans l'intérêt de l'alliance, afin de se prémunir contre une déstabilisation supplémentaire de cette région essentielle à l'approvisionnement en pétrole de l'Europe.

Cette tâche est assumée par les Etats-Unis qui pourraient être amenés en cas de dégradation nouvelle à dépêcher des forces encore plus importantes dans la région. Même si l'engagement américain à l'égard de l'OTAN demeure entier (le communiqué déclare que le gouvernement des Etats-Unis *« ne prévoit le retrait d'aucune de ses forces stationnées en permanence en Europe pour les employer dans le Sud-Ouest asiatique)* le renforcement des moyens de défense en Asie du Sud-Oust peut avoir pour conséquence un allégement au moins provisoire du dispositif normalement affecté par les Etats-Unis à la défense de l'Europe. D'où la nécessité de faire en sorte que *« l'aptitude des alliés à dissuader un agresseur éventuel et à défendre l'Europe soit également maintenue et renforcée »*.

Dans cet esprit, les ministres des pays participant à l'organisation militaire intégrée ont confirmé leur accord au programme en deux phases, proposé par les Américains, pour renforcer l'efficacité des forces. Il s'agit, pour l'essentiel, d'accélérer des mesures figurant dans le programme à long terme approuvé en 1977. La première phase qui énumère un certain nombre d'actions à court terme à prendre pour chaque pays et d'effets immédiats : le contenu de la seconde devra êtr précisé d'ici la réunion du comité des plans de défense de décembre 1980.

Pour financer ces mesures, les alliés européens réaffirment leur intention d'accroître de 3 % par an, en termes réels, leur budget de la défense. Les pays qui, tels la Belgique, le Danemark, les Pays-Bas, sont pour l'instant loin de ce chiffre, se sont fait quelque peu rappeler à l'ordre. Ils ont assuré qu'ils feraient de leur mieux pour essayer de tenir leur engagement.

Les ministres ont réaffirmé leur décision de décembre 1979 de moderniser les forces nucléaires « de théâtre » à longue portée, et, parallèlement, de proposer à l'U.R.S.S. une négociation visant à limiter à un niveau à peu près équivalent les forces de ce type américaines et soviétiques. L'U.R.S.S. a rejeté l'offre américaine et, note le communiqué, poursuit le déploiement de ses missiles S.S.-20 *« à un rythme rapide »*, accentuant encore la disparité qui existe déjà dans ce domaine en faveur de l'Union soviétique. Les Belges, qui en décembre 1979, avaient demandé un délai de réflexion de six mois avant de donner leur accord au déploiement sur leur territoire de nouveaux missiles équipant les T.N.F. américaines, n'ont pas été encore en mesure de se prononcer : le changement de gouvernement en cours à Bruxelles n'était ciliter une décision. Le problème qui se pose est de savoir s'ils pourront le faire lors de la session de printemps du conseil des ministres de l'Atlantique, fin juin, à Ankara. Le communiqué indique enfin que, conformément aux décisions prises en décembre 1979 sur la modernisation des « armes de théâtre », le retrait de mille ogives nucléaires américaines a commencé.

Explorer les voies non militaires

Bref, les partenaires des Etats-Unis ont donné leur accord pour adapter leur politique de défense dans le sens voulu par Washington et l'Alliance a manifesté sa cohésion comme le souhaitait l'administration Carter. Tel n'est pas ou pas encore le cas en d'autres domaines. M. Muskie est, à l'évidence, préoccupé par la politique des Européens à l'égard de l'Iran. Cette question, à peine abordée en séance par les ministres, a été longuement évoquée lors des entretiens bilatéraux que le nouveau secrétaire d'Etat a eus avec MM. Genscher R.F.A.), Colombo (Italie), Simonet (Belgique) et M. Jenkins, président de la commission européenne. Les Neuf vont-ils décider, le 17 mai à Naples, d'effectivement appliquer des sanctions contre l'Iran ou pratiquer l'art de l'esquive ?

Les travaux préparatoires qui viennent de s'achever à Bruxelles portent à pencher pour la seconde hypothèse, et c'est ce qui tracasse Washington. *« Nous serions très déçus si les Européens ne s'engageaient pas dans une politique de sanctions effectives. Il nous faut des sanctions qui frappent, qui blessent les Iraniens, qui les amènent à se rendre compte qu'il y a un prix à payer s'ils continuent à garder prisonniers les otages »*, a déclaré M. Muskie qui, par ailleurs, toujours à propos de l'Iran, a tenu à rassurer ses interlocuteurs sur le caractère pacifique de ses intentions.

« Ma méthode consiste à explorer toutes les voies non militaires disponibles, a-t-il dit. *La détention des otages n'aide pas les Iraniens à résoudre leurs problèmes. Il nous faire appel à notre imagination et faire preuve encore de patience. Je ne vois pas d'option militaire qui donne une garantie d'aboutir, même si je ne peux pas complètement exclure une telle option. »*

Le secrétaire d'Etat a donc adopté, à Bruxelles, à propos de l'Iran une attitude plutôt modérée. Mais ses interlocuteurs ont compris qu'il était très important pour lui de revenir d'Europe en ayant marqué quelques points sur ce dossier.

M. Muskie est également préoccupé à l'idée que les pays de la Communauté pourraient, comme ils l'ont laissé entendre, prendre une initiative à propos du Proche-Orient. En l'état actuel des choses, pour Washington, toute démarche de cette nature serait intempestive, car la seule voie possible est de poursuivre, y compris après l'échéance initialement retenue du 26 mai, le dialogue engagé par les accords de Camp David. *« L'Egypte et Israël considèrent que, malgré les difficultés, ce processus devra être poursuivi. J'espère qu'on ne prendra aucune initiative de nature à le saper »*, a déclaré, au cours de sa conférence de presse, M. Muskie.

PHILIPPE LEMAITRE.

Le communiqué de Bruxelles demande « le retrait total et immédiat des forces soviétiques d'Afghanistan »

Le communiqué, publié mercredi 14 mai, à l'issue de la réunion ministérielle du comité des plans de défense de l'OTAN (tous les membres de l'alliance, sauf la France et la Grèce) déclare notamment :

« Les ministres ont exprimé la préoccupation que leur causait l'emploi de la force armée, pour la première fois depuis la guerre, par l'Union soviétique, pour imposer sa volonté à un pays non aligné du tiers-monde et d'une façon qui a modifié toute la situation stratégique. Ils ont dénoncé ce recours à la force (…) et ont demandé le retrait total et immédiat des forces soviétiques d'Afghanistan. (…)

» L'altération de la situation stratégique en Asie du Sud-Ouest appelle une solidarité totale et une cohésion accrue de la part des alliés pour répondre aux exi- (…) Il est de l'intérêt des membres de l'alliance que les pays à bres de l'Alliance que les pays à même de le faire ne négligent aucun effort pour favoriser la paix et la stabilité dans le Sud-Ouest de l'Asie. (…)

» Les ministres (…) ont reconnu que, au moment où les Etats-Unis accomplissent les efforts ci-dessus pour renforcer les moyens de défense en Asie du Sud-Ouest, il est nécessaire de faire en sorte que l'aptitude des alliés à dissuader un agresseur éventuel et à défendre l'Europe de l'OTAN soit également maintenue et renforcée. (…)

» Marquant leur volonté de répondre aux exigences de la situation actuelle, les ministres ont approuvé un certain nombre de dispositions à court terme à prendre par chaque pays. Il s'agira d'une mise en œuvre plus prompte et plus complète de mesures de défense urgentes nécessaires pour améliorer le potentiel des forces dans la zone de l'OTAN. (…)

» Les ministres ont en outre demandé que soit présenté, à la réunion du comité des plans de défense de décembre 1980, un rapport stipulant, pays par pays, d'autres mesures spécifiques dont l'exécution devrait être avancée ou accélérée. (…) Les domaines à prendre en considération seraient entre autres l'état de préparation, la mobilisation des réserves, les munitions et matériels de guerre, la défense maritime, l'accroissement des moyens de transports aériens, le soutien à accorder par les pays aux renforts, l'aide militaire au Portugal et à la Turquie et le programme d'infrastructures de l'OTAN. (…)

» Les ministres (…) ont réaffirmé qu'il importe que les pays membres atteignent et maintiennent le taux d'augmentation annuelle d'environ 3 % de la valeur réelle auquel les chefs d'Etat et de gouvernement ont donné leur accord pour les dépenses de défense. Ils se sont déclarés confiants quant à l'espoir que les pays qui n'ont pas encore eu la possibilité d'atteindre cet objectif mettront tout en œuvre pour y parvenir. »

Kaboul propose un règlement sous la garantie de l'U.R.S.S. et des États-Unis

(Suite de la première page.)

Le document souligne la nécessité, *« en plus de l'ensemble des accords bilatéraux, de garanties politiques adéquates de la part de certains Etats qui seraient acceptables aussi bien pour l'Afghanistan que pour les signataires d'accords bilatéraux »*, dont ces garanties seraient *« partie intégrante »*. L'U.R.S.S. et les Etats-Nnis devraient figurer parmi ces Etats et Washington devrait s'engager *« à ne mener aucune activité de sape contre l'Afghanistan, y compris depuis le territoire d'un pays tiers »*.

D'autre part, la proposition précise que *« le problème de l'évacuation du territoire de l'Afghanistan du contingent militaire limité soviétique doit être également résolu dans le contexte d'un règlement politique »*. Ce retrait serait discuté, *« sous la forme d'un calendrier »*, a indiqué Radio-Kaboul captée à New-Delhi. La cessation *« des immixtions armées et d'autres formes d'ingérence dans les affaires intérieures de l'Afghanistan auraient éliminé les causes qui ont obligé »* Kaboul à faire appel à l'armée soviétique, poursuit la proposition, qui lance également *« un nouvel appel à tous les Afghans »* en exil pour qu'ils rentrent dans leur patrie *« conformément à l'amnistie du 1er janvier 1980 »*. *« La nouvelle société afghane*, déclare encore le gouvernement Karmal, *respecte strictement les principes de l'islam, religion sacrée. »*

L'Iran et le Pakistan n'avaient pas encore réagi, jeudi 15 mai, à la nouvelle proposition de l'Afghanistan, relayée par Tass, mais celle-ci a été accueillie avec froideur par les milieux officiels américains. Elle revient à réclamer, indique-t-on à Washington, la reconnaissance préalable du gouvernement Karmal, sans recevoir l'assurance d'un retrait des troupes soviétiques. A Bruxelles, M. Hodding Carter, porte-parole du département d'Etat, a apporté une réponse prudente à l'initiative soviéto-afghane. *« Nous étudions le plan et ne ferons aucun commentaire avant d'avoir pu l'examiner dans le détail »*, a-t-il déclaré.

● A PESHAWAR, au Pakistan, une conférence nationale des doyens de tribus de vingt-huit provinces d'Afghanistan, a récemment discuté un projet de formation d'un gouvernement afghan en exil par les mouvements de résistance islamiques. Des combats auraient eu lieu, au début de la semaine, à Hérat, où des groupes de guérilleros s'étaient retranchés dans la vieille ville. Enfin, une personnalité afghane arrivée en Inde a affirmé que cinq mille soldats tchécoslovaques étaient venus, il y a une dizaine de jours, renforcer l'armée soviétique en Afghanistan. — *(A.F.P., A.P., Reuter, U.P.I.)*

Au Japon

LE GOUVERNEMENT SOUMET A LA DIÈTE UN SUBSTANTIEL PROGRAMME D'ARMEMENT

(De notre correspondant.)

Tokyo. — L'Agence de défense japonaise a révélé, mercredi 14 mai, le contenu du nouveau programme de dépenses militaires pour les cinq prochaines années. Selon ce document, soumis à la Diète le même jour, l'Agence propose que les dépenses en armements s'élèvent à 2 800 milliards de yens (50,4 milliards de francs) au cours des cinq ans commençant à partir de l'année fiscale 1980 (avril 1980-mars 1981). Ce programme, adopté en juillet 1979, mais dont les détails ne sont connus qu'aujourd'hui, reflète les grandes lignes de la politique de modernisation des forces d'autodéfense. La plus grosse part (40 % des dépenses envisagées) est destinée à la marine, tandis que l'aviation et les forces terrestres se verront affecter respectivement 32 % et 28 % de celles-ci.

Ce programme sera au cœur de la campagne pour les élections sénatoriales, fin juillet. Il est dans la ligne de la politique à laquelle jusqu'à présent le Japon s'est tenu : ne pas accorder plus de 1 % de son budget aux dépenses militaires (*le Monde* du 22 mars). Il n'en témoigne pas moins de la volonté de ses dirigeants de développer de manière substantielle la capacité de défense nationale.

Devant la Diète, mercredi, le premier ministre, M. Ohira, a assuré l'opposition qu'il n'avait pris aucun engagement au cours de ses entretiens avec M. Carter, début mai, d'accroître plus rapidement que prévu les dépenses militaires.

Les Etats-Unis souhaiteraient apparemment que le Japon avance d'un an son programme, qui dans son état actuel le conduira à atteindre le seuil du « 1 % du P.N.B. » en 1984.

Ph. P.

AU SOMMET DU PACTE DE VARSOVIE

M. Gierek se prononce pour un « dialogue politique » entre l'Est et l'Ouest

De notre correspondant en Europe centrale

Vienne. — Les résultats des réunions atlantiques de Bruxelles ont été sévèrement commentés, mercredi 14 mai, dans les milieux officieux de la capitale polonaise où se tient, jusqu'à ce jeudi 15 mai, le sommet du pacte de Varsovie. Selon certaines sources, les décisions de l'OTAN pourraient amener le camp socialiste à durcir le ton et à renforcer ses capacités militaires.

Ces rumeurs doivent cependant être accueillies avec prudence. La volonté de Moscou d'augmenter la contribution de ses alliés au budget militaire commun ne date pas d'hier, en effet, mais au moins du dernier sommet du pacte, en novembre 1978 à Moscou. Le projet avait alors achoppé — au grand, mais discret, soulagement des autres membres — sur le refus de la Roumanie, auquel M. Ceausescu avait donné un éclat retentissant.

Il est donc probable qu'en tout état de cause Moscou ait souhaité cette fois encore soulever la question du financement de l'alliance socialiste, et les nouvelles parvenues de Bruxelles (au demeurant pas inattendues) sont peu susceptibles d'avoir bouleversé l'ordre du jour.

En attendant le communiqué, qui devait être publié en début d'après-midi, jeudi, l'agence PAP a diffusé, mercredi, des extraits du discours d'ouverture de M. Gierek. Ce discours est un plaidoyer pour la paix et la détente, dans lesquelles le pacte, *« alliance défensive et pacifique »*, a joué, selon le premier secrétaire du parti polonais, un *« rôle capital »*.

Après avoir notamment cité en exemple les traités de *« normalisation des relations »*, signés entre l'Allemagne fédérale, l'U.R.S.S., la Pologne et les autres pays socialistes, M. Gierek a estimé que *« le processus de la détente* (était) *rejeté dans l'ombre par l'intensification des efforts de l'impérialisme »*. Insistant sur les *« entreprises visant à renverser l'équilibre militaire existant »* et qu'il a qualifiées de *« particulièrement dangereuses »*, il a affirmé qu'il n'y avait qu' *« une seule voie raisonnable de développement des relations entre l'Est et l'Ouest (…) : le dialogue politique »*. *« Je suis convaincu*, a-t-il dit, *que cette session ouvrira de nouvelles perspectives pour la paix et la sécurité en Europe et dans le monde. »*

Telle était aussi la certitude exprimée mercredi par l'organe du comité central roumain : *« Les pays participants*, écrivait la *Scinteia*, *apporteront sans doute une nouvelle contribution à la cause de la paix par des initiatives concrètes en direction de la réduction de la course aux armements. »*

BERNARD GUETTA.

● *Mme Simone Veil*, présidente du Parlement européen, en visite officielle à Copenhague, a rencontré, mardi 13 et mercredi 14 mai, des représentants de neuf des dix partis politiques danois (les « socialistes de gauche » ayant boudé la présidente) et s'est entretenue avec le premier ministre, M. Joergensen, et le ministre des affaires étrangères, M. Olesen. — *(A.F.P.)*

EUROPE

Portugal

L'apparition du terrorisme illustre une radicalisation de la vie politique

Plusieurs actes de terrorisme sont signalés au Portugal. Un garde républicain a été assassiné le mardi 13 mai, à Alcoutim, près de la frontière espagnole. Le même groupe, — les Forces populaires du 25 avril, — qui a revendiqué cet attentat, a fait état, le mercredi 14, d'une tentative d'enlèvement du ministre des finances, M. Anibal Cavaco E Silva. La police a confirmé qu'un de ses fonctionnaires avait été blessé par balle devant le domicile du ministre.

De notre correspondant

Lisbonne. — Le soldat tué mardi dans un petit village du Sud s'apprêtait à vérifier l'identité d'un groupe de trois jeunes gens dont le comportement lui avait semblé suspect. Les responsables de l'attentat, qui ont été arrêtés, se réclament d'une organisation terroriste appelée les Forces populaires du 25 avril.

Depuis qu'elle a annoncé sa création, en avril, cette organisation a déjà revendiqué l'assassinat d'un autre membre de la G.N.R., ainsi que celui d'un industriel de Lisbonne. Celui-ci aurait refusé de payer un *« impôt révolutionnaire »*.

Dans un communiqué adressé à un quotidien de Lisbonne, les Forces populaires du 25 avril, qui s'attribuent aussi la responsabilité de plusieurs attaques à main armée dans la région de Lisbonne, se déclarent prêtes à *« répondre par la violence révolutionnaire à la répression qui s'abat quotidiennement sur les travailleurs »*. *« Le moment est venu de former une armée révolutionnaire »*, ajoute le même communiqué. Les Forces populaires du 25 avril seraient constituées par des militants de certaines organisations qui, sous l'ancien régime, avaient *« lutté les armes à la main contre la dictature, l'impérialisme et le colonialisme »*.

Le Front d'unité populaire, qui soutient la candidature à la présidence de la République du commandant Otelo de Carvalho, a dénoncé ces activités, qu'il qualifie de *« provocatrices »*.

Dans une conversation avec des journalistes étrangers, M. Sa Carneiro s'est déclaré inquiet de ces attentats, signe de radicalisation de la vie politique portugaise. Depuis le démantèlement de l'ancienne police politique, la PIDE-D.G.S., le pays ne possède, en effet, aucun service de renseignements. Les tentatives de créer un service d'informations de la République (SIR) se sont heurtées à l'opposition de certains partis de gauche. Un décret créant une brigade antiterrorisme, adopté par le gouvernement de Mme Pintasilgo, attend toujours sa promulgation. Mais M. Sa Carneiro a cependant affirmé qu'il existait au Portugal des structures capables de combattre ce type d'attentat.

JOSÉ REBELO.

● *Le général Ramalho Eanes est arrivé à Rome* le mercredi 14 mai pour une visite officielle de trois jours en Italie. Le chef de l'Etat portugais sera, en outre, reçu en audience privée, le 16 mai, par le pape. — *(A.F.P., Reuter.)*

Pologne

LA LIBÉRATION DE M. CHOJECKI

Varsovie *(A.P., U.P.I.)*. — Selon un porte-parole de l'agence Interpress, la libération de M. Miroslaw Chojecki, directeur des éditions clandestines Nowa, en prison depuis le 25 mars (*le Monde* des 13 et 14 mai), est due à l'intervention de M. Gierek. Il a précisé aussi que le procureur de Varsovie avait décidé d'abandonner les poursuites.

C'est une démarche de la mère de l'éditeur auprès de M. Gierek, lors d'un séjour à Wroclaw du chef du Parti ouvrier unifié polonais qui a poussé, selon Interpress, *« les autorités à tenir compte des mérites de Mme Chojecka-Stypulkowska en tant que membre actif du parti »*. Elle avait appartenu durant la guerre au groupe de résistance qui organisa en 1943 l'assassinat du chef de la Gestapo à Varsovie.

Le porte-parole de l'agence officielle a précisé que les grèves de la faim, les démarches des écrivains et toutes les autres protestations n'avaient pas joué de rôle dans la décision des autorités.

En revanche, la grève de la faim suivie depuis le 7 mai dans une église des environs de Varsovie par vingt-cinq dissidents pour soutenir M. Chojecki sera poursuivie jusqu'au 17 mai. Les jeûneurs veulent ainsi manifester leurs solidarité avec tous les dissidents emprisonnés dans les pays du bloc communiste. Pour quarante-huit heures, un juriste hongrois, M. Tibor Pakh, qui a passé onze ans en prison dans son pays après le soulèvement de 1956, est venu se joindre aux grévistes de la faim.

Italie

UN MANDAT D'ARRÊT INTERNATIONAL EST LANCÉ CONTRE M. MARCO DONAT-CATTIN fils du secrétaire adjoint de la démocratie chrétienne

(De notre correspondant

Rome. — Un mandat d'arrêt international a été émis à l'encontre de M. Marco Donat-Cattin, pour *« tentative d'homicide et détention d'armes »*. Il se confirme ainsi que le fils du secrétaire général adjoint de la démocratie chrétienne est soupçonné d'appartenir à l'organiesation terroriste Prima Linea, comme l'avait révélé un quotidien pro-communiste de Rome (*le Monde* du 9 mai).

L'affaire intervient à un mois des élections régionales, provinciales et municipales. Elle concerne un homme politique de premier plan, ayant viré à droite et qui était considéré comme le principal vainqueur du dernier congrès démocrate-chrétien. M. Donat-Cattin venait d'engager une vive polémique avec le P.C.I., mais il compte aussi de sérieux adversaires dans son propre parti. A-t-on voulu l'abattre politiquement par des révélations qui venaient à point donné ? Rien ne permet de la dire.

Le débat se concentre pour le moment sur cette question : peut-on rester le numéro 2 de la démocratie chrétienne lorsqu'on a un fils qui cherche à détruire les institutions ? M. Carlo Donat-Cattin n'y a pas répondu lui-même : s'il a offert sa démission, c'est seulement pour que l'affaire *« ne soit pas utilisée contre le parti »*. Démission refusée d'ailleurs avec l'approbation de la plupart des journaux, qui défendent la thèse selon laquelle *« les pères ne sont pas responsables des fautes de leurs enfants »*.

Le directeur de *La Repubblica*, M. Eugenio Scalfari, est allé à contre-courant dans un éditorial remarqué. Selon lui, on ne peut vivre un drame familial comme celui de M. Donat-Cattin et occuper une charge importante à la tête de l'Etat. *« Imaginerait-on un ministre de l'intérieur qui serait le père d'un terroriste ? »*

L'argument fait mouche. Chacun sait à Rome qu'un dirigeant de la démocratie chrétienne est parfois aussi influent qu'un ministre de l'intérieur. Mais l'affaire a éclaté dans des circonstances trop troubles pour qu'un principe clair lui soit appliqué. Après tout, la culpabilité de M. Marco Donat-Cattin n'a pas été établie. C'est, jusqu'à preuve du contraire, un militant d'extrême gauche disparu de la circulation depuis deux ans. On n'a même pas attendu l'émission d'un mandat d'arrêt pour engager un débat à propos de son père. Si des rumeurs officieuses conduisaient chaque fois à une démission, combien d'hommes politiques italiens sortiraient indemnes de ce jeu de massacre ?

ROBERT SOLÉ.

AMÉRIQUES

Canada

LA CAMPAGNE RÉFÉRENDAIRE AU QUÉBEC

M. Trudeau lance un appel pressant aux indécis

Montréal. — Avant le référendum sur la souveraineté-association (souveraineté du Québec assortie d'une association économique avec le Canada), qui doit avoir lieu le 20 mai, une certaine inquiétude est perceptible chez les partisans du « oui », auxquels les derniers sondages accordent 48 % des voix contre 52 % pour le « non ». Le parti québécois (au pouvoir) et le premier ministre, M. Lévesque, redoutent de se faire souffler la victoire par le vote presque monolithique des non-francophones (anglophones du Québec et immigrants), qui constituent 20 % de l'électorat. D'autre part, le gouvernement *fédéral*, en la personne du premier ministre *canadien*, M. Trudeau, est *intervenu dans la campagne*.

Devant dix mille personnes d'un quartier en majorité francophone de Montréal, M. Trudeau est apparu mercredi 14 mai comme le véritable adversaire de M. Lévesque et des nationalistes québécois, alors que le chef de l'opposition libérale du Québec, *M. Ryan, fait pâle figure*. Evitant de donner des précisions sur la réforme constitutionnelle qu'il entend soumettre dès juillet aux premiers ministres des dix provinces canadiennes, M. Trudeau n'en a pas moins réitéré son engagement de procéder à un renouvellement en *profondeur* du système fédéral, avertissant « *solennellement* » les provinces qu'elles devraient jouer le jeu. Il s'est adressé plus particulièrement à « *ces indécis* (selon les sondages ils constitueraient encore près de 30 % de l'électorat) *qui titubent sur le bord du « oui »* et à « *ceux qui veulent dire « oui » par intérêt ou par lassitude* ». Il les a mis en garde contre la *victoire d'un « oui » qui, dit-il*, conduirait inévitablement « *soit à l'indépendance du Québec soit au* statu quo ».

Reprenatn son thème favori, il s'est employé à démontrer que la question posée aux Québécois : « *Accordez-vous au gouvernement du Québec le mandat de négocier l'entente proposée — souveraineté-association — entre le Québec et le Canada ?* », déboucherait sur une impasse, puisque les premiers ministres des provinces et lui-même ont déjà refusé de négocier sur cette base. Pour le premier ministre, qui accuse ses adversaires d'avoir posé une question « emberlificotée » pour tromper les électeurs, le débat se fait entre ceux qui veulent « *briser le Canada* » et ceux qui souhaitent améliorer le système gédéral pour donner une meilleure place au Québec. En fait, les sondages semblent donner tort à M. Trudeau : ils révèlent que, parmi les participants du « oui » au référendum, on trouve au moins autant de Québécois favorables « au fédéralisme renouvelé » qu'à la souveraineté-association. La garantie que constitue le deuxième référendum qui permettra aux électeurs de se prononcer ultérieurement sur le contenu d'une « entente » négociée avec Ottawa, a sans aucun doute rassuré un certain nombre de fédéralistes et les a convaincus que seul un traitement de choc » — un « oui » au référendum — réussira à crever l'abcès : après vingt ans de négociatios stériles, disent les fédéralistes, le Canada anglais va enfin prendre au sérieux les revendications du Québec.

Le « rêve unanimiste »

Du côté des partisans du oui, les appels à la fierté nationale et à l'histoire des francophones du Canada (« *Notre histoire sur le continent américain a commencé deux isiècles avant celle des Anglais.* ») dont près des neuf *dixièmes sont* regroupés au Québec, ont d'autant plus de succès qu'il ne s'agit pas de prendre une décision irréversible. MM. Trudeau et Ryan sont *conscients* du danger et n'ont de cesse de dénoncer le « vieux rêve unanimiste » de leurs adversaires. Pourtant, *comme* le soulignait un des plus anciens indépendantistes du *Québec*, M. Pierre Bourgault, le premier ministre canadien lui-même a bénéficié de cette mentalité, lors des élections fédérales du 18 février : en donnant 74 sièges sur 75 à M. Trudeau et en le ramenant au pouvoir à Ottawa, dit-il, « *les Québécois ont démontré qu'ils voulaient régler la question entre eux* ». M. Trudeau a d'ailleurs reconnu qu'il avait renoncé à asister aux obsèques du maréchal Tito pour pouvoir partiicper à la « fête de famille » que constituait un grand rassemblement organisé au Québec dans le cadre de la campagne référendaire.

En fait, l'affrontement ne porte pas seulement sur la place du Québec dans la fédération canadienne ou sur la création d'un Etat souverain. Il s'agit aussi d'un conflit entre deux projets de société, dont l'un subordonne les intérets individuels à ceux de la collectivité, et l'autre revendique la primauté de la libre entreprise sur l'Etat. Le meilleur exemple de cette division apparaît dans la nature des appuis accordés aux deux camps : les syndicats, les fonctionnaires du gouvernement provincial, les enseignants, les ouvriers des grandes entreprises multinationales vont voter oui au

De notre correspondant

référendum ; le patronat, les médecins, les avocats, les employés des petites et moyennes entreprises (surtout dans le secteur tertiaire) vont voter non.

L'argument de la peur

Cette divison ne se confond pas nécessairement avec les clivages que sont la gauche et la droite, puisque la droite a fourni les premiers indépendantistes alors que l'extrême gauche se demande encore si un Etat québécois serait moins réactionnaire que l'Etat canadien. Certains groupes marxistes croient cependant que « la revendication d'indépendance s'inscrit actuellement dans le processus des luttes pour le socialisme et pour la démocratie ». Le président de la principale centrale syndicale, la fédération des travailleurs du Québec, qui s'apparente davantage au syndicalisme d'affaires américain *qu'à un syndicalisme idéologique*, es ttrès clair dans sa dénonciation du « groupe des exploiteurs » qui appelle la population à voter non : « *Il est significatif de retrouver côte à côte l parti libéral, le parti conservateur, le conseil du patronat du Québec, les principaux porte-parole des milieux financiers, les représentants des multinationales (...). Il est évident que le principal intérêt de ces forces réactionnaires est de maintenir le Québec dans un état de dépendance qui leur a largement profité.* »

La majorité des dirigeants des P.M.E., pourtant contrôlées par des Québécois francophones, sont en revanche peu favorables à des changements *dont ils craignent* les conséquences pour l'économie. Ils redoutent qu'une victoire du « oui » au référendum n'ouvre une période d'incertitude défavorable aux investissements. En fait, les milieux d'affaires liés aux multinationales ont alimenté cette inquiétude, laissant entendre que de nombreux investisseurs retardaient leur décision dans l'attente d'un règlement du problème québécois. Cette affirmation ne semble guère avoir convaincu les cinq cents économistes québécois qui se sont prononcés en faveur de la souveraineté-association et qui s'appuient sur la bonne réputation dont dispose le Québec sur le marché financier de New-York.

L'argument de la peur (« *Etes-vous prêt à accepter une baisse de votre niveau de vie pour obtenir un Etat québécois* » ? entend-on souvent dire) est l'argument utilisé par les fédéralistes ; il sn'hésitent pas à agiter le spectre d'un nouveau Cuba, d'une *fuite* des capitaux, ou d'un glissement vers la dictature. Cette propagande est très efficace auprès des Québécois d'origine étrangère (Italiens, Grecs, Portugais surtout) qui vont voter massivement « non ». Ils étaient d'ailleurs très nombreux mercredi soir pour écouter M. Trudeau auquel ils vouent en général une très grande admiration, *et* dont ils apprécient l'autorité. Pour annuler les effets du vote des immigrants et de la minorité anglophone du Québec, les francophones devront voter « oui » à plus de 60 %. Prenant les devants, M. Lévesque tente d'apaiser les tensions qui pourraient déboucher sur des manifestations *de violence si le* « non » l'emportait de justesse grâce au vote des immigrants. Il a déclaré à plusieurs reprises que si la majorité des francophones votaient « oui » (ce sera très vraisemblablement le cas), il s'agirait quand même d'une victoire. En fait, le premier ministre espère surtout montrer ainsi aux francophones qu'ils doivent faire preuve de la plus grande « solidarité » possible pour gagner « leur » référendum.

BERTRAND DE LA GRANGE.

(*Lire par ailleurs, page 2 : « Avant le référendum au Québec ».*)

L'exode massif des Cubains

M. CARTER PROPOSE LA MISE EN PLACE D'UN PONT AÉRIEN OU MARITIME

Washington (*A.F.P.*). — M. Carter a proposé, mercredi 14 mai, à La Havane, la mise en place d'un pont aérien ou maritime entre les Etats-Unis et Cuba *pour* acheminer les Cubains désireux de quitter l'île et ordonné l'arrêt immédiat de la « *flottille de la liberté* ».

Il a annoncé un programme en cinq points :

- Mise en place d'un pont aérien ou maritime « *dès que le président Castro en accepte l'offre* » ;
- Ouverture à Miami d'un bureau chargé de recenser les noms des Cubains que leurs familles américaines souhaiteraient voir venir aux Etats-Unis ;
- Ordre aux bateaux privés en route pour Cuba ou déjà présents dans le port de Mariel de revenir aux Etats-Unis *à vide* ;
- Expulsions des Cubains « indésirables » arrivés aux Etats-Unis illégalement ;
- Poursuite des consultations avec les pays latino-américains pour résoudre ce problème.

M. Carter a précisé que la mise en place du pont aérien *ou* maritime était décidée pour permettre un acheminement normal des Cubains désireux de quitter l'île. La *priorité* sera donnée aux Cubains enfermés dans les locaux de la « section des intérêts américains » à La Havane, aux prisonniers politiques, aux parents proches de résidents américains et aux Cubains qui se sont réfugiés dans l'ambassade péruvienne à La Havane, a-t-il dit. Les autorités cubaines n'ont pas encore fait *connaître leur réponse aux propositions* de M. Carter.

D'autre part, dix-sept diplomates de la « section des intérêts américains » à La Havane et leurs familles ont été rapatriés par « *mesure de précaution* » « *en raison de la campagne anti-américaine violente et continuelle* » menée à La Havane.

Le voyage du président brésilien en Argentine scelle le rapprochement des deux pays

De notre correspondant

Rio-de-Janeiro. — Tant du côté brésilien que du côté argentin, l'adjectif « *historique* » est repris à satiété pour qualifier la visite de quatre jours que le président Figueiredo a commencée, le 14 mai, à Buenos-Aires. C'est le premier voyage d'un chef d'Etat brésilien en Argentine depuis celui du président Getulio Vargas, en 1935.

Selon l'expression de l'ambassadeur argentin à Brasilia, la visite devrait permettre de mettre fin à l'« *hypothèque anachronique du conflit permanent* ». Durant des décennies, les relations entre les deux « grands » de l'Amérique du Sud ont été marquées par l'idée d'une rivalité inéluctable, développée par les stratèges militaires des deux pays sur la base de thèses géopolitiques. L'actuel *chef du cabinet civil* de la présidence à Brasilia, le général Golbery, fut l'un de ceux qui popularisèrent cette théorie, divisant le continent selon une série d'axes — rejetant immanquablement dans un camp opposé les deux principales puissances de la région.

Les barrages du Parana

Depuis les années 1960, un problème concret avait cristallisé cette rivalité entre Brasilia et Buenos-Aires : celui des barrages sur le fleuve Parana. Au fil d'une négociation heurtée, les deux pays tentèrent, sans succès, de rendre compatible la puissance des ouvrages que chacun projetait respectivement sur sa portion du cours du fleuve. Au cours de la dernière visite d'un chef d'Etat argentin au Brésil, celle du président Lanusse, en 1972, ce problème avait provoqué un incident diplomatique. Et les deux pays avaient failli rompre leurs relations.

De longues négociations permirent un rapprochement. Elles culminèrent, en octobre, avec la signature d'un accord sur la question des barrages. Le climat entre Brasilia et Buenos-Aires en a été bouleversé. Des deux côtés, une nouvelle vision a facilité le rapprochement : l'importance sans précédent donnée aujourd'hui à l'Amérique latine par la diplomatie brésilienne impliquait un règlement du contentieux avec Buenos-Aires. Quant à l'Argentine, ses difficultés avec les Etats-Unis l'obligent à se rapprocher de certains de ses voisins.

Sur le plan économique, les relations entre les deux pays n'ont pas attendu pour se développer. Depuis 1979, le Brésil est devenu un important partenaire de l'Argentine, et les relations entre les deux pays augmentent à un rythme de 70 à 80 % par an. Cet essor commence cependant à provoquer des appréhensions à Buenos-Aires, où certains milieux s'inquiètent du déséquilibre qualitatif des échanges : alors que les exportations *brésiliennes* vers l'Argentine se composent surtout de produits *industrialisés*, les ventes dans l'autre sens se limitent essentiellement à des matières premières et à des produits agricoles.

C'est là mettre en question la politique économique hyperlibérale du régime militaire de Buenos-Aires : les industriels argentins de plusieurs secteurs, dont les *textiles*, affirment que *la libéralisation* totale des importations est en train de conduire à une invasion du marché par les produits finis brésiliens. Ceux-ci, accusent-ils en outre, bénéficient de subventions à l'exportation qui constituent un véritable dumping. Ces protestations rencontrent un écho à Buenos-Aires *dans les milieux militaires* nationalistes d'extrême droite, opposés au modèle économique en vigueur et toujours prompts à évoquer la « *volonté d'hégémonie* » du Brésil.

THIERRY MALINIAK.

- *Le dirigeant de la grève des métallurgistes de Sao-Paulo*, Luis Inacio Da Silva, dit « Lula », a été libéré quelques heures de prison, mardi 13 mai, pour assister à l'enterrement de sa mère dans le cimetière de Sao-Bernardo, où il a été acclamé par des milliers de travailleurs, de femmes et d'enfants. — (*A.F.P.*)

Le Népal, son roi et ses villages

(*Suite de la première page.*)

C'est à un dur retour à la réalité que le verdict du référendum invite ceux qui, pendant des années, en prison, en exil ou dans la semi-clandestinité, avaient peut-être perdu quelque peu le contact avec cette dernière. Certes, conscients que la monarchie demeurait la clef de voûte de l'édifice politique, ils s'étaient bien gardés de la mettre en cause. Au contraire, ils allaient même jusqu'à *se présenter* comme les meilleurs, voire les derniers défenseurs d'un roi, garant de l'unité et de la stabilité nationales, que d'autres voulaient faire descendre de son piédestal pour l'entraîner dans l'arène électorale au risque d'en faire la cible du mécontentement populaire né de la crise économique dans laquelle s'enlise le pays. Mais il apparaît, finalement, que ce risque était payant comparé aux avantages que les tenants du système actuel semblent avoir retiré d'une identification de leur cause à la personne du roi. « *Voter jaune* (couleur du bulletin pour le Pandraget), *c'est voter pour le roi !* », n'avaient-ils cessé de laisser entendre au long de la campagne. Un argument qui a porté si l'on en juge par ce témoignage d'un vieil homme le jour du scrutin : « *Les gens me disent qu'ils veulent renverser le roi. Je ne veux pas que le roi s'en aille. C'est une noble personne. Un dieu* (2). *A-t-on vu renverser un dieu ?* »

Vu sous cet angle, le verdict populaire apparaît d'abord et avant tout comme la victoire d'un roi plus que jamais maître du jeu. Qu'il en soit ou non conscient, ce que l'électorat vient de ratifier, ce n'est pas le *statu quo*, mais une réforme profonde du système, dont le roi avait esquissé, dès le 16 décembre 1979, les grandes lignes : élections au suffrage universel, nomination du premier ministre par l'Assemblée devant laquelle le gouvernement serait désormais responsable.

En fait, le véritable choix offert au peuple était entre un parlementarisme avec ou sans parti. Le référendum, en offrant une alternative, aboutit à diviser le pays entre partisans de l'une ou l'autre option, ce qui mine le fondement même du système des Panchayat. D'ores et déjà, une réforme de la Constitution s'impose, ne serait-ce que pour y intégrer les changements annoncés par le roi et dont ce dernier avait affirmé qu'ils entreraient en vigueur quel que soit l'issue de la consultation. « *Le roi a mis la charrue avant les bœufs* », avait constaté, en décembre, M. Koirala. Or, après le référendum, il est toujours sans attelage et ne peut compter que sur lui-même pour inscrire dans les faits sa volonté de réforme.

Seul, il lui faudra manœuvrer entre les camps en présence, dans un pays coupé en deux et dont il reste le plus grand dénominateur commun. Du côté du Panchayat, il lui faudra freiner les éléments purs et durs, confortés par ce qu'ils considéreront peut-être un peu vite comme leur victoire.

Fin de la monarchie absolue

Pour imposer ce changement dans la continuité, qui semble être sa ligne de conduite, il pourra compter sur l'appui des modérés, voire des réformistes, qui ne manquent pas au sein du Panchayat. Ceux dont on affirmait, avant le *scrutin, qu'ils sauteraient aisément* le pas si le multipartisme l'emportait... De plus, et certains n'hésitaient pas à lui prêter ce calcul, le roi, en décidant le retour au suffrage universel, a peut-être trouvé un excellent moyen d'écarter de la scène un personnel conservateur, voire réactionnaire.

Mais c'est surtout dans le camp *des perdants* que *se jouera* l'échec où la réussite de la partie que s'apprête à engager le roi. Comment réagiront ces derniers ? « *Nos adversaires ont échoué avec des armes, qu'adviendra-t-il s'ils échouent avec les urnes ?* », interrogeait, avant le référendum, M. Tulsi Giri, ancien premier ministre. Certes, ceux qui, avant *même le scrutin, proclamaient* qu'« *il y aurait une révolution si le multipartisme était battu* » ne constituent qu'une infime minorité. Mais nombreux sont, en revanche, ceux qui, ayant toujours douté de la régularité d'une consultation organisée sous les auspices d'un gouvernement partisan, avaient annoncé qu'un référendum truqué ne serait pas acceptable.

Convaincu, au contraire, de la volonté du roi de garantir l'honnêteté d'un processus démocratique qu'il avait mis en route, M. Koirala a toujours estimé que de référendum serait régulier. D'une part, parce que le roi le voulait. D'autre part, parce que la majorité des fonctionnaires chargés des opérations électorales étaient, pense-t-on, favorables au multipartisme.

Ainsi, tout en se refusant à imaginer que « *le peuple puisse voter pour son propre asservissement* », M. Koirala avait déclaré qu'il accepterait le verdict quel qu'il soit. Le voilà tenu de respecter son engagement. Beaucoup plus difficile sera pour lui et son parti de déterminer maintenant une stratégie. « *Nous devrons décider*, expliquait-il avant le scrutin, *quelle est la meilleure façon de défendre notre cause : lutter à l'extérieur ou à l'intérieur du système, c'est-à-dire en participant ou non aux prochaines élections générales au suffrage universel. Une consultation qui ne devrait toutefois pas avoir lieu avant l'automne, voire même le printemps prochain.* »

« *La démocratie*, rappelait-il, *fort de l'expérience d'un long combat, est un processus continu : le peuple a le droit de changer d'avis.* »

» *Même si nous perdons cette fois*, observait de son côté M. Man Mohan Adhikari, le chef du P.C. prochinois, *il ne s'agira que du premier round...* »

Les partis n'ont pas obtenu le droit d'agir à visage découvert. Ils ne s'en sont pas moins fait entendre. Et, si le roi tient ses engagements, le référendum préfacera un retour au parlementarisme. La monarchie absolue aura vécu, mais c'est par la petite porte que la démocratie aura pénétré au royaume du Népal.

PATRICK FRANCÈS.

(2) Au Népal, le roi est considéré comme une incarnation du dieu hindou Vishnou et vénéré comme tel.

ASIE

Corée du Sud

DEVANT L'AMPLEUR DE L'AGITATION

Le président Choi écourte sa tournée au Proche-Orient

De notre correspondant

Tokyo. — Le président Choi, en visite au Proche-Orient, a décidé d'abréger son voyage et de rentrer un jour plus tôt que prévu à Séoul en raison des manifessources gouvernementales sud-ont lieu dans son pays. Selon des soruces gouvernementales sud-coréennes, le président, qui sera de retour vendredi 16 mai, devrait annoncer des « *mesures importantes* ».

Le ministre de l'éducation, Mme Kim Ok-gil, a laissé entendre que le gouvernement pourrait *accepter une partie des demandes* des étudiants et annoncerait un calendrier précis pour des réformes. Selon la radio chrétienne privée, des élections pourraient avoir lieu à la fin de l'année.

Les manifestations étudiantes, dont l'intensité s'était accrue ces derniers jours, ont pris, mercredi 14 mai, une importance encore jamais atteinte. Près de cinquante mille jeunes gens se sont heurtés à la police dans le centre de Séoul. Une vingtaine de manifestants ont été blessés.

Pratiquement dans toutes les grandes villes ont eu lieu des accrochages analogues : à Taegu, trois postes de police ont été incendiés et plusieurs véhicules brûlés. Au total, deux cent quatre-vingt-six personnes ont *été blessées* (*dont bon nombre de* policiers) et six cents étudiants arrêtés. Mercredi, l'armée a pris position dans le centre de Séoul. Des véhicules blindés bloquent l'accès au palais présidentiel.

On note parmi les manifestants la présence d'un certain nombre d'ouvriers. Soixante-dix-sept personnes non étudiantes ont été arrêtées. Le mouvement contestataire demande la levée de la loi martiale et la démission du gouvernement Choi, ainsi que celle du général Chon, l'homme fort de l'armée. Jeudi, dans un communiqué, le dirigeant de l'opposition, M. Kim Dae-jung, a apporté son soutien aux étudiants et demande la levée immédiate de la loi martiale. Les étudiants, qui, en 1960, furent à l'origine de la chute de la dictature de Syngman Rhee, ont fixé comme date limite pour cette mesure le jeudi 15 mai, veille de l'anniversaire du coup d'Etat de 1961 qui porta au pouvoir le général Park.

PHILIPPE PONS.

Indonésie

- Mme FATMAWATI SUKARNO, la première femme de l'ancien président indonésien Sukarno, est décédée, mercredi 14 mai, à Kuala-Lumpur, en Malaisie, a-t-on annoncé à Djakarta. — (*A.F.P.*)

Japon

- M. OKITA, ministre des affaires étrangères, effectuera du 19 au 23 mai une tournée en Europe occidentale. Il rencontrera le 19 mai, à Paris, M. François-Poncet avant de se rendre à Londres et à Bonn. Ces entretiens, indique-t-on à Tokyo, devraient être dominés par la question iranienne. — (*Reuter.*)

Le Monde

politique

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

L'amélioration de la situation des familles nombreuses

Mercredi 14 mai, sous la présidence de M. DELEHEDDE (P.S.), l'Assemblée nationale continue la discussion du projet de loi portant diverses mesures en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses. Ce texte vise à créer les mesures suivantes : 1) allongement du congé de maternité à partir du troisième enfant, de quatre mois à six mois ; 2) regroupement des allocations postnatales en un seul versement et majoration de celles-ci à partir du troisième enfant (de 2 467 francs à environ 8 000 francs, à partir du 1er juillet 1980) ; 3) élargissement de l'accès aux équipements collectifs d'accueil pour les enfants âgés de plus de trois ans ; 4) institution d'un revenu minimum familial garanti (*le Monde* du 9 mai).

L'Assemblée nationale décide ensuite, sur proposition du rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, M. PINTE (R.P.R.), que l'allocation post-natale sera majorée en cas d'adoptions multiples comme de naissances multiples. Elle adopte ensuite par 469 voix contre 2 les dispositions relatives à l'augmentation de l'allocation postnatale, qui, additionnée à l'allocation prénatale existante de 1 879,02 francs, porte le montant des allocations de naissance à environ 10 000 francs pour les familles d'au moins trois enfants.

● ACCES AUX EQUIPEMENTS COLLECTIFS

Après avoir repoussé par 283 voix contre 196 un amendement du groupe communiste visant par de nouvelles recettes fiscales à permettre la construction de nouvelles crèches, l'Assemblée décide, par 364 voix contre zéro, et après avoir adopté plusieurs amendements de la commission, que l'admission des enfants, *« à la charge de familles d'au moins trois enfants au sens de la législation des prestations familiales, dans les équipements collectifs publics et privés destinés aux enfants, ne peut être subordonnée à la condition que chacun des parents exerce une activité professionnelle »*. Cette rédaction a pour conséquence de supprimer une disposition initiale au terme de laquelle l'accès aux équipements collectifs était réservé aux *enfants de plus de trois ans*. Ces équipements sont notamment les cantines des écoles maternelles, les garderies, les colonies de vacances et les centres aérés.

● INSTITUTION D'UN REVENU MINIMUM FAMILIAL

Par 278 voix contre 190, l'Assemblée décide de déclarer irrecevable un amendement de Mme BARBERA (P.C., Hérault), tendant à revaloriser le SMIG puis, par 283 voix contre 193, elle repousse un second amendement de Mme Barbera visant à majorer les allocations familiales et à les attribuer dès le premier enfant.

La séance est levée à 19 heures, la suite du débat étant reportée à une date ultérieure.

M. PONIATOWSKI ET LA HAUTE COUR

M. Longuet (U.D.F.) est élu rapporteur de la commission spéciale

M. Gérard Longuet, député U.D.F. de la Meuse, a été élu, mercredi 14 mai, rapporteur de la commission chargée d'examiner le projet de résolution socialiste tendant à mettre M. Michel Poniatowski en accusation devant la Haute Cour de justice, pour violation du secret de l'instruction, non-assistance à personne en danger, non-communication de documents à la justice dans l'affaire de Broglie. Cette élection a été acquise au cours de la deuxième réunion de cette commission composée de quinze membres (cinq R.P.R., quatre U.D.F., trois P.C., trois P.S.) par 8 voix contre 6 à M. François Massot (rad. de gauche, Alpes-de-Haute-Provence).

L'opposition a demandé à M. Longuet, « militant d'extrême droite, collaborateur de Poniatowski », selon le P.C., de se récuser en raison des « liens personnels » qu'il entretiendrait avec M. Michel Poniatowski. M. Longuet n'a pas accédé à cette requête. Communistes et socialistes ont également exprimé le souhait que les travaux de la commission soient ouverts à la presse. Cette demande a été rejetée par 9 voix contre 6.

Le mercredi 21 mai, la commission examinera le premier des motifs d'accusation de la proposition socialiste. Il lui faudra répondre à la question suivante : M. Poniatowski a-t-il ou non violé le secret de l'instruction lors de sa conférence de presse du 30 décembre 1976, six jours après l'assassinat de Jean de Broglie ? A cet effet, elle demandera l'audition de MM. Olivier Guichard, ancien garde des sceaux, qui avait pris la succession de M. Jean Lecanuet, au ministère de la justice, en août 1976 ; Jean Ducret, directeur de la police judiciaire à la préfecture de police, et Braunschweig, ancien président de l'Union syndicale des magistrats.

Le mercredi suivant 28 mai, la commission tentera de répondre à une seconde question dont dépendent les deux autres motifs d'accusation : M. Michel Poniatowski a-t-il ou non eu communication des rapports de police publiés par *le Canard enchaîné*, faisant état d'un projet d'assassinat de Jean de Broglie ? La commission souhaite entendre sur ce point MM. Ducret, Roger Pandraud, directeur général de la police nationale au moment des faits ; Maurice Bouvier, directeur central de la police judiciaire ; Jean Paolini, directeur du cabinet du ministre de l'intérieur ; Pierre Somveille, préfet de police. Cette list en'est pas limitative.

M. GÉRARD LONGUET

Né le 24 février 1946 à Neuilly-sur-Seine (Hauts - de - Seine), M. Gérard Longuet a été élu député (U.D.F.) de la première circonscription de la Meuse en 1978.

Militant d'extrême droite alors qu'il était étudiant à l'Institut d'études politiques — il a participé, en 1964, à la création du mouvement Occident, dissous en 1968, — M. Longuet a été chargé d'études à la direction des carburants (1967-1968) puis attaché au service de presse du C.N.P.F. (1969). Ancien élève de l'ENA (1971-1973), il a occupé successivement les fonctions de directeur du cabinet du préfet de l'Eure (août 1973), chef de cabinet de M. René Tomasini, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement (juin 1974), directeur de cabinet du préfet de la région Picardie (septembre 1974), chargé de mission auprès du directeur des affaires politiques et du personnel au mini tère de l'Intérieur (janvier 1976) alors que M. Poniatowski était installé place Beauvau, directeur de cabinet de M. Jacques Dominati, secrétaire général de la Fédération nationale des ré- chargé de mission au cabinet de M. Jacques Dominati, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre (mai 1977-mars 1978). M. Gérard Longuet est membre du bureau politique du parti républicain.

● *Le bâtonnier Claude Lussan* a introduit deux nouvelles actions en diffamation au nom de M. Michel Poniatowski, député P.R. à l'Assemblée européenne, devant le tribunal civil de Paris pour des articles de presse qui l'ont mis en cause à propos de l'affaire de Broglie : articles de M. Roger Fressoz (André Ribaud de son nom de plume, parus les 9 et 16 avril dans *le Canard enchaîné*), *articles* de MM. Wurmser, Jean-Pierre Defait et Jean-Luc Mano, parus les 4, 12 et 14 avril dans *l'Humanité*.

L'ancien ministre de l'intérieur a déjà introduit deux actions en diffamation pour des articles sur le même sujet publiés dans *le Quotidien de Paris* et dans le bulletin socialiste *Riposte* (*le Monde* daté 11-12 mai).

AU SÉNAT

Orientation agricole et droit foncier

Le Sénat a poursuivi mercredi 14 mai l'examen en seconde lecture du projet de loi d'orientation agricole.

Il a repoussé l'article 14 *bis* qui instituait, à l'initiative de l'Assemblée nationale, un « livre foncier ». Cette suppression était demandée par le ministre de l'agriculture, M. MEHAIGNERIE, par M. RUDLOFF (Un. centr., Bas-Rhin), au nom de la commission des lois, et par plusieurs autres sénateurs, auteurs d'un même amendement.

En première lecture, le Sénat avait prévu (article 19 *bis*) la possibilité pour le président du tribunal de surseoir au partage pendant trois ans maximum dans le cas où l'un des héritiers, poursuivant ses études, est susceptible de s'installer au cours de cette période, *éventuellement prolongée* de la durée du service national. L'Assemblée nationale avait supprimé l'article. Le Sénat a rétabli la disposition votée par lui en première lecture, estimant que cette forme de « partage différé » était de nature à favoriser l'installation de jeunes exploitants.

L'article 22 B fixe les objectifs du contrôle des structures des exploitations agricoles et précise les conditions de préparation du schéma directeur des structures. L'Assemblée nationale avait supprimé l'alinéa de cet article qui précisait que le contrôle des structures ne peut remettre en cause la validité des transferts de propriété, d'usufruit *« ou d'autres droits réels »*.

Le Sénat, sur proposition de M. BOSCARY-MONSSERVIN (R.I., Aveyron), a rétabli cette garantie.

L'article 22 B concernait les finalités du contrôle des structures. Un ample débat s'institue sur l'article suivant (22 C) qui en fixe les conditions d'application. Les sénateurs repoussent d'abord, par 181 voix contre 103, un amendement socialiste défendu par M. JANETTI (Var) visant à tendre le champ d'application de l'autorisation préalable d'installation.

A la demande du rapporteur, M. SORDEL, l'obligation d'autorisation préalable est néanmoins rétablie, par 168 voix contre 50, pour les opérations débouchant sur un cumul de professions. Dans le texte voté par l'Assemblée nationale, aucune disposition ne subsistait, en effet, en vue de soumettre à autorisation préalable les installations, agrandissements ou réunions d'exploitations effectués par des personnes n'ayant pas la qualité d'exploitant à titre principal. Les sénateurs ont voulu combler cette lacune. — A. G.

● *M. Michel Crépeau*, président du mouvement des radicaux de gauche, a déclaré, mercredi 14 mai à Chambéry (Savoie), que la réélection de M. Valéry Giscard d'Estaing à la présidence de la République *« ferait courir au pays un formidable risque d'aventure politique »*. M. Crépeau a estimé d'autre part que M. Michel Rocard est *« très proche du M.R.G. par plusieurs de ses options »*.

« RÉVOLUTION » CRITIQUE LES COMITÉS D'UNION DANS LES LUTTES

M. Jean Burles, rédacteur en chef de l'hebdomadaire communiste *Révolution*, critique, dans le numéro daté 16-22 mai, les comités d'union dans les luttes qui se sont constitués, ces dernières semaines, sur la base de la pétition *« Pour l'union dans les luttes »*, lancée ou appuyée par des militants des diverses tendances de la gauche.

« Depuis 1978, écrit M. Burles, *le P.C.F. a encore approfondi sa réflexion sur le socialisme autogestionnaire et, conjointement, sur la conception d'une union nouvelle. Il va de soi que celle-ci ne devrait plus reproduire les formes d'union qui renouvelleraient la délégation de pouvoir. De plus, la conception des comités d'union substitue les formes de l'union au contenu de la perspective stratégique. Ce qui permet au P.S. — dont certains dirigeants sont parmi les promoteurs des comités — d'évacuer, au nom d'une forme d'union, sa responsabilité d'avoir abandonné la perspective d'un changement profond et de poursuivre sur cette voie en isolant la forme de l'union préconisée de la question décisive de la stratégie. »*

Le rédacteur en chef de *Révolution*, faisant allusion au fait que les initiateurs communistes de la pétition *« Pour l'union dans les luttes »* ont en commun de se référer aux analyses de M. Louis Althusser, ajoute : *« Il est par ailleurs curieux de trouver, parmi les promoteurs d'une initiative qui reproduit les mêmes schémas dans des conditions sensiblement différentes, bien de ceux qui affirment se distinguer par leur aptitude à « manier » le marxisme dans des situations concrètes. »*

M. Chirac : notre ambition n'est pas de critiquer mais de proposer

Bien qu'il se soit refusé à révéler ses intentions pour l'élection présidentielle, M. Jacques Chirac, hôte de l'émission « Face au public » de France-Inter, mercredi 14 mai, s'est efforcé de préciser les réserves que lui-même et son mouvement formulent à l'égard de la politique de M. Valéry Giscard d'Estaing. Il a affirmé que ses critiques s'accompagnent de contre-propositions et répété que s'il ne s'en prend pas à la personne du chef de l'Etat, c'est sa conception « présidentielle » du pouvoir et certains de ses choix qu'il conteste.

Il a donc répondu en partie à l'interview du président de la République accordée à « l'Express » pour dénoncer la notion du « juste milieu » et pour demander dans de nombreux domaines à la fois plus de « fermeté » et moins de « flou ». Ce fut le cas pour les Jeux olympiques comme pour le problème étudiant, pour le Marché commun agricole comme pour la bombe à neutrons, pour le chômage comme pour la relance économique. Le président du R.P.R., recourant aux vocables gaulliens de « dépassement » et de « grandeur », se situe dans la contestation ouverte à l'égard de l'éventuel candidat Giscard d'Estaing en considérant comme désormais sans objet le harcèlement du gouvernement et même son changement. Assurant qu'il ne favorisera pas l'élection d'un candidat de gauche mais jugeant « hors de raison » de s'engager en faveur de M. Giscard d'Estaing si celui-ci était opposé à un socialiste au second tour, M. Chirac suggère en fait qu'il peut représenter l'alternance dans la majorité. Il lui reste à étayer davantage son affirmation : « Notre ambition n'est pas de critiquer mais de proposer. » — A. P.

M. Jacques Chirac a notamment évoqué l'interview accordée par M. Giscard d'Estaing à *l'Express* (*le Monde* du 10 mai) en disant :

« Ce qui me frappe dans ce bilan, c'est de constater que, en six ans, les Français n'ont jamais été conviés au dépassement ou à la grandeur. Or, c'est lorsque les Français surmontent leurs querelles, leurs préoccupations d'intérêts particuliers, leurs divisions partisanes, c'est-à-dire lorsqu'ils sont au service d'une grande cause, qu'ils sont capables, dans l'unité profonde de notre peuple, d'accomplir de grandes choses. C'est ce langage que je voudrais entendre (...). La quête obstinée du juste milieu, le projet timide d'une croissance douce, le rappel morose de l'insuffisance ou de l'insignifiance numérique de la France et des Français dans le monde qui se construit, tout cela ce sont autant de manières de démobiliser la conscience nationale, d'énerver l'esprit public, d'affaiblir la volonté de notre peuple. Et pourtant, j'en suis sûr, ce peuple ne veut pas mourir, et je sais qu'il est encore capable d'étonner l'univers, car ses ressources sont inépuisables si l'on sait s'adresser au cœur, à la générosité, à l'élan des Français. Il est indispensable de les appeler à un peu de dépassement si l'on veut qu'ils accomplissent des grandes choses.

» Les réserves que je formule ont, en fait, toutes pour objectif de faire comprendre aux Français que la France est aujourd'hui dans une situation extraordinairement difficile et qui exige beaucoup de fermeté pour redresser la situation, et qui ne peut pas se satisfaire d'un certain flou. Et c'est ça que je reproche en réalité.

» Nous nous efforçons d'ailleurs, et aujourd'hui plus encore qu'hier, d'exprimer nos réserves, non pas de façon négative mais de façon positive, c'est-à-dire en faisant des propositions et en marquant une volonté d'alternance au sein d'options générales qui, naturellement, ne sont pas très différentes (...). L'ensemble de la politique, de plus en plus aujourd'hui, est conduite par le président de la République, dans un système dont je regrette d'ailleurs profondément qu'il se présidentialise de façon aussi manifeste. »

Ce serait donc *« un coup d'épée dans l'eau »*, selon M. Chirac, que de renverser le gouvernement. Le président du R.P.R. a rappelé la fidélité de la France à l'alliance atlantique, mais il a émis des réserves sur la fabrication de la bombe à neutrons si celle-ci doit impliquer une stratégie différente de celle de la dissuasion, qui doit conserver « *la priorité absolue* », car la France *« n'a pas les moyens d'avoir deux stratégies »*.

LE COMMUNIQUÉ OFFICIEL DU CONSEIL DES MINISTRES

Le conseil des ministres s'est réuni le mercredi 14 mai 1980 au palais de l'Elysée, sous la présidence de M. Giscard d'Estaing. Au terme de ses travaux, le communiqué suivant a été publié :

● P. M. I.

Le conseil des ministres a procédé au bilan de la politique menée en faveur des petites et moyennes entreprises industrielles (P. M. I.) depuis deux ans.

Avec quarante-cinq mille entreprises de dix à cinq cents personnes, les P.M.I. constituent la trame du tissu industriel français : elles assument 43 % de l'emploi, 37 % de la valeur ajoutée et 25 % des exportations de notre industrie. C'est pourquoi le gouvernement a entrepris, depuis plusieurs années, une action d'ensemble pour favoriser leur création et leur développement.

La création d'entreprises a été encouragée de trois manières :

— L'information des créateurs a été améliorée grâce à la mise en place, en mars 1979, de l'Agence nationale pour la création d'entreprises. A ce jour, elle a été en relation directe avec plus de treize mille candidats à la création d'une entreprise : près de quatre cents ont d'ores et déjà donné une suite concrète à leur projet ;

— Des appuis financiers importants ont été apportés aux créateurs d'entreprises, grâce à l'institution de primes régionales à la création d'entreprise distribuées par les établissements publics régionaux en 1977, et à la création du Fonds de garantie pour la création d'entreprises en 1979 ; ces aides ont déjà permis le démarrage de près de deux mille entreprises ;

— Les procédures entourant la création d'entreprises ont été simplifiées, notamment par l'ouverture dans les préfectures d'un service d'accueil aux entreprises et par le regroupement des lieux et des formulaires de déclaration, dont la généralisation devrait avoir lieu à la fin de l'année.

Ces efforts commencent à porter leurs fruits : une reprise de la naissance d'entreprises, en particulier des entreprises industrielles, a pu être constatée en 1979. La cadence de renouvellement des entreprises industrielles s'est sensiblement améliorée.

Le gouvernement s'est efforcé également d'améliorer les conditions dans lesquelles les P.M.I. ont accès à l'innovation, aux systèmes de financement, à l'exportation et aux marchés publics.

La réforme de l'Agence nationale de valorisation de la recherche (ANVAR) et de l'aide à l'innovation a été conçue de manière à faciliter aux P.M.I. le recours aux ressources de la technologie.

Les prêts participatifs, qui sont accordés par l'Etat et par les banques grâce à l'appui d'un Fonds de garantie spécialisé, ont pour objet d'appuyer la croissance des P.M.I. dont les performances sont les meilleures.

Les moyens dont disposent les entreprises pour exporter leurs produits sont très complets, mais ne sont pas toujours suffisamment connus. Le parlementaire chargé d'une mission relative à l'information des P.M.I. sur les marchés étrangers, a fait des propositions pour que cette information soit améliorée.

La politique que le gouvernement mène pour ouvrir les marchés publics aux P.M.I. sera renforcée : d'ores et déjà, elles jouent un rôle prépondérant dans certains domaines, comme celui des machines et appareils mécaniques.

● ÉNERGIE :

Le ministre de l'industrie a rendu compte des travaux du conseil des Communautés consacré à l'énergie, qui s'est tenu le 13 mai à Bruxelles.

Deux résolutions ont été adoptées par le conseil : l'une définissant le cadre général de la stratégie pour 1990, l'autre précisant les actions à entreprendre en matière d'économie d'énergie. La Communauté s'est fixé comme orientation de réduire à environ 40 % en 1990 la part du pétrole dans ses sources d'énergie.

● LA PROTECTION DES COURS D'EAU

Le ministre de l'environnement et du cadre de vie a présenté une communication sur la protection et la mise en valeur des fleuves, des rivières et des canaux à vocation touristique.

La régularisation des fleuves, qu'il s'agisse de la lutte contre les crues ou du soutien des étiages, a fait l'objet de travaux importants. Des propositions ont été présentées aux départements du bassin de la Loire pour compléter ces travaux.

Les efforts entrepris en matière d'épuration, en application de la loi de 1964 sur l'eau, qui ont représenté au cours des dix dernières années plus de 15 milliards de francs de travaux, ont permis de maîtriser l'évolution de la pollution et d'aboutir à une nette amélioration de la qualité des eaux. Ces efforts seront développés afin de réduire davantage encore les pollutions toxiques et en vue d'améliorer la collecte des eaux usées. Les communes et les comités de bassin devront favoriser les travaux de raccordement aux réseaux.

Des instructions viennent d'être envoyées aux préfets en vue de limiter les extractions de matériaux sur les cours d'eau et leur vallée. Le ministre de l'environnement et du cadre de vie établira un programme de réserves naturelles et de sites pour les milieux naturels et les paysages les plus remarquables.

Les études de paysages permettant de mieux élaborer des documents d'urbanisme seront fortement développées. Les départements seront invités à créer des périmètres sensibles. De nouvelles expériences inspirées de celle récemment ancée sur le bassin de la Maine pour le développement de la navigation de plaisance seront mises en œuvre sur le canal de Bourgogne et le canal du Midi, en concertation avec les collectivités locales intéressées.

La mise au point récente du projet de protection et d'aménagement de la Loire montre l'intérêt d'une vision d'ensemble des diverses actions à mener à l'échelle du bassin. C'est dans cet esprit que s'engage actuellement l'étude sur la Garonne. Les vallées de la Seine et du Rhône feront également l'objet d'études plus particulièrement axées sur la reconquête et la mise en valeur des berges.

● APRÈS LE NAUFRAGE DU « TANIO » :

Le Conseil a constaté que les importations de pétrole de la Communauté se situent actuellement à un niveau compatible avec l'objectif adopté au sommet de Tokyo.

Le conseil a constaté que les une communication du premier ministre sur les mesures prises après le naufrage du « Tanio ».

Le premier ministre a constaté l'efficacité des dispositions prises depuis deux ans : elles ont permis le sauvetage de trente et un membres de l'équipage, ainsi que le remorquage jusqu'au Havre de la partie arrière de l'épave, et enfin la mobilisation rapide de tous les moyens de lutte nécessaires.

Il a souligné l'effort très important consenti pour assurer le nettoyage du littoral avant le début de la saison touristique. Les plages sont maintenant propres et les rochers devraient l'être au début du mois de juillet.

Le colmatage de la partie avant de l'épave a été réalisé dans les délais prévus et le pompage de la cargaison de fuel a été confié à une entreprise spécialisée, sous l'autorité de la marine nationale. Cette intervention devrait être achevée avant les grandes marées d'équinoxe.

Le premier ministre a rappelé les mesures annoncées à la délégation d'élus bretons au cours des réunions tenues le 22 avril, à l'Elysée et à l'hôtel Matignon. Elles concernent notamment :

— Les indemnisations des professions et des collectivités locales ayant subi un préjudice du fait de cet accident ;

— Le déroulement de la saison touristique ;

— La restauration des sites.

Il a confirmé les engagements qu'a pris le gouvernement pour renforcer le dispositif national de prévention et de lutte contre les pollutions marines accidentelles, en particulier par l'augmentation des moyens navals et aériens de surveillance de la marine nationale et par un effort accru de recherche et de développement des techniques de lutte contre la pollution.

La conférence internationale qui, à l'initiative de la France, se réunira avant la fin de l'année, aura pour objectif d'améliorer la sécurité de la navigation maritime dans la Manche, de définir les contrôles de sécurité des navires, de perfectionner et de coordonner les moyens et techniques de lutte contre les pollutions marines.

(Lire page 30.)

● NÉGOCIATIONS AGRICOLES

Le président de la République a indiqué qu'il convoquerait le conseil des ministres, prévu pour la dernière semaine de mai, le vendredi 30 mai, afin de tirer les conséquences des décisions du conseil des ministres de l'agriculture de la Communauté.

société

APRÈS LA MORT D'UN MANIFESTANT AU CENTRE UNIVERSITAIRE JUSSIEU

DIX MILLE ÉTUDIANTS DANS LA RUE A PARIS

« Flics, fascistes, assassins ! »

« On aura une manif sans incident » : tel était du moins le souhait, le mercredi 14 mai, des quinze membres du *comité de* grève de Jussieu, régulièrement élu et qui régulièrement, avait demandé une autorisation à la préfecture de police pour la manifestation qu'ils organisaient à Paris à la suite de la mort d'un homme de trente ans, le mardi 13 mai, à Jussieu (*le Monde* du 14 mai).

Dès 14 heures, devant le centre universitaire, ils constituaient un service d'ordre de quatre-vingts personnes, insigne sur la poitrine, parmi lesquelles plusieurs filles. L' « *UNEF indépendance et démocratie* » et l'*UNEF ex-renouveau* avaient également « *leur S. O.* » : Tous étaient décidés à « *ne pas céder aux provocateurs* ».

Cette manifestation, qui compta jusqu'à dix mille personnes, fut pourtant d'un bout àl'autre tendue et souvent violente. Des étudiants étrangers peu nombreux dans le défilé, il fut rarement question. Nulle part, dans le cortège, ils n'étaient réunis en tant que tels. La police, ses provocations et ses violences, étaient devenues la cible principale : « *Flics, fascistes, assassins* » fut le mot d'ordre le plus *vigoureusement repris. Il y avait* eu, rappelait-on, la veille « *mort d'homme* », une mort symbolique et anonyme puisque nulle part le nom d'Alain Begrand, la victime, ne fut prononcé durant ces trois heures de manifestation.

Dès 16 heures, soit vingt-cinq minutes après le départ, dix personnes armées de barres de fer, *sortant du* n° 42 de la rue des Ecoles, faisaient irruption brutalement dans le cortège, à la hauteur des manifestants de Paris-I, regroupés sous une banderoles de l'UNEF, « *Indépendance et démocratie* ». La confusion fut alors telle que l'affrontement, très vite, mit face à face des étudiants des deux UNEF, persuadés qu'ils étaient d'être agressés par des *militants de l'organisation rivale.*

Les versions les plus contradictoires sur cet incident circulent dans le cortège, témoignant des divisions des étudiants. Un des membres du commando qui était à l'origine de cet affrontement fut pourtant immobilisé par plusieurs manifestants : il refusa alors de donner son identité, protesta de son innocence et fut finalement relâché : « *On ne veut pas utiliser les méthodes de flics*, entendait-*on, même contre les flics.* »

Disséminés dans un cortège qui comptait peu de banderoles d'universités, on notait de nombreux manifestants souvent très jeunes armés d'une barre de fer ou d'une pierre dans leur casque. Ils étaient venus, de leur propre aveu « *casser du flic* ». Jamais les services d'ordre n'empêchèrent réellement ces « éléments incontrôlés » de lancer des projectiles contre les *forces de police ; ils ne s'en privèrent pas.*

Le premier incident violent avec la police se produisait à 16 h. 30, à l'angle de la rue Mézières et de la rue Bonaparte. Une centaine de jeunes gens dont beaucoup casqués et le visage masqué par des foulards noirs, quittent le cortège pour se précipiter vers le *commissariat* de police du sixième arrondissement. Courant sur la place Saint-Sulpice, ils lancent des pierres contre les vitres du commissariat et de deux cars de police vides, en stationnement, avant de réussir à renverser l'un des fourgons et d'y mettre le feu. C'est à cet instant précis qu'un inspecteur en civil, se présente à la porte du commissariat *pour, dira-t-on plus tard,* « *prendre son service* ». Ses collègues, enfermés à l'intérieur, refusent obstinément de lui ouvrir. Tambourinant d'une main à la porte il se protège de l'autre des jets de pierres et de bouteilles des manifestants. Se rendant compte que ses collègues ne lui ouvriront pas il fait face à ses agresseurs leur renvoyant leurs pierres. Et, brusquement, il sort son pistolet et, les genoux légèrement fléchis, l'arme au bout du bras tendu, il tente de tenir les manifestants en respect.

Scène étrange : un manifestant ouvre alors son blouson et crie au policier : « *Tire, mais tire donc !* » Pendant quelques minutes, qui semblent longues, cet affrontement se poursuit jusqu'à ce que, *entouré par quelques journalistes,* le policier s'enfuie. Les C.R.S. présents dans le haut de la rue Bonaparte attendront son départ pour charger assez violemment les manifestants présents sur la place Saint-Sulpice et couper momentanément la manifestation en deux parties.

Cet incident fut le premier d'une longue série qui allait ponctuer toute la fin de la manifestation. Selon un scénario identique les éléments incontrôlés qui précédaient le cortège commençaient à jeter des pierres sur les policiers qui interdisaient l'accès de toutes les rues perpendiculaires au boulevard des Invalides.

S'ATTAQUER AUX « SYMBOLES »

Rien ne permet apparemment de distinguer François (dix-neuf ans), un étudiant de la faculté Dauphine en jean et veste de cuir, de tous les autres manifestants. Simplement alors que rue du Cherche-Midi les forces de l'ordre ne sont nulle part visibles, il porte déjà dans son casque de moto une lourde pierre.

« Il faut créer un rapport de force, explique-t-il. *Regardez : avant les violences de la veille, le mouvement existait à peine, plongeait totalement. On est des milliers aujourd'hui. »* Lui, qui a lancé « *sa première pierre* » le jeudi 1er mai, ne se reconnaît ni dans l'« autonomie », ni dans un parti, ni dans un syndicat, bien qu'il appartienne à « *l'UNEF-Indépendance et démocratie* »... S'il n'a pas rejoint le service d'ordre de cette organisation, c'est parce que le dernier congrès de réunification, du 3 au 5 mai, auquel il a participé, l'a beaucoup « *déçu* ».

Il montre les carreaux d'un immeuble. « *Je ne m'amuserai pas à les casser,* dit-il, *car ma violence n'est pas aveugle : je désapprouve les casses de vitrines ou les poubelles répandues.* » En revanche, il approuve l'agression de la Coupole, « *symbole de gens qui ont du fric pour des gens sans pognon* ».

Il est allergique, dit-il en souriant, à « *tout ce qui porte un uniforme* » et les commissariats constituent, d'après lui, « *un symbole* ». On n'en saura pas davantage.

Cette violence sera-t-elle efficace ? « *Je ne dis pas que c'est utile,* dit-il, *mais les magouilles pas plus* ». — N. B.

Un militaire pleure

A l'angle de la rue de Grenelle les tirs de grenades lacrymogènes seront un peu plus forts empêchant la manifestation de gagner l'esplanade des Invalides. Après plusieurs charges, des échanges de cocktails Molotov et de grenades, le *cortège* gagnait enfin l'esplanade où la dispersion devait avoir lieu. Alors que de nombreux étudiants s'éloignent en empruntant les quais quelques quatre cents à cinq cents irréductibles commencent à attaquer les gendarmes mobiles, qui empêchent l'accès du pont Alexandre-III.

A nouveau, pierres, planches, cocktails Molotov et grenades lacrymogènes volent au-dessus des voitures qui empruntent encore le quai d'Orsay. Dans la fumée des gaz, les policiers courent et pourchassent les manifestants de plus en plus rares.

Une partie des « *éléments incontrôlés* » qui empruntent les boule vards des Invalides et de Montparnasse, aux cris de « *A Jussieu ! A Jussieu* », pour rejoindre le quartier Latin, jettent des barrières métalliques sur la chaussée et s'attaquent parfois *à des voitures particulières. Un* camion-pompe de l'armée de l'air qui passait malencontreusement par-là devient la cible de quelques irréductibles. Du véhicule stoppé, vitres brisées, quatre militaires sortent les mains en l'air, en criant : « *Nous sommes des appelés !* » Un manifestant tente de prendre les commandes du camion, tandis que d'autres lui *crient d'arrêter. Un peu plus loin* un militaire accoudé à une voiture pleure en expliquant qu'il « *va aller en tôle car le matériel a été abîmé* ». Un flottement se produit parmi les manifestants, finalement les militaires pourront repartir dans leur camion. A l'angle de la rue de Vaugirard et du boulevard du Montparnasse, une banque sera attaquée au cocktail *Molotov puis la voiture d'un* général renversée avant que, vers 19 heures, les policiers ne fassent à nouveau leur apparition. Repoussés par les brigades d'intervention vers la place de Port-Royal, les manifestants seront *dispersés* par une intervention des policiers motocyclistes. Quelques heurts violents se produisent alors faisant de part et d'autre quelques blessés. Selon la préfecture de police il y aurait eu quarante-quatre policiers blessés et deux auraient été admis à l'hôpital.

Entre 19 et 20 heures, près de cinq cents manifestants refluaient vers le centre Jussieu, certains pour participer à une hypothétique assemblée générale, d'autres pour en découdre avec la *police. Une vingtaine* d'entre eux mettaient le feu à deux voitures arrosées d'essence, au début de la ru eJussieu et détruisaient la grille de protection d'un magasin de surplus, immédiatement dévalisé par quelques dizaines de personnes. « *C'est une envie que j'ai depuis longtemps* », « *ça crée un événement* », « *ça me fait bien plaisir* », affirmaient devant le magasin les *pilleurs dont aucun* ne craignait, semble-t-il, les sanctions à venir. Etrangement, la police, mise au courant par les pompiers présents sur les lieux, n'intervenait pas.

Ce n'était que partie remise. A 20 h. 30, plusieurs dizaines de gendarmes mobiles lançaient de très nombreuses grenades lacrymogènes à partir de la rue des Boulangers et de la rue des Fossés-Saint-Bernard, en direction du centre Jussieu. La plupart des manifestants quittaient alors les lieux. Une cinquantaine d'entre eux, parmi les plus violents, se réfugiant dans l'enceinte de Jussieu jusque tard dans la nuit et, un peu dérisoires, lançaient quelques injures aux policiers.

On aurait pu croire, alors, la situatio nmaîtrisée. Une compagnie d'intervention motorisée arrivait pourtant sur les lieux et, pendant plusieurs heures, interpelait sans ménagement de simples passants ou des manifestants non violents : tout groupe de plus de trois jeunes était devenu suspect. Au total, 140 personnes ont été interpellées : vingt et une seulement ont été mises à la dispositon de la police judiciaire.

A une heure du matin, après quatre heures d'inaction les gendarmes mobiles, très nombreux *encore autour du centre universitaire,* remontaient dans leurs cars et les badauds repartaient chez eux.

NICOLAS BEAU et SERGE BOLLOCH.

« Dès que ça bouge quelque part, j'y vais »

disait Alain Bégrand à ses amis d'Auxonne

De notre correspondant

Auxonne. — « *Il lui avait donné du fil à retordre à la pauvre Simone...* » Dans la quincaillerie que tient la cousine d'Alain Bégrand à Auxonne (Côte-d'Or), il y a *plus de monde* que d'habitude, ce mercredi en fin d'après-midi. On y vient pour évoquer brièvement « *ce garçon pourtant gentil* », mais surtout pour parler de son frère cadet, « *qui a une bonne situation dans l'armée de l'air* », et de leur mère, Mme Simone Bégrand. Celle-ci a connu les difficultés de toutes les mères célibataires obligées d'élever, seules, leurs enfants. Elle a travaillé à l'usine avant de se faire embaucher à l'hôpital.

Contrairement à son frère, Alain était « *turbulent, influençable, pas mûr, et il avait un certain penchant pour le laisser-aller* », dit un consommateur du café de la Goutte d'or, qui l'a bien connu. Après le certificat d'études, Alain est placé en apprentissage chez un entrepreneur en chauffage central. Il n'y restera que quelques semaines avant de travailler comme manœuvre dans une usine proche d'Auxonne.

Ali, son chef d'équipe, rappelle : « *C'était un bon garçon, mais il venait travailler quand il en avait envie.* » L'un de ses copains, M. Gérard Camus, souligne qu' « *Alain n'avait pas le feu sacré, et qu'il a fait trente-six boulots. Sa mère en souffrait* ». Lorsque Mme Bégrand a été trouvée noyée dans la Saône, en 1972, on ne manqua pas de dire à Alain que « *c'était de sa faute* ». Il quitte aussitôt Auxonne pour n'y revenir que l'année dernière.

Seuls les copains comptaient

« *Il a débarqué un matin ici,* raconte M. Camus. *On a causé pas mal. Il avait beaucoup changé. Avant, pas de bal, pas de filles, pas d'alc[illegible] Seuls les copains comptaient pour lui. L'année dernière, je l'ai trouvé nerveux, plein de tics, il buvait des canons de rouge. Il m'a traité de bourgeois parce que j'ai une maison. Alain ne parlait que des manifestations à Paris.* « Dès que ça bouge quelque part, » j'y vais », *me disait-il. Ce n'était pas un gars à faire de la politique, il allait plutôt avec les gens qui revendiquent quelque chose. C'est tout.* »

Les gendarmes se rappellent bien ce garçon qui a commis « *quelques petits larcins, comme tous les gamins de son âge* ». La bande des quatre est restée célèbre dans la ville et bien au-delà de 1965, lorsque, après être passée par un *souterrain, elle a* réussi à forcer la porte de la soute à munitions de la caserne pour s'emparer de caisses contenant six mille balles de 9 mm et de 11,43 mm. Le premier à être démasqué fut justement Alain, qui, pris de panique, jeta dans la rivière le contenu des caisses avant que n'arrive la sécurité militaire. L'armée aurait pu jouer un rôle important dans sa vie. Il en rêvait. Mais, soutien de famille, il n'a jamais pu faire son service militaire. *Il a* tenté de s'engager dans la légion étrangère ; ce fut un nouvel échec.

Que faisait-il à Paris ? « *Il était devenu un hippy, comme on dit* », répond sa tante. Comment sa mort a-t-elle été ressentie dans son pays natal ? « *Cela me fait mal au cœur quand même* », avoue son ancien copain, M. Camus.

Simple constatation ou mauvaise conscience ?

CHARLES MARQUÈS.

Les défilés en province

Des manifestations ont été organisées, selon nos correspondants, dans plusieurs villes universitaires le mercredi 14 mai, pour protester contre l'intervention de la police la veille à Jussieu.

A Toulouse, un millier de manifestants ont défilé sans incident dans les rues du centre, tandis que des inconnus ont saccagé les locaux de l'Association générale des étudiants (AGET-UNEF). A Lille, six cents étudiants ont manifesté dans le centre de la ville, scandant notamment « *Etat policier, Etat fasciste !* » A Rennes, mille deux cents personnes ont manifesté. Des incidents ont eu lieu lorsque quelques manifestants ont arraché l'émetteur-récepteur d'une voiture banalisée de la police. Les policiers les ont dispersés à coups de matraque.

Plusieurs centaines d'étudiants ont manifesté à Nice — où une délégation a été reçue par le *conseil régional*, — à *Rouen*, à Caen, où le cortège a traversé la ville aux cris de « *Giscard, assassin !* » A Lyon, où les manifestations ont rassemblé un millier de personnes pendant tout l'après-midi dans le quartier des universités, des heurts ont eu lieu avec la police. A Montpellier, un millier d'étudiants ont organisé un « sit-in » et une délégation a été reçue à la préfecture. Plusieurs actions ont été organisées, à Marseille, pour protester contre la menace d'expulsion d'un étudiant marocain.

A Grenoble, quelque sept mille étudiants ont manifesté pour protester contre l'intervention de la police, sur le campus, le lundi 12 mai. Une délégation a été reçue à la préfecture. D'autre part, les représentants du personnel et des étudiants de la *résidence universitaire* Hector-Berlioz ont publié un communiqué dénonçant « *la violence des assauts policiers contre les bâtiments de la résidence (...). Les tird ont atteint sans distinction des membres du personnel sur leur lieu de travail.* »

Grenoble est la ville qui, après Paris, compte le plus d'étudiants étrangers, soit 5 374 (4,9 % des étudiants de la ville, alors qu'il y en a 53 900 à Paris, c'est-à-dire quelque 50 %). Viennent ensuite parmi les villes touchées par des manifestations : Marseile (5 140 ; 4,7 %) ; Lyon (4 862, 4,5 %) ; Toulouse (4 801, 4,4 %) ; Lille (3 231, 3 %) ; Rennes (1 671, 5 %) ; Can (1 284, 1,2 %).

Libres opinions

Un seul responsable : le gouvernement

par ALAIN KRIVINE (*)

ON a cru en haut lieu qu'on pourrait mater ces étudiants un peu trop généreux, qui prétendent que les mesures gouvernementales contre les étudiants étrangers sont des mesures racistes. Et qui peut en douter ? Le gouvernement ne cache même pas son jeu. Le premier ministre parle d' « *universités dépotoirs* » quand il évoque la présence des étudiants étrangers. Et c'est le *toujours ministre de l'intérieur qui explique que les étudiants* étrangers qui ont obtenu leur diplôme « *prennent des emplois aux jeunes Français* » ! C'est là des propos ouvertement racistes que l'extrême droite fascisante gardait pour ses campagnes contre les travailleurs immigrés, et qui ont déjà fait l'objet de maints procès pour incitation à la haine raciale.

Le crime odieux de Jussieu, qu'on essaie aujourd'hui de camoufler ou d'excuser par des propos outrangeants et indignes sur la personnalité d'Alain Bégrand, le gouvernement, sans partage, en porte toute la responsabilité.

Les étudiants se sont déjà prononcés. Ils ont manifesté par milliers dans toutes les grandes villes universitaires dès mardi. Mais les étudiants seront-ils les seuls à organiser la riposte ? Certes, les syndicats et les partis ouvriers ont tous protesté et fait des communiqués. *Mais cela suffit-il ? Les étudiants vont-ils rester seuls* avec. l'UNEF, toutes tendances confondues, à demander l'abrogation de la circulaire Bonnet et du décret Imbert ?

Pourtant la manifestation parisienne de mercredi n'avait rien d'une *manifestation de défaite, de fin de mouvement*. Pour beaucoup d'étudiants la mort d'Alain a été un *révélateur* des intentions, de la politique du pouvoir. Pour beaucoup, c'était la première fois qu'ils descendaient dans la rue pour demander l'abrogation des textes racistes. Beaucoup ont compris ces derniers jours la nécessité *d'engager le combat contre ce gouvernement, d'organiser la grève* générale des universités.

C'est pourquoi les organisations politiques et syndicales doivent engager toutes leurs forces dans ce combat. Au moment où le gouvernement se prépare à expulser des milliers de travailleurs immigrés, il y a là un combat commun à mener. Ce sont les étudiants qui ont fait le premier pas en se mobilisant en masse, qui ont montré la voie à suivre. S'ils restaient seuls, cette voie deviendrait vite une impasse. Alors il n'y a pas une minute à perdre. Quelle est l'organisation politique ou syndicale qui prendra l'initiative d'une réunion unitaire pour élargir la riposte qu'ont engagée les étudiants ?

(*) Membre du bureau politique de la Ligue communiste révolutionnaire (L. C. R.).

M. Imbert : le décret n'a pas été suffisamment expliqué aux intéressés

« *J'ai hérité d'un enfant, à savoir ce décret interministériel que je suis chargé de mettre en application ; c'est pourquoi on lui a improprement donné mon nom* », a déclaré au *Quotidien de Paris* du 15 mai, M. Jean Imbert, président du Central national des œuvres universitaires et scolaires et de la commission nationale pour l'inscription des étudiants étrangers.

Le problème, explique M. Imbert, est qu' « *il s'agit d'avoir en France non pas des laissés pour compte, mais des gens qui auraient pu être étudiants dans leur propre pays. (...) Actuellement, il y a un étudiant étranger sur cinq qui ne peut pas passer le barrage de la simple première année, ce qui est anormal.* » Les étudiants qui n'auront pas réussi le test de français pourront, rappelle-t-il, « *s'inscrire dans un centre linguistique public ou privé* ».

Selon M. Imbert, « *un bon tiers des copies des deux mille étudiants qui ont passé le test cette année* [il s'agit d'une dictée du niveau de la troisième et d'un résumé de texte] *prouvait que ceux-ci n'étaient pas capables de suivre un cours d'université* ».

Comme les francophones, il ne faut pas « pousser le ridicule », les réfugiés politiques sont dispensés de ce test, car « *nous avons voulu maintenir la tradition d'accueil de l'université française à l'égard de ces gens courageux et qui ont souvent beaucoup souffert* ».

Interrogé sur les actions pour la défense des étudiants étrangers, M. Imbert ajoute : « *Je m'attendais à pire. Ce qui m'étonne c'est que tant d'universités soient restées calmes. Au total, cinq universités ont vu leurs cours interrompus. C'est très peu. Dans une grande mesure, c'est parce que le décret n'a pas été suffisamment expliqué aux intéressés.* » A l'origine de cette agitation, M. Imbert désigne « *un mouvement étudiant d'extrême gauche* », sans plus de précision. En même temps, il regrette de ne pas avoir reçu plus tôt les représentants de l'UNEF (réunifiée).

M. Bonnet : le fait d'une minorité d'étudiants

L'agitation universitaire et la mort d'un jeune homme, Alain Begrand, mardi 13 mai, à la faculté des sciences de Jussieu, ont été évoquées, mercredi à l'Assemblée nationale, à l'occasion de la séance consacrée aux questions d'actualité. Répondant à M. Gilbert Gantier (U.D.F., Paris), le *ministre de l'intérieur a déclaré* que le gouvernement « *ne saurait tolérer* » que continuent « *les déprédations et les provocations de toutes sortes* ».

« *La police,* a-t-il dit, *agissant sur réquisition des autorités universitaires ou pour flagrant délit est donc intervenue, comme elle en avait le droit et le devoir : car, contrairement à ce que l'on croit souvent, aucun privilège d'immunité n'est opposable aux forces de police agissant en cas de flagrant délit. A ceux qui critiquent l'intervention de la police, je pose la question : faut-il, à l'approche des examens, laisser quelques agitateurs paralyser, contre le souhait de l'immense majorité des étudiants, le fonctionnement de l'Université ? Faut-il laisser détruire par des éléments irresponsables le patrimoine universitaire, les autobus de la R.A.T.P. et les véhicules particuliers ? Je laisse au contribuable français qui consent pour les études de notre jeunesse des sacrifices qu'il est bon de rappeler le soin de répondre..* »

M. Christian Bonnet a ajouté que, « *dans l'état actuel de (ses) informations, il semble que la chute d'Alain Begrand se soit produite à un endroit éloigné de 200 mètres du lieu où étaient les forces de police qui venaient de pénétrer par l'entrée située 7, quai Saint-Bernard et progressaient vers l'entrée principale.* »

Selon lui, « *l'agitation n'est le fait que d'une minorité d'étudiants* ». A Jussieu, a-t-il dit, les cours et les recherches n'ont pas été interrompus, mais à Nice, à Grenoble et à Rennes les examens devront sans doute être retardés.

M. RAYMOND BARRE : pas d'universités dépotoirs

Pour sa part, M. Raymond Barre a été interrogé par M. Paul Quilès (P.S., Paris) qui s'est étonné des propos tenus le mardi 13 mai par M. Christian Bonnet.

Le premier ministre lui a répondu : « *Le gouvernement continuera à appliquer les dispositions arrêtées pour éviter l'afflux, dans nos universités, d'étudiants étrangers dont les universités de leurs pays d'origine ne veulent pas. Quand on voit ce qui se passe dans certaines universités, du fait d'inscriptions d'étudiants étrangers fantômes qui ne sont là que pour mener une action politique orientée contre leurs pays d'origine, il est normal que les chefs de ces Etats soient préoccupés par des agissements menés sous le couvert des franchises universitaires et du droit d'asile.* »

« *Nous voulons,* a poursuivi M. Barre, *que nos universités soient des centres de travail, de culture et de rayonnement de l'influence de la France. Nous ne voulons pas d'universités qui soient des dépotoirs.* »

SOCIÉTÉ

ACCUSÉS DE SÉVICES

Cinq policiers marseillais ont comparu devant le tribunal de Montpellier

Autopsie d'une garde à vue

Montpellier. — Il en a « gros sur la patate » M. l'inspecteur divisionnaire Claude Bantos, du service régional de police judiciaire de Marseille. A cinquante ans, quand on est fonctionnaire de police depuis vingt-sept ans et qu'on pense « *avoir donné satisfaction* », se retrouver avec quatre collègues « sur le banc de l'infamie », de cette chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Montpellier, prévenu de violences commises avec arme sans motif légitime et dans l'exercice de ses fonctions, il y a de quoi être amer.

Comme pour ajouter à ce « monde à l'envers » c'est aux accusations de deux jeunes « loubards » constitués partie civile qu'il faut répondre, alors qu'ils sont par-dessus le marché, détenus l'un et l'autre, ce Patrick Caillol, condamné à deux ans de prison pour trafic de drogue qui est entre ces gendarmes, et ce Yves Bonnet, qui purge à Muret, une peine de huit ans de réclusion criminelle et qui, lui, a même refusé de venir à cette audience. Du moins M. Bantos et ses coinculpés ont-ils la consolation et le réconfort de ne point se sentir abandonnés par les leurs. Car à ce procès qui se déroulait le lundi 12 mai, ils étaient là en force, les gens du S.R.P.J. marseillais, comme pour affirmer leur solidarité et leur compassion.

Ce n'est pourtant pas un dossier gratuit. Certes, s'il n'y avait eu que les affirmations de MM. Bonnet et Caillol, il n'y aurait pas eu de procès, même pas d'affaire. Dans son réquisitoire, M. Lucien Remplon, procureur de la République, l'a dit clairement : « *Entre les accusations de deux jeunes gens non exempts de reproches et la parole des policiers* », il n'aurait pas hésité. Seulement voilà, il y avait autre chose. Il y avait des rapports médicaux aux termes desquels il apparaissait que les plaignants portaient bel et bien des traces plus ou moins importantes de ces sévices dont ils avaient fait état.

Des « aveux »

Il y avait, en outre, une ordonnance de non-lieu en leur faveur en dépit des aveux qu'ils avaient *consenti et précisément parce que* ces aveux n'étaient point apparus, au jeune juge d'instruction qui les découvrait, corroborés par ces charges matérielles qui seules, en bonne justice, permettent de leur accorder crédit. Quand un non-lieu intervient de la sorte, quand il est rendu sur réquisition conforme du parquet, quand il est motivé par la reconnaissance d'alibis formels, comment expliquer, si ce n'est par le recours à la violence et aux sévices, que ceux qui en bénéficiaient aient pu avouer un crime dont une instruction a finalement établi qu'ils ne pouvaient pas en avoir été les auteurs ?

Méchante affaire et bien embarrassante. Elle eut pour origine une attaque à main armée commise le 15 octobre 1974 à Vitrolles (Bouches-du-Rhône) qui coûta la vie à un encaisseur, M. Richard Villagrasa. Pendant un an on devait piétiner. Et puis, en octobre 1975, le S.R.P.J. de Marseille appréhende MM. Bonnet et Caillol. Les voilà en garde à vue, et dans la nuit du 27 au 28 octobre, l'un et l'autre vont s'avouer coupables. Mais dès l'interrogatoire de première comparution, face à M. Denys Millet, juge d'instruction au tribunal d'Aix-en-Provence, M. Caillol, le premier, va se rétracter et dire pourquoi : on l'a frappé, giflé, tiré aux cheveux, fait agenouiller sur une règle et pour finir on lui a enfoncé une matraque dans l'anus. Peu après, M. Bonnet qui, lui, avait commencé par réitérer ses aveux devant le magistrat, affirmera aussi qu'il fut traité de la même manière.

Bien sûr, entre les dires, les signalements des policiers fournis par l'un et par l'autre, il existe des divergences, des imprécisions, même des contradictions. Il est possible aussi qu'ils aient quelque peu noirci le tableau en affirmant avoir été giflés durant quatre heures, alors que le juge, auquel ils furent amenés dès le lendemain, ne remarqua rien, du moins sur leur visage. Mais les expertises ordonnées ont bien fait apparaître des piquetés, des ecchymoses et surtout chez l'un et l'autre des anomalies à l'anus, permettant de penser qu'on avait bien tenté d'y introduire « *un corps étranger assez gros et dur* ». En dépit de cela et en dépit aussi du non-lieu dont ils allaient bénéficier, M. Claude Bantos, comptait « *s'élever de toutes ses forces contre les dénonciations calomnieuses faites par deux individus pour échapper au glaive de la justice et qui justement ont réussi à y échapper* ». Car M. Bantos le dit et le rappelle : « *Cette nuit du 27 au 28 octobre 1975 dans les locaux de la police de Marseille, fut celle des aveux les plus doux.* »

Est-il vrai, comme l'ont dit MM. Caillol et Bonnet, qu'on attachait les gardés à vue à des radiateurs ou à des anneaux fixés au mur ? La question posée par le président, M. Gérard Bach, n'indigne pas M. Bantos : « *Bien sûr que c'est vrai, c'est même recommandé du fait qu'ils peuvent se jeter contre les murs ou par une fenêtre.* » Donc, il s'agit là de sécurité et non, comme pourraient le croire les malveillants, d'une épreuve destinée à anihiler une résistance physique. Cela dit, il n'y eut point de violences et point de tourments. M. Bonnet — le seul dont M. Bantos eut à s'occuper, — avoua paisiblement. Il en fut même soulagé. Sa femme l'y avait invité. Sa femme qui, d'ailleurs, pu ensuite le voir. Montrerait-on un torturé à son épouse ?

Les autres, MM. Jacques Siauvaud, *Michel Chabot*, pourtant mis en cause pour l'affaire de la matraque tout comme MM. Jacques Thibaud et René Renard, assureront qu'ils n'ont pas participé aux interrogatoires, soit qu'ils aient été renvoyés chez eux par leurs supérieurs, soit qu'on leur ait confié d'autres tâches.

Mais eux aussi ont varié sur des détails, entretenu le flou, à tel point que M. Remplon, agacé, ironisera : « *S'il faut vous croire, le S.R.P.J. de Marseille, ce soir là, après 22 heures, c'était le désert et finalement personne n'aurait interrogé Caillol.* »

Et puis encore ce non-lieu dont le juge d'instruction, M. Millet, est venu expliquer les raisons : le 15 octobre 1974, jour de l'agression de Vitrolles, M. Caillol avait été porté présent au centre de formation pour adultes qu'il fréquentait alors à Aubagne, et M. Bonnet se trouvait de son côté à son travail, foi d'employeur et de contremaître.

Non-lieu et conviction policière

Par-dessus le marché, un dragage du canal dans lequel, selon les aveux, les deux hommes auraient jeté la voiture utilisée pour l'agression, n'a permis la découverte d'aucun véhicule de marque correspondante.

Ce non-lieu, les policiers « *ne veulent pas le juger* ». Ils n'en pensent pas moins. Et leurs supérieurs, témoins cités à leur requête, n'hésiteront pas pour certains à maintenir sans hésitation que Caillol et Bonnet étaient bel et bien coupables.

Vieille antienne que M. Georges Greco, ancien chef adjoint du S.R.P.J. de Marseille, aujourd'hui directeur de celui de Lille, ramassera en une phrase désabusée : « *La conviction policière ne permet hélas ! pas toujours de traduire quelqu'un devant un tribunal ou une cour d'assises.* »

Pour l'essentiel, ces mêmes témoins, de M. Fernand Mattheus, aujourd'hui inspecteur général de la police nationale, à M. Robert Nadjari, autre ancien adjoint du S.R.P.J. marseillais, diront tous : non vraiment, ces garçons qui ont travaillé sous nos ordres ne peuvent pas avoir été des tortionnaires. Non vraiment, à l'« évêché » de Marseille, il n'y a jamais eu de coups, même pas une bourrade et n'importe qui peut en témoigner, car n'importe qui peut venir y passer le nez. Et encore : « *Le jour où les avocats seront admis dans ces salles de garde à vue, ils pourront constater qu'au bout de quarante-huit heures le plus fatigué, c'est l'inspecteur.* »

Ils n'ont pourtant *pas convaincu* M. Lucien Remplon qui devait conclure son réquisitoire par une conviction de culpabilité. Cependant le procureur de la République n'a pas voulu indiquer quelle peine, à son avis, devrait être prononcée. Il a laissé au tribunal le soin d'en décider, avouant qu'il avait trop pratiqué ce service régional de Marseille durant quinze ans, que « cela laisse des traces », que « certains des fonctionnaires de ce service l'honorent encore de leur estime ».

On aura le 9 juin si, comme l'a plaidé Me Paul Lombard, demandant une relaxe générale, cette affaire ne serait que « *machination* » et ce dossier « *château de cartes* », ou si, pour reprendre la phase de Me Breggi, du côté des parties civiles « *deux garçons massacrés sont enfin en droit d'attendre justice* ».

JEAN-MARC THEOLLEYRE.

RELIGION

Des chrétiens au Proche-Orient

II. — LE CALVAIRE D'UN PEUPLE

Les chrétiens au Proche-Orient constituent une poussière de confessions dispersées dans un monde arabe et musulman en proie à des tensions politiques toujours plus préoccupantes. Ils savent par expérience que les minorités font toujours les frais des conflits, et ils resserrent les liens entre eux, ainsi qu'avec le Conseil œcuménique des Eglises et le Saint-Siège (« le Monde » du 15 mai).

Le dialogue entre les Eglises catholique et orthodoxe, du reste, entrera dans une nouvelle phase avec la réunion, à partir du 29 mai à Patmos (île grecque de la mer Egée), des membres de la commission mixte constituée sous le pontificat de Jean-Paul II. Parmi les Eglises non chalcédoniennes (1) — qui ne participent pas à ce dialogue orthodoxe-catholique — se trouve l'Eglise arménienne apostolique, dite grégorienne, dont le catholicossat de Cilicie a son siège à Antelias, près de Beyrouth (Liban). Cette Eglise vient de célébrer le soixante-cinquième anniversaire du massacre des Arméniens par les Turcs.

De notre envoyé spécial
ALAIN WOODROW

Beyrouth. — La capitale du Liban ressemble à Belfast. Même ségrégation par quartiers, mêmes immeubles calcinés et murs troués de balles. Mêmes boudins à travers les rues pour ralentir les véhicules et permettre aux militaires omniprésents d'effectuer leurs contrôles. Dans les deux cas, la vie, apparemment insouciante, reprend ses droits : dans un quartier sinistré de Beyrouth on a installé un manège de fortune, pour la plus grande joie des enfants. Principale différence : le soleil brille à Beyrouth.

L'armée syrienne occupe toute la ville, sauf le quartier chrétien, où le calme est à peu près revenu. Sa Béatitude Maximos V Hakim, patriarche grec-catholique d'Antioche et de tout l'Orient, d'Alexandrie et de Jérusalem, dont le siège principal est à Beyrouth, est plutôt optimiste pour l'avenir du Liban. « *La situation s'améliore*, nous a-t-il dit, *surtout en ce qui concerne les relations entre chrétiens et musulmans. Le danger vient de ce que tout le monde est armé. Malheureusement, l'armée libanaise ne s'est pas montrée capable de maintenir la paix.*

» *Les Palestiniens, qui étaient à l'origine des troubles, mettent la sourdine depuis les gains diplomatiques importants qu'ils ont obtenus récemment. Ils n'ont aucun intérêt à perdre ce crédit. Pour ce qui est des rapports entre le Liban et la Syrie, enfin, ils sont meilleurs qu'avant. J'ai rencontré le président Sarkis il y a quinze jours, et il m'a dit qu'il avait conclu un accord avec la Syrie sur le retrait progressif de leurs troupes.* »

A cinq kilomètres au nord de Beyrouth, la nouvelle banlieue chrétienne englobe aujourd'hui le petit village d'Antelias. Là, au bord de la mer, dans un ancien orphelinat arménien racheté aux Américains en 1929, se trouve le catholicossat arménien de Cilicie (2), siège de Sa Sainteté Khoren Ier. On a agrandi les bâtiments, puis construit une cathédrale et un séminaire, qui abrite actuellement cinquante-six élèves.

Si l'Eglise arménienne s'appelle « grégorienne » — du nom de saint Grégoire l'Illuminateur, premier évêque d'Etchmiadzin, qui organisa l'Eglise au début du quatrième siècle, ses origines sont en fait apostoliques puisque l'Arménie fut évangélisée par les apôtres Barthelemy et Thadée. apôtres Barthélemy et Thadée. C'était le premier royaume chrétien : le christianisme fut proclamé religion d'Etat en Arménie à la fin du troisième siècle, quinze ans donc avant l'édit de Milan de l'empereur Constantin, autorisant la pratique du christianisme dans l'empire romain.

Le chef de l'Eglise, appelé catholicos, a dû suivre le peuple arménien dans les nombreuses migrations d'une histoire mouvementée. Il s'est établi successivement à Achtichat, à Sis, en Cilicie. Après la scission en deux catholicossats au quinzième siècle, le catholicos de Cilicie a transféré son siège à Alep, en Syrie, à la fin du protectorat français en Cilicie en 1920, puis à Antelias en 1930.

Comme les Juifs, le peuple arménien a connu une existence d'errance, de guerres, de persécutions et une menace de génocide. Mais, alors que les juifs ont cide. Mais, alors que les Juifs ont fini par recouvrer leur terre d'origine, la « question arménienne » subsiste : deux millions d'Arméniens habitent sur le territoire où leur nation est née, mais qui est intégré de force aujourd'hui dans l'empire soviétique, tandis que deux autres millions forment une diaspora, répartie dans le monde entier, notamment en Ukraine, en Turquie, au Levant, en Iran, aux Etats-Unis et en France.

Les malheurs qu'a connus ce petit peuple vaillant expliquent pourquoi il garde jalousement son identité nationale — même dans la diaspora — ainsi que le rôle unificateur joué par l'Eglise, même auprès des Arméniens catholiques, protestants ou non-pratiquants. « *L'histoire de l'Arménie est un immense drame*, déclare Sa Sainteté Karékine II, catholicos coadjuteur de la Grande Maison de Cilicie. *Et, l'Eglise arménienne est bien connue pour être une Eglise « nationale », au sens où sa vie est existentiellement liée à celle du peuple arménien tout au long de son histoire.* »

Karékine II, qui remplace le plus souvent le catholicos Khoren Ier, malade, nous a reçu dans ren Ier, malade, nous a reçus dans la grande salle de réception imposante d'Antelias. C'est un homme jeune et dynamique, qui s'intéresse de près l'œcuménisme, puisqu'il fait partie du comité central du Conseil œcuménique des Eglises. Que pense-t-il de Jean-Paul II ? « *S'il est prématuré de porter un jugement global* répond-il, *j'avoue que je le trouve déroutant. Il voyage plus en chef d'Etat qu'en dirigeant religieux, et on peut s'étonner du choix de certains pays qu'il visite. Pour le premier pays musulman, par exemple, il a choisi la Turquie — sans tenir compte de ce que les Arméniens ou les Grecs ont souffert aux mains des Turcs. Je sais qu'il voulait visiter le patriarche de Constantinople, mais il est resté un jour à Ankara, où il était reçu comme un chef d'Etat, alors que Paul VI était allé directement à Istanbul, pour prier à Sainte-Sophie !...* »

Le catholicos coadjuteur est également inquiet devant le renouveau de l'islam. « *Les conceptions de la civilisation chrétienne et musulmane sont incompatibles*, nous a-t-il confié. *L'iman Khomeiny est persuadé, par exemple, que le christianisme mène à la décadence et présente une menace pour les principes de l'islam. Au contraire, nous assistons, depuis la deuxième guerre mondiale et la naissance du mouvement œcuménique, à un renouveau de la conscience sociale et politique de l'Eglise chrétienne.*

» *C'est pourquoi nous faisons appel à toutes les Eglises et à tous les peuples*, a conclu Karékine II. *En cette nouvelle ère de communion œcuménique et de solidarité internationale, nous attendons des Eglises et des nations qu'elles prennent sérieusement en considération la question arméniene, non pas comme un problème appartenant au passé de l'histoire, mais comme une question d'urgence actuelle dans l'histoire d'aujourd'hui.* »

« Si tant d'horreurs étaient oubliées... »

Il y a soixante-cinq ans, le peuple arménien a failli disparaître de la surface de la terre, car les maîtres de l'Empire ottoman, dans un but fanatique de « turquification », avaient tout simplement conçu le projet d'annihilation intégrale de la nation arménienne. Ce cauchemar insensé est presque devenu réalité, puisque sur les deux millions cent mille Arméniens de l'Empire ottoman, un million huit cent mille furent chassés dont presque un million et demi périrent !

Qui s'en souvient ? Avec un cynisme hélas fondé, Hitler pouvait annoncer en août 1939 : « *J'ai donné l'ordre à des unités S.S. de se rendre sur le front polonais et de tuer sans pitié hommes, femmes et enfants. Qui donc parle aujourd'hui de l'extermination des Arméniens ?* » Il n'y a guère que les descendants des rescapés pour en parler, mais ceux-ci s'en font un devoir. Comme pour donner raison à Anatole France qui s'était écrié en 1916, à Paris : « *L'Arménie expire, mais elle renaitra. Le peu de sang qui lui reste est un sang précieux d'où sortira une postérité héroïque.* »

De son côté, le poète arménien du début du siècle, Avediss Aharonian, incitait ses compatriotes à la fidélité ainsi :

« *Si tant d'horreurs par nos enfants étaient oubliées,*

« *Que sur l'Arménien l'opprobe du monde entier soit jeté.* »

Or c'était justement pour rendre hommage aux martyrs du massacre de 1915 qu'un groupe d'Arméniens français ont fait le pèlerinage en Syrie et au Liban du 16 au 25 avril. Le 23, ils étaient à Deir-Ez-Zor, lieu situé à 300 kilomètres à l'ouest d'Alep où les derniers survivants de l'exode ont été achevés et leurs corps jetés dans l'Euphrate.

Alep était la plaque tournante de l'opération, d'où les victimes étaient expédiées dans le désert. Le Dr Adolph Poche, consul belge d'Alep toujours en activité malgré ses quatre-vingt-cinq ans — que nous avons rencontré dans sa superbe maison remplie d'œuvres d'art, au cœur du souk de la vieille ville — *se souvient*, jeune étudiant en médecine, d'avoir accueilli et soigné des Arméniens qui avaient fui la Turquie à pied.

Aujourd'hui, Deir-Ez-Zor est une ville importante de trente mille habitants, en majorité musulmans. La communauté arménienne qui s'y était installée diminue en nombre, mais les quelques familles qui restent prennent jalousement soin de la *misérable petite église en béton*, élevée à la mémoire des martyrs.

Lors de l'office de requiem qu'il a célébré, Mgr Souren Kataroyan, archevêque arménien grégorien d'Alep, venu spécialement pour l'occasion, a prononcé une phrase pendant son sermon qui dit tout : « *Le désert syrien est devenu le calvaire du peuple arménien.* »

FIN

(1) Les Eglises non chalcédoniennes — arménienne, copte, syrienne, abyssinienne, indienne du rite malabar — sont celles qui n'ont pas assisté au concile œcuménique de Chalcédoine en 451. Ce concile a condamné le monophysisme, la doctrine qui enseigne que le Christ n'a qu'une seule nature, divine, celle-ci ayant « absorbé » sa nature humaine. C'est pourquoi les Eglises non chalcédoniennes sont aussi appelées parfois Eglises monophysites. L'Eglise arménienne refuse ce qualificatif, arguant que, puisqu'elle accepte l'incarnation du Christ, définie par le concile d'Ephèse (431), elle ne nie pas sa nature humaine.

(2) L'Eglise arménienne est divisée en deux catholicossats : celui de tous les Arméniens, dont le siège est à Etchmiadzin, qui jouit d'une primauté d'honneur, et celui de la Grande Maison de Cilicie, à Antelias, près de Beyrouth. Il y a aussi deux patriarcats, à Constantinople et à Jérusalem.

JUSTICE

La cour d'appel de Rennes annule la sanction infligée à Me Yann Choucq

De notre correspondant

Rennes. — La 3e chambre correctionnelle de la cour d'appel de Rennes a rendu, le mercredi 14 mai, un arrêt annulant le jugement rendu le 6 mars par le tribunal correctionnel de Quimper contre Me Yann Choucq qui avait été frappé de dix jours de suspension alors qu'il plaidait pour des manifestants de Plogoff.

La sanction dont avait été frappé l'avocat avait été motivée par une phrase. Me Choucq ayant constaté qu'un des manifestants interpellés lors des incidents de Plogoff, M. Le Braz, avait été relâché presque aussitôt, devait alors déclarer : « *Je ne puis croire qu'un lien de parenté de M. Le Braz avec un représentant du parquet avait eu une influence quelconque sur le fait qu'il a été relâché.* »

Ces propos, pour être négatifs, n'en furent pas moins considérés sur le champ comme un outrage à magistrat en même temps que comme un manquement aux obligations du serment des avocats. C'est ainsi que Me Choucq s'était entendu condamner à une suspension de dix jours, sur réquisition du représentant du ministère public, M. René Constant, qui estimait qu'il y avait eu outrage à magistrat.

Considéré comme une atteinte aux droits de la défense par Me Choucq et par les nombreux *confrères* qui devaient aussitôt le soutenir, cette sanction n'est pas apparu suffisamment fondée juridiquement à la cour de Rennes devant laquelle l'affaire avait été plaidée de nouveau le 16 avril (*le Monde* du 18 avril). En effet, alors qu'avait été invoqué initialement contre l'avocat le délit d'outages à magistrat, le ministère public devait ensuite se référer à un manguement par l'avocat en cause aux obligations que lui impose son serment.

L'arrêt de Rennes a estimé dans ces conditions que le jugement de Quimper devait être annulé en raison « *desambiguïtés de la procédure* » et « *d'une équivoque fondamentale qui, de ce fait, pèse sur l'inctruction dont s'est trouvé saisi le tribunal et qui a oscillé entre le délit pénal et la faute disciplinaire* ».

Les magistrats d'appel n'ont donc pas examiné le fond de l'affire, estimant qu'ils ne pouvaient l'aborder, toujours « *en raison du caractère indéterminé de la poursuite* ».

Ce sera donc au ministère public de faire savoir maintenant s'il entend relancer l'affaire, mais en indiquant plus clairement cette fois, quel délit il vise et à quelle procédure il entend se référer.

CHRISTIAN TUAL.

« PIÈGE » POUR DEUX DOUANIERS

Dans une édition de mercredi 14 mai, le journal *la Suisse* apporte des précisions sur les circonstances du coup de filet monté par la police fédérale bernoise pour arrêter, le 15 avril, les deux douaniers français, MM. Bernard Rui et Pierre Schultz, qui seront jugés le 17 juin prochain à Zurich pour « *activité prohibée au service d'un Etat étranger* » et « *violation de la législation fédérale sur les banques et les caisses d'épargne* ».

Le quotidien genevois assure que M. Rui a, le 10 avril, rencontré son informateur suisse, M. Hermann Stroehlin, qui accompagnait un certain Ralf Elsener, du service de sécurité de l'Union de banque suisse (U.B.S.), dans un restaurant qui, pour la circonstance, avait été « piégé » : toute la conversation fut filmée et enregistrée, ce qui devait constituer une « pièce à conviction » pour le magistrat instructeur.

Lors de cette rencontre, il fut convenu que les Français viendraient à cinq au rendez-vous décisif au cours duquel les documents prévus devaient être remis aux douaniers, ce qui expliquerait que le mandat d'amener en vertu duquel MM. Rui et Schultz ont été interpellés ait porté cinq noms, les trois autres personnes visées étant, selon les autorités suisses, des supérieurs des deux agents appréhendés.

Les deux douaniers libérés se trouvaient mercredi à Paris où, après avoir été reçus au ministère du budget, ils furent les invités de l'intersyndicale des douaniers. Devant la presse, ils se refusèrent à commenter les raisons de leur arrestation. M. Schultz se contentant de dire qu'ils étaient « *tombés dans un piège* ». Quant aux conditions de leur détention (vingt-quatre jours pour M. Schultz, vingt-huit jours pour M. Rui), ils ont estimé qu'elles avaient été assez bonnes.

● *Un fondé de pouvoir de la Barclay's Bank de Genève*, M. Dieter Dresel, a été condamné, mercredi 14 mai, par le tribunal correctionnel de Grasse (Alpes-Maritimes), à un an de prison par défaut pour infraction à la législation sur les *changes. L'interpellation*, le 14 octobre 1979, dans un hôtel de Cannes, d'un retraité, M. Pierre Chauvelot, soixante-dix ans, porteur d'une somme de 400 000 francs français en coupures de 500 francs, avait permis d'établir que cette somme, provenant de deux remises de fonds faites à Paris, venait d'être confiée à M. Chauvelot par M. Dresel, et qu'elle devait être transférée en Suisse.

● *L'auteur d'un viol condamné à la réclusion à perpétuité.* — La cour d'assises des Bouches-du-Rhône, siégeant à huis clos à Aix-en-Provence, a condamné, mardi 13 mai, à la réclusion criminelle à perpétuité Fabrice Pommera, âgé de vingt-cinq ans, pour avoir abusé d'une enfant de onze ans avec la complicité de son amie, mère de la fillette.

LA DEMANDE D'EXTRADITION DE TROIS TERRORISTES ALLEMANDES PRÉSUMÉES SERA EXAMINÉE LE 28 MAI

Trois des cinq ressortissantes allemandes arrêtées à Paris les 5 et 6 mai, dans l'appartement qu'elles occupaient rue Flatters (5e), ont été présentées mercredi 14 mai, devant la chambre d'accusation présidée par M. Jean Bertholon (*le Monde* du 8 mai). Mmes Sieglinde Hoffmann, trente-cinq ans, Ingrid Barabass, vingt-huit ans, et Régine Nikolaï — *terroristes présumées, dont la* R.F.A. demande l'extradition, — ont choisi comme défenseurs Me Marie-France Schmidlin et Jean-Jacques de Félice.

Excepté ces désignations, la comparution des trois Allemandes a été de pure forme, les pièces de leurs dossiers n'ayant pas été encore entièrement traduites. Les prévenues ont refusé de répondre à l'interrogatoire d'identité et, de manière générale, à toutes les questions du président. Ce dernier leur a notifié les accusations des autorités judiciaires allemandes. L'affaire a été renvoyée au 28 mai.

Au terme de l'audience, six jeunes gens, qui ont crié : « *Solidarité avec nos camarades !* », essayant de se rapprocher du box, ont été ceinturés et emmenés pour vérification d'identité.

…au Proche-Orient
CALVAIRE D'UN PEUPLE

Le Monde

culture

MUSIQUE

LA « CARMEN » D'EDIMBOURG A PARIS

Le chant profond de Teresa Berganza

Rempli à ras bords, l'Opéra-Comique vrombit comme l'arène surchauffée d'une corrida. On y joue la Carmen tant attendue du Festival d'Edimbourg, et la salle et la scène semblent enchevêtrées dans une mêlée générale. Les applaudissements déferlent et les cris d'enthousiasme, d'agonie, d'extase se surajoutent à ceux du drame de Bizet qui soulève les foules entassées dans le gigantesque décor que Frigerio a inscrit sur cet étroit plateau. Les spectateurs jouent eux aussi avec une exagération quasi méridionale, soutenue par ce fabuleux tournoi de chanteurs et la conscience de vivre « un événement ». Salle de gala, versatile comme celle des jeux de cirque romain, aujourd'hui poussée aux derniers excès ! Et la soirée s'achèvera comme naturellement par une bataille de fleurs et de confetti entre la scène et la salle…

Ce triomphe fait regretter qu'un tel spectacle soit réservé à quelques milliers de privilégiés (quatre séances où il en aurait fallu vingt-cinq au minimum), regrets atténués par la retransmission télévisée de ce jeudi (Antenne 2) qui, cependant, ne pourra recréer ce brasier de passion qu'attisait la présence scénique.

Berganza, Domingo, Raimondi, trio exceptionnel, c'est par eux que l'on aimerait commencer, mais il faut d'abord les replacer dans la représentation du drame aux ressorts tendus par Piero Faggioni.

L'unique décor d'Ezio Frigerio est fait de hauts murs gris, de briques blanchies à la chaux. Au fond, une grande porte arrondie par où tout à la fois passent les dragons de la garde montante, les cigarières, les contrebandiers, le défilé de la corrida, avec, à l'arrière-plan, une porte étroite comme l'entrée du toril, ultime symbole du drame.

Ce décor, où l'on sent la poussière des villes du Sud, est peuplé d'une foule pauvre, joyeuse ou inquiétante, à laquelle se mêlent parfois des personnages goyesques, avec dentelles et ombrelles, de la haute société ; mais les harmonies sont austères, en blanc et noir, avec de rares taches de couleur (rouge assourdi des robes de Carmen, « habits de lumière » aux teintes atténuées — costumes de Franca Squarciapino et Frigerio), évoquant les gravures du dix-neuvième siècle plutôt que la lumière crue et cruelle, métaphysique, de Lavelli et Bignens (le Monde du 29 décembre 1978).

Cette vision, bien datée historiquement, est rendue plus abrupte par l'unicité du décor et son dépouillement quasi total, et par l'invasion soudaine d'éclairages impressionnants aux moments essentiels, plongeant l'action dans des atmosphères à la Goya, Delacroix ou du Caravage, où les personnages brasillent dans l'ombre brune. Coups de sonde tragiques renforcés par les tableaux dantesques de chacun des préludes où l'on voit Don José dans sa prison (avec au fond l'apparition de Carmen comme une idée fixe) remâchant les épisodes de sa vie, procédé qui ne va pas sans artifice, la musique de Bizet n'ayant pas forcément prévu cette idée du metteur en scène.

Piero Faggioni excelle par ailleurs à déployer les foules qui déferlent dans l'action comme des bourrasques ou des marées ; chaque personnage est typé individuellement en même temps qu'ordonné à des mouvements d'ensemble aussi beaux qu'irrésistibles ; régie très italienne, trop parfois, avec des jeux de scène surabondants, où les gesticulations et les bousculades atteignent à une précision parfois étonnante pour une foule espagnole détendue ou au contraire surexcitée.

Mais ces volées d'images saoulantes font ressortir par contraste les lignes nerveuses, l'affrontement nu entre les êtres. Si le pouvoir de fascination sensuelle exercé par Teresa Berganza sur Don José reste mystérieux, une fois cette donnée admise, son incarnation de Carmen est irréfutable. Sa personnalité tranche sur cette humanité médiocre ; elle se joue de tous par sa vitalité et son intelligence, mais elle est une femme frémissante, impulsive et absolue, sincère dans ses élans passionnés autant qu'implacable ; lucide et vraie, sa dignité lui enjoint de mourir plutôt que de mentir ou de se dérober. Et cette Carmen unique, sans exemple, apparaît comme jaillie de tout l'être de Berganza, l'incarnation visible de sa voix, de ce timbre charnu et charmant qui est comme la fleur de toute la tradition du chant profond et de l'Espagne, d'une sensualité transcendée par le rayonnement spirituel.

Une douceur sublime

De là vient qu'elle domine, subjugue, écrase à la limite, des amants d'une humanité plus ordinaire (mais interprétés par des géants) : le Don José de Placido Domingo surtout, grand, veule, personnage minable et déchirant, en qui cette Carmen exerce des ravages, renversant ses barrières fragiles, affolant son imagination jusqu'à l'obsession et au meurtre ; rien de plus bouleversant que son air de la Fleur, avec cette voix romantique, désespérée, à la musicalité d'une douceur sublime, qui s'oppose à la brutalité, à l'immense déception du « Taratata » de Carmen comme ce bois mort d'une passion subitement dévitalisée qu'on jette au feu, les yeux secs.

Aurait-elle eu plus d'indulgence pour le toréador dont la force l'enivre ? Nul doute que ce macho eût rapidement exaspéré son féminisme intransigeant… En attendant, Ruggero Raimondi donne à Escamillo une stature prodigieuse : voix de tonnerre et de taureau, toréant Carmen avec une élégance indécente qui n'éveille cependant en elle qu'une admiration encore indifférente (« Pour le moment, il n'y faut pas songer »).

A côté de ce trio, les autres personnages pâlissent : Micaela passe presque inaperçue avec Katia Ricciarelli, victime d'une erreur de distribution ; on ne reconnaît même pas sa voix superbe piégée par une prononciation et un phrasé français dont elle n'a pas l'idée. Les jolis timbres de Jane Berbié et de Danièle Perriers Paraissent bien acérés et un peu acides dans le trio des Cartes à côté du velours de Berganza. Michel Philippe, Jean Laine, Michel Sénéchal, Yves Bisson sont fort à l'aise dans les rôles secondaires.

Du point de vue musical, la version originale de Bizet avec les dialogues parlés donne à l'œuvre un caractère plus tranchant et abrupt ; l'adoption de l'édition critique allemande de Fritz Oeser entraîne diverses modifications, qui sont déjà ou seront discutées par les spécialistes, mais paraissent souvent heureuses, en particulier l'allégement de l'orchestration, qui, par moments, touche à la musique de chambre. Toutefois, on est loin de retrouver la pureté de diamant, l'intensité et la perfection déchirante de l'enregistrement d'Edimbourg (1), *réalisé avec le London Symphony sous la direction d'Abbado, qui devaient aussi assurer les représentations parisiennes.*

On regrette que les musiciens français n'aient pas relevé un défi dont ils étaient eux-mêmes responsables (le Monde *des 17, 18 et 25 janvier), car leur exécution est bien souvent approximative (l'ouverture paraissant même scandaleuse). Et malgré le petit nombre des répétitions, Pierre Dervaux ne pouvait-il faire mieux ? En revanche, les chœurs de Jean Laforge jouent et chantent avec beaucoup d'entrain et de discipline, même si les voix de femmes se reprennent à crier… comme des cigarières !*

JACQUES LONCHAMPT.

★ Ce spectacle est retransmis en direct ce jeudi 15, à partir de 20 h., par Antenne 2 et France-Musique.

★ Signalons l'excellent numéro de *l'Avant-Scène* sur *Carmen*, où l'on trouvera en particulier une discussion de l'édition Oeser (168 p., abondamment illustrée. 28 F ; 27, rue Saint-André-des-Arts).

(1) Trois disques D.G., 2740.192.

POUR LA PREMIÈRE FOIS A LYON

Les « GURRELIEDER » de Schoenberg

« Cet ouvrage est la clé de toute mon évolution », *écrivait Schoenberg à Emil Hertzka en 1912, à propos des* Gurrelieder, *dont il venait de terminer l'orchestration dix ans après avoir rédigé la partition piano-chant; et il ajoutait :* « Il montre certains traits de ma personnalité que je ne devais plus révéler par la suite, sinon d'une tout autre manière. Il éclaire tout ce qui devait se passer plus tard. Il est d'une importance colossale pour mon œuvre que l'on puisse suivre mon développement depuis le point de départ. »

On ne saurait donner une définition plus exacte de ce que ce vaste oratorio symphonique représente, au double point de vue historique et esthétique. Comme le souligne Schoenberg, il est indispensable de le connaître pour apprécier Erwartung, Pierrot lunaire *ou* Moïse et Aaron *et être sensible au non-dit (parce que ce n'est plus la peine) qui fait partie intégrante de ces ouvrages, mais ce sommet de l'esthétique wagnérienne ne pouvait être qu'un point de départ, une liquidation; on ne peut s'empêcher d'éprouver en plusieurs endroits une certaine impatience : voilà, se dit-on, de la belle musique, inspirée, bien écrite, parfois neuve, mais dont les excès, contrairement à ceux de Berlioz ou de Wagner, sont moins des conquêtes que des avertissements. Schoenberg en tirera les conséquences radicales dans la* Symphonie de chambre, *dans le* Second Quatuor, *dans les* Pièces pour orchestre. *Il aurait pu n'être qu'un épigone de Richard Strauss avec la perversité en moins, un Mahler sans l'ironie désespérée. Mais il était Schoenberg, et, si les* Gurrelieder *ne sauraient rivaliser avec* Salomé *ou le* Chant de la terre, *c'est qu'il s'agit bien d'une œuvre de jeunesse, du « négatif » en quelque sorte, de ce qu'il allait vraiment apporter.*

Une initiative pour un dixième anniversaire

Ces considérations, visant seulement à replacer les Gurrelieder *dans la seule perspective qui permette de les juger à leur juste valeur, sont indépendantes naturellement du plaisir qu'on peut y prendre et n'ôtent rien au mérite d'une initiative comme celle de Serge Baudo, qui les a choisis pour célébrer avec éclat le dixième anniversaire de l'Orchestre de Lyon, en collaboration avec l'Opéra de Lyon et la Société philharmonique. L'an dernier, les mêmes interprètes avaient donné le poème symphonique* Pelléas et Mélisande, *et, puisque les présentations sont faites, ils doivent à l'avenir faire une place régulière aux* Pièces pour orchestre *op. 16, à* Erwartung, *aux* Variations *op. 31, à* l'Echelle de Jacob, *au* Survivant de Varsovie, *qui sont des pages plus essentielles.*

A l'Orchestre de Lyon au grand complet étaient venus se joindre une trentaine de musiciens supplémentaires (dont un trombone contrebasse du plus bel effet) ; les chœurs de l'Opéra et de l'orchestre étaient renforcés par le Coro Easo de San-Sebastian et le Chœur d'hommes de la Radio bulgare, formant une masse assez impressionnante. Confrontés avec cet imposant effectif et avec les caprices acoustiques de l'auditorium Maurice-Ravel, Jean Cox (Waldemar) et Siv Wennberg (Tove) manquaient cruellement de relief.

A tel point que, si cette dernière artiste était restée anonyme, on n'aurait pas reconnu l'excellente Senta de Rouen (le Monde *du 24 avril 1980). On ne dira jamais assez combien la même voix peut sembler différente dans une salle ou dans une autre selon la place qu'on occupe, selon que l'orchestre est dans la fosse ou sur scène. Si l'on tient compte, en outre, de la subjectivité de l'auditeur et de l'état de santé de l'interprète, on conviendra facilement que la critique, dans ce domaine-là au moins, est trop souvent une imposture. Il convient donc d'écrire : « Jeudi 8 mai, au deuxième rang au centre du balcon de l'auditorium Maurice-Ravel, les voix de Jean Cox et de Siv Wennberg n'ont produit sur mon oreille qu'une impression assez vague. » Celles de Nadine Denize (le Ramier), de Ian Caley (Klaus le Fou) et d'Alexander Malta (le Paysan et le Récitant) portaient mieux, mais l'écriture vocale et la trame orchestrale sont différentes pour ces trois rôles.*

Les mêmes précautions s'imposent pour parler de l'orchestre. Comme toujours dans les lieux vastes (les habitués du Palais des congrès à Paris ont pu le constater), ce sont les nuances piano *et* pianissimo, *les passages solistes, qui résistent le mieux ; les* forte *manquent de puissance, et les nuances intermédiaires de couleur et de présence ; les grandes masses orchestrales se diluent et s'effritent : un orchestre de chambre aurait plus de mordant. L'effectif gigantesque des* Gurrelieder *exige certainement une grande scène, mais une salle de dimension moyenne. Tenant compte sans doute de ces réalités acoustiques, mais peut-être aussi par goût personnel, Serge Baudo a donné de l'ouvrage une vision plus sereine que sauvage, d'un lyrisme pulpeux et assez enveloppé, à la manière de Richard Strauss. Cette impatience d'une évolution prochaine que l'on sent dans les* Gurrelieder *pourrait cependant indiquer une autre interprétation, moins rassurante, tendue et nostalgique. Mais celle de Serge Baudo n'en est pas moins tout à fait légitime, et il l'a défendue avec succès.*

GÉRARD CONDÉ.

■ **Les premières assises du mécénat d'entreprise, organisées par l'ADMICAL (Association pour le développement du mécénat industriel et commercial) auront lieu sous la présidence de M. Jacques Rigaud, les mercredi 11 et jeudi 12 juin au siège de la SACEM.**

Renseignements : ADMICAL, 30, r. de Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris. Tél. : 608-58-85. SACEM, 225, avenue Charles-de-Gaulle, Neuilly-sur-Seine. Tél. : 256-35-16.

Mort de l'acteur Hugh Griffith…

L'acteur britannique Hugh Griffith, dont le style puissant avait animé de nombreux rôles, tant au théâtre qu'au cinéma et à la télévision, est décédé à l'âge de soixante-huit ans, le mercredi 14 mai à son domicile londonien.

Hugh Griffith avait obtenu un Oscar comme meilleur second rôle en 1959 pour sa participation à *Ben Hur*, film réalisé par William Wyler. Il y incarnait le cheik Ilderim, dont les chevaux blancs avaient remporté la course de chars. Tout au long de sa longue carrière, en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, cet homme dont la réputation était celle d'un bon vivant, au tempérament robuste, avait bâti sa réputation en interprétant des rôles de caractère.

[Né à Anglesey (Pays de Galles) en 1912, Hugh Griffith débuta comme clerc de banque, mais abandonna sa vie de « col blanc » lorsqu'il obtint, en 1938, une bourse à la Royal Academy of Dramatic Art de Londres. C'est au Globe Theater de la capitale britannique qu'il fit ses premières apparitions. La deuxième guerre mondiale, durant laquelle il servit au sein des *Welsh Fusiliers*, interrompit ses activités artistiques. Il les reprit dès les hostilités terminées et joua notamment dans le *Docteur Faust* et le *Roi Lear* l'un de ses rôles préférés.

Avec humour, Hugh Griffith avait, une fois, confié qu'il était heureux de jouer les seconds rôles, car, avait-il affirmé, *« je ne suis qu'un homme de la plaine galloise, et on ne peut jamais se défaire de ses origines »*. Il participe à plus de cinquante films, parmi lesquels figurent *l'Opéra des gueux, De la course aux lèvres (A Run for your Money), Lucky Jim, Exodus, Mutinerie sur le Bounty, Oliver* et *le Chien des Baskerville)*.

Hugh Griffith était aussi écrivain : il avait obtenu, en 1965, le titre de docteur honoraire en littérature de l'université du Pays de Galles.]

… ET DE LA CHANTEUSE LILIAN ROTH

La chanteuse Lilian Roth vient de mourir dans un hôpital de New-York à la suite d'une crise cardiaque. Elle était âgée de soixante-neuf ans.

[Enfant de Hollywood, Lilian Roth a six ans quand elle tourne son premier film. Plus tard, elle est la partenaire de Maurice Chevalier et Jeannette Mac Donald dans *Parade d'amour*, des Marx Brothers dans *Animal Crackers*, interprète des chansons à succès, comme *Ain't she sweet*, mais, à trente ans, elle est alcoolique et cinq fois divorcée. Son histoire exemplaire, elle la raconte dans un best-seller *I'll cry to morrow*, porté à l'écran en 1956. Le film, interprété par Susan Hayward, s'appelle *Une femme en enfer* et donne un coup de projecteur sur Lilian Roth. Elle réapparaît sur Broadway, bref retour avant l'obscurité.]

LE XXXIIIe FESTIVAL DE CANNES

« KAGEMUSHA », d'Akira Kurosawa

(Suite de la première page.)

Au seizième siècle, époque des « grands héros et des grands scélérats », le seigneur Shingen, maître du clan Takeda, est tué au combat. Pour ne pas démoraliser l'armée, ses successeurs décident de garder sa mort secrète et de lui substituer un sosie. Celui-ci est un brigand promis à la crucifixion, dont la ressemblance physique avec le seigneur Shingen est si frappante que la cour, le peuple et les espions ennemis s'y laissent prendre. Qu'il passe les troupes en revue, préside les conseils ou donne audience, personne (à l'exception de quelques serviteurs mis dans la confidence) ne s'aperçoit de la supercherie. Lui-même, au fil des mois, se métamorphose. Moralement transfiguré par sa fonction, possédé, à la lettre, par le rôle qu'il joue, il ne veut plus qu'être digne de celui dont il occupe la place. Et, quand la guerre éclate, l'ancien paria se révèle — comme l'était le seigneur Shingen — un chef clairvoyant et courageux.

En profondeur, *Kagamusha* est donc un apologue sur le thème du double, sur l'« être » et le « paraître », le masque et le personnage. Cet aspect du film est traité, ou plus exactement suggéré (car Kurosawa n'insiste jamais), dans les scènes au cours desquelles, figé selon l'impressionnant rituel nippon, le « kagemusha » fait face au nobles de sa suite, et dans d'autres, plus familières et d'une fraîcheur délicieuse, qui montrent le faux Shingen jouant avec « son » petit-fils.

L'autre versant du récit est, en revanche, tout entier consacré à la *guerre et au fracas des armes*. Renouant avec le « gidai-geki », Kurosawa porte le genre à son apogée. La guerre, école de souffrance, mais aussi de sang-froid, de vertu, *de toutes les qualités morales qu'enseigne le « bushido »*. Et, pour Kurosawa, l'occasion de prouver son génie de cinéaste et ses dons de plasticien. On se plaindra peut-être qu'il y ait trop de fastes militaires, de cavalcades et de corps à corps dans son film. Mais, même lorsqu'on se lasse de ces mêlées confuses, quel plaisir pour les yeux, et, chez le cinéaste, quel art dans la composition du tableau, la maîtrise du mouvement, l'organisation des couleurs, l'alliance de l'image et du son. Ces armées en marche, ces piques qui s'entrecroisent, ces cuirasses mêlées aux étendards rouges et noirs sont dignes d'Ucello et d'Altdorfer.

A la fin du film, le « kagemusha » est démasqué. Il l'est par le cheval du seigneur Shingen qui, lui, a flairé l'imposture. Aussitôt chassé du palais, le « double » erre comme un fantôme, incapable de redevenir lui-même. Jusqu'au jour où la bataille qui met fin au clan Takeda lui permet de trouver une mort digne de l'« ombre » qu'il a été.

Parfois lent et répétitif, ce très *grand film* ? Oui, *sans doute*, à des yeux d'Occidentaux. Mais qu'importent nos impatiences, seul nous reste en mémoire ce souffle épique, la grandeur et la beauté de ces incomparables images, et cette voix du cinéaste qui nous murmure que, ici bas, tout est songe et illusion.

JEAN DE BARONCELLI.

★ Rappelons que *le Monde* a publié dans le supplément « Arts et Spectacles » du 17 janvier un reportage de Marcel Martin sur le tournage de Kagemusha.

■ **FESTIVAL A FOURGES.** — A Fourges (Eure), petit village des bords de l'Epte, entre La Roche-Guyon et Vernon, aimé d'Anatole France et de Saint-Monis, des artistes et des artisans, peintres, poètes, faïenciers, potiers d'étain, ferronniers, antiquaires, tisserands, fleuristes, présentent leur troisième Festival de printemps dans un logis médiéval. Des poètes chanteront, en alternance, les ballades des troubadours et leurs propres œuvres dans le climat courtois d'un jardin clos, serti de fleurs. Enfin, un maître potier signera une série spéciale de ses créations consacrée au village de Fourges.

★ Les 15, 16, 17 et 18 mai. Atelier-galerie la Rénovation, Fourges.

Révélation d'un jeune cinéaste italien : Marco Tullio Giordana

Il n'y a pas de « relève », dit-on, dans le cinéma italien. Et, de fait, les metteurs en scène qui le représentent en sélection officielle sont des cinéastes consacrés dont le plus jeune, Marco Bellochio, a passé la quarantaine. La Quinzaine des réalisateurs présente bien le premier film de Giuseppe Bertolucci, frère de Bernardo, mais c'est à Un certain regard que l'on doit ces jours-ci, avec Maledetti, vi amero *(Misérables, je vous aimerai), la vritable révélation d'un jeune réalisateur, Marco Tullio Giordana (né à Milan le 1er octobre 1950), qui se démarque complètement de ses aînées et des tendances générales du cinéma italien.*

Avec des amis artistes et techniciens, Marco Tullio Giordana a fondé la coopérative Jean-Vigo (ce qui est, sans doute, une façon de se situer), et il a tourné son film avec l'appui de la R.A.I. Maledetti, vi amero *raconte, fait sentir moralement, émotionnellement (et non théoriquement, politiquement), l'échec de la génération de 1968. Stivol, un homme de cette génération, revient dans sa ville natale après avoir passé cinq ans en Amérique latine. Il ne croit plus aux utopies, mais il ne croyait pas non plus retrouver l'Italie comme elle est devenue. La mise en scène est tout entière construite sur les impressions subjectives d'un voyageur rentré au bercail et qui voit clairement et douloureusement ce que ne voient pas ceux qui, restés sur place, se sont habitués au malaise social, au terrorisme, au retour à l'ancien ordre. Un commissaire de police surveillant Stivol devient son interlocuteur privilégié. La scène-clé de leurs rapports, une scène superbe, est une conversation dans un cinéma où ils regardent, ensemble, Louise Brooks, dans* Loulou, *de Pabst.*

Déçu par le comportement de ses anciens amis, frappé, affecté t- 'autant par l'assassinat d'Aldo Moro et par l'assassinat de Pasolini, Stivol régresse volontairement vers le désespoir romantique et fait du commissaire l'instrument de son destin. Ce film, admirablement interprété par Flavio Bucci, et dont les images sont accompagnées par des musiques de Verdi, Bach et Schubert, apporte des préoccupations nouvelles, un ton nouveau, par son scénario et son écriture cinématographique, lyrique, fiévreuse, tout à fait perso..nelle.

∴

Causa Kralik *(le Cas Lapin), de Jaromil Jirès, également vu à Un certain regard peut être considéré comme un exemple intéressant de l'état actuel du cinéma tchèque. Un avocat de Prague doit, pour raisons de santé, se retirer dans une petite ville où il ne plaide plus que des causes dérisoires. Il s'obstine à faire rendre justice à une vieille femme sympathique (elle lui apporte des lapins de son élevage) à laquelle un neveu arriviste et escroc ne veut pas rembourser une somme d'argent prêtée. Cette comédie sociale a un peu l'humour et le style des anciens films de Frank Capra, mais elle ne se termine pas par le triomphe du bien. Jaromil Jirès reste pourtant prudent dans la satire des mécanismes bureaucratiques, d'une certaine corruption et du pouvoir de l'« élite ». Si la fin se teinte d'amertume, l'avocat, lui, demeure exemplaire.*

JACQUES SICLIER.

INSTITUT

M. Marcel Carné reçu à l'Académie des beaux-arts

Le cinéma a eu la vedette, mercredi 14 mai, à l'Académie des beaux-arts où avait lieu l'installation de M. Marcel Carné, élu au fauteuil précédemment occupé par le comte Doria.

Non seulement M. Germain Bazin, qui le recevait, a retracé la carrière de l'auteur de tant de films célèbres : *les Portes de la nuit, Drôle de drame, Quai des brumes, les Visiteurs du soir, Le jour se lève*, etc., mais il a placé le cinéma dans l'art contemporain, où, plus proche de la peintre que du théâtre, il est au premier rang.

Dans sa réponse, le nouvel académicien n'a pas esquivé les difficultés auxquelles se heurte, dès le départ, le cinéaste, ou plus exactement l'auteur d'un film. Le cinéma, une industrie *davantage* encore qu'un art, est soumis au joug de l'argent et doit passer par les exigences du producteur, du directeur de production, du *distributeur*. Nombreux sont les exemples — des souvenirs personnels — cités par M. Marcel Carné, où le profit l'a emporté sur la qualité de l'œuvre. Sans *compter* les obstacles placés sur sa route par la censure officielle, et, plus redoutable encore, les censures municipales ou autres. Une seule exception : lorsque M. Paul-Louis Weiller — qui présidait d'ailleurs et comme par hasard la cérémonie — a financé, discrètement, *Drôle de drame*, sans s'immiscer de façon quelconque dans sa réalisation .

Mais, en contrepartie, que de grands projets avortés pour des raisons financières ? L'auteur de vingt-trois films en eût mené à bien beaucoup d'autres, *avec ou* sans la participation de Jacques Prévert, qui fut le collaborateur privilégié et génial pendant au moins une dizaine d'années.

En passant, M. Marcel Carné a émis les plus vives inquiétudes pour la conservation de la pellicule, matériau fragile entre tous. Ainsi, *la Marie du port* n'a pas résisté aux atteintes du temps. *« Si on ne porte pas promptement remède à ce qu'il faut bien appeler un total abandon, nos petits-enfants ignoreront toujours qu'il y eut une* Grande Illusion, *une* Passion de Jeanne d'Arc, *une* Kermesse héroïque *(…). 1980 est, paraît-il, pour notre pays, l'Année du patrimoine. Je ne sache pas qu'on se soit beaucoup préoccupé de ce patrimoine-là. »*

SPECTACLES

théâtres

NOUVEAUX SPECTACLES

Potinière (261-44-16), 21 h. : Maison rouge.
Croq' Diamants (272-20-06), 23 h. : Hiroshima mon humour.
L'Ecume (542-71-16), 22 h. : R. Boudet.
Le Point-Virgule (278-67-03), 22 h. 45 : Raymond.
Le Perreux, Centre culturel (365-09-11), 20 h. 30 : la Fête en plein air.

Les salles subventionnées

Opéra (742-57-50), 19 h. 30 : G. R. T. O. P.
Salle Favart (296-12-20), 20 h. : Carmen.
Comédie-Française (296-10-20), 20 h. 30 : le Renard et la Grenouille ; Doit-on le dire ?
Chaillot (727-81-15), 19 h. : Apéritif-concert ; 20 h. 30 : le Grand Magic Circus. — Gémier, 20 h. 30 : Honorée par un petit monument.
Odéon (325-70-32), 20 h. 30 : *Du côté des îles.*
Petit Odéon (325-20-32), 18 h. 30 : Traces.
T. E. P. (797-96-06), 20 h. 30 : Northern Lights; le Prête-Nom (films).
Centre Pompidou (277-12-33), 19 h. : Cinéma (l'art américain); 19 h. 30 : Danse (jeunes chorégraphes et nouvelles compagnies).
Théâtre de la Ville (887-54-42), 18 h. 30 : Danses de l'Inde ; 20 h. 30 : Jennifer Muller and the Works.

Les autres salles

Aire libre (322-70-78), 20 h. 30 : Délire à deux ; 22 h. : Amelia.
Antoine (208-77-71), 21 h. : Une case de vide.
Artistic - Athévains (272-26-77), 20 h. 30 : Un silence à soi.
Arts-Hébertot (387-23-23), 20 h. 30 : le Pic du bossu.
Cartoucherie, Théâtre de la Tempête (328-36-36), 20 h. 30 : les Dernières Heures de Babylone. — Epée-de-Bois (374-20-21), 21 h. : le Neveu de Rameau. — Force 7 (365-16-27), 20 h. 30 : Rue Apodaca.
Centre d'art celtique (258-97-62), 18 h. 30 : Barzaz Breiz.
Cirque d'Hiver (700-12-25), 20 h. : le Bossu.
Cité internationale, Galerie, 20 h. 30 : la Mandragore. — Resserre, 20 h. 30 : l'Illusion comique. — Grand Théâtre, 20 h. 30 : Amphitryon.
Comédie des Champs-Elysées (723-37-21), 20 h. 45 : J'suis bien.
Daunou (261-69-14), 21 h. : l'Homme, la Bête et la Vertu.
Dunois (584-72-00), 20 h. 30 : Victor s'en mêle.
Edouard-VII (742-57-49), 21 h. : le Piège.
Essaïon (278-46-42), 20 h. 30 : Joker Lady.
Fontaine (874-74-40), 21 h. : la Staaar.
Gaîté-Montparnasse (322-16-18), 22 h. : Le Père Noël est une ordure.
Galerie 55 (326-63-51), 21 h. : Une marionnette, un mari honnête.
Gymnase (246-79-79), 20 h. 30 : l'Atelier.
Huchette (326-38-99), 20 h. 30 : la Cantatrice chauve ; la Leçon.
Il Teatrino (322-28-92), 21 h. : les Dialogues putanesques.
La Bruyère (874-76-99), 21 h. : Un roi qu'a des malheurs.
Lucernaire (544-57-34), Théâtre noir, 18 h. 30 : les Inentendus; 20 h. 30 : Juin 40 ; 22 h. 15 : Archéologie. — Théâtre rouge, 18 h. 30 : Idée fixe ; 20 h. 30 : Mort d'un oiseau de proie ; 22 h. 15 : les Visages de Lilith. — III, 18 h. 30 : Parlons français.
Marie-Stuart (508-17-80), 20 h. 30 : Haute surveillance ; 22 h. 30 : Rue du Cirque-Romain.
Marigny (225-20-74), 21 h. : l'Azalée.
Mathurins (265-90-00), 20 h. 45 : Grugru, quand le théâtre rencontre le cinéma.
Michel (265-35-02), 21 h. 15 : *Ducs sur canapé.*
Michodière (742-95-22), 20 h. 30 : Coup de chapeau.
Montparnasse (320-89-90), 20 h. 30 : *la Cage aux folles.* — *II, 20 h. 30 :* Du côté de chez Colette ; 22 h. : Albert.
Œuvre (874-42-52), 20 h. 30 : Un habit pour l'hiver.
Palais-Royal (297-59-81), 20 h. 30 : Joyeuses Pâques.
Plaisance (320-00-06), 20 h. 30 : la Loi sur les corps.
Présent (203-02-55), 20 h. 30 : l'Asile. — Amphi, 20 h. 30 : la Mémoire.
Studio des Champs-Elysées (723-25-10), 21 h. : Blanchisserie Blanche.
Studio-Théâtre 14 (532-49-19), 20 h. 30 : les Serments indiscrets.
T. A. I. - Théâtre d'Essai (274-11-51), 20 h. 45 : Trio pour deux canaris.
Théâtre d'Edgar (322-11-02), 20 h. 45 : 13 515 francs.
Théâtre-en-Rond (387-75-34), 20 h. 30 : le Dompteur, ou l'Anglais tel qu'on le mange.
Théâtre Noir (797-85-14), 20 h. 30 : *l'Aube de silence.*
Théâtre de Sparte (628-58-28), 19 h. : le *Diable* et le Bon Dieu.
Théâtre de l'Union (770-90-94), 20 h. 30 : le Barbier de Séville.
Tristan-Bernard (522-08-40), 21 h. : Un tramway nommé Désir.
Variétés (233-09-92), 20 h. 30 : Je veux voir Mioussov.

Les comédies musicales

La Péniche (205-40-39), 20 h. 30 : Utopopolis.

Les cafés-théâtres

Au Bec fin (206-29-35), 20 h. : Patricia Lai ; 21 h. 15 : Pinter and Co. ; 22 h. 30 : la Revanche de Nana.
Bistrot Beaubourg (271-33-17), 21 h. 30 : Naphtaline.
Blancs-Manteaux (887-16-76), 20 h. 15 : Areuh = MC2; 21 h. 30 : Raoul, je t'aime ; 22 h. 30 : les Belges.
Café d'Edgar (322-11-02), I, 20 h. 30 : Charlotte; 22 h. : les Deux Suisses; 23 h. 15 : Couple-moi le souffle. — II, 22 h. 30 : Riou-Pouchain.
Cafessaïon (278-46-42), 21 h. 30 : Jacques Charby.
Café de la Gare (278-52-51), 20 h. 30 : L'avenir est pour demain; 22 h. 30 : Quand reviendra le vent du nord.
Le Connétable (277-41-40), 20 h. 45 : Lucie Dolène ; 21 h. 30 : C. Cerat ; 22 h. 45 : Bernard Dimey.
Coupe-Chou (272-01-73), 20 h. 30 : le Petit Prince ; 21 h. 30 : Home ; 23 h. : J.-P. Rambal.
Cour des Miracles (548-85-60), 20 h. 30 : Tchouk Tchouk Nougah ; 21 h. 30 : C. Pereira ; 22 h. 45 : Essayez donc nos pédalos.
Croq' Diamants (272-20-06), 20 h. 30 : Mémoires de deux guitares ; 21 h. 45 : Star Walz.
L'Ecume (542-71-16), 20 h. 30 : Leser Family.
Espace Marais (271-10-19), 20 h. 30 : Rue des Six-Boutiques ; 22 h. 30 : May Bartram.
Le Fanal (233-91-17), 19 h. 45 : L'une mange, l'autre boit ; 21 h. 15 : le Président.
Le Marche-Pied (636-72-45), 20 h. : Y. Pecqueur, M. Bijeault.
Petit Casino (278-36-50), I, 21 h. : Racontez-*moi* votre enfance ; 22 h. 15 : Du moment qu'on n'est pas sourd : 23 h. 30 : Chansonges. — II, 21 h. : Ça s'attrape par les pieds ; 22 h. : Suzanne, ouvre-moi ; 22 h. 45 : Si la concierge savait.
Le Point-Virgule (278-67-03), 21 h. 30 : Cherche homme pour faucher terrain en pente
Sélénite (354-53-14), I, 21 h. : Il faudrait essayer d'être heureux. — II, 21 h. : Sornettes d'alarme.
Splendid (887-33-82), 20 h. 45 : Elle voit des nains partout.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Jeudi 15 mai

Soupap (278-27-54), 20 h. : M. Delille, A. de Rety ; 21 h. 30 : Architruc, R. Pinget, A. Cazalas, O. Bruhnes.
Théâtre de Dix-Heures (606-07-48), 20 h. 30 : E. Rondo ; 21 h. 30 : le Retour de Frankenstein ; 22 h. 30 : Otto Wessely.
Théâtre des Quatre-Cents-Coups (329-39-69), 20 h. 30 : le Plus Beau Métier du monde ; 21 h. 30 : Passe-moi l'sel ; 22 h. 30 : Didier Kaminka.
Vieille-Grille (707-60-93), 20 h. 30 : Bussi ; 22 h. 30 : Une cocaïne allemande. — II, 20 h. 30 : L. Dhour ; 22 h. 30 : Carmela.

Les chansonniers

Caveau de la République (278-44-45), 21 h. : Sans le mot « con », monsieur, le dialogue n'est plus possible.
Deux-Anes (606-10-26), 21 h. : Pétrole... Ane.

Le music-hall

Bobino (322-74-84), 20 h. 45 : Paco Ibanez.
Centre d'art celtique (258-97-62), 18 h. 30 : M. Favennec.
Comédie Caumartin (742-43-41), 21 h. : Los Machucambos ; les Pachacamac.
Forum des Halles (297-53-47), 18 h. 30 : Annick Nozati ; 20 h. 30 : Jacques Bertin.
Gaîté-Montparnasse (322-16-18), 20 h. 30 : Geneviève Paris et Michel Rivard.
Olympia (742-25-49), 21 h. : Charles Aznavour.
Palais des arts (272-62-98), 18 h. : Chaou Chaabi.
Palais des sports (828-40-90), 21 h. : les Harlem Globe Trotters.
Porte-Saint-Martin (607-37-53), 21 h. : le Grand Orchestre du Splendid.
Théâtre de Ménilmontant (366-60-60), Marc Chapiteau.

La danse

Espace Marais (271-10-19), 18 h. 30 : Jacoby.
Palais des congrès (758-27-78), 20 h. 45 : Opéra de Pékin.
Théâtre Saint-Médard (331-44-84), 18 h. 30 : Mémoire en blanc; 21 h. : Vie à Neruda.
Théâtre Oblique (355-02-94), 20 h. 45 : Compagnie Bagouet.

Les concerts

Radio-France, studio 106, 18 h. 15 : J.-F. Heisser (*Bartok*, Amy, Albeniz).
Salle Gaveau, 21 h. : G. Vichnevskaia, M. Rostropovitch... (Haendel, Schubert, Chostakovitch).
Notre-Dame, 17 h. 45 : P. Debat (Sowa, Jalonski).
Eglise des Billettes, 21 h. : L. Caravassilis, H. Mouzalas (Constantinidis, Schubert, Devienne, Poulenc).

Jazz, pop, rock, folk

Bataclan (700-30-12), 20 h. : B. Wooley.
Caveau de la Huchette (326-65-05), 21 h. 30 : Zanini, Dany Doriz Sextet.
Chapelle des Lombards (236-65-11), 20 h. 30 : Catalogue ; 22 h. 45 : Salsa musique.
Dreher (233-48-44), 21 h. 30 : Longineu Parsons.
Gibus (700-78-88), 21 h. 30 : Technycolor.
Petit-Opportun (236-01-36), 23 h. : Betina, Rique, Ozias, L. C. Fuina.
Riverbop (325-93-71), 22 h. 30 : J.-M. Cajdan, F. Loockwood, S. Marc, M. Catche.
Slow-Club (233-84-30), 21 h. 30 : C. Luter.

Dans la région parisienne

Nanterre, Théâtre des Amandiers (721-18-81), 19 h. : Bérénice.

cinémas

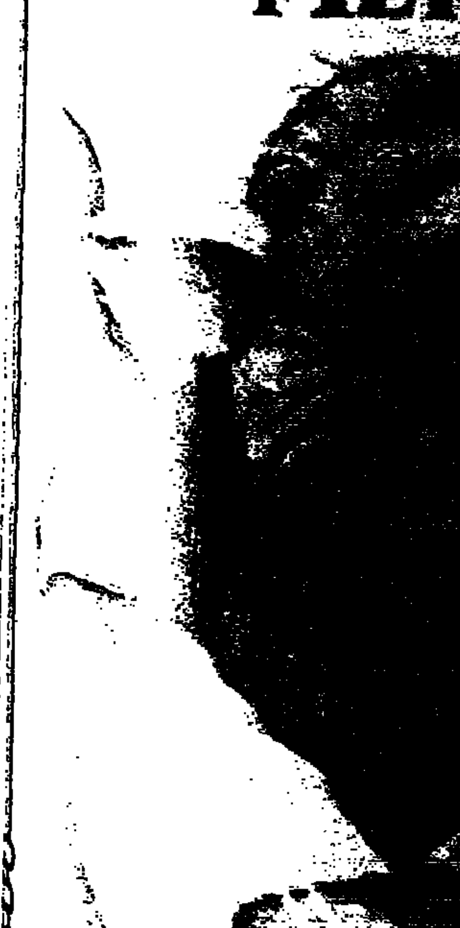
Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans
(**) aux moins de dix-huit ans

La Cinémathèque

Chaillot (704-24-24), 15 h. : les Enfants du paradis, de M. Carné ; 19 h. : Sherlock Holmes faces death, de R. W. Neil ; 21 h. : *Tendre est la nuit*, de H. King.
Beaubourg (278-35-57), 15 h. et 19 h., Aspects du cinéma japonais (15 h. : Cyborg 009 ; 19 h. : Pavane pour un homme épuisé ou la Jeunesse du Japon, de M. Kobayashi); 17 h., Cinéma du tiers-monde : la Famille, de C. Xihe.

Les exclusivités

APOCALYPSE NOW (A., v.o.) (*) : Balzac, 8e (561-10-60) ; v.o.-v.f. : Espace-Gaîté, 14e (320-99-34).
AU BOULOT JERRY (A., v.o.) : Marignan 8e (359-92-82) ; v.f. : A B C, 2e (236-55-54) ; Parnassien, 14e (329-83-11).
L'AVARE (Fr.) : Français, 9e (770-33-88) ; *Publicis-Matignon, 8e (359-31-97).*
LA BANDE DU REX (Fr.) (**) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Paramount-City, 8e (562-45-76) : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10), Paramount-Gobelins 13e (707-12-28).
BLACK JACK (A., v.o.) : Epée-de-Bois, 5e (337-57-47) ; Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93).
LE CAVALIER ELECTRIQUE (A., v.o.) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Mayfair, 16e (525-27-06). — V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Wepler, 18e (387-50-70).
CERTAINES NOUVELLES (Fr.) : Opéra, 2e (296-62-56).
C'ETAIT DEMAIN (Ang., v.f.) ; Caméo, 9e (246-66-44) : Ternes, 17e (380-10-41).
CHERE INCONNUE (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Quintette, 5e (354-35-40) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Concorde, 8e (359-92-92) Nation, 12e (343-04-67).
LE CIMETIERE DE LA MORALE (Jap., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90)
LE CHRIST S'EST ARRÊTÉ A EBOLI (It., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; France-Elysées, 8e (723-71-11) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; v.o.-v.f. : Parnassien, 14e (329-83-11) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Gaumont-Les Halles, 1er (297-49-70) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Cambronne, 15e (734-42-96).
LA DEROBADE (Fr.) (*) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).
DON GIOVANNI (Fr.-It., v. it.) : Vendôme, 2e (742-97-52).
ELLE (A., v.o.) (*) : Paramount-City, 8e (562-45-76) ; v.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40).
L'ENTOURLOUPE (Fr.) : Bretagne, 6e (222-57-97) : Biarritz, 8e (723-69-23).
L'ETALON NOIR (A., v.f.) : Haussmann, 9e (770-47-55).
LES EUROPEENS (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Elysées-Point Show, 8e (225-67-29).
LES FAISEURS DE SUISSES (Suis.) : Marais, 4e (278-47-86) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; George-V, 8e (562-41-46) : La Clef, 5e (337-90-90).
FANTASTICA (Fr.-Can.) : Gaumont-Les Halles, 1er (297-49-70) ; U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27)) ; Publicis-Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) : Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) : Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03).
LA FEMME-FLIC (Fr.) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).
FILMING OTHELLO (A., v.o.) : Le Seine, 5e (325-95-99). H. sp.
GIRLS (Fr.) (*) : Gaumont-Les Halles, 1er (297-49-70) ; Quintette, 5e (354-35-40) ; Concorde, 8e (359-92-82) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Français, 9e (770-33-88) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Cambronne, 15e (734-42-96).
LA GUERRE DES POLICES (Fr.) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-18-45).
GIMME SHELTER THE ROLLING STONES (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).
LE GUIGNOLO (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) Ambassade, 8e (359-19-08) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23); Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
HAIR (A., v.o.) : Palais des arts, 3e (272-62-98).
L'HONORABLE SOCIETE (Fr.) : Contrescarpe, 5e (325-78-37).
INTERDITS (C.M. : Scopitone, La Confesse, Milan bleu) : Marais, 4e (278-47-86).
JE VAIS CRAQUER (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Helder, 9e (770-11-24) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e *(828-20-64)* ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
LE JOUR DE LA FIN DU MONDE (A., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12) ; Mercury, 8e (562-75-90) ; v.f. : Secrétan, 19e (206-71-33) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) : Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03).
KRAMER CONTRE KRAMER (A., v.o.) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67). — V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
MANHATTAN (A., v.o.) : Studio Alpha, 5e (354-39-47).
MARATHON D'AUTOMNE (Sov., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).
LE MARIAGE DE MARIA BRAUN (All., v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08). — V.f. : U.G.C. opéra, 2e (261-50-32).
MERCI D'AVOIR ETE MA FEMME (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Paris, 8e (359-53-99) : Gaumont Les Halles, 1er (297-49-70). — V.f. : Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Cinémonde-Opéra, 9e (770-01-90) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
MOLIERE (Fr.) : Calypso, 17e (380-30-11).
MOUSAKI (Jap., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).
LES MUPPETS (A., v.f.) : Broadway, 16e (527-57-34) H. sp.
NOUS ETIONS UN SEUL HOMME (Fr.) (**) : Le Seine, 5e (325-95-99) H. sp.
LE PIEGE (A., v.o.) : Styx, 5e (633-08-40) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
LE PRE (It., v.o.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Racine, 6e (633-43-71) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Biarritz, 8e (723-69-23).



SPECTACLES

RENCONTRE AVEC DES HOMMES *REMARQUABLES* (Ang., v.o.) : Cluny-Palace, 5e (354-07-76).
REVANCHE A BALTIMORE (A., v.o.) : Ermitage, 8e (359-15-71). — V.f. : Miramar, 14e (320-89-52).
LA REVOLUTION DE LA CONFITURE (Suéd., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (354-39-19).
LE ROI ET L'OISEAU (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (297-49-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96) mat.
SCUM (Ang.) (**), v.o. : Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42). — V.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96) en soirée.
LE SEXE DES ANGES (t., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38).
SHERLOCK HOLMES ATTAQUE L'ORIENT-EXPRESS (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Broadway, 16e (527-41-16) ; Quartier-Latin, 5e (326-84-65). — V. f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27).
SIMONE BARBES OU LA VERTU (Fr.) : 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).
LES SOUS-DOUES (Fr.) : Gaumont-les Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Saint-Germain-Studio, 5e (354-42-73) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Balzac, 8e (561-10-60) ; Fauvette, 13e (31-56-86) ; ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
LE TAMBOUR (All.) (*), v. o. : Boul' Mich, 5e (354-48-29) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50).
TERREUR SUR LA LIGNE (A.) (*), v. o. : Jean-Cocteau, 5e (354-47-62) ; Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) ; v. f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
TESS (Fr.-Brit.), v. angl. : Studio Raspail, 14e (320-38-98).
TOM HORN (A.), v.o.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; v. f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Secrétan, 19e (206-71-33) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
UN COUPLE TRES PARTICULIER (A.), v.o. : Marignan, 8e (359-92-82) ; v. f. : Richelieu, 2e (233-56-70).
LA VIE DE BRIAN (Ang.), v. o. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
YANKS (A.), v. o. : Colisée, 8e (359-29-46) ; v. f. : Montparnasse 83, 6e (544-14-27).
WOYZECK (An.), v. o. : Epée-de-Bois, 5e (337-57-47).

LES FILMS NOUVEAUX

UNE FEMME ITALIENNE, film italien de G. Bertolucci (v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83) ; Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Elysées Point Show, 8e (225-67-29) ; Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
MASSAI, film français de J.-N. Levaton et J.-C. Levat : Saint-Séverin, 5e (354-50-91).
LA BALLADE DE LA FECONDUCTRICE, film français de L. Boutonnat : Marais, 4e (378-47-86).
LES AVENTURES DE GUIDON FUTE, film français de J.-M. Durand ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Parnassien, 14e (329-83-11) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
LA PLANETE CONTRE UN MILLIARD, film américain de B. Shear (v.o.) : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Secrétan, 19e (206-71-33) ; Paramount-Montparnasse, 18e (606-34-25).
S.O.S. TITANIC, film américain de B. Hale (v.o.) : Paramount-City, 8e (562-45-76). — V.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

Les grandes reprises

ANNIE HALL (A., v.o.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82).
CERTAINS L'AIMENT CHAUD (A., v.o.) : Action-Ecoles, 5e (325-72-07) ; Action La Fayette, 9e (878-80-50).
LA CLINIQUE EN FOLIE (A., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-80).
LES CONTES DE CANTERBURY (It., v.o.) : Actua Champo, 5e (354-51-60).
COUSIN-COUSINE (Fr.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).
LE DERNIER TANGO A PARIS (It.-Fr., v.o.) (**) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-18-45).
DERSOU OUZALA (Sov., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56).
DREYFUS OU L'INTOLERABLE VERITE (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86) H. sp.
DUMBO (A., v.f.) : Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Napoléon, 17e (380-41-46).
LA *FEMME QUI PLEURE* (Fr.) : A.-Bazin, 13e (337-74-39).
FRISSONS D'OUTRE-TOMBE (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34) Mer. à sam.
GIBIER DE PASSAGE (All., v.o.) : Palais des arts, 3e (272-62-98).
LE GRAND EMBOUTEILLAGE (It., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
LA GUERRE DES BOUTONS (Fr.) : Haussmann, 9e (770-47-55).
LE GRAND BLOND AVEC UNE CHAUSSURE NOIRE (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
HAMLET (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassien, 14e (329-83-11).
LES HOMMES LEOPARDS (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-85-78).
L'INCROYABLE RANDONNEE (A., v.o.-v.f.) : Ermitage, 8e (359-15-71). V.f. : Rex, 2e (236-83-93)) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Napoléon, 17e (380-41-46) ; La Royale, 8e (265-47-86).
LE JARDIN DES TORTURES (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34). Dim. à mar.
JE T'AIME, MOI NON PLUS (Fr.) (**) : Palais des arts, 3e (272-62-98).
JOHNNY GOT HIS GUN (A., v.o.) : Forum Cinéma, 1er (297-53-74) ; Espace-Gaité, 14e (320-99-34) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Studio Cujas, 5e (354-89-22).
LE LAUREAT (A., v.o.) : Cluny-Palace, 5e (354-07-76).
LITTLE BIG MAN (A., v.o.) : Noctambules, 5e (354-42-34).
LE LIVRE DE LA JUNGLE (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).
LOLA MONTES (Fr.) : Studio Gît-le-Cœur, 6e (326-80-25).
MARILYN (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).
LES MILLE ET UNE NUITS (It., v.o.) : Champollion, 5e (354-51-60).
MONTY PYTHON, SACRE GRAAM (Angl., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12).
LE MUR (Fr.) : Studio Contrescarpe, 5e (326-78-37).
ORANGE MECANIQUE (A., v.f.) (**) : Haussmann, 9e (770-47-55).
LE PARRAIN (A., v.o.) (première et deuxième parties) : Templiers, 3e (272-94-56).
PRENDS L'OSEILLE ET TIRE-TOI (A., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83).
LE PROCES PARADINE (A., v.o.) : Saint-Germain Village, 5e (634-13-26) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42) ; Parnassien, 14e (329-83-11). V.f. : Nations, 12e (343-04-67).
ROME, VILLE OUVERTE (It., v.o.) : Olympic-Saint-Germain, 6e (222-87-23).
TOMBE LES FILLES ET TAIS-TOI (A., v.o.) : Elysées-Point Show, 8e (225-67-29).
TOUT CE QUE VOUS AVEZ TOUJOURS VOULU SAVOIR SUR LE SEXE... (It., v.o.) (**) : Cinoche-Saint-Germain, 6e (633-10-82).
LES TROIS JOURS DU CONDOR (A., v.o.) : UGC-Danton, 6e (329-42-62). Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : Caméo, 9e (246-66-44), UGC-Gobelins, 13e (336-23-44), Magic-Convention, 15e (828-30-64), Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02).
UN AMOUR DE COCCINELLE (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).
UNE JOURNEE PARTICULIERE (It., v.o.) : UGC-Odéon, 6e (325-71-08), Normandie, 8e (359-41-18).
UNE NUIT A CASABLANCA (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (325-85-78).
LES VALSEUSES (F.) (**) : Balzac, 8e (561-11-60).
LA VIEILLE DAME INDIGNE (F.) : Panthéon, 5e (354-15-04), Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
LA VOIE LACTEE (F.) : Saint-Germain-Huchette, 5e (634-13-26), Forum-Cinéma, 1er (297-53-74).
TOMMY (A., v.o.) : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Studio Médicis, 5e (633-25-97) ; Publicis-Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Paramount-City, 8e (562-45-76) ; Paramount-Montparnasse, 14e (327-90-10).
VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COUCOU (A.) (*), v.o. : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis-Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; v.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Passy, 16e (288-62-34).

Les festivals

CHAPLIN, Studio Logos, 5e (354-26-42), v. o. : les Temps modernes.
MARX BROTHERS, Nickel Ecoles, 5e (325-72-07), v. o. : Chercheurs d'or.
RETOUR AU WESTERN, Olympic, 14e (542-67-42), v. o. : la Poussière, la Sueur et la Poudre.
J.-L. GODARD, Action République, 11e (805-51-33) : Week-End ; Six fois deux.
KEN RUSSELL, v.o., Studio Acacias, 17e (754-97-83), *en alternance : les* Diables ; Lisztomania.
COMEDIES ITALIENNES, v.o. La Clef, 5e (337-90-90) : Dernier amour. — V. o., Espace Gaité, 14e (320-99-34) : Mes chers amis.
S. KUBRICK, Action La Fayette, 9e (878-80-50) (v. o.) : le Baiser du tueur.
HOMMAGE A HITCHCOCK, Grands-Augustins, 6e (633-22-12) (v. o.) : Lifeboat.
FRED ASTAIRE, GINGER ROGER, Mac-Mahon, 17e (380-24-81) (v.o.). Amanda.
LE FILM NOIR, Studio 43, 9e (770-63-40) : la Piscine.
MELOS ET GRANDS DRAMES, Denfert, 14e (354-00-11) (v. o.) : les Feux de la rampe.
MIZOGUCHI - KUROSAWA (v.o.), 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) : l'Impératrice Yang Kwei Fei.
E. ROHMER, 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) : Ma nuit chez Maud.
MERCI CANNES, Cosmos, 6e (548-62-25), v.o. — En alternance : Otello ; Roméo et Juliette ; la Ballade du soldat ; Quand passent les cigognes ; Canberberg ; Histoire des années de feu ; la Dame au petit chien ; le Tournant décisif ; Moussorgsky ; le Quarante et unième ; Sibériade ; *Solaris* ; *Je te donne* une étoile.
LE MELO RETROUVE, v.o., Olympic, 14e (542-67-42) : J'ai le droit de vivre.

DÉFENSE

Après l'échec du commando américain en Iran

Le grain de sable de Tabas

Des indications techniques très précises, données par la revue spécialisée Aviation week and space technology *proche du Pentagone, jettent une lumière nouvelle sur les raisons de l'échec du commando héliporté en Iran, le 24 avril dernier. En particulier, les conditions atmosphériques non prévues par les météorologues — une tempête de sable sur une bonne partie de leur trajet à basse altitude — semblent avoir considérablement handicapé les hélicoptères du colonel Charles Beckwith, le chef de l'opération de Tabas. Elles ont aggravé les incidents mécaniques de trois des huit RH-53 de Sikorski tombés successivement en panne avant la décision du président Carter d'annuler la récupération des otages de l'ambassade américaine de Téhéran.*

Aucun des huti hélicoptères utilisés par le commando « Lumèire bleue » n'avait été équipé, au préalable, de filtres (des séparateurs de particules) qui auraient pu empêcher l'encrassement des turbines au cours d'un vol à très basse altitude susceptible de soulever la poussière du désert avec le souffle des pales. Les filtres ont été écartés en raison de leur poids (environ 68 kilogrammes) qui diminuait la charge marchande de l'hélicoptère ,créait une traînée supplémentaire ralentissant sa vitesse et qui réduisait son rayon d'action en faisant perdre 3 % de la poussée de chacune des trois turbines du RH-53.

Or, malgré les informations des météorologues américains l e u r indiquant que le mois d'avril, dans cette région de l'Iran, était le plus propice à une telle action, les hélicoptères du colonel Beckwith ont rencontré localement — après le premier tiers de leur trajet — des tempêtes de sable, qui les ont mis à rude épreuve et qui leur avaient été probablement masquées par une navigation au plus près du relief. Aviation Week and Space Technology *reconnaît, en citant des sources militaires, que les filtres auraient été installés si la perspective de telles tempêtes de sable avait figuré dans les prévisions.*

Ces vents de sable se sont présentés sous la forme de poussières en suspension sur une longueur de 340 kilomètres, rendant impossible tout contact visuel avec la surface et gênant la collecte automatique de données par les instruments. L'un des hélicoptères, après s'être élevé jusqu'à 2 250 mètres d'altitude, n'est pas parvenu à rencontrer un temps suffisamment clair pour échapper à la tourmente. Les pilotes d'un autre RH-53 se sont déclarés incapables d'apercevoir le sol à 22 mètres de hauteur.

La tempête de sable est directement à l'origine de l'incident — des appareils de navigation endommagés par une surchauffe résultant d'une panne de ventilation — survenu à l'hélicoptère n° 5 de la flotte qui eut à affronter la oturmente pendant quarante-cinq minutes, et qui dut retourner vers sa base de départ, en la circonstance le porte-avions Nimitz, *pour s'y poser pratiquement à sec de carburant. C'est précisément cet hélicoptère qui avait embarqué une grande partie des pièces de rechange sans doute nécessaires aux deux autres RH-53 tombés ensuite en panne dans le désert : l'hélicoptère n° 6 a été abandonné après la découverte d'une crique du rotor, qui justifiait en temps normal une interdiction de vol et sa réexpédition chez le constructeur, et l'hélicoptère n° 2 a été rendu inutilisable par la cassure de la pompe de servo-commande (panne hydraulique).*

Réduite à cinq exemplaires, la flotte des RH-53 a été jugée insuffisante pour achever la mission. C'était probablement dix à douze hélicoptères, dont Lumière bleue *avait b e s o i n, conclut aujourd'hui Aviation week and space technology.*

RADIO-TÉLÉVISION

A VOIR

Made in Hongkong

C'était à la Trinité, en juillet dernier, dans un cinéma de Port-of-Spain où nous avait précipité par hasard une averse tropicale. A l'affiche, un film de kung-fu, une merveille de précision, dense et musclée, ponctuée de « ahans » auxquels la salle, littéralement électrisée, faisait bruyamment écho. Dans les Antilles, où le genre fait fureur, on est nettement plus spontané que sur les Grands Boulevards parisiens. Le protagoniste de ce ballet martial inspiré de l'Opéra de Pékin, vous le verrez dans « V 3 », le Nouveau Vendredi, à l'occasion d'un bon reportage sur les Shaw Shaw Brothers dont l'empire s'étale au sommet de l'une des collines de Hongkong rasée à mi-pente à cet effet !

Ce que vous ne verrez pas, et c'est dommage, c'est sa partenaire, une rude et ravissante guerrière rompue à cet art de défense auquel s'adonnent à l'heure de la gymnastique matinale les Chinois des deux sexes. Run Run Shaw le premier. Il est loin de paraître ses soixante-quatorze ans, et c'est à ça, d'après lui, qu'il le doit.

Hongkong, direz-vous, on en sort, on y était encore la semaine dernière sur la chaîne voisine. D'accord. Mais cette fois la visite guidée par Maurice Frydland comporte le tour, pas assez long à mon gré, de Movie Town, une chose énorme, une vraie ville où vivent et travaillent, sans aucune protection ni garantie d'aucune sorte, onze cents personnes, dont deux cents comédiens hébergés avec leurs familles dans des cités-dortoirs. Ce qui, précisent les patrons, améliore le rendement : au lieu d'aller en boîte, ils restent sur place, on les a sous la main. Très bonne séquence sur la construction des décors, entièrement réalisés en dur — il faut qu'ils puissent résister aux scènes de bataille — et à l'ancienne, avec des méthodes artisanales.

Fils de teinturiers émigrés à Singapour, les frères Shaw — l'autre va sur ses quatre-vingts ans — sont à la tête de plus de trois cent cinquante salles réparties dans toute l'Asie du Sud-Est, sans compter les banques, les immeubles, les parkings, enfin tout ce qui s'achète dans le coin le plus cher du monde, cette île hérissée de gratte-ciel où s'entassent plus de cinq millions d'habitants.

Ils sont durs à la peine, ils triment comme des bêtes et, pour se délasser, ce qu'ils aiment, c'est très exactement ce que leur offre cette firme colossale de super-productions. Il en sort quarante films par an, d'un luxe éclatant, postsynchronisés en plusieurs dialectes chinois. Insensée la scène de bruitage, à ne pas manquer.

CLAUDE SARRAUTE.

★ Vendredi 16 mai, FR 3, 20 h. 30.

A Lille

LE LANCEMENT DE LA RADIO LOCALE EXPÉRIMENTALE EST REPORTÉ AU 19 MAI

La mise en route de la nouvelle « radio locale » installée à Lille sous la responsabilité de Radio-France aura lieu avec une semaine de retard. Le lancement prévu pour le 6 mai est fixé au 19 mai. Cette radio s'appellera Fréquence Nord.

On sait qu'elle doit émettre de 5 h. 45 du matin à minuit, chaque jour. Trois journaux parlés sont prévus, ainsi que de nombreux flashes d'information au long de la journée. L'équipe qui se met en place est surtout chargée d'une animation composée de musique, de variétés et de jeux...

Chaque jour, cependant, une heure sera consacrée a une tribune libre, dont le fonctionnement équitable devrait être garanti par une commission de magistrats désignés par M. Jean-Philippe Lecat, ministre de la culture et de la communication. En principe, cette tribune devrait se diviser en quatre parties réservées aux élus, aux organisations syndicales et professionnelles, aux associations diverses et aux chambres de commerce.

Cette répartition a déjà soulevé des protestations, notamment de M. Roger Poudonson (C.D.S.), ancien ministre, sénateur du Pas-de-Calais, et de M. Pierre Mauroy (P.S., président du conseil régional), qui estiment tous deux que les organismes consulaires sont favorisés par rapport aux élus.

De plus, M. Mauroy, à l'issue d'une réunion du conseil régional à Lille, s'est montré très critique sur une opération menée de Paris : « *En ce qui concerne la radio, nous sommes dans le désordre le plus total*, a-t-il déclaré. *Certains élus de la région sont poursuivis pour avoir participé à des émissions dites pirates, alors que d'autres radios bénéficient de grande indulgence et peuvent assurer leur publicité tranquillement (1). Je ne me plains pas de cela. Je dis que, dans ces conditions, toute poursuite devient grotesque : que l'Etat organise la radio, nous en sommes bien d'accord, puisque nous sommes pour le monopole, mais organiser ne veut pas dire s'approprier. Pour des raisons politiques, on veut faire croire que cette radio n'est pas régionale en la rendant délibérément inaudible dans le Boulonnais ou le Valenciennois... C'est ridicule...* »

M. Mauroy a ensuite affirmé que le bureau du conseil régional réclame la mise en place du comité régional de l'audio-visuel qui était prévu par la réforme de l'O.R.T.F. et qui n'a toujours pas été constitué.

(1) M. Mauroy fait allusion à « Radio-Quinquin », poste lancé par la C.G.T. et qui émet chaque jour depuis plusieurs mois depuis une mairie du Douaisis.

● *Radio C.G.T. 94* reprendra ses émissions à partir du 20 mai, sur modulation de fréquence 88,5 mégahertz, annonce, dans un communiqué, l'Union départementale C.G.T. de Val-de-Marne. Elle fonctionnera de 7 heures à 9 heures, de 11 h. 30 à 15 h. 30, et de 18 heures à 20 h. 30. Les auditeurs sont invités à rentrer en contact avec les animateurs de cette station (tél : 726-00-13, ou au 726-00-05).

Jeudi 15 mai

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

19 h 10 Les Inconnus.

19 h 25 Portrait.
M. Loyau, collectionneur de grands crus.

19 h 45 Mai-juin 40 : Journal d'un printemps tragique.
Gamelin à Daladier : « Nous avons perdu la bataille. »

20 h Journal.

20 h 30 Série : Kick.
(N° 1.)
« Raoul, la moto, les jeunes et les autres », réalisation de M. Simenon, avec F. de Pasquale, P. Préboist, M. Chevit...

21 h 30 Israël - Horizons 2000.
Reportage de J.-L. Demigneux, réal. E. Davidson.

22 h 30 Sports : Judo.
Championnats d'Europe, à Vienne.

23 h Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

18 h 30 C'est la vie : la pré-délinquance.

18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.

19 h 20 Art nouveau.

19 h 45 Les assemblées parlementaires.
L'Assemblée nationale : le R.P.R.

20 h Opéra : « Carmen ».
En liaison avec France-Musique.
En direct de l'Opéra-Comique, musique de Bizet. Avec les chœurs et l'orchestre de l'Opéra de Paris, direction P. Dervaux, et T. Berganza, R. Raimondi, P. Domingo (premier acte).

20 h 55 Journal.

21 h 15 « Carmen ».
Acte II.

21 h 55 Magazine : Zigzag.
De T. Wehn-Damisch : Henri Rousseau, le douanier.

22 h 20 « Carmen ».
Acte III.

23 h 35 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
Molécules : codes et télégraphes ; Flash : la ville des masques blancs.

18 h 55 Tribune libre.
Mouvement des radicaux de gauche.

19 h 10 Journal.

19 h 20 Documentaire : Matterhorn.
Film d'A. Vaughan. Prix du Festival du film de montagne 1976.

19 h 55 Dessin animé.
Histoire de France : la nation ou le roi.

20 h Les jeux.

20 h 35 Cinéma (cycle John Wayne) : « les Voleurs de train ».
Film américain de B. Kennedy (1973), avec J. Wayne, A. Margret, R. Taylor, B. Johnson, B. Vinton, G. George, J. Gatlin. (Rediffusion.)
D'anciens soldats nordistes cherchent à récupérer, pour le compte d'une jolie veuve, un trésor que convoite également une bande d'aventuriers.
Un western très classique auquel, seule, la fin apporte un peu d'originalité. John Wayne joue son personnage sans conviction.

22 h Journal.

FRANCE-CULTURE

18 h. 30, Feuilleton : « 1572. Chronique du temps de Charles IX », d'après P. Mérimée.

19 h. 30, Les progrès de la biologie et de la médecine : Hémostases et thromboses.

20 h., La Comédie-Française présente : « la Folle de Chaillot », de J. Giraudoux.

22 h. 30, Nuits magnétiques : en direct de Cannes.

FRANCE-MUSIQUE

18 h. 30, Concert (en direct de l'auditorium 106) : récital J.-F. Heisser, piano, œuvres de Bartok, Albeniz et Amy ; 19 h. 30, France et Musique.

20 h., Soirée lyrique (Opéra-Comique de Paris, en liaison avec Antenne 2) : « Carmen », de Bizet, par les Chœurs et l'Orchestre de l'Opéra de Paris, direction P. Dervaux, avec P. Domingo, R. Raimondi, M. Philippe, M. Sénéchal, J. Laine, Y. Bisson, T. Berganza, K. Ricciarelli, D. Perriers et J. Berbie ; 0 h. 5, Ouvert la nuit ; 1 h., *Jazz forum* : Itinéraire Ch. Mingus.

Vendredi 16 mai

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

18 h TF 4.

18 h 30 Un, rue Sésame.

18 h 55 Les Inconnus.

19 h 10 Une minute pour les femmes.

19 h 20 Emissions régionales.

19 h 45 Mai-juin 40 : Journal d'un printemps tragique.
Paris : le gouvernement brûle ses archives.

20 h Journal.

20 h 35 Au théâtre ce soir : « la Prétentaine ».
De J. Deval, réalisation de P. Sabbagh, avec C. Coster, M. Creton, J. Hahn...
Un jeune homme pauvre amoureux d'une dame riche sur un paquebot.

22 h 30 *Magazine* : Expressions.

23 h 45 Journal et cinq jours en Bourse.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

18 h 30 C'est la vie.
Ces enfants qui vont au juge : les difficultés de la réinsertion.

18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.

19 h 20 Emissions régionales.

19 h 45 Top club.

20 h Journal.

20 h 35 Série : Sam et Sally.
Monsieur Heredia.

21 h 35 Apostrophes.
Il y a les femmes.
Avec Mmes F. Dorian (les Lits à une place), *S. Thomas* (la Barbaresque), *M. Cardinal* (pour la Sexualité des femmes, *de S. Hite*), *J. Boissard* (Une femme neuve) *et M. J.-B. Pontalis* (Loin).

22 h 55 Journal.

23 h Ciné-club (cycle Jean Cocteau) : « les Enfants terribles ».
Film français de J.-P. Melville (1949), avec N. Stéphane, E. Dermit, R. Cosima, J. Bernard, A. Audoc, M. Revel, R. Galliard, A. Buffet (N., rediffusion).
Un frère et une sœur vivent en complicité, en intimité insolites dans une chambre fermée, jouant un jeu qu'ils ont inventé ensemble. Leur passion mutuelle provoque un drame lorsque d'autres se mêlent à cette vie.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
Douze pour l'aventure : le raid moto Caracas-Rio ; Des livres pour nous ; Bricolopédie : le château fort.

18 h 55 Tribune libre.
Force ouvrière.

19 h 10 Journal.

19 h 20 Emissions régionales.

19 h 55 Dessin animé.
Histoire de France : la liberté en marche.

20 h Les jeux.

20 h 30 V 3 - Le nouveau vendredi : Citizen Shaw.
Emission de J.-M. Cavada et M. Thoulouze. Reportage de G. Vernier-Palliez et M. Frydland.

21 h 30 L'imaginaire en campagne : Ulysse est revenu.
De J. Dewever.

22 h 25 Journal.

22 h 45 Magazine : Thalassa.

FRANCE-CULTURE

18 h. 30, Feuilleton : « 1572. Chronique du temps de Charles IX », d'après P. Mérimée.

19 h. 30, Les grandes avenues de la science moderne : La politique scientifique dans le monde.

20 h., Emission médicale : La schizophrénie (en liaison avec TF 1).

21 h. 30, Black and *blue* : Contrebasse.

22 h. 30, Nuits magnétiques : en direct de Cannes.

FRANCE-MUSIQUE

19 h. 30, France et Musique.

20 h., Concours international de guitare.

20 h. 20, Concert (émis de Baden-Baden) : « Berceuse élégiaque » (Busoni), « Symphonie n° 10 en fa dièse majeur » (Mahler) ; par l'Orchestre symphonique du Sudwestfunk, dir. G. Sinopoli, avec S. Taskova, soprano.

21 h. 30, Vingt-cinquième anniversaire de la communauté radiophonique des programmes de langue française (en direct de Lausanne) :

SPORTS

LA CONTROVERSE SUR LES JEUX DE MOSCOU

Le gouvernement français mettra à la disposition des athlètes les moyens dont ils auront besoin

déclare le porte-parole de l'Élysée

La décision du Comité national olympique et sportif français, prise le 13 mai (*le Monde* du 15 mai), de participer aux Jeux de Moscou, a provoqué des réactions discordantes au sein de la majorité.

M. Jean-Marie Poirier, porte-parole de la présidence de la République, a affirmé, pour sa part, mercredi 14 mai, que la participation française dépendait du C.N.O.S.F. et non pas du gouvernement. « *Ce n'est pas la France*, a-t-il dit, *mais des sportifs français qui participeront aux Jeux. Certaines fédérations iront à Moscou, d'autres n'iront pas (...). A partir du moment où cette décision a été prise, le gouvernement mettra à la disposition des athlètes français les moyens dont ils auront besoin.* »

M. CHIRAC : le comité olympique a eu raison

M. Jacques Chirac, président du R.P.R., a déclaré mercredi 14 mai à France-Inter :

« *Tant que l'on ne rompt pas les relations diplomatiques, économiques, politiques — M. Gromyko était encore il y a peu de temps en train de prendre le thé avec notre ministre des affaires étrangères à Paris, et même, je crois, avec le président de la République, — je ne vois pas pourquoi les seules relations qu'il conviendrait de rompre seraient les relations sportives. C'est pourquoi je pense, pour ma part, que le Comité olympique français a pris la seule décision qu'il pouvait prendre, car il ne lui appartenait pas de juger selon des critères politiques. Cela est la responsabilité du gouvernement. Je ne conteste pas la position prise par le Comité olympique français. (...) Il a eu raison.* »

L'U.D.F. : déception

Sous le titre « Déception », la lettre d'information de l'Union pour la démocratie française, U.D.F.1, publie, jeudi 15 mai, un éditorial dans lequel on lit notamment : « *Nous l'avions dit : « Il » revient aux sportifs français de » décider s'ils veulent ou non » aller aux J.O. de Moscou. » Mais l'U.D.F. avait aussi estimé inacceptable que la France participe à des Spartakiades (...).*

» Le Comité olympique français, avions-nous cru comprendre, avait posé un certain nombre de conditions à l'éventuelle participation de notre pays aux J.O. de Moscou : l'abandon des hymnes nationaux et des drapeaux notamment. C'était un premier pas. Constatons aujourd'hui que c'était aussi une initiative sans suite. Sans attendre la réponse et la moindre garantie des Soviétiques, le Comité vient de décider à la quasi-unanimité d'aller à Moscou.

» Autant être francs : cette attitude nous attriste. Bien sûr, il ne faut pas mélanger le sport et la politique. Nous avons été les premiers à le dire. Mais nos sportifs peuvent-ils ignorer que, dans les circonstances actuelles, leur participation sans contrepartie aura une signification politique et, plus encore, morale ? »

● *M. André Allamy*, secrétaire confédéral de la C.G.T., a estimé, mercredi 14 mai, que la décision du C.N.O.S.F. de participer aux Jeux de Moscou, qui « *correspond à la volonté maintes fois exprimée de la quasi-totalité des athlètes et des sportifs de notre pays* », est « *conforme au souhait de l'opinion publique* ». « *Désormais*, a-t-il ajouté, *le gouvernement doit se prononcer clairement et en toute indépendance pour la tenue des Jeux de Moscou et permettre à la délégation française d'y participer dans les conditions les meilleures.* »

M. MUSKIE : incompréhension

M. Edmund Muskie, secrétaire d'Etat américain, a condamné, mercredi 14 mai, à Bruxelles, la participation de plusieurs pays occidentaux aux Jeux olympiques de Moscou. « *Je trouve incompréhensible*, a-t-il dit, *que des hommes libres, Américains ou Européens, athlètes ou non athlètes, tolèrent que l'U.R.S.S. puisse transformer leur participation aux Jeux en une approbation de son système, de sa politique et de son agression en Afghanistan.* » Il a exprimé sa « *profonde préoccupation devant l'échec du mouvement de boycottage olympique qui pourrait miner tous les difficiles et lents efforts faits afin de montrer aux Soviétiques que la politique qu'ils ont choisi en envahissant l'Afghanistan est une politique productive.* »

● *Battue par l'Espagne 103 à 100*, mercredi 14 mai, pour son troisième match de la phase finale du tournoi préolympique de basket-ball, l'équipe de France occupe provisoirement la troisième place derrière l'Italie et l'Espagne.

FOOTBALL

VALENCE BAT ARSENAL EN FINALE DE LA COUPE DES COUPES

Pour un penalty...

Il n'a pas fallu moins de deux heures de jeu et six tirs de penalties de part et d'autre pour que Valence remporte la finale de la Coupe des vainqueurs de coupe (5 à 4), mercredi 14 mai, à Bruxelles, aux dépens d'Arsenal.

A la fin du temps réglementaire, comme à la fin des prolongations, aucun but n'avait été marqué.

Restait, selon le règlement, en cas d'égalité, à tirer les penalties, et tout d'abord une série de cinq. Kempes (Valence) manquait le premier imité aussitôt par Brady (Arsenal). Solsona, Pablo, Castellanos, Bonhof réussissaient par la suite chacun les leurs tout comme Stapleton, Sunderland, Talbot et Hollins. De sorte que les deux équipes étaient encore à égalité (4 à 4).

La série de cinq penalties tirée, tout dépendait désormais de l'Espagnol ou de l'Anglais qui marquerait ou verrait son tir repoussé. Arias a expédié le ballon dans les filets de Jennings. Pereira a arrêté le tir de Rix.

ALPINISME. — *Une cordée de quatre alpinistes français se trouverait en difficulté depuis le mardi 13 mai sur les pentes du mont McKinley (6 164 mètres), en Alaska. L'un d'eux, dont l'identité n'est pas connue, aurait trouvé la mort en tombant dans une crevasse. L'information, qui n'a pas été confirmée par les autorités de l'Etat, a été donnée par le pilote d'un hélicoptère de secours qui aurait eu un contact radio avec eux en récupérant deux alpinistes japonais qui souffraient de gelures.* — (A.F.P., A.P.)

PRESSE

Une mise au point de M. François Bernard, journaliste aux « Dernières Nouvelles d'Alsace », menacé de licenciement

Usant de son droit de réponse, après la mise au point publiée par la direction des *Dernières Nouvelles d'Alsace* (*le Monde* du 15 mai 1980) sur les raisons de la menace de licenciement qui pèse sur lui, M. François Bernard, journaliste de ce quotidien, réaffirme par lettre recommandée ses positions (*le Monde* du 9 mai 1980).

Ainsi, tient-il à préciser, « *dès le mois de septembre 1979, le président-directeur général des* Dernières Nouvelles d'Alsace *m'a affirmé, au cours d'un entretien, puis par lettre, qu'il n'est pas possible d'exercer des fonctions d'animateur du « Club de la presse » et le métier de journaliste aux* Dernières Nouvelles ». *De plus, « après mon élection à la présidence du « Club de la presse » de Strasbourg, la direction des* Dernières Nouvelles d'Alsace *m'a informé d'un changement de poste qui équivalait, en fait, à une déqualification et à une sanction. Ayant refusé de donner suite à une telle mesure, et malgré ma demande de soumettre le différend à la commission paritaire amiable, la direction des* Dernières Nouvelles d'Alsace *a procédé à mon licenciement* ».

Enfin, « *au cours de l'entretien préalable au licenciement prévu par la loi et devant le conseiller prud'homal qui m'assistait, le directeur général adjoint des* Dernières Nouvelles d'Alsace *m'a affirmé que les choses pourraient s'arranger si je démissionnais du « Club ». Il ne peut y avoir d'équivoque sur le lien entre mes activités à la tête du « Club de la presse » de Strasbourg et mon licenciement, le reste ne constituant que des prétextes* ».

● *L'Union nationale des syndicats de journalistes* (S.N.J., C.F.D.T., C.G.T. et F.O.) proteste, dans un communiqué du 14 mai, contre le fait qu'aucun emploi de journaliste n'ait été prévu à « Radio-7 », station lancée par Radio-France et « *destinée aux jeunes* », dont les émissions devraient commencer en juin prochain.

Le Monde DES LIVRES

Une héroïne de notre temps : Nancy Cunard

● *La biographie d'une femme séduisante et « scandaleuse ».*

ELLE avait fini par susciter un mythe. Ceux de mes amis qui me parlaient d'elle, après la libération, et principalement Tristan Tzara, Georges Sadoul, Aragon et Walter Lowenfels... en faisaient un portrait fascinant, mais inconfortable. Nancy Cunard sortait des années 20, avec un accent fitzgéraldien, pour incarner, sans transition, la femme libérée et politisée des années 50. Elle avait fait un long trajet dans les nuages d'innombrables cigarettes, dans des flots d'alcool et avec un cortège d'amants à n'en plus finir.

Anne Chisholm vient de faire sa biographie : c'est un travail qui manquait, et qui est indispensable à la connaissance, à la fois sentimentale et précise, de notre siècle. Cependant, une remarque d'abord s'impose : le visage véritable de l'histoire risque d'être effacé par le flot des anecdotes. Il ne faut pas perdre de vue que Nancy Cunard — dans le tourbillon de sa vie — fut fidèle à quelques principes : notamment l'égalité des sexes et l'égalité des races. A quoi il faut ajouter qu'au moment où elle se détermina pour des convictions aussi fermes, les partis communistes défendaient ces mêmes positions : dès lors, et jusqu'à la fin, elle demeura l'alliée inconditionnelle des communistes.

Elle était née en 1896, dans la *fameuse lignée des créateurs de* la Cunard Line. Sa mère était américaine et héritière d'une grosse fortune de San-Francisco. Certains soutinrent, non sans de bonnes raisons, que le père de Nancy était en réalité l'écrivain anglais George Moore, dont on redécouvre les œuvres depuis peu. Quoi qu'il en soit, Nancy Cunard se mit très vite, et volontairement, en rupture de société. Ses rapports avec sa mère, surnommée par elle *Milady*, prirent bientôt des allures pathétiques et atroces. Nancy se voulait libre et se situa tôt, avec violence, en dehors du clan.

Eprise des mouvements modernes, elle se lia avec les dadaïstes, rencontra un jeune homme qui avait l'insolence nouée à l'âme : Aragon, et connut avec lui une liaison tumultueuse et inquiète qui dura deux années. C'est alors qu'elle fonda une maison d'édition, à l'aide d'une presse, puis de deux, logées dans une grange aux environ de Vernon, en Normandie.

Rompant avec Nancy Cunard, Aragon tenta de se suicider, et détruisit alors les mille premiers feuillets d'un ouvrage en cours : *le Roman de l'infini* — dont il ne reste, publié sous le manteau qu'un chapitre : Irène. Nancy, d'apparence, souffrit moins. Elle était ainsi faite qu'elle aimait aimer et y mettait bien du désordre. Elle était infidèle avec des mouvements baroques. C'est alors — nous sommes aux alentours de l'année 1928 — qu'elle rencontra Henry Crowder, pianiste de jazz. Une précision essentielle : Crowder était *Noir*...

On imagine mal aujourd'hui ce que fut le scandale : la fille de Lady Cunard, la descendante d'une famille anglaise célèbre, s'affichant avec un « nègre » ! *Car Nancy s'affiche, ne dissimule* rien, et même provoque. Henry Crowder lui fait découvrir une partie du monde. Dès lors, Nancy va se dépenser sans mesure pour une cause qui n'est pas encore celle de la « négritude », mais celle du combat anti-racial. Elle va, selon sa coutume, remuer ciel et terre pour publier une anthologie fougueuse et désordonnée : *Negro*, un volume de 855 pages.

Certains prétendent que Nancy Cunard fut une comédienne. Mais alors, c'est le monde qu'il lui fallait pour scène. Elle avait choisi son côté : on la voit dans Harlem, on la retrouve à Moscou, elle s'enflamme pour les Abyssins, *elle épouse la cause des* républicains espagnols. Elle célèbre la Résistance française. Jusqu'à la fin, elle écrira dans ce sens, et jusqu'à la fin, elle traduira des poèmes « engagés » pour les revues anglaises et américaines de gauche. Certes, il y avait dans cette attitude de la maladresse : tout venait du cœur, la raison suivait tant bien que mal...



Lorsque les vapeurs du vin et du cognac se faisaient trop fortes, *elle voyait des fascistes partout*. Elle courait d'une ville à l'autre, spectrale, vêtue comme en 1925, avec des amants trop jeunes, et des amis qui se rangeaient. Elle se cassa le col du fémur, et, à peine remise, se réfugia dans un médiocre hôtel du quartier Latin, montant, assise, l'une après l'autre, les marches des deux étages qui la séparaient de sa chambre, et refusant l'aide de tous. Puis elle disparut pour s'en aller mourir, isolée, dans une salle commune de l'hôpital Cochin : c'était le 16 mars 1965.

Nancy était un tourbillon de révolte — et elle traversa son temps à la façon d'un incendie. Elle était ironique avec aisance, et emportée avec naturel. Elle choquait, mais elle séduisait. Elle se détruisit par impatience, et par goût farouche de la liberté. *Elle avait renié sa classe avec* fureur. Elle s'était jetée dans les illusions avec fougue. Il faudrait conserver d'elle l'image d'une femme belle et maigre, le front toujours ceint d'un bandeau coloré, les bras chargés de bracelets africains, et combattant les préjugés jusqu'à ce que le souffle vint à lui manquer.

HUBERT JUIN.

★ **NANCY CUNARD, par Anne Chisholm. Traduit de l'anglais par Jacqueline Huet et Jean-Pierre Carasso - Olivier Orban, 371 pages. Environ 65 F.**

L'amour maternel serait-il un mythe ?

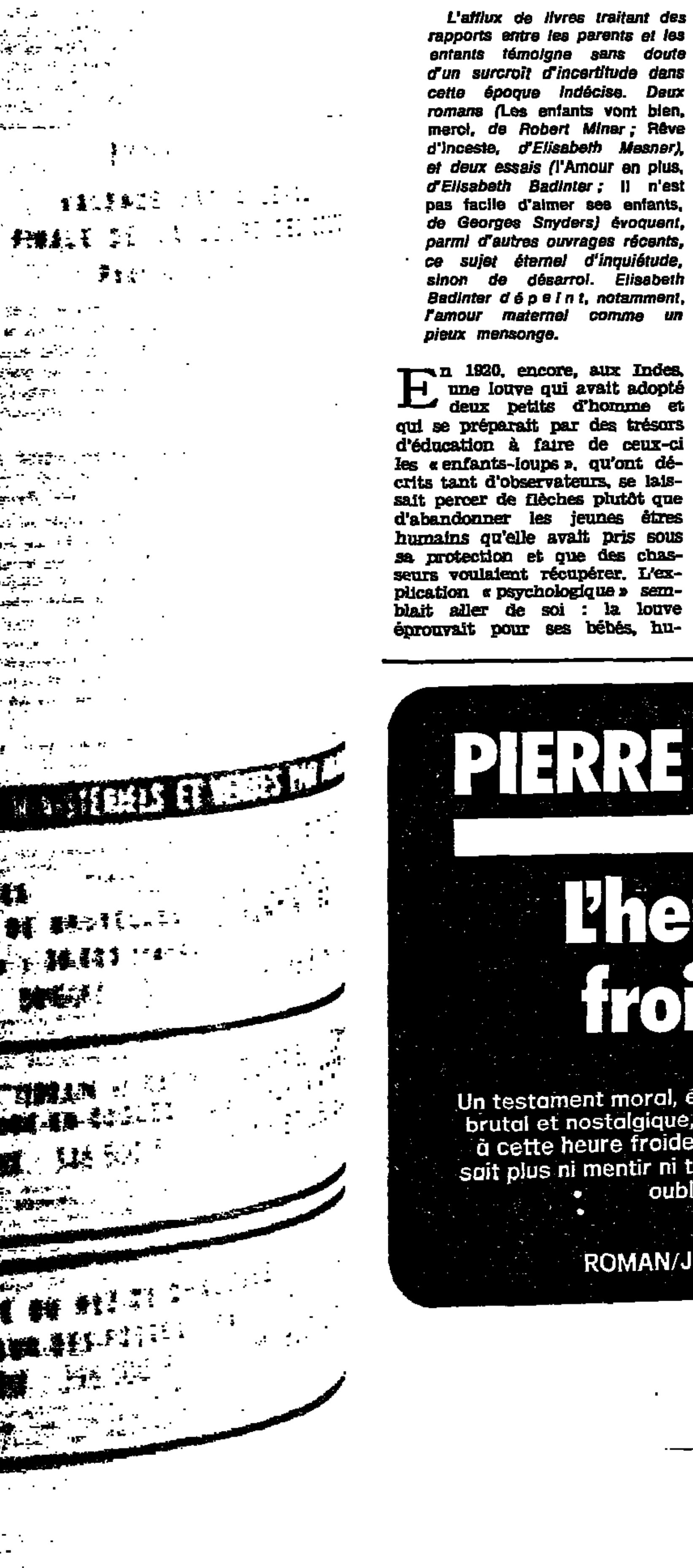
*L'afflux de livres traitant des rapports entre les parents et les enfants témoigne sans doute d'un surcroît d'incertitude dans cette époque indécise. Deux romans (*Les enfants vont bien, merci*, de Robert Miner ;* Rêve d'inceste*, d'Elisabeth Mesner), et deux essais (*l'Amour en plus*, d'Elisabeth Badinter ;* Il n'est pas facile d'aimer ses enfants*, de Georges Snyders) évoquent, parmi d'autres ouvrages récents, ce sujet éternel d'inquiétude, sinon de désarroi. Elisabeth Badinter dépeint, notamment, l'amour maternel comme un pieux mensonge.*

EN 1920, encore, aux Indes, une louve qui avait adopté deux petits d'homme et qui se préparait par des trésors d'éducation à faire de ceux-ci les « enfants-loups », qu'ont décrits tant d'observateurs, se laissait percer de flèches plutôt que d'abandonner les jeunes êtres humains qu'elle avait pris sous sa protection et que des chasseurs voulaient récupérer. L'explication « psychologique » semblait aller de soi : la louve éprouvait pour ses bébés, humains ou petits loups, le sentiment généralement connu sous le nom d' « amour maternel ». Une enquêteuse anglaise diagnostiquera la même attitude chez les mères chimpanzés d'Afrique centrale envers leurs petits singes nouveau-nés. Nos innombrables madones florentines à la veille et au temps de la Renaissance, amoureusement penchées sur leurs fils Jésus encore minuscule, paraissent également ressentir une tendresse innée pour l'Enfant-Dieu...

Imaginons pourtant que la louve indienne ait lu le livre d'Elisabeth Badinter : ainsi éclairée, son héroïsme eût peut-être décru vis-à-vis de ses rejetons menacés de capture. Philosophe de formation, bifurquée vers les disciplines historiques, notre auteur veut démolir les idées reçues qui concernent l'affection des génitrices pour leurs progénitures. L'argument essentiel, au cœur de cette réfutation, revient à décrire la mise en nourrice au temps jadis.

E. LE ROY LADURIE.

(Lire la suite page 16.)



La vie mutilée

● *Une méditation de Theodor Adorno sur le désastre moderne.*

« TRISTE savoir », dit Théodor Adorno (1), pour présenter ses fragments intitulés *Minima moralia, ou Réflexions sur la vie mutilée*. C'est qu'il considère, dans son ouvrage, la mésaventure de l'existence moderne. Pour le philosophe allemand, celle-ci a perdu son autonomie et sa substance, car elle est entièrement soumise aux lois de la société marchande. L' « existence individuelle » est aliénée « au plus intime d'elle-même ». *Les passions qui l'agitaient jadis* ne sont plus, selon Theodor Adorno, qu'un lointain souvenir. Elle se contente misérablement de les imiter. Elle est devenue sa propre caricature. On prend pour la vie ce qui est « une apparence de vie ». L'homme, qui se dévisage sans complaisance, découvre avec mélancolie que sa méditation, « sentimentale et anachronique », a perdu son objet. « Dire je » lui apparaît *comme* « une audace insolente ». Le retour à soi s'avère décevant, sinon désolant. C'est pourtant une nécessité pour l'individu qui veut résister à l'imposture sociale, et retrouver sa vie sous le mensonge dont elle servait la réussite, en se ruinant.

Theodor Adorno élabora la majeure partie de ses *Minima moralia* pendant la deuxième guerre mondiale. Il se trouvait alors aux Etats-Unis. Le nazisme l'avait contraint à s'exiler dès 1933. Le philosophe était, en effet, d'origine juive. « *L'antisémitisme*, écrivait-il, dans son recueil, *c'est la rumeur qui court à propos des juifs.* » Il notait, aussi, qu' « *un Allemand est un homme incapable de dire un mensonge sans y croire* ». Il ne considérait pas la « cécité » meurtrière du fascisme comme le résultat d'un accident funeste. Il pensait qu'elle était le pire témoignage d'un monde aliéné. Il se demandait comment ne pas imaginer un avenir affligeant pour notre civilisation, après le massacre des Juifs, cette « catastrophe » absolue.

Les observations de Theodor Adorno portent sur les aspects multiples de l'aliénation : les plus monstrueux et les plus modestes. Ses réflexions sur la guerre se mêlent à des remarques sur les manières de vivre et de penser. Ainsi voit-il dans la tolérance « bourgeoise », à l'égard des « *gens tels qu'ils sont* », « *la haine de l'homme authentique* ». Evoquant les avares, il en distingue deux sortes : l'avare de jadis, un passionné qui ne donne rien « ni à soi ni aux autres », et l'avare moderne, pour lequel tout doit s'échanger. Celui-ci ignore l'acte gratuit. Tous ses comportements sont inspirés par le souci d'obtenir quelque avantage. Il espère être payé du moindre sourire.

Le règne de la froideur

Les personnages de cette sorte « *sont aussi impitoyables qu'ils peuvent être aimables* ». Ils ne connaissent jamais la fureur ascétique de l'ancien avare. Même leurs emportements sont calculés. Leur parcimonie n'est pas, selon l'auteur, une triste particularité. Elle atteint presque tout le monde. « *Les gens,* dit-il, *ont désappris à donner.* » Leur prudence et leur méfiance répriment tous leurs élans vers les autres. Ils demeurent prisonniers de leur « froideur », et soupçonnent du pire les rares mouvements spontanés qui se manifestent encore. Ainsi les rumeurs de la malveillance préfèrent dénigrer les ambitions les plus honorables.

Theodor Adorno cite une phrase pathétique de Georg Trakl : « *Dis-moi depuis quand nous sommes morts.* » Cette interrogation ne saurait recevoir de réponse, mais il est vrai, pour le philosophe allemand, que les hommes de la modernité ont permis à la mort de régner, en laissant s'appauvrir, et même s'avilir leur existence. Il écrit que « *la vie s'est retirée* » du monde...

FRANÇOIS BOTT.

★ **MINIMA MORALIA. REFLEXIONS SUR LA VIE MUTILEE, par Theodor Adorno. Traduction d'Eliane Kaufholz et de Jean-René Ladmiral. Payot, 232 p., 69 F.**

(1) Theodor Adorno, qui fut un des principaux théoriciens de l'école de Francfort, est mort en 1969.

« Le Voyage à Paimpol », de Dorothée Letessier

BOL D'AIR

ENTENDONS-NOUS bien : je ne prétends pas qu'« *un écrivain nous est né* », comme les éditeurs le proclament désormais pour le moindre joueur de bilboquet qui raconte sa vie. Je ne jurerais pas que Dorothée Letessier va bâtir une « *œuvre* », ni que son nom restera dans les bibliothèques, alphabétiquement parlant, entre Lautréamont et Malraux. Mais j'affirme que *le Voyage à Paimpol* tranche *sur la masse des premiers livres de ce printemps, et par une* qualité rare : l'exotisme.

Songez donc : l'héroïne n'est pas une publicitaire à mi-temps bovarysant dans un hamac du Luberon, ni une bourgeoise gauchiste que déprime le réformisme du prolétariat, ni une agrégée à l'affût de son corps — à ne prendre que les *clichés usuels du moment*. C'est, tenez-vous bien, une des centaines de milliers d'ouvrières françaises dont la vie se passe à visser des boulons en guettant la pendule, rapport à l'autre travail qui les attend à la maison !

Combie de culot : l'auteur n'est pas la fille d'un conseiller d'Etat ni la nièce d'un producteur de télé qui se serait infiltrée chez les prolos, après Sciences-Po, le temps de *ramener un livre déchirant sur ces* « pauvres-gens-qui-en-bavent-croyez-moi... » C'est une O.S. en personne qui prend la plume comme une grande et ne laisse pas à d'autres le *soin de parler d'elle*.

Oh ! son livre n'a pas encore droit, en jaquette, aux reproductions de tableaux célèbres dont s'enrobent depuis peu les ouvrages d'un certain standing. Elle doit se contenter *de la simple couverture, ce bleu de chauffe du temps où le* marketing n'avait pas assimilé les lecteurs à des acheteurs de marrons glacés. Mais enfin, elle est publiée. Une O.S. *romancière ! Comme à propos de Bachelard ou de Guéhenno* (jamais plus de deux ou trois cas par génération !), on entend déjà les nantis s'extasier : « Qui dira, après cela, qu'en France on ne sort pas de sa condition, si on en a la capacité et le courage ! »...

DONC, *Maryvonne travaille de ses mains. Cela se passe* à Saint-Brieuc ; chez Chaffoteaux apparemment. Elle visse des brûleurs, ou quelque chose de ce genre. Avant, elle vendait dans des « grandes surfaces » : *pas mieux. Le soir,* elle retrouve un mari, ouvrier posté comme elle, et un petit garçon de quatre ans. Au début, le bonheur familial faisait oublier le reste ; et puis l'ennui a gagné la maison.

Il faut vous dire que Maryvonne aime *lire* depuis toute petite. Chez d'autres, ce vice donne des souvenirs exquis d'après-midi dans le cher grenier de vacances ! Quand on naît sans un, c'est la plaie. Ça vous montre qu'il existe autre *chose, que vous vous êtres mal débrouillé. Ça crée un malaise.* Ça pousse à la révolte.

Un temps, Maryvonne a été déléguée syndicale. Elle a discuté aération des W.-C. avec les instances idoines. Elle a crié dans des micros qu'« il y en avait marre », et on l'a applaudie. Mais il faut savoir finir grèves et rêves. Ce matin, son petit bagage culturel la conduit à un ras-le-bol à la fois plus général et plus vague. C'est décidé : elle quitte tout, brûleurs, famille, on verra bien... Juste un mot dans la cuisine : « *J'étouffe, je vais prendre un bol d'air.* »

En fait de nouvelle vie, elle se retrouve... dans le car de *Paimpol. Elle passera une nuit à l'hôtel, et s'apercevra au* retour que son mari, à son tour, est parti « réfléchir ». Ça ne

Par Bertrand Poirot-Delpech

vaut pas les Seychelles des cadres à Sansonite ! Mais enfin cette fugue vaut mieux que rien. Elle permet de prendre la petite distance qui manquait. Rien que de s'attarder dans un salon de thé ou dans un bain moussant, d'être servie à table sans avoir à se *lever entre les plats et à faire taire le môme*, de se faire une mise en plis sous un peignoir rose, de repousser les avances d'un V.R.P. poisseux, ça ouvre des horizons ; sur les autres, sur soi.

EN tout cas, ça en ouvre au lecteur. Les réflexions que *ce court décrochage inspire à la fugueuse bousculent* pas mal de préjugés.

Sur la Bretagne, d'abord. La narratrice ressuscite la tradition ouvrière des Côtes-du-Nord, étouffée par les bombardes des *fest noz* et le néo-folklore des châtelains qui, depuis 1968, tendent trois doigts à leur jardinier au lieu de deux.

Sur le travail en usine, aussi, c'est une révélation. On ne le connaît que par les statistiques, les promesses ministérielles et les théories des révolutionnaires en chambre. L'origine sociale des écrivains français rend rarissimes les témoignages littéraires directs. On en est réduit, si l'on peut dire, à relire Zola, dont l'information date, sinon le style. En transcrivant simplement son expérience d'ancien « établi », Robert Linhart, il y a deux ans, a fait sensation.

Maryvonne mériterait le même succès, fût-il de curiosité. Le drame de l'épouse de P.D.G. qui voudrait s'occuper créativement : on sait, à force. La chaîne, c'est de l'inédit. Comment on y entre en se jurant d'en partir au bout de deux mois, et comment on y reste jusqu'à la fin de ses jours ; comment il faut anticiper la cadence pour pouvoir avaler un café ; comment « *on finit par ne plus comprendre d'où vient l'épuisement* » ; comment « *le mal au dos exprime toutes les amertumes accumulées* » ; comment on ne sait plus quoi se dire, tout en éprouvant une solidarité instinctive dans le malheur : vous le savez, vous ?

IL n'y a pas la corvée de l'atelier, et ensuite la liberté. Le temps passé à exécuter de force la Q.H.D. — quantité horaire demandée — s'imprime dans les corps et les âmes. Les chaînes sont en soi. Se laisser bercer dans un car, mains ballantes, devient un plaisir de nabab. *Même les gestes domestiques, les caresses de l'amour, gardent la trace du* « rendement ». La tendresse devient inconvenante. Il faut une grève et un défilé pour que Maryvonne recouvre, en tremblant, le droit d'être amoureuse. « *Rougis pas, lui dit une copine en la voyant prendre la main d'un homme : c'est ton mari, après tout !* » La vraie vie n'apparaît plus que sous forme de parenthèses, de nostalgies, de projets inaccessibles.

Au cours de son escapade, la narratrice n'a rien vécu à proprement parler. Elle n'a fait que rêvasser. Sans sa machine *et cet autre* « *petit chef* » *que devient le mari, elle n'est rien.* Elle devra se rabattre, l'été suivant, sur ses trois semaines de congé, alors qu'il lui aurait fallu... vingt ans de vacances !

JE devine déjà votre soupçon. Au milieu de tant de livres sans provision — comme on le dit des chèques, — le lecteur confortable que je suis ne s'est-il pas laissé *impressionner par le fait que l'auteur* a payé cher le droit d'écrire ces choses ? Ne cède-t-il pas au paternalisme charitable le plus moite ?

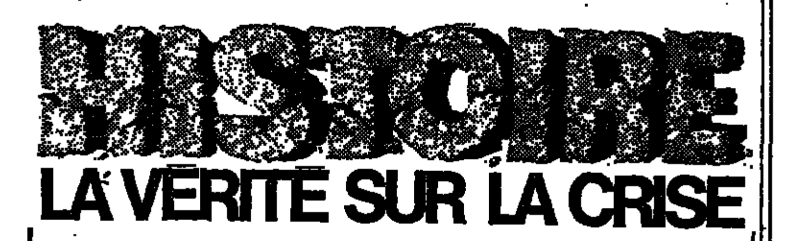
Je ne le *crois* pas. Littérairement aussi, ce *Voyage à Paimpol* vaut le détour. Dorothée Letessier ne geint pas. Elle rue gaiement dans les mots, à défaut de brancards. A son impossibilité d'« en sortir », *elle* applique le même mauvais esprit qu'à la sottise opulente des privilégiés aperçus à Paimpol. Il y a en elle l'humour futé et la tendresse furtive d'une Sagan. Comme quoi les « trois huit », autant que les nuits blanches, peuvent donner de l'esprit à qui en a déjà !

« *La voilà tirée d'affaire !* », *penseront les habiles, pour* qui la débrouillardise vaut bien qu'on trahisse un chouia les siens : « Un peu de journalisme par-ci par-là, et finis les ongles cassés à monter des chauffe-eau !... » M'étonnerait. A voir ce qui l'a fait devenir ce qu'elle est, et comment elle regarde les gens, on parierait qu'elle n'est pas le genre à prendre son parti de la « démerde » solitaire. On est en plein exotisme, vous dis-je !

Et le bol d'air qu'elle s'était promis, il est pour nous.

★ **LE VOYAGE A PAIMPOL, de Dorothée Letessier, Le Seuil, 154 pages, environ 39 francs.**





la vie littéraire

A La Havane avec Garcia Marquez

Les funérailles d'Alejo Carpentier s'achevaient, à La Havane, dans une rumeur de palmes agitées par le vent. Une tempête avait retardé l'avion mexicain transportant Gabriel Garcia Marquez. Je le retrouvais plus tard, sur le « malecon », l'immense front de mer où la ville découpe à l'infini ses maisons bariolées qui chatoient sous le ruissellement solaire. On murmurait ici qu'il venait de terminer un roman.

« Je l'ai intitulé *Chronique d'une mort annoncée*. C'est l'histoire d'un type dont tout le monde sait qu'il va mourir mais qui est le seul à l'ignorer. La littérature y flirte avec le journalisme. Le *Récit d'un naufragé* (1), qui vient de paraître en France, était un authentique reportage avec quelques ingrédients littéraires. Ma *Chronique* est un faux reportage, et en même temps un faux roman. La fausse histoire d'un vrai crime.

— *Qui sera bientôt publiée ?*

— Après la chute de Pinochet. Publier ne m'intéresse pas. Ce qui me passionne, c'est d'écrire. J'ai une cinquantaine de contes nouveaux. Et un livre encore sans titre avec dix nouvelles inspirées par la vie des Latino-Américains en Europe...

— *Tu ne songes pas à te débarrasser de Pinochet ?*

— J'espère que les Chiliens résoudront mon problème. En attendant, je fais la grève.

— *Et ton livre sur Cuba ?*

— Je ne l'ai pas achevé. La réalité évolue si vite à Cuba qu'elle laisse mon livre à la traîne. J'ai rempli une caisse de documents, tout le matériel nécessaire pour écrire une étude critique très ambitieuse sur la révolution dans la vie quotidienne de l'île. Si mes ennemis découvraient la caisse, ils deviendraient mes amis. Ce matériel m'a beaucoup servi politiquement. Pour mes décisions personnelles.

— *N'as-tu pas l'impression d'une certaine crise dans le roman latino-américain, depuis Cent ans de solitude ?*

— La littérature avance toujours à travers des démolitions et des constructions. Attendre qu'elle répande un flot continu est une illusion. Les éditeurs ont découvert les écrivains du « boom » en un seul jour alors que certains existaient depuis quinze ans. Et il nous reste beaucoup à inventer... »

CLAUDE COUFFON.

(1) Grasset.

Le cinquième Festival de science-fiction

Questions : Qui peut rassembler des écrivains américains, anglais, français, des cinéastes, des éditeurs, des journalistes, sous les lambris dorés de l'hôtel de ville de Metz, et les amener à débattre férocement des rapports entre capitalisme et culture, le tout sous l'égide paternelle d'une municipalité centriste ?

Qui peut rassembler ces mêmes personnes dans les murs rénovés d'un cloître ancien, et les faire se réconcilier sous des flots de champagne ?

A ces deux questions, une seule réponse : le cinquième Festival de science-fiction. Bertrand Tavernier (pour son film *Mort en direct*) côtoie à la cinémathèque le grand humoriste et moraliste américain Robert Sheckley, alors que le jeune Berthelot, auteur primé d'un roman (*la Lune noire d'Orion*, chez Calmann-Lévy) qui concilie homosexualité et exploration galactique, part examiner à la bibliothèque municipale (elle s'appelle ici médiathèque), les villes néo-piranésiennes du peintre Criton et les machines roses de Mahé.

Le Texan John Varley, lauréat du prix Apollo (pour le recueil de nouvelles *Persistance de la vision*, paru chez Denoël), participe sagement à toutes les manifestations, pendant que l'ineffable Ellison, pape de la nouvelle vague S.F. des années 60, joue torse nu au billard dans le bar de l'hôtel. *Rien de surprenant à cette affluence d'outre-Atlantique* puisque, comme le souligne l'auteur Robert Silverberg également présent : *« Les auteurs anglo-saxons de S.F. sont probablement les meilleurs du monde, mais les amateurs français sont les plus intelligents. »*

La S.F. est, paraît-il, un ghetto littéraire. Pourtant, peu de manifestations culturelles sont aussi cosmopolites et ouvertes sur le monde contemporain.

ALEXIS LECAYE.

Segalen : la fin du pré-texte

Mort il y a plus de soixante ans, Victor Segalen est un auteur qui se porte bien. C'est à qui parlera de l'ethnologue des *Immémoriaux* ou de l'archéologue de la *Grande Statuaire*, à qui pillera René Leys ou mettra à sac *Stèles* et *Peintures*.

Le colloque conçu par Eliane Formentelli aurait pu n'être qu'un prétexte. Par bonheur, le livre qui en est tiré (1) ne l'est pas. Pour deux raisons. La première, c'est que le poète est enfin salué comme il le mérite. Et en des termes qui soulignent l'originalité de son entreprise : c'est le découvreur de l'autre, de soi à travers l'autre, qui passe aujourd'hui au premier plan, sous les différents éclairages proposés.

La seconde raison est que par cet hommage, Segalen est rendu à son espace. Un espace divers, mais où la Chine constitue, plutôt qu'un « détour », un immense continent incontournable. A cet égard, la communication de François Cheng, qui s'inspire notamment des *Lettres*, ainsi que de *Briques et Tuiles*, fournit une ouverture capitale, aussi bien pour les sinologues que pour les profanes. Dans ce monde segalénien, les « têtes noires » sont étrangement absentes, bien que l'auteur les ait longtemps côtoyées, mais la terre jaune, ce rouleau interminable sous les pas du voyageur, est enfin là, au cœur du texte.

Reste l'homme. Longtemps entouré de mystère, Victor Segalen sera mieux connu lorsque sa correspondance sera éditée. Pour l'œuvre, tous les manuscrits sur lesquels Henry Bouillier a longtemps travaillé seront bientôt publiés, tels les admirables *Feuilles de route*, dont le dernier cahier, *le Voyage au pays du réel*, fait l'objet d'une parution séparée du *Nouveau Commerce* (2). Là encore, si l'on peut dire, le pré-texte fait enfin place au texte. C'est un événement important, qui devrait permettre la mise en chantier d'études plus originales encore que celles que l'œuvre a déjà suscitées. Dans l'élégant volume de l'Asiathèque, plusieurs fragments inédits sont ainsi habilement insérés.

PAUL BADY.

(1) *Regard, Espaces, Signes*, L'Asiathèque, 1979, 239 pages (textes de Pierre Emmanuel, Gérard Macé, Jean Roudaut, Henry Bouillier, Vadime Elisseeff, François Cheng, Giorgio Agamben, Eliane Formentelli, Henri Lavondès, Daniel Bougnoux, Kenneth White, Diane de Margerie).

(2) *Le Nouveau Commerce*, 1980, 77 pages. Les précédents avaient paru dans les numéros 41 (automne 1978), et 44 (automne 1979) ; l'avant-dernier, dans le numéro 45-46 (printemps 1980).

vient de paraître

Romans

PIERRE GRIPARI : *le Conte de Paris*. — Un roman pseudo-arthurien, qui se présente comme une adaptation en prose des chroniques en vieux langage breton, où se télescopent le roi Arthur, la reine Geneviève, Gauvain, Lancelot, mais aussi Veysse, le Hollandais volant et Sadko de Novgorod. (L'Age d'homme, 192 p.)

JEAN ROUSSELOT : *Une pie sur un tambour*. — Une autobiographie à la fois véritable et imaginaire d'un poète, également romancier, qui, perdu dans Milan, vit une aventure étrange. (Albin Michel, 220 p.)

JACQUES STERNBERG : *Suite pour Evelyne Sweet Evelyn*. — Un roman d'amour enfiévré et délirant que l'auteur, passionné de voile, achève par un dessalage. (Albin Michel, 300 p.)

LOUIS GARDEL : *Fort Saganne*. — Epopée lyrique saharienne qui retrace les exploits d'un « bâtisseur d'empire » à la veille de la guerre de 1914. (Seuil, 318 p.)

ANDRE STIL : *le Médecin de charme*. — Un « homme de l'art » dans une petite ville du Nord face à la mort des autres. (Grasset, 240 p.)

BEATRIX BECK : *Devancer la nuit*. — Les relations tumultueuses entre une jeune femme pleine d'ardeur et un garçon suicidaire. (Grasset, 168 p.)

Texte

HELENE CIXOUS : *Illa*. — Constellation de femmes, mères, filles observées, enfermées, dans une écriture précieuse. (Des femmes, 216 p.)

Nouvelles

J.-F. LAGUIONIE : *les Puces de sable*. — Un recueil de nouvelles tendres et drôles que l'auteur (et metteur en scène) de *la Traversée de l'Atlantique à la rame* a écrites pour « petits et grands ». (Ed. Léon Faure, coll. « Les enfants peuvent lire aussi », 164 p.)

Lettres étrangères

BORISLAV STANKOVIC : *le Sang impur*. — En Serbie du Sud, le déclin parallèle de la ville historique déchue et de la jeune fille éclatante qui se dessèche et se flétrit, par un des grands prosateurs serbes du début du siècle. Traduit du serbo-croate par Marcelle Cheymol - Vonkassovitch. (L'Age d'homme, 260 p.)

Métropole. — Œuvre collective de vingt-deux auteurs soviétiques, célèbres ou non, poètes et prosateurs, réunissant des textes refusés par la censure. Un événement dans les lettres russes, qui ne se veut ni dissident ni politique. Littéraire. Traduit du russe par une équipe sous la direction de Lily Denis, pour la prose, d'Efim Etkind et Léon Robel pour la poésie. (Gallimard, 524 p.)

KATE MILLETT : *la Cave*. — Méditations de la féministe américaine sur un sacrifice humain, celui d'une jeune fille de seize ans commis en 1965 à Indianapolis. Traduit de l'anglais par Elizabeth Gille. (Stock, 440 p.)

ALEXANDRE SOLJENITSYNE : *l'Erreur de l'Occident*. — Dans deux articles publiés aux Etats-Unis, l'auteur de *l'Archipel du Goulag* explique qu'à « la veille d'une bataille planétaire entre le communisme mondial et le principe d'humanité », l'Occident, sous peine de se perdre, doit s'allier aux peuples asservis et non pas rechercher « l'alliance des ennemis ». (Grasset, « Figures », 126 p.)

Essai

MAURICE NADEAU : *Gustave Flaubert, écrivain*. — Une étude sérieuse et perspicace sur un « écrivain exemplaire ». Réédition d'un ouvrage, épuisé en librairie, qui avait obtenu le prix de la Critique littéraire en 1969. (Les Lettres nouvelles - Maurice Nadeau, 288 p.)

ANTOINE COMPAGNON : *Nous, Michel de Montaigne*. — Montaigne prononce à trois reprises son prénom dans *les Essais*. Une étude sur le nom d'auteur. (Seuil, 238 p.)

Témoignages

LUC ROSENZWEIG : *la Jeune France juive*. — Au long de conversations avec des juifs d'aujourd'hui, nés depuis la guerre, une affirmation se fait jour : les juifs n'existent pas seulement parce qu'il y a des antisémites. (Editions Libres Halliers coll. « Illustrations », 192 p.)

Polémique

SERGE THION : *Vérité historique ou vérité politique (le dossier de l'affaire Faurisson, la question des chambres à gaz)*. — Succédant à une déjà longue polémique, un livre qui remet en cause l'existence des chambres à gaz. (La Vieille Taupe, 352 p.)

Histoire

ROSA MEYER-LEVINE : *Vie et mort d'un révolutionnaire*. — L'histoire vécue de la révolution bavaroise à travers la biographie — écrite par sa femme — d'Eugen Leviné, révolutionnaire communiste condamné à mort et exécuté en juin 1919. Traduit de l'allemand par J.-J. Pollet et Claude Sebisch, introduction et notes de Lionel Richard. (François Maspero, « Actes et mémoires du peuple », 336 p.)

JEAN ELLENSTEIN : *Histoire du communisme*, 1917-1945. — Ouvrage remarquable par son iconographie et par la mise en pages de Didier Chapelot, proche de celle de certains livres du sociologue américain Marshall Mac Luhan. (Jannink, 157 p.)

Mémoires

JACQUES PERRET : *Un marché aux puces*. — L'auteur égrène ses souvenirs comme un brocanteur étale ses meubles et ses bibelots personnels. Une suite à *Raison de famille*. (Julliard, 192 p.)

en poche

Nerval et l'Orient

« JE suis l'autre », écrit pathétiquement Nerval sous un portrait de lui exécuté par le graveur Gervais. Est-ce son identité morcelée qu'il cherche à travers tant de contrées ? Une de ses métamorphoses se produit au Caire, où, coiffé et vêtu en autochtone, il joue de s'« *être fait sous tous les rapports un citoyen de cette ville, ce qui est le seul moyen sans nul doute de la comprendre et de l'aimer* ». Tel est le ton du *Voyage en Orient*.

Accompli en 1843, ce périple d'une année fait du poète un « voyageur feuilletoniste », qui se place sous le patronage du capitaine Cook pour l'accumulation des détails saisis sur le vif et sous celui de Sterne et de Casanova pour « *les impressions sentimentales* » : l'amant d'Aurélia pénètre les paysages en captant le regard des femmes, dont l'âme reflète celle des lieux. La flânerie est une quête, « *la patience était la plus grande vertu des initiés antiques* », et, lorsque le voyageur suit un mariage copte ou explore les pyramides, le souci du pittoresque est moindre que le goût profond « *des énigmes et des mystères* ».

Avant l'édition définitive de 1851, le *Voyage en Orient* parut en fragments dans divers revues. Ce reportage, qui répondait à des préoccupations pécuniaires, orchestre les thèmes majeurs de l'œuvre à venir et révèle en outre, mêlé aux hantises de la métempsychose, l'humour d'un homme qu'enthousiasme la miraculeuse coïncidence de la culture et de l'aventure ; telle sa découverte de la Grèce : « *Je l'ai vue ainsi, je l'ai vue : ma journée a commencé comme un chant d'Homère !* »

A l'heure du tourisme massif et pressé, on trouvera précieuse cette évocation concrète et magique et l'on n'oubliera plus la voix nostalgique, interrogeant : « *Cela appartenait-il au songe ou à la vie ?* »

SERGE KOSTER.

★ VOYAGE EN ORIENT, de Gérard de Nerval, Garnier-Flammarion. Texte présenté et annoté par Michel Jeanneret, 2 vol., 407 et 380 pages. Environ 10 francs chaque volume.

— Parmi des rééditions : *Voltaire*, par Jean Orieux (Le Livre de poche) ; les essais de Ivan Illich, *Une société sans école* (Le Seuil, « Points »), et de Ronald D. Laing, *la Politique de l'expérience* (Stock, « Plus ») ; le récit de Pierre Guyotat, *Tombeau pour cinq cent mille soldats* (« L'Imaginaire », Gallimard).

en bref

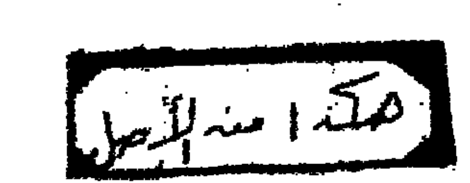
● LE DEUX CENTIEME ANNIVERSAIRE DE LA NAISSANCE DE CHARLES NODIER donne l'occasion à l'université de Besançon, à la Société des études romantiques et à la Société d'histoire littéraire de la France d'organiser un colloque les 28, 29 et 3[?] mai, à Besançon. Les divers aspects de l'artiste et de son œuvre seront abordés par des universitaires français et étrangers.

● DES JOURNEES INTERNATIONALES DE L'EDITION REGIONALE, dont l'objectif est de créer de nouveaux rapports entre auteurs, éditeurs et lecteurs, sont organisées les 17 et 18 mai par la commune de Gravelines, avec le concours de l'Office culturel régional Nord-Pas-de-Calais. Renseignements à l'ADESC, 59820 Gravelines.

● A LIEGE, une soirée de lecture de poésie par leurs auteurs, intitulée « La nuit parcourt le ciel », a lieu le 16 mai dans un lieu inhabituel : le charbonnage récemment désaffecté d'Argenteau, à Blégny-Trembleur, au niveau — 234 mètres.

Les lectures commenceront à 22 heures et seront suivies d'un concert des groupes Baba Cool et les Tueurs de la Lune de miel. L'ensemble de la soirée sera filmé par la R.T.B.F. (Réservations : 041-88-18-34.)

● CLAUDE VIGEE, l'auteur de « la Lune d'hiver », lira des poèmes au Centre Pompidou, le mercredi 21 mai, à 19 heures.



festival

Les problèmes du livre au centre des six jours de Nice

● ***Un climat d'ennui et de résignation.***

LE XIIᵉ Festival international du livre de Nice s'est déroulé du 9 au 14 mai, au palais des expositions, dans une climat d'ennui et de résignation. D'ennui, parce que le public ne se pressa guère aux abords des stands, dont certains, il est vrai, ne présentaient que de lointaines analogies avec le livre, et parce que la plupart des grands éditeurs de littérature générale brillèrent par leur absence. La présence de Hachette, qui avait réuni tous ses éditeurs sur un seul stand, fit plutôt l'effet d'un « coup de chapeau » au Festival et d'une illustration de la puissance du groupe que d'une active participation.

Un climat de résignation aussi, tant la création d'un Salon du livre, sous l'égide du Syndicat national de l'édition, envisagée pour le mois de mai 1981, à Paris, a paru confirmer le déclin du Festival.

Pourtant, lors de l'inauguration, M. Jacques Médecin, maire de la ville, accompagné, notamment, de M. Pierre Vandevoorde, nouveau directeur du livre au ministère de la culture et de la communication, et de M. Marc Blancpain, commissaire général du Festival, avait souligné (1) son attachement à cette manifestation, dont il loua l'effort de renouvellement et qu'il présenta comme un exemple de décentralisation.

Malgré l'appui financier constant de la municipalité, il faut bien constater que, après les deux années de « bouderie » manifestée par de grandes maisons « parisiennes », la stature internationale du Festival s'est effritée au profit de ses ambitions régionales. Les rivalités politiques, entre Paris et Nice, mises en avant ici et là, ont moins pesé dans la décision des grands éditeurs que le coût d'une opération promotionnelle dont ils ne saisissaient plus très bien les objectifs.

Les écrivains de renom ont été moins nombreux à se déplacer cette année. On n'en remarqua que plus la présence des académiciens Goncourt qui étaient venus là pour décerner leur Bourse de la nouvelle.

L'effort de renouvellement du Festival, on le remarqua en particulier au niveau de l'exposition consacrée à Albert Camus. Le stand avait été placé, cette fois, dans un lieu bien visible du public et, à travers les livres, les revues édités en Algérie et en France, la presse, les photographies, la correspondance, on pouvait suivre Camus tout au long de sa vie. Citons aussi l'intéressant colloque consacré à la création littéraire chez Buzzati, qui fut l'objet de diverses explorations, toutes enrichissantes, bien qu'elles n'échappèrent pas toujours à une certaine pesanteur universitaire.

Mais l'effort des organisateurs porta essentiellement sur des débats consacrés aux problèmes du livre. Beaucoup de libraires français et étrangers avaient été invités pour l'occasion, et il est dommage que les éditeurs ne soient pas venus plus nombreux car trop de questions restèrent sans réponse.

Le rapport de M. de Calan

Le rapport le plus attendu était celui de M. Pierre de Calan sur les conséquences, pour l'ensemble de la profession, de l'arrêté Monory « libérant » le prix du livre. M. de Calan (2) nota une « désorganisation totale » du marché et une profonde inquiétude chez la plupart de ceux qui œuvrent au livre : l'arrêté de M. Monory a été une « erreur », mais il pourrait toutefois constituer une « heureuse faute », si le gouvernement définissait une véritable politique du livre en prenant une série de « mesures complémentaires ou rectificatives ». Ces observations, exprimées pourtant très prudemment par un partisan fervent du libéralisme, soulevèrent dans la salle l'irritation des libraires convaincus des vertus du prix net. M. Jean-Baptiste Daelman, ancien président de la Fédération française des syndicats de libraires, en particulier, qualifia le rapport de M. de Calan de « conversation au coin du feu ». M. Louis Cêtre, de la toute récente Union des libraires de France, fit au contraire l'éloge du prix imposé. En fait, le débat paraissait tranché dans la mesure où chacun connaissait les résultats d'un sondage du *Point*, avant même la parution de l'hebdomadaire, sondage qui montre l'hostilité de 80 % de vendeurs de livres à l'arrêté Monory, confirmant ainsi les conclusions de précédentes enquêtes. Dans le climat de passion qui prévaut actuellement, l'appel de M. de Calan pour que « *tous les professionnels unissent leur compétence et leurs forces* » convainquit tout le monde sans que personne ne change de position. Armand Lanoux, président du Conseil permanent des écrivains, rappela avec raison que, dans cette affaire, les auteurs avaient été oubliés. « *L'extrême pointe de la culture est mise en péril,* conclut-il, *et il est déjà trop tard, le coup a été porté.* »

BERNARD ALLIOT.

(Lire en page 12 notre compte rendu du débat à la télévision sur le prix des livres.)

(1) Le propos du maire de la ville fut quelque peu couvert par l'irruption bruyante d'une centaine d'étudiants. En grève depuis le début de mars, ces étudiants de la faculté des lettres de la ville, équipés d'un mégaphone, protestèrent vivement contre la fermeture de la section des sciences et techniques des activités physiques et sportives de Nice (STAPS) et scandèrent des slogans en faveur de leurs camarades étrangers d'Afrique noire, soumis, selon eux, à des mesures discriminatoires.

(2) M. de Calan créa un incident en prononçant d'une manière bien particulière le nom de M. Cohn-Bendit. L'écrivain Robert Sabatier et l'éditeur Jean-Pierre Ramsay protestèrent vigoureusement, avec l'approbation de l'assistance. L'incident fut clos après que le rapporteur eut affirmé sa bonne foi. M. de Calan croyait-il faire de l'esprit ?

Le palmarès

● Le Grand Aigle d'or de la ville de Nice (30 000 F) a été remis à l'écrivain yougoslave Danilo Kis, pour l'ensemble de son œuvre (*le Monde du 29 mars*).

● L'Aigle d'or de l'édition régionale a été attribué à Alain Sebe, pour son album *Tagoulmoust, les gens du voile* (Editions Alain Sebe).

● Les Aiglons, qui récompensent des auteurs de livres pour la jeunesse, ont été attribués à Evelyne Brisou-Pelen (Aiglon d'or), pour *le Mystère de la nuit des pierres* (Editions Amitiés), à Claude Klotz et Gilles Bachelet (Aiglon d'argent), pour *Drôle de samedi soir* (Hachette), et à Jacques Dourdic et François Davot (Aiglon de bronze), pour *le Coup de pied* (Père Castor-Flammarion).

● L'académie Goncourt a décerné sa bourse de la Nouvelle à Guy Lagorce, pour *les Héroïques* (Julliard).

● Le concours organisé par FR 3 et le Festival a été remporté par Viviane Fournier (premier prix) et par Christian Da Silva et Casimir Prat (deuxième prix ex aequo).

● Le prix France-Culture a été décerné à Claude Ollier, pour son livre intitulé *Marrakch Medine* (Textes Flammarion).

● Les prix Georges-Pompidou, qui honorent des ouvrages « *témoignant excellemment de la science et de la pensée d'expression française* », ont été remis à René Lasserre, pour *la France contemporaine - Table bibliographique et thématique* (Niemeyer-PUF), à F. Cabanne et J.-L. Bonenfant, pour l'ouvrage collectif dû à des chercheurs canadiens et français, *Anatomie pathologique* (Maloine, Québec), à Fernand Braudel, pour *Capitalisme et société, seizième et dix-huitième siècles* (A. Colin), et à Maurice Guernier, pour *Tiers-monde, trois quarts du monde* (Dunod).

portrait

JOSEPH BREITBACH

● ***Un « Européen » véritable.***

CÉLÈBRE en Allemagne, ignoré en France, Joseph Breitbach, qui est mort discrètement vendredi 9 mai à Munich (voir *le Monde* daté 11-12 mai), a toute sa vie ignoré les frontières. Toutes les frontières : celles des nations, celles des règles qu'on dit de bienséance, celles de l'opportunité idéologique, celles du respect des genres littéraires, comme celles du goût qu'on dit « bon ». Parti en guerre contre les tartufes en tout genre, dès sa jeunesse, il ne pouvait pas espérer y gagner la popularité ; et il avait cette notion en horreur. Pourtant, il y a beaucoup à parler que, puisque le voici maintenant disparu, on trouve prémonitoire et éclairante une œuvre mêlant intimement la littérature et la politique, s'interrogeant sans relâche sur l'inévitable imbrication de la France et de l'Allemagne, et jouant un rôle actif dans les relations culturelles avec les pays germaniques.

Position difficile, incongrue, ambiguë que celle de cet homme fortuné, franco-allemand par naissance et par inclination, produit de deux cultures, naturellement bilingue, considéré en France comme un écrivain germanique et en Allemagne comme le plus fameux écrivain français de langue allemande depuis l'Alsacien René Schickelé. Volubile et chaleureux, généreux et curieux de tout, pétillant d'ironie, cet Européen véritable aimait déranger, réunissant dans son appartement, face aux jardins du lycée Henri-IV, les gens les plus divers. Depuis une douzaine d'années, il s'était fait plus rare et partageait son temps entre Munich et Paris.

Issu d'une famille de la Lorraine annexée établie en Rhénanie, Joseph Breitbach était né à Coblence en 1903 et avait reçu une formation scolaire allemande. En 1920, ce bourgeois avait adhéré au parti communiste pour des raisons qui tenaient sans doute moins à la lutte des classes qu'à la politique proprement dite, pour protester contre le traité de Versailles ; il rendra sa carte neuf ans plus tard, à la suite d'un voyage en U.R.S.S., déçu non pas par la réalité soviétique, mais par le mensonge masquant la réalité. Bizarrement, c'est à Moscou qu'est publié, en 1928, le premier récit de Joseph Breitbach, *le Liftier amoureux*, une chronique de la vie quotidienne des employés des grands magasins, dont le manuscrit avait été remarqué par l'ambassadeur soviétique à Prague (*le Liftier amoureux* dut attendre vingt ans pour paraître en France !).

En 1928, il s'installe à Paris où il devient un des familiers de la *Nouvelle revue française*, avec laquelle il était en contact depuis 1921 ; une durable amitié le liera à Jean Schlumberger, à qui il dédiera, en 1962, son meilleur roman, *Rapport sur Bruno*, qu'il écrira successivement en allemand, puis en français.

En 1935, son premier ouvrage publié en France, chez Gallimard, *Rival et Rivale*, fait quelque bruit : il met aux prises, dans la Coblence de 1918 occupée par les troupes américaines, un homme et une femme qui se disputent le même être. En 1941, il expérimente une fois de plus les inconvénients de son ambiguïté nationale : condamné à mort par contumace par les Allemands pour n'avoir pas voulu revêtir l'uniforme nazi, il voit saisir ses biens par la Gestapo en même temps que disparaître le manuscrit d'un grand roman, *Clément*, dont il nous reste cependant le premier chapitre, sauvé par une prépublication en Suisse dans une revue que dirigeait alors Thomas Mann (et publié chez Seghers en 1958). En 1965, la version française qu'il a donnée de *Rapport sur Bruno* lui vaut le prix Combat, juste récompense pour ce roman, beau et complexe, à la fois observation des mœurs politiques et étude psychologique de l'ambitieux.

Il s'intéressait également beaucoup au théâtre et avait écrit plusieurs comédies dont le ton sarcastique et parodique ainsi que le pessimisme déplurent parfois à l'intelligentsia : *la Jubilaire*, jouée en 1960 au Théâtre Hébertot ; *Requiem pour l'Eglise*, monté aux Etats-Unis et en Allemagne ; *Derrière le rideau*, satire d'un grand écrivain communiste, montée en 1968 à la Renaissance. Son dernier roman, *le Bidet bleu*, publié en Allemagne en 1978, n'a pas encore paru en France.

NICOLE ZAND.

correspondance

A propos d'Henry Dunant

A la suite de l'article de Maurice Maschino — L'autre face d'Henry Dunant — consacré au livre de Jacques Pous, *Henry Dunant l'Algérien* (Ed. Grounauer, Genève. Diffusion Fédérap. Voir *le Monde des livres* du 3 mai), nous avons reçu une lettre de M. Paul de La Pradelle sur le fondateur de la Croix-Rouge :

Cantonné à la période bancaire et « coloniale » de son expédition d'Algérie, le comportement en affaires de Dunant aurait-il véritablement révélé en lui le représentant exemplaire d'une époque, d'une cité et d'un milieu entièrement voués aux affaires, sans préoccupation d'ordre social et humanitaire ?

Dans un parallèle entre Florence Nightingale et Henry Dunant, l'historien Pierre Boissier écrivait (1) : « Il part pour l'Algérie, où la banque qui l'occupe a des intérêts dans une colonie agricole à Sétif. Et voilà la rupture ; Dunant n'admet pas la manière dont on use et abuse de la main-d'œuvre indigène. Très vite des scènes violentes l'opposent au directeur de Sétif. Il reprend sa liberté et décide d'avoir son propre domaine agricole. Il proclame que, chez lui, les indigènes seront heureux et bien payés... Les autres colons, le gouvernement militaire, ont immédiatement compris que ce trublion allait gâcher le marché du travail. Un tel homme ne pouvait pas, ne devait pas réussir... Les bureaux d'Alger et, à Paris, les ministères continuent à faire bloc contre lui et à lui refuser ses terres à blé et son eau. Que faire ? Il ne reste plus qu'une solution : s'adresser à l'autorité suprême, à Napoléon III lui-même... Qui guerroie contre l'Autriche, en Lombardie. »

La suite est connue. Dunant, à la recherche de l'empereur, ne pourra pas le rencontrer. Mais, au soir du 24 juin 1859, le destin lui aura donné rendez-vous au bourg de Castiglione, avec la masse, abandonnée et pitoyable, des blessés des champs de bataille de Solferino. Pendant huit jours Dunant y crée et anime les premières équipes du système, entièrement bénévole, des sociétés volontaires de secours aux blessés et malades militaires dont il sera l'inventeur et le fondateur.

Nous sommes loin de la tournée d'affaires que suggère la mention cursive d' « un voyage lucratif en Italie où vient d'avoir lieu la bataille de Solferino » et du simple « nettoyage d'un champ de bataille » aux fins de remettre à pied d'œuvre des combattants ou des ouvriers.

(1) Revue internationale de la Croix-Rouge, mai 1973, n° 653.

poésie

LES CONTEMPLATIONS DE LORAND GASPAR

LORAND GASPAR est de ces poètes, discrets et rares, qui prennent sans cesse le pouls de la Terre, pour en tirer une façon de morale. Venu d'Europe centrale, il a longtemps vécu dans la partie arabe de Jérusalem : des recueils comme *Sol absolu, Gisements* et *le Quatrième Etat de la matière* traduisent un contact intime avec le sable, donc la mouvance, ou la pierre, donc la durée. Comprendre les éléments le conduit à comprendre les hommes, surtout en ces lieux de dispute où les rapports ne sont jamais définis de manière sûre.

Depuis quelques années, Lorand Gaspar exerce son métier de chirurgien dans un grand hôpital de Tunis. Il lui arrive de contempler, avec un constant recul philosophique, des paysages qui très vite prennent valeur de symboles. Son dernier livre, *Egée suivi de Judée*, composé de poèmes proprement dits et de proses lyriques de la plus belle eau, se fait l'écho de toutes les interrogations et de tous les éblouissements de deux régions aux charges sentimentales contradictoires.

Ainsi, dans les îles grecques, il se trouve en présence d'un devoir impérieux de sérénité et d'ordre, dicté par la découverte d'une dimension spirituelle : « *Là où le feu de plein vent, écrit-il, rencontre le feu qui jaillit il y a eu ce signe du Dieu* » En face de cet « holocauste du bleu » et de ces « pudeurs d'abîme », le paysage de Judée, par contraste, se gonfle de menaces et de violences : là tout n'est que déséquilibre des éléments sous l'apparence de l'éternité.

Lorand Gaspar écrit encore : « *Soudain, le printemps sur le pays nu. Je ne l'avais jamais vu aussi véhément, aussi barbare. Cavalerie d'Asie, le ventre des chevaux blanchi de sueur...* » Rien ne résume mieux les paysages pensifs — ou penseurs — de Lorand Gaspar que ces lignes d'intériorité inquiète et superbement tendue :

Notre île
Nous l'avons bâtie
Sous l'arrogance des vents.
Nous l'avons
Rocher par rocher
Dérobée au tumulte.
Dans ces failles, ces figures
Patiemment nommées,
Chaque jour remonte l'effroi.

ALAIN BOSQUET.

★ EGÉE SUIVI DE JUDÉE, de Lorand Gaspar. Gallimard, 164 pages. Environ 49 F.

histoire littéraire

Les métaphores de Paris

● ***Dans les œuvres « fin de siècle ».***

LE dix-neuvième siècle, lourd de ses illusions, trouve sa fin dans l'effondrement du Second Empire et dans la répression féroce des Communards. Nous sommes en 1870 et 1871 : un monde se termine, un autre hésite à naître. La capitale s'enfonce dans la mythologie. C'est cette histoire étrange que nous conte, par images et analyses de textes, Marie-Claire Bancquart dans *Images littéraires du Paris « fin de siècle »*.

Lorsque l'on parle « fin de siècle », on songe aussitôt aux décadents et à ces dandys mauves et noirs, du type Jean de Tinan. A vrai dire, tout ici se mélange, se contredit, s'épouse et se repousse. En 1900, Charles Péguy publie sa première *Jeanne d'Arc* (1), œuvre farouchement socialiste. Mais c'est également l'année qui voit paraître *Aphrodite*, de Pierre Louÿs, Valéry a déjà publié *Monsieur Teste* ; et Gide, *Paludes* : deux textes qui inaugurent l'« ère du soupçon » ! Et Claudel, après *Tête d'Or*, a déjà livré les deux versions de *la Ville*.

Le choix de Marie-Claire Bancquart, Paris comme projection mythique, est le bon. En anticipant un peu, comme l'auteur le fait en prologue, les lignes du tableau se mettent en place, et s'ordonnent *poétiquement*. Il s'agit de partir du fameux *Paris-Guide*, catalogue de l'exposition universelle de 1867, où les grandes idées, déjà faillies, du dix-neuvième siècle s'exprimèrent une dernière fois par la dernière rencontre de Michelet et de Victor Hugo — et de suivre à la trace les meurtrissures de la cité et les rêveries qui en naquirent jusque chez les auteurs les plus troubles et les plus troublants de la Belle Epoque.

Ils sont tous là, fidèles au rendez-vous : Guy de Maupassant, Joris-Karl Huysmans, Francis Poictevin, Jean Lorrain, mais également les frères Goncourt avec les frères Rosny, et Gourmont, et Péladan, et Dujardin. Avec, dessus, constructeur d'une cathédrale, Emile Zola. Tous, ils regardent la ville. Tous, ils l'interrogent. De cette interrogation fondamentale, « organique », naîtront les inquiétudes actuelles.

Ce que montre Marie-Claire Bancquart, dans cette très fine et décisive approche du phénomène « fin de siècle », c'est *aussi* à quel point cette période nous concerne. A quel point notre temps est analogue à ce temps-là. Au fond : comment le Paris de notre immobilier, défiguré et cependant prometteur, ressemble à ce Paris mutilé par les travaux d'Haussmann et le drame de la Commune.

Paris est, le livre de Marie-Claire Bancquart le démontre, la capitale de la *littérature* (non pas, que l'on me comprenne bien : des littérateurs). Ce livre-ci, jouant des images et des textes, nous offre le visage de ses vrais créateurs : les écrivains. — H. J.

★ IMAGES LITTÉRAIRES DU PARIS « FIN DE SIÈCLE », par Marie-Claire Bancquart, 260 pages, 120 illustrations. Editions de la Différence. Environ 139 F.

(1) *Ce texte admirable vient d'être impeccablement reproduit dans sa graphie d'origine en tête de la réédition des Cahiers de la Quinzaine entreprise par Slatkine* (diffusion Honoré Champion).

La réflexion de Guéhenno

● ***Dans ses textes des années 30.***

ON a bien fait de réunir ces textes de la jeune maturité de Guéhenno : nous avons là, « entre le passé et l'avenir », l'abrégé d'une pensée et de vingt livres.

La période retenue — de 1929 à 1935 — correspond aux sept années où Guéhenno anima la revue *Europe* pour y garder la leçon de Romain Rolland.

Guéhenno est un révolutionnaire si pur qu'il ne sépare jamais la révolution de la paix, de la non-violence. Il n'a pas assez d'ironie vengeresse à l'égard de l'« héritage » et des « héritiers » (comme Barrès), mais il aurait eu horreur des « révolutions culturelles ». Table rase, mais de ce qui est mauvais. C'est déjà beaucoup. Il admire (en 1935) la révolution russe, non sans la remettre à sa place : « *Elle n'est qu'un cas d'une immense, longue et patiente révolution humaniste qui est en route depuis que l'histoire de l'homme a commencé.* » Une place, on le voit, fort honorable puisqu'il écrit ce mot devenu si démodé : humaniste.

Sa pensée, il ne doute pas de la retrouver chez les siens : Jaurès (pour celui-là, c'est vrai), Marx, et même Lénine, Trotski, bien qu'il ne quitte jamais l'esprit critique. Il ne peut répudier, non plus, l'idéalisme, et persiste à voir « *naïvement dans le socialisme le plus grand mouvement idéaliste des temps modernes* ». Idéalisme et « naïveté » qui le font saluer aussi Staline au passage ; et il célèbre « *le sentiment de la dignité humaine qui anime les Républiques soviétiques* ». Le livre s'arrête juste avant que Guéhenno soit profondément ébranlé par les procès de Moscou.

A ceux des siens que nous avons nommés, il faut ajouter Barbusse ; le cadet, Malraux ; et, bien entendu, les grands ancêtres, Nietzsche et Hugo surtout ; Descartes (il est un des premiers à lui faire grand bien *en le démasquant*) ; *d'autres* encore, parmi lesquels, plus inattendu, Benjamin Constant, légitimé comme l'un des intercesseurs de la pensée européenne.

Mais pour les autres, qui lui sont vraiment *autres*, ce qui l'anime c'est encore le désir de comprendre et d'admirer. Même Barrès. Même Gide, et pourtant... *Il ne cache pas sa tendresse* pour Montherlant. Le plus grand effort, on le sent à l'égard de Péguy. « *Par quelle aberration, dans sa jeunesse, avait-il été socialiste ?* » Nous savons aujourd'hui qu'il n'avait jamais cessé de l'être, mais qu'on s'était efficacement employé à cacher ou nier cette tare.

Ce ne sont pas des portraits, mais des entretiens chaleureux, provoquant la réflexion, le débat, la profession de foi. Comme tous ceux dont il parle, même les politiques, sont des écrivains ; la littérature est toujours présente, mais toujours comme témoin de l'homme au service des hommes. Pour lui, même le romantisme « *c'est, autant que la découverte de soi, la découverte des autres* ».

La *religion de Guéhenno est* celle de l'homme... Avoir gardé jusqu'au bout cette foi intacte, il y a là quelque chose comme de la sainteté.

YVES FLORENNE.

★ ENTRE LE PASSÉ ET L'AVENIR, de Jean Guéhenno, Grasset, 288 pages. Environ 59 F.

société

PÈRE ET FILLE

● *Les débuts audacieux d'Elisabeth Mesner.*

A quarante - deux ans, Gabriel, P.-D.G. d'une agence de publicité, est sûr de lui. Il a tout ce qu'il veut : argent et femmes. Un « macho » bon teint qui ne se soucie pas des lendemains de l'amour. Au fond de lui, un seul sentiment vrai, durable ; il a pour objet sa fille, Anne.

A vingt ans, Anne est une rieuse qui cache son amertume : celle de ne pas être une femme tout à fait complète, autant dire entièrement aimée. Elle ruse avec les armes en son pouvoir : cynisme, humour, franchise sexuelle, mais elle voudrait bien se perdre au fond de ses rêves en y entraînant, Gérard, un comédien qui se dérobe.

Un soir, par fantaisie, par angoisse, Anne provoque son père. L'interdit de l'inceste est transgressé. Pour la fille, ce faux pas sera sans conséquence ; pour le père, il sera déterminant. Pour la première fois, Gabriel se découvre tel qu'il est : il ne peut plus supporter une vie de mensonges et la stérilité de son jeu de séducteur usé avant l'âge. La passion dénude autant qu'elle exalte : ici elle tuera. Cette passion coupable est au centre du premier livre d'Elisabeth Mesner, *Rêve d'inceste*, mais le thème est entrecoupé par les chassés-croisés d'êtres qui se cherchent, se prennent, se fuient, se retrouvent.

Curieux livre que ce premier roman qui irrite mais ne laisse pas indifférent. Qu'elle ait ou non étudié ces « cas » sur le terrain, Elisabeth Mesner s'interroge et interroge souvent avec justesse, « moralise » parfois avec vérité, frémit à l'occasion avec bonheur avant de tomber, hélas ! dans le délire vagino-lyrique. Une plus grande attention de la part de l'éditeur aurait évité à cette néophyte l'abus des adjectifs, les clichés, les images douteuses et des maladresses comiques.

PIERRE KYRIA.

★ RÊVE D'INCESTE, d'Elisabeth Mesner. Éditions Ramsay, 196 pages. Environ 37 F.

MONSIEUR MÈRE

● *Un roman satirique de Robert Miner, journaliste américain.*

« *C'EST pas le père qui a des problèmes, ici. C'est la mère. Toi, moi, la femme du voisin, ta mère et ma mère. Il s'agit de problèmes de mères, Cindy !... Ce dont j'ai besoin, c'est d'un mari pour m'épauler, payer les gardes d'enfants et régler quelques factures. Personne ne peut réussir à faire ça tout seul.* »

Très juste, ce cri du cœur. Quelle femme n'y souscrirait pas ? Mais ici, cette mère, c'est le père.

Matt et Cindy ont eu deux gosses. Puis Cindy a décidé de vivre sa vie, faire des études et voir le monde. Matt s'est retrouvé avec les enfants sur les bras. Il va faire avec, et apprendre quelques petites choses en chemin. Il va s'apercevoir que le « *monde ment au sujet des enfants depuis Adam et Eve et quand vous le remarquez vous êtes trop abêti, trop fier et trop déglingué pour vous en soucier et pour en parler, et c'est de cette conspiration du silence qu'on appelle la maternité que les femmes sont complices depuis la première génération* ».

La difficile expérience

Un rude voyage, la maternité. Attention ! il ne s'agit pas de baby-sitting. Matt s'occupe de ses gosses à plein temps dans une société qui n'est pas spécialement conçue à leur usage. Les gosses, c'est un marché. Ils permettent de vendre beaucoup de produits aussi sophistiqués qu'inutiles. Mais on ne peut pas dire qu'ils soient les bienvenus : « *On ne peut pas les voir. Autrefois, on voulait bien les voir mais à condition qu'ils la ferment. Mais, à présent, plus personne ne veut même les voir, ni les conducteurs d'autobus ni les patrons ni les professeurs ni les amis. Tu sais, il y a quelque chose de répugnant dans la mesquinerie d'une personne sans enfant. Ça donne une âme de philatélistes.* »

Matt va en faire la difficile expérience. C'est que les gens le trouve bizarre, ce type avec des enfants. C'est peut-être un sadique. En tout cas, ce n'est pas normal. Son cas n'est pas prévu par la loi. Une mère abandonnée touche des subsides. Pas un père. Cindy refuse d'envoyer de l'argent. Matt va donc travailler en usine.

Un bon reportage

Il va s'accrocher à cette vie de femme ordinaire qui consiste à tout faire, tout le temps, jusqu'au bout de ses forces, jusqu'aux ulcères. Le beau miracle. Les femmes le font bien. Mais on leur pardonne des ratés. Pas à un mâle-mère. Pas encore.

Ses gosses, Matt va les garder, les perdre, les aimer. Si la mère c'est d'abord celle qui supporte tout, aucun doute, Matt a droit au titre.

L'auteur, Robert Miner, travaille à *Newsweek* et au *Washington Post*. Ce livre se lit comme un bon reportage. Il en a la rapidité, et cette élégance qui permet de cacher le sérieux du propos derrière un humour constant. Ce livre est à l'heure de l'Amérique d'aujourd'hui, avec son incroyable décontraction envers le quotidien, le sexe, entre autres. Une écriture acide et alerte, remarquablement rendue par la traduction de Philippe Mikriammos, fait tout passer.

Une leçon de style.

CLAUDE COURCHAY.

★ LES ENFANTS VONT BIEN, MERCI, de Robert Miner. Balland, 288 pages. Environ 66 francs.

UNE AFFECTION DIFFICILE

DANS sa *Lettre d'un père à son fils*, Henry de Montherlant expliquait que si, juré, il entendait un père répondre à la question : « Pourquoi avez-vous tué votre fils ? » — « Parce qu'il était devenu un voyou », il l'acquitterait.

Cette disposition d'esprit n'est pas fréquente. Il est généralement entendu que les parents doivent, pour autant qu'ils ne soient pas « dénaturés », déborder d'affection, de tendresse, d'indulgence pour leur progéniture. « *Je suis exaspéré*, écrit le pédagogue Georges Snyders, *d'entendre l'immense majorité des parents déclarer que l'amour pour leurs enfants ne pose aucun problème : il va de soi ; il est toujours allé de soi.* » Au point qu'il lui arrive de se demander : suis-je un monstre parce que l'amour pour mes enfants ne va pas sans mal ?

Cette question, Montaigne, déjà, se la posait : il prenait le parti fort raisonnable de les aimer « s'ils le valent » et de s'en détacher « s'ils sont autres ».

Georges Snyders, en universitaire scrupuleux, recourt à l'histoire, à la psychanalyse, à la religion et au marxisme pour tenter de comprendre pourquoi « il n'est pas facile d'aimer ses enfants » (c'est le titre de son livre). Mais c'est dans son introduction au ton plus personnel que le lecteur trouvera la meilleure réponse : « *Si je suis lassé de ma femme, je peux prendre, du moins songer à prendre, celle du voisin ; mais si j'en ai assez de mon enfant, je peux, au pire, le délaisser, je ne peux pas en prendre un autre ; nous sommes enchaînés pour la vie, sans avoir évidemment jamais pu le décider en connaissance de cause — et cette carte forcée, n'est-ce pas le contraire de ce que nous avons coutume d'appeler amour ?* »

ROLAND JACCARD.

★ IL N'EST PAS FACILE D'AIMER SES ENFANTS, de Georges Snyders. Presses Universitaires de France, 291 pages. Environ 45 F.

L'amour maternel serait-il un mythe ?

(Suite de la page 13.)

Je m'explique : dans la région parisienne (par exemple) à partir des années 1660, et semblablement dans la zone lyonnaise, la grande majorité des mères de famille (nobles, bourgeoises mais aussi petites-bourgeoises et femmes d'artisans) prennent l'habitude de confier les marmots à des mamelles salariées. Le dix-huitième et le dix-neuvième siècle verront se confirmer de telles pratiques. Ces transferts de petits enfants s'effectuent dans des conditions déplorables : les « recommanderesses » qui travaillent comme intermédiaires, entre l'offre et la demande, jouent les maquerelles de l'allaitement mercenaire : elles se chargent, moyennant finances, de prendre le bébé parisien à sa mère de sang qui, bien sûr, accepte le marché ; elles le livrent, très loin de là, à quelque nourrice anonyme et souvent malsaine ; elle est sise en un village qui peut être distant de dizaines de kilomètres de la capitale. Le petit colis vivant, en cours de route, peut périr, à la suite d'une chute, sous les roues de la charrette qui le transporte, ou bien il peut geler à mort dans la hotte surpeuplée du piéton-porteur qui s'est chargé de le convoyer avec deux ou trois autres nourrissons jusqu'à la paroisse de destination finale. Arrivé enfin « à bon port », le malheureux nouveau-né ne se trouve guère mieux loti : au dix-huitième siècle, la mortalité infantile (avant l'âge d'un an) est de 16 % (un enfant sur six) chez les petits qui tètent le lait de leurs mères, mais elle monte à 25 % (un bébé sur quatre !) ou même bien davantage chez les nourrissons du sein tarifé.

Infanticide « objectif »

Elisabeth Badinter n'hésite point à parler d'infanticide « objectif » à propos des mères qui se déchargeaient ainsi sur d'autres femmes du soin d'allaiter leurs petits. Il ne s'agit pas pourtant d'infanticide *volontaire* : la mortalité infantile (énorme) sous l'Ancien Régime était du même niveau pour les derniers-nés et pour les premiers-nés. S'il y avait eu volonté parentale de tuer ces jeunes êtres, les derniers-nés, qui sont souvent les moins désirés, auraient péri en plus fort pourcentage dans leur propre catégorie, par rapport à leurs aînés.

Il demeure que les parents, en l'occurrence, se comportaient avec une sorte de légèreté criminelle. Les nourrices rurales gagnaient un peu d'argent en se chargeant de plusieurs bébés successifs dont beaucoup mouraient les uns après les autres ; elles édifiaient ensuite, grâce à leurs économies, les fameuses « *maisons de lait* » qui sont l'orgueil de nos villages bourguignons.

On s'interroge sur la motivation des génitrices, qu'on qualifierait volontiers de « mères indignes ». Dans certains cas (les « Précieuses » au dix-septième siècle), elles faisaient preuve d'une volonté paradoxale d'émancipation féminine : celle-ci se réalisait alors aux dépens des enfants ; ils étaient sacrifiés aux occupations mondaines et culturelles des mères, avec la complicité plus ou moins grognonne des maris. Ceux-ci acceptaient de voir leurs épouses déchargées de la tâche maternelle ; elles pouvaient d'autant mieux tenir un salon.

Après Jean-Jacques Rousseau

Mais comment rendre compte des mobiles qui faisaient agir au dix-huitième siècle les ouvrières en soie dans la ville de Lyon ? Elles n'avaient rien à voir avec les belles dames des hôtels particuliers de Paris et, pourtant, les bébés du prolétariat lyonnais eux aussi filaient vers les meurtrières poitrines des nourrices non maternelles, dans les montagnettes reculées du Jura ou du Beaujolais. L'explication de ce comportement bizarre est tout simple : les ouvrières en soie *calculaient*, comme des personnages de Max Weber ; elles trouvaient avantageux de se débarrasser, au moins momentanément, du fruit de leurs entrailles (de nos jours, avec l'avortement, pas tellement plus glorieux, c'est définitif) ; elles pouvaient ainsi se consacrer plus aisément au tissage de la soie, qu'elles pratiquaient aux côtés de leurs époux. L'argent qu'elles gagnaient par ce travail textile leur laissait un modeste profit, une fois payé le bas salaire des nourrices rurales qui, à 100 kilomètres de là, prenaient « soin » des enfants des canuts lyonnais.

Tout va changer (au moins dans les mentalités) à la fin du dix-huitième siècle et au dix-neuvième siècle. Jean-Jacques Rousseau n'avait rien d'un père exemplaire : il abandonna les enfants qu'il avait eus de Thérèse. Il se prononça cependant pour un retour à l'allaitement maternel et pour l'abandon des maillots qui paralysaient le corps des tout-petits. Après Jean-Jacques, les aristocrates et surtout les bourgeoises honorent le modèle de la femme héroïque, dévouée corps, sein et âme au maternage le plus concret de ses garçons et filles ; elle trouve dans les joies de la puériculture et dans les plaisirs de l'allaitement (pourtant condamnés par de rigoureux confesseurs) une forme d'épanouissement pour sa féminité spécifique. Freud renchérira : il ridiculisera la femme virile. Selon lui, elle veut se doter d'un pénis qui, par définition, n'appartient qu'au sexe d'en face.

L'espace de quelques générations...

Aujourd'hui, les réactions vont en sens inverse : la marquise de Rambouillet et ses camarades « Précieuses » sortent de leur tombe, en une inattendue résurrection. Mais voilà qu'elles sont féministes, gauchistes, sinon lesbiennes. Les dames veulent travailler, briller, s'instruire, gagner leur vie ; elles avortent et contraceptent ; elles refusent éventuellement la maternité, voire le mariage. Au terme d'une brillante étude fondée à la fois sur les évidences statistiques de la démographie historique et sur les textes littéraires de Rousseau, Balzac et quelques autres, E. Badinter conclut que l'amour maternel n'aura vécu (au dix-neuvième siècle surtout) que l'espace de quelques générations... L'amour maternel, dans le très long terme des siècles ou des millénaires, ça n'existerait donc pas en soi. L'affection paternelle va peut-être en prendre le relais. S'agirait-il, en l'occurrence, d'une nouvelle donne de cet *inexistentialisme* qu'a décrit dans un récent article Marcel Gauchet (1). J'avoue en tout cas ne pas être entièrement convaincu par la dialectique d'E. Badinter : il y a eu au cours de l'histoire modulation d'un sentiment maternel plutôt que naissance pure et simple de celui-ci, suivie d'extinction. Ce désaccord ne m'empêche pas d'admirer un livre aussi informé qu'intelligent. Il n'est pas si fréquent qu'un (e) philosophe daigne se détourner des pentes arides du concept et s'intéresse avec profondeur aux travaux modestement empiriques et quantitatifs des historiens de la mise en nourrice.

EMMANUEL LE ROY LADURIE.

★ L'AMOUR EN PLUS, d'Elisabeth Badinter, Flammarion, 375 pages. Environ 59 francs.

(1) Dans la revue *le Débat*, n° 1, 1980, p. 23, Gauchet montre que les philosophes des années 70 ont successivement *néantisé* la femme, l'homme, le rapport sexuel, la nature, la domination, l'oppression, la soumission, l'histoire, le réel, l'individu, le prolétariat ; Jean Paulhan, les gouvernés, la répression, l'Etat, l'idéologie, les animaux, le fil du temps, la politique, le pouvoir, la sexualité, la folie et *maintes autres choses*, toutes déclassées désormais par la formule désintégrante *ça n'existe pas*.

lettres étrangères

Un chardon dans l'œsophage

DANS le train de Londres à Oxford, Dolorès, quarante-cinq ans, Américaine, professeur, se réjouit de son année sabbatique, de sa liberté. Divorcée, les enfants indépendants, et plus d'aventures. Assez, les hommes ! Assez, les mariés qui ont peur d'être vus avec vous, et les jeunes qui vous ennuient. Vivent la recherche sur la Renaissance, les amitiés, le célibat, enfin !... Dans le compartiment, un homme seul lui jette le regard intense du désir... Ils se retrouvent corps à corps avant de savoir leurs noms. Victor, marié, quatre enfants, incarne le modèle américain. Un gagneur, la carrière avant tout, l'ambition est la colonne vertébrale d'un homme. Bon, se dit Dolorès, voilà mon anti-modèle : ce fut une passade plaisante... Hélas, c'est l'amour, ce « *chardon dans l'œsophage* », c'est, à nouveau, le toboggan extase-douleur. Miracle : Victor aussi reste un an en Angleterre, seul, et Londres est si près d'Oxford... Ils signent un contrat de passion à durée limitée...

Douze mois, donc, au cours desquels chacun veut être reconnu par l'autre, admis, accepté, aimé tel qu'il est. Douze mois où le monde extérieur catapulte ses imprévus. Exemple : Dolorès rejoint à Londres Victor, dont la fille aînée débarque ; ça finit bien. Chacun tente d'ignorer les abîmes de l'autre, qu'il pressent lourds à porter. Peu à peu, au gré d'incidents triviaux, le présent se lézarde et les pans d'un passé de bruit et de fureur se révèlent un à un. Victor est retenu par un dîner d'affaires. Délaissée dans la chambre d'hôtel, Dolorès se saoûle jusqu'au délire. Alors les obsessions qu'elle fuit la possèdent. Le mari, éternel adolescent, s'est suicidé pendant le divorce. C'est lui qui surgit devant elle, ou encore ce potentat de l'industrie qui, en public, feignait de ne pas la connaître... Les scènes d'ivresse, mélange dostoïevskien de grotesque et de tragique quotidien, rouvrent les blessures de Dolorès, mais aussi celles de Victor. Il tente de changer, de ne pas agir en « macho », d'être



un égal, un compagnon. Mais son histoire — qu'il jette, malgré elle, à Dolorès — pèse et le détermine. Sa femme, la mère des quatre enfants, lui reprochait, elle aussi, de lui préférer sa carrière, d'être infidèle et — pire — indifférent. Et un jour, désespérée, elle a lancé sa voiture contre un mur. Désormais Victor est lié à une infirme en fauteuil roulant, paralysée depuis la taille.

Alcool, violence, tranquillisants, guerre des sexes, hiérarchie secrète, mais inflexible, entre « gagneurs » et « perdants ». La société américaine ? La nôtre, plus feutrée, moins puritaine, aux explosions moins fortes, en est-elle si loin ? Ces femmes clamant le sérieux de leur travail, leur volonté d'être, de devenir, réclamant leur droit au plaisir, au désir, au refus, au dégoût, est-ce réservé à l'Amérique ? En nos temps romantiques déjà, Germaine de Staël face à Benjamin Constant ou Marie d'Agoult face à Liszt sanglotaient de n'être « rien » sinon des reflets, des objets. Aujourd'hui, sous des lois libérales, combien de femmes et d'hommes parviennent à l'harmonie dans leur neuve quasi-liberté ? Dolorès et Victor sont comme des buissons ardents de tragédies accumulées. Trop pleins de vie et de passion pour être des symboles : des humains plantés au bout de la difficulté d'être, simplement.

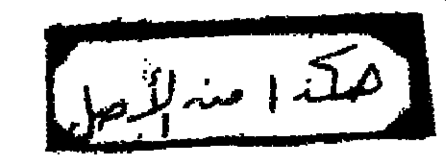
Marylin French a gagné le grand public international avec un vigoureux et décapant *Women's room* (titré malhabilement en français : *Toilettes de femmes*), roman hilarant, touchant et tonique. Dans *les Bons Sentiments*, Dolorès et Victor affrontent l'un à l'autre leurs conceptions du monde (valoriser l'être ou valoriser le vaincre ?) en discours très étirés. Autant l'aspiration à la joie malgré tout de ces deux êtres complexes, blessés et sympathiques, nous entraîne, autant la parasociologie rend un son de déjà entendu.

La romancière, dont j'aime le style, qui halète juste, a le grand art de laisser la fin en suspens... comme dans la vie. Nous abandonnons Dolorès et Victor à quatre jours de la fin de contrat. Vont-ils trancher dans cet amour vivant, gonflé de leurs aveux, de leurs faiblesses et de leurs élans ? « Quatre jours. » Nous n'en saurons pas plus. Mais qui connaît son avenir au-delà du lendemain ? Un roman convulsé de rires, de sanglots, de conflits, plein du désir de décoller de soi-même. Pavé de bons sentiments, comme nos cœurs à tous.

DOMINIQUE DESANTI.

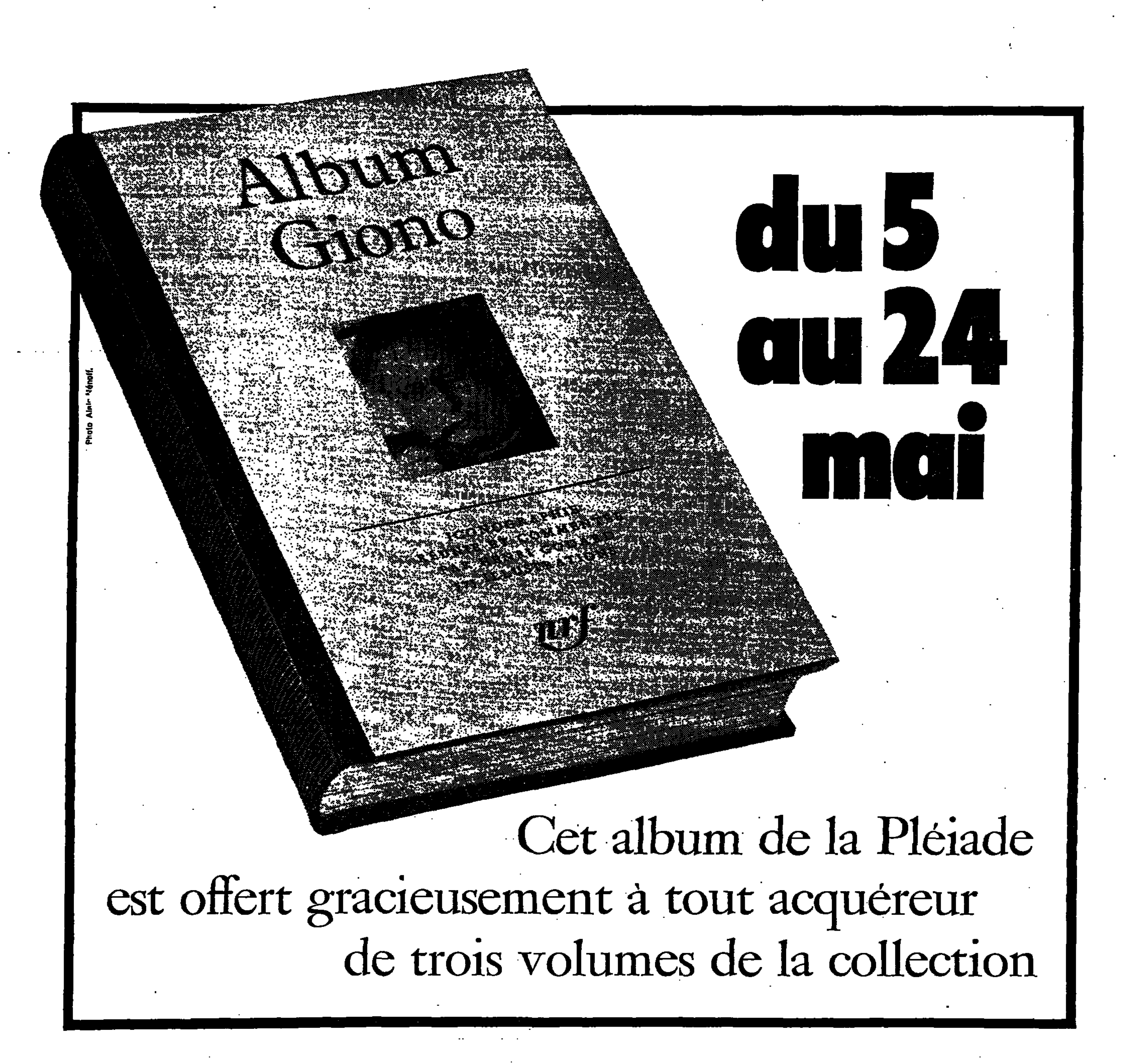
★ LES BONS SENTIMENTS, de Marylin French, 447 p. Édition L'Acropole. Environ 65 F.





L'amour maternel serait-il un mythe?

QUINZAINE DE LA PLÉIADE



Gallimard

ÉDITION

A LA TÉLÉVISION

M. Monory aime les livres...

Après l'interminable finale des vainqueurs de Coupe de football, nous eûmes droit, avec l'émission de Georges Suffert « La rage de lire », transmise en direct du Festival du livre de Nice, à un marathon. En moins d'une heure, les participants au débat sur le prix du livre durent présenter leurs positions à propos d'un problème extrêmement complexe. M. René Monory, ministre de l'économie, qui a pris un arrêté libérant le prix du livre, était convié à s'expliquer sur sa décision. L'ensemble de la profession et les organisations de consommateurs sont hostiles à cet arrêté — sauf la Fédération française des syndicats de libraires — représentée en l'occurrence par M. Christian Bon (bien qu'il ne l'ait pas précisé). En opposition à la F.F.S.L. s'est créée une Union des libraires de France favorable au prix imposé pour tous et partout, et qui en l'espace de deux mois a regroupé une représentation équivalente.

M. Monory a joué sur le velours : comment le téléspectateur pouvait-il se faire une opinion après l'avalanche de chiffres qu'il dut subir ? « J'aime les livres », *dit le ministre. Quelle autre décision aurait-il prise dans le cas contraire ? Car des libraires — sauf M. Bon, — Mme Pourcharlat, M. Stravinsky et des éditeurs présents, MM. Francis Esménard (Albin Michel), Jean-Claude Fasquelle (Grasset) et Jean-Claude Lattès (Editions Lattès), personne ne félicita M. Monory. « Des éditeurs importants » dont il ne voulut « pas dire le nom », l'avaient approuvé. A notre connaissance, seul M. Claude Gallimard était partisan du prix net. Depuis, il s'est ravisé. La situation est pourtant simple. Les plus importants libraires (sauf rares exceptions) et les grandes surfaces sont favorables à la liberté des prix. Leurs réserves financières et leurs techniques publicitaires leur permettent de céder les best-sellers et les livres de vente sûre à des prix d'appel ou proches du prix coûtant. Les autres libraires, à qui échappent des ouvrages de vente facile, sont contraints à augmenter le prix des livres de vente plus aléatoire ou d'accélérer la cadence des retours à l'éditeur. Premières victimes : les ouvrages dit « difficiles » ou non conformistes, que les éditeurs hésiteront à publier.*

M. Monory invita les libraires à établir une péréquation entre les ouvrages de vente facile et ceux qui le sont moins. Faudrait-il toutefois que les éditeurs soient sûrs et bénéficient d'influences célestes pour savoir à l'avance quels ouvrages recueilleront la faveur du public. Trop nombreux sont ceux qui croyaient tenir a priori *le gros tirage, et se sont brûlés les doigts. De plus, le rapport de forces est trop inégal entre les éditeurs dont la vente aux grandes surfaces représente jusqu'à 20 ou 25 % de leur chiffre d'affaires, tandis que les livres ne totalisent que 2 % du chiffre d'affaires pour tel ou tel groupe de supermarchés. M. Bon put mettre en avant les « critères qualitatifs », et M. Esménard répliquer que les « potentats des libraires » en bénéficiaient déjà, M. J.-C. Lattès rappeler que la Suède, qui — seule — avait adopté le prix net, avait du même coup décapité son réseau de libraires, M. Stravinsky signaler le désarroi des lecteurs en panne de prix de référence, rien ne devait infléchir M. Monory.*

« Il n'y a pas unanimité contre moi, *dit le ministre de l'économie ;* la preuve : la F.F.S.L. est d'accord avec moi. » *Il annonça la préparation d'une circulaire sur les prix d'appel. Ces pratiques,* « je suis en train de la regarder de très près », *dit-il. M. Bon, pourtant partisan de la liberté, demanda l'aide de l'administration pour la création d'un fonds commun (éditeurs-libraires) de publicité et d'un grand centre de distribution du livre pour les petits et moyens éditeurs.*

« Fervent défenseur du livre », *M. Monory réaffirma qu'il était* « ouvert au dialogue », *mais qu'il était pour* « la liberté », *et qu'il ne* « reviendrait pas sur sa décision ». *En revanche, il est prêt à discuter avec les éditeurs et les libraires des* « aménagements qui devraient être faits ».

Sur le plateau, les auteurs, les consommateurs, étaient absents.

Le ministre de la culture aussi.

BERNARD ALLIOT.

(Lire page 15 le compte rendu du Festival du livre de Nice.)

Lettre à un ministre bien discret

par ÉRIK ORSENNA (*)

et

JEAN-PIERRE RAMSAY (**)

Souvenez-vous, monsieur le ministre de la culture, un beau matin, le 1er juillet 1979, votre collègue des finances, M. René Monory, libère le prix du livre. Désormais, chacun vendra Troyat et Kafka au tarif qui lui convient. Un grand vent sain de liberté soufflera sur la France. Les meilleurs commerçants auront enfin les coudées franches. Et, traquée par la concurrence, l'inflation reculera.

Depuis, nous passons rue de Valois, sous les fenêtres de votre bureau, monsieur le ministre, et non sans compassion nous imaginons vos sautes d'humeur, l'alternance de vos regards. Tantôt vous tournez les yeux vers les jardins du Palais-Royal et, fasciné par le jet d'eau, songez : « Quelle chance est la mienne de m'être muni d'un parapluie. Monory a signé l'arrêté, l'impopularité sera pour lui. » Tantôt vous fixez Rivoli et, presque rageur sous le masque du grand commis, vous murmurez : « La querelle du livre dépend de mes services. Et si je suggérais à mon collègue des finances de ne pas s'obstiner dans ses idées fausses ? Après tout, les codes en ville aussi sont une erreur. Ne gâtons pas l'image que laisseront dans l'histoire ces années-charnières 1979-1980. »

Car le bilan de cette liberté-là, vous le savez, monsieur le ministre, n'est pas bon. En moyenne, le prix des livres n'a pas baissé. Le miracle n'a pas eu lieu. En dépit des litanies et des cierges brûlés, la divinité Concurrence ne s'est pas montrée. Absence naturelle : on ne frappait pas à la bonne porte. Pour qu'un système concurrentiel fonctionne, il faut d'abord des consommateurs avertis, alors que, au contraire, la liberté des prix a tué tout système de référence. Personne ne sait plus quelle est la vraie valeur d'un John Le Carré. S'il est cher à 50 francs ou bradé à 35. Pour chaque achat de livres, on doit passer ses week-ends à comparer, courir d'une boutique à l'autre comme s'il s'agissait de choisir une télévision couleur ou une machine à laver. On perd des heures et on brûle de l'essence. Le soir venu, une fois le livre acheté au meilleur prix, il ne reste plus de temps pour le lire. Le moteur de la concurrence, c'est l'information des consommateurs ou les loisirs dont ils disposent.

Des idées toutes faites

En d'autres termes, cette concurrence jouerait vraiment si tous les points de vente d'une ville publiaient chaque samedi dans le journal local tous leurs tarifs, et si l'on offrait l'essence pour aller se fournir au besoin dans une ville voisine, et si les patrons libéraient plus tôt leurs employés pour qu'ils puissent remplir leur rôle d'acheteurs sourcilleux, c'est-à-dire de citoyens-consommateurs, agents privilégiés de la lutte contre l'inflation. En supprimant un élément de référence essentiel tel que le prix conseillé sans le remplacer par aucun autre, la liberté du prix du livre a diminué le degré de concurrence. Jamais les écarts entre les prix d'un même livre n'ont été aussi grands. Or dans une logique concurrentielle, après une brève période de tâtonnements, les prix se rapprochent et s'unifient d'eux-mêmes. L'actuel marché des livres est donc moins que jamais contrôlé par la concurrence.

Vous rappellerez ces vérités premières, monsieur le ministre de la culture, à votre collègue des finances. Et il vous sera doux de lui prouver que les économistes, dont le métier est, paraît-il, le réel, s'accrochent plus souvent à des idées toutes faites que les hommes de culture, perdus dans les rêves, dit-on.

Alors, en ministre responsable de la pensée française, vous pourrez affiner l'information économique de votre collègue. S'il existe aujourd'hui une concurrence, elle ne concerne pas tellement les éditeurs, ni les distributeurs, ni les libraires, elle s'établit surtout entre les produits eux-mêmes. Les livres difficiles sont vendus plus cher, en quelque sorte taxés, au bénéfice des best-sellers offerts presque au prix coûtant, pour attirer le chaland : ces livres deviennent produits d'appel, au seul service des achats d'Ajax. Tandis que le premier roman, l'essai critique, le manuel universitaire, enfermés déjà dans un ghetto de luxe, ils s'apprêtent à mourir. Dans ce système, plus on achètera Guy des Cars et moins Nabokov et plus l'indice moyen d'inflation baissera. N'avons-nous qu'un seul moyen pour lutter contre l'inflation : nous abêtir ? Pourquoi, à ce moment-là, ne pas libérer également les prix du cinéma. Funès coûtera 5 F et Resnais 70 F.

Alors, il vous répondra, votre collègue des finances, la mine fière et le geste assuré : « Laissez gémir les nostalgiques, nous sommes en train de moderniser l'appareil de distribution, nous nous séparons des canards boiteux »...

Pour une politique globale

C'est ainsi que vous vous demanderez, monsieur le ministre de la culture française, s'il est raisonnable de détruire brutalement le tissu de points de vente le plus dense du monde, de concentrer sur quelques centres commerciaux l'effort de distribution et sur quelques titres passe-partout l'effort d'édition. Car vous êtes déjà de notre avis, monsieur le ministre : la situation est alarmante. La crise a frappé de plein fouet une profession qui déjà cherchait son équilibre. Mais le système retenu, le prix net, n'est pas seulement dangereux en soi ; en monopolisant les débats, il occulte l'ensemble des problèmes et l'importance de l'enjeu. Il faut maintenant très vite choisir : soit revenir à l'ancien système du prix conseillé (avec certains aménagements, limitation des taux de discount par exemple), soit créer un double secteur, soit instaurer le prix unique... Mais rappelons-nous, monsieur le ministre, qu'on ne sauvera pas le livre par le seul pouvoir magique d'une mécanique de tarification, fût-elle la meilleure. En même temps doit être définie, avec l'ensemble des maillons concernés, de l'auteur au lecteur, une stratégie globale abordant notamment :

— La lecture publique (équipement des bibliothèques, modalités de financement public et privé, statut fiscal des fondations, centrales d'achats, insertion dans la ville, liaison avec l'édition de recherche...) ;

— La distribution. Actuellement, il existe plusieurs organismes qui remplissent ce rôle. Ils alourdissent le coût pour deux raisons : d'une part, ils exercent tous exactement la même fonction, et cette simultanéité est génératrice de gaspillage. D'autre part, il s'agit d'entreprises commerciales dont la vocation est de dégager des profits. Pourquoi alors ne pas considérer la distribution comme un véritable service en s'inspirant par exemple du système coopératif de la presse française ?

Ce n'est pas à vous, monsier le ministre, qu'il faut l'apprendre, le livre n'est pas une marchandise comme les autres. Au-delà des contraintes économiques qui tendent à l'uniformisation, la voix du livre doit perpétuer la richesse d'une langue, accueillir la multiplicité des idées, en un mot exprimer la diversité d'une culture. Comme le disait Pierre-Jean Jouve : « *Le divers décroît. Là est le grand danger terrestre.* »

(*) Maître de conférences à l'Ecole normale supérieure, écrivain.
(**) Editeur.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du 14 mai 1980 :

DES DÉCRETS

● Modifiant le décret du 5 septembre 1973 relatif à la composition et au fonctionnement des conseils régionaux institués par la loi du 5 juillet 1972 portant création et organisation des régions ;

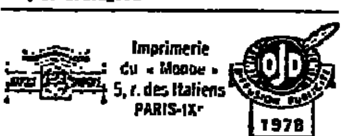
● Simplifiant le contrôle des revenus professionnels des titulaires de pensions de vieillesse substituées à des pensions d'invalidité ou accordées au titre de l'inaptitude au travail aux salariés agricoles ;

● Portant application du rapport constant établi par l'article L. 8 *bis* du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre en vue de la revalorisation au 1er avril 1980 du point d'indice des pensions militaires d'invalidité et accessoires de pensions.

UNE CIRCULAIRE

● Relative aux avantages de retraite soumis à cotisations d'assurance-maladie, maternité, invalidité et décès en application de l'article premier de la loi du 28 décembre 1979 portant diverses mesures de financement de la Sécurité sociale.

Edité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.



Commission paritaire n° 57 437.

INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le jeudi 15 mai à 0 heure et le vendredi 16 mai à 24 heures :

Les hautes pressions centrées sur le sud de la Scandinavie ne se déplaceront que très lentement vers la mer du Nord, tandis que les basses pressions en Méditerranée se renforceront un peu sur le sud de l'Italie. Il en résultera l'établissement sur la France d'un flux de secteur nord-est, un peu plus frais mais relativement sec.

Vendredi, la zone nuageuse, avec quelques pluies ou averses parfois accompagnées d'orages, qui a affecté notre pays, ne persistera plus le matin que sur le versant nord des Pyrénées et le pourtour méditerranéen. Le soir, des résidus seront seulement observés de la Provence à la Corse.

Sur le reste de la France, le temps un peu plus frais, surtout le matin sur le quart nord-est, sera généralement bien ensoleillé dans la journée. Des brouillards affecteront temporairement le matin la Bretagne, la Vendée, les Charentes et l'Aquitaine. Des nuages un peu plus abondants apparaîtront le soir près des frontières du Nord et du Nord-Est.

Les vents assez forts, de nord-est, souffleront de la Provence à la Corse.

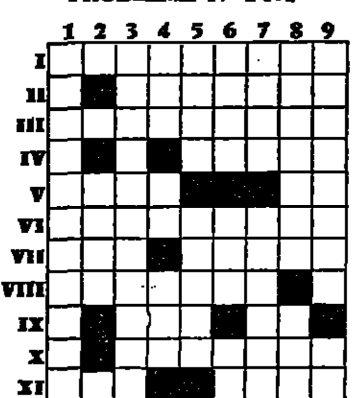
Le jeudi 15 mai, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 021 millibars, soit 765,8 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 14 mai ; le second, le minimum de la nuit du 14 au 15) : Ajaccio, 16 et 13 degrés ; Biarritz, 15 et 12 ; Bordeaux, 16 et 8 ; Bourges, 20 et 11 ; Brest, 18 et 9 ; Caen, 20 et 8 ; Cherbourg, 17 et 9 ; Clermont-Ferrand, 17 et 7 ; Dijon, 19 et 8 ; Grenoble, 21 et 9 ; Lille, 22 et 7 ; Lyon, 19 et 10 ; Marseille, 19 et 10 ; Nancy, 18 et 6 ; Nantes, 20 et 8 ; Nice, 19 et 13 ; Paris-Le Bourget, 20 et 8 ; Pau, 14 et 11 ; Perpignan, 19 et 13 ; Rennes, 21 et 10 ; Strasbourg, 19 et 7 ; Tours, 19 et 10 ; Toulouse, 18 et 11 ; Pointe-à-Pitre, 32 et 26.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 20 et 11 degrés ; Amsterdam, 20 et 7 ; Athènes, 19 et 14 ; Berlin, 14 et 3 ; Bonn, 21 et 5 ; Bruxelles, 21 et 7 ; Le Caire, 27 et 14 ; îles Canaries, 22 et 18 ; Copenhague, 12 et 4 ; Genève, 18 et 9 ; Lisbonne, 20 et 12 ; Londres, 21 et 10 ; Madrid, 17 et 8 ; Moscou, 7 et 3 ; Nairobi, 25 (max.) ; New-York, 24 et 13 ; Palma-de-Majorque, 21 et 12 ; Rome, 17 et 14 ; Stockholm, 20 et 5 ; Téhéran, 32 et 22.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2 671



HORIZONTALEMENT

I. Endroits où les tailleurs font leur apprentissage. — II. Nom qu'on donne à une sorte de chapon. — III. Traités comme de vieux voyageurs. — IV. Grand quand on peut frotter. — V. Bien remuée ; Pronom. — VI. Peut dans certains cas être assimilé à la cantine. — VII. Oblige à mettre quelque chose de côté ; Pour beaucoup d'animaux c'est la dernière étape. — VIII. Est toujours à louer. — IX. Souvent empruntée en passant ; Base d'accord. — X. Souvent vidés quand on n'a pas d'assiette. — XI. Utile quand on veut passer ; Ne fut pas un grand prophète.

VERTICALEMENT

1. Doivent respecter le protocole. — 2. Doit tout étaler. — 3. Qui gardent longtemps leurs dents. — 4. Nom d'un chien ; Pour lier ; Période de chaleur. — 5. Nom qu'on peut donner à un gros pâté ; Victime d'un envieux. — 6. Près de Perpignan ; Pouvait être une occasion de sortie ; Rejoignit le troupeau. — 7. Moitié de souverain ; Facilitent la manœuvre quand on veut tourner. — 8. Qui a besoin d'un appareil ; Ne fait pas un grand bien. — 9. Plus fort qu'un as ; Pronom.

Solution du problème n° 2 670

Horizontalement

I. Futiles. — II. Animosité. — III. EP ; Seul. — IV. Indolents. — V. Epi ; Se. — VI. Issues ; Ut. — VII. As ; Ocre. — VIII. Ripa ; An. — IX. In ; Aigu. — X. Terrible. — XI. Es ; Edesse.

Verticalement

1. Familiarité. — 2. Un ; Saines. — 3. Tièdes. — 4. Impopulaire. — 5. Lô ; Lie ; Id. — 6. Esse ; Souabe. — 7. Siens ; Ils. — 8. Tuteurages. — 9. Sels ; Ténu.

GUY BROUTY.

P.T.T.

VINGT-QUATRE MILLE CABINES SUPPLÉMENTAIRES EN 1980. — On comptait en France, au 1er janvier 1980, 64 544 cabines téléphoniques installées sur la voie publique et 14 448 installées dans d'autres endroits. Vingt-quatre mille cabines supplémentaires seront installées cette année sur la voie publique.

LOISIRS

Des aides pour voler

Un arrêté paru au « Journal officiel » du 16 avril 1980 fixe les modalités d'attribution de bourses pour les jeunes, âgés de moins de vingt-cinq ans et de nationalité française, désirant préparer le brevet de pilote de planeur et de pilote privé.

Dans la limite des crédits inscrits à cet effet au budget, la répartition nominative des bourses est décidée par le ministère des transports après avis d'une commission nationale consultative.

Cette commission est présidée par le chef du service de la formation aéronautique et du contrôle technique. Elle comprend un représentant de chacune des fédérations nationales regroupant les associations aéronautiques intéressées et un représentant de chacune des régions aéronautiques et d'aéroport de Paris.

● VOL A VOILE

Le nombre des bourses de vol à voile dont peut bénéficier chaque boursier est au maximum de sept, d'un montant unitaire de 400 F, pour un minimum de vingt vols remorqués. Pour obtenir plus de trois bourses, les candidats doivent être titulaires du certificat d'aptitude théorique du brevet de pilote de planeur. Il ne peut être attribué à un même bénéficiaire plus de quatre bourses en une année.

● VOL A MOTEUR

Le nombre de bourses de vol à moteur dont peut bénéficier chaque boursier est au maximum de sept, d'un montant unitaire de 800 F, pour un minimum de quinze vols, et le candidat doit être titulaire du certificat d'aptitude théorique du brevet de pilote privé d'avion. Il ne peut être attribué à un même bénéficiaire plus de quatre bourses en une année.

★ **Renseignements au ministère des transports, 32, avenue du Président-Kennedy, 75775 Paris Cedex 16, tél. 503-93-92.**

PARIS EN VISITES

VENDREDI 16 MAI

« Le quartier Saint-André-des-Arts », 14 h. 30, devant la fontaine Saint-Michel, Mme Allaz.

« Les jardins Kahn », 15 h., 1, rue des Abondances, à Boulogne-Billancourt, Mme Bachelier.

« La Conciergerie et la Sainte-Chapelle racontées aux enfants », 15 h., 1, quai de l'Horloge, Mme Hulot.

« La manufacture des Gobelins », 15 h., 42, avenue des Gobelins, Mme Saint-Girons (Caisse nationale des monuments historiques).

« Couvent et massacres des Carmes », 15 h., 70, rue de Vaugirard (Mme Camus).

« L'Opéra », 13 h. 45, devant l'entrée (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« L'île Saint-Louis », 15 h., 39, quai d'Anjou (Mme Hager).

« La cour Carrée du Louvre et l'église Saint-Germain-l'Auxerrois », 15 h., cour Carrée, pavillon de l'Horloge (M. de La Roche).

« L'hôtel Lauzun », 15 h., 17, quai d'Anjou (Tourisme culturel).

« L'abbaye Saint-Martin-des-Champs », 15 h., métro Etienne-Marcel (Le Vieux-Paris).

loterie nationale

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER, TOUS CUMULS COMPRIS, AUX BILLETS ENTIERS

TRANCHE DE MAI DES SIGNES DU ZODIAQUE
TIRAGE DU 14 MAI 1980

TERMINAISON	FINALES et NUMEROS	SIGNES du ZODIAQUE	SOMMES A PAYER F.
1	1 41 01 681 04 831	tous signes tous signes verseau autres signes capricorne autres signes	70 220 100 070 10 070 100 070 10 070
2	852 0 782 2 582 5 012 7 942 01 582 29 802	tous signes capricorne autres signes lion autres signes poissons autres signes gémeaux autres signes poissons autres signes sagittaire autres signes	300 7 000 700 7 000 700 7 000 700 7 000 700 100 000 10 000 100 000 10 000
3	713 8 113 0 473 05 833 31 453	tous signes balance autres signes lion autres signes lion autres signes vierge autres signes	300 10 000 1 000 10 000 1 000 100 000 10 000 100 000 10 000
4	7 884	taureau autres signes	7 000 700
5	55 675 935 4 925 9 845 8 105	tous signes tous signes tous signes balance autres signes cancer autres signes verseau autres signes	150 300 300 7 000 700 7 000 700 10 000 1 000
6	676 1 966	tous signes bélier autres signes	300 7 000 700
6	3 496 8 276 6 296 8 776 9 556 61 596 36 406	sagittaire autres signes scorpion autres signes gémeaux autres signes vierge autres signes cancer autres signes scorpion autres signes balance autres signes	7 000 700 7 000 700 10 000 1 000 10 000 1 000 10 000 1 000 100 000 10 000 100 000 10 000
7	477 8 777 6 327 02 847 19 677 22 527	tous signes vierge autres signes sagittaire autres signes taureau autres signes bélier autres signes cancer autres signes	300 7 000 700 10 000 1 000 100 000 10 000 100 000 10 000 100 000 10 000
8	8 18 1 458 22 628 06 538	tous signes tous signes capricorne autres signes gémeaux autres signes scorpion autres signes	70 220 10 070 1 070 100 070 10 070 3 000 070 100 070
9	79 4 609 0 789 4 189	tous signes verseau autres signes poissons autres signes taureau autres signes	150 7 000 700 10 000 1 000 10 000 1 000
0	5 050 5 420	bélier autres signes scorpion autres signes	10 000 1 000 10 000 1 000

PROCHAIN TIRAGE : TRANCHE DES OISEAUX LE 21 MAI 1980 à MALAKOFF (Hauts-de-Seine)

LOTO tirage n° 20 : 6 14 17 34 37 46 — numéro complémentaire 44

PROCHAIN TIRAGE LE 21 MAI 1980 VALIDATION JUSQU'AU 20 MAI APRÈS-MIDI

LISTE OFFICIELLE — loterie nationale

ARLEQUIN

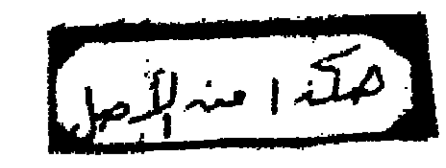
TIRAGE DU 14 MAI 1980

FINALES ET NUMÉROS SORTIS AU TIRAGE : 3 | 06 | 864 | 477 | 9 500

FINALES OU NUMÉROS	SOMMES A PAYER (CUMULS COMPRIS) POUR UN BILLET ENTIER TOUTES SERIES F.	FINALES OU NUMEROS	SOMMES A PAYER (CUMULS COMPRIS) POUR UN BILLET ENTIER SERIE 08 F.	SOMMES A PAYER (CUMULS COMPRIS) POUR UN BILLET ENTIER AUTRES SERIES F
3	50	9 500	2 005 000	21 000
06	200	0 059	10 000	2 000
60	100	0 095	10 000	2 000
864	3 000	0 509	10 000	2 000
		0 590	10 000	2 000
468	300	0 905	10 000	2 000
486	300	0 950	10 000	2 000
648	300	5 009	10 000	2 000
684	300			
846	300	5 090	10 000	2 000
477	3 300	5 900	10 000	2 000
747	600	9 005	10 000	2 000
774	600	9 050	10 000	2 000

PROCHAIN ARLEQUIN : LE 11 JUIN 1980 avec tirage télévisé à 19 h 12





LE MEXIQUE

HORIZON 2000

Puissance pétrolière, dont les réserves et les capacités de production et de raffinage sont encore plus importantes qu'on ne le pensait en décembre 1976, lors de l'investiture de M. José Lopez Portillo à la présidence, le Mexique a délibérément opté en 1980 pour une politique pétrolière prudente, basée sur une production limitée à 2,5 millions de barils/jour et une exportation fixée à 1,1 million de barils/jour. Compte tenu des besoins du marché intérieur, une marge supplémentaire et souple de 10 % de production est accordée à Pemex, la société nationale des pétroles mexicains.

C'est moins que ne l'espéraient les dirigeants de Pemex et certains experts qui préconisent une hausse de production afin d'accroître rapidement les ressources du pays. On avançait le chiffre de 4 millions de barils/jour pour 1982. Ce sont donc les partisans de la modération qui l'ont emporté en faisant valoir qu'il convenait de contrôler parfaitement le boom pétrolier et ne pas tomber dans le piège des pétrodollars. Les dirigeants mexicains ont estimé que le risque majeur pour la nation était de ne pas conserver les moyens de résister à une demande internationale de plus en plus pressante. Il est significatif que les chefs de l'armée mexicaine, *discrets par tradition, aient récemment* éprouvé le besoin de faire connaître leur sentiment. En janvier dernier, lorsque la hausse du prix du brut mexicain, à *32 dollars le baril, a été qualifiée d'« injustifiée » par le département* américain du commerce, le général Félix Galvan, ministre de la défense, a été jusqu'à évoquer publiquement la nécessité d'une défense militaire des champs de pétrole mexicains.

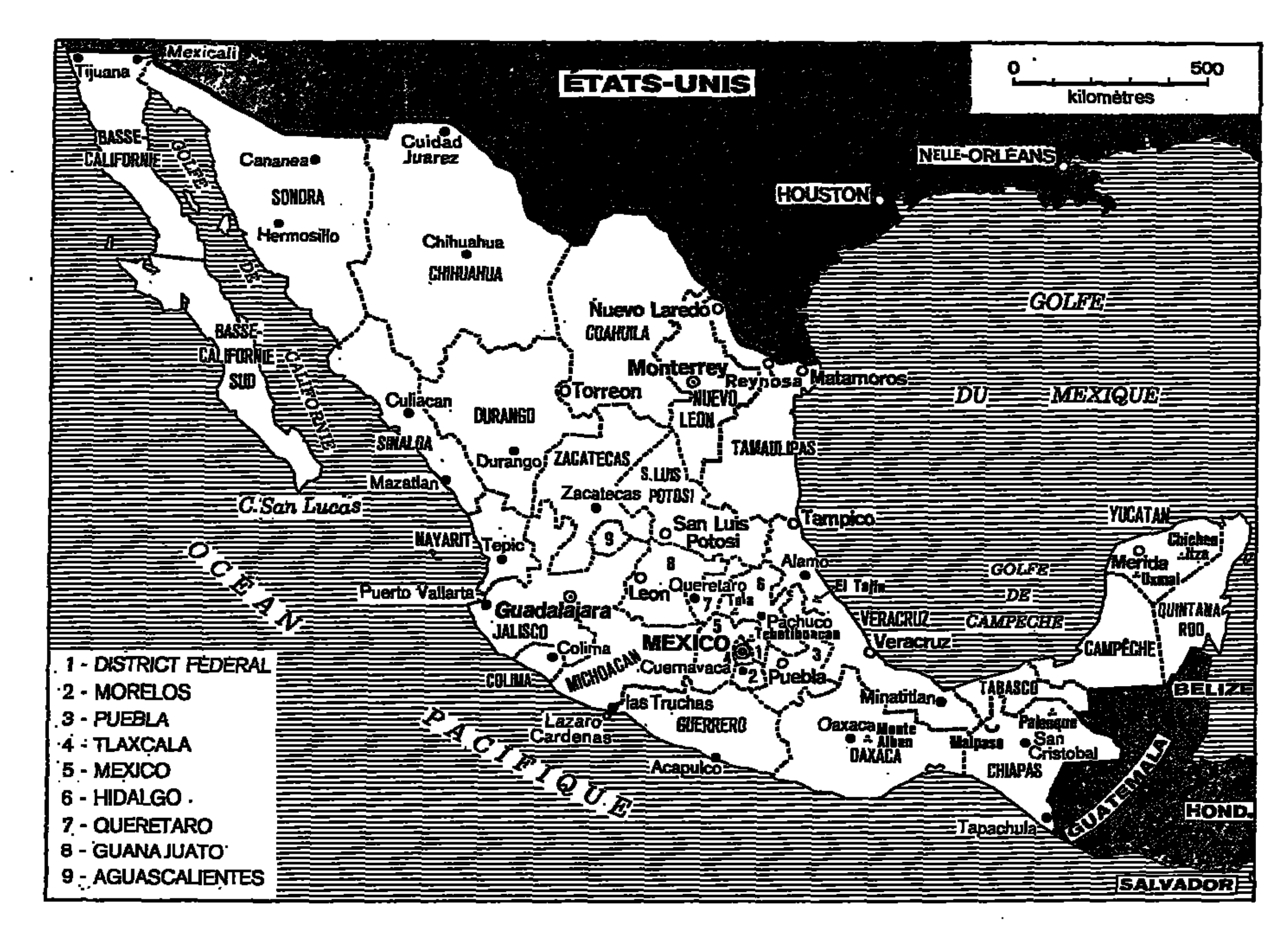
Pays en voie de développement disposant de confortables réserves pétrolières, le Mexique de 1980 a refusé d'autre part d'adhérer au GATT, ainsi que le prévoyaient les experts. C'est une décision qui a été prise par le président Lopez Portillo en *fonction des seuls intérêts du Mexique, qui ne manifeste donc* aucune hâte pour rejoindre le groupe des pays industrialisés. Après avoir consacré les trois premières années de son mandat au redressement, puis à la consolidation de la situation économique, M. Lopez Portillo estime que les trois dernières années devraient être marquées par un effort social. Récession du secteur agricole, misère des masses paysannes, baisse du niveau de vie des travailleurs, problèmes énormes posés par l'exode rural malgré une sensible baisse du taux de croissance démographique, modernisation des infrastructures industrielles et des transports, meilleure redistribution du revenu national : les *sujets de préoccupation ne manquent effectivement* pas à des dirigeants qui veulent éviter la montée des périls.

La dépendance du Mexique à l'égard des Etats-Unis reste très grande. Les trois quarts environ des échanges et du commerce se font avec le voisin du nord sans parler du contentieux posé par l'existence aux Etats-Unis de plusieurs millions de travailleurs mexicains illégaux.

Enfin, les transnationales contrôlent les industries alimentaires mexicaines à 90 % et l'industrie pharmaceutique à 70 %. Mais cette dépendance excessive tend à se réduire grâce à la diversification progressive des exportations du pétrole mexicain. D'ici à 1982, le Mexique vendra trois fois plus de pétrole au Japon et à la France. Des contrats sont en cours de négociation avec la Suède, la République fédérale d'Allemagne, le Canada et d'autres pays. M. Lopez Portillo a dit « non » au projet de marché commun de l'énergie proposé par Washington au Canada et au Mexique.

Le Mexique prévoit la construction, d'ici à la fin du siècle, d'une vingtaine de centrales nucléaires pour produire de l'électricité. Le Canada, la Suède et la France sont sur les rangs pour participer à ce nouveau pas en avant d'un pays qui dispose de sérieuses réserves d'uranium. La première centrale nucléaire mexicaine, Laguna Verde, dans l'État de Vera-Cruz, devrait normalement entrer en activité en 1982. La politique pétrolière et les plans de développement industriel ou nucléaire s'appliquent donc maintenant au long terme, et c'est au Mexique de l'an 2 000 auquel songent déjà les technocrates de Mexico.

M. N.



Dans le sillage de Cardenas...

CHAQUE président mexicain, choisi *dans le sérail* et élu à l'issue d'un scrutin organisé par le tout-puissant parti révolutionnaire institutionnel (PRI), dispose théoriquement pendant son mandat de six ans des pouvoirs d'un véritable monarque. Il est le chef, le symbole et l'émanation d'un Etat *où l'exercice, réel mais* relatif, de la démocratie est tempéré par le respect des tabous *hérités de la toujours prestigieuse* révolution de 1910.

En fait, le temps lui est plus mesuré. La première année est consacrée à *redresser* ou à *redéfinir les grandes lignes de la politique* suivie par le prédécesseur. Pendant la dernière, l'ombre du successeur, *déjà* connu et déjà occupé à parcourir le pays pour séduire ses électeurs, obscurcit nécessairement le ciel du président en titre. Le numéro 1 mexicain peut, en réalité, compter sur quatre années pour tenter de bâtir sa pyramide et laisser une image aussi éclatante que possible à la postérité. Après quoi, la règle impitoyable de la non-*réélection, voulue par les révolu*tionnaires vainqueurs du début de ce siècle, condamne en théorie le *président sortant au rôle de citoyen* ordinaire.

Il va de soi que dans un pays tourmenté comme le Mexique, où la complexité des sentiments et des motivations est le pain quotidien, les mécanismes ne sont pas aussi simples. Une tradition, non reconnue, veut que le président soit *simplement* désigné ou en tout cas fortement suggéré aux plus hautes instantes du PRI par le chef d'Etat sortant. Une règle, parfois transgressée, veut aussi que le successeur, *une fois* installé, s'efforce d'éliminer les parcelles de pouvoir que son prédécesseur aurait pu *conserver dans l'appareil d'Etat. Il* arrive même qu'il le chasse ou l'exile. Ainsi l'austère général Car*denas, élu en 1934, se débarrassa-t-il*, dès 1936, de Calles en expédiant aux Etats-Unis le fondateur du Parti national *révolutionnaire*, première version du PRI, et qui s'efforçait, depuis 1928, de tourner le principe de la non-réélection.

Les luttes pour l'indépendance, au dix-neuvième siècle, la guerre contre les Etats-Unis, l'ère de Juarez et le combat contre l'intervention étrangère animée par Napoléon III, la décennie sanglante et épique de *la révolution d'où émergent Zapata* et Villa, offrent aux Mexicains une bonne galerie de héros. Mais aucun *n'approche la gloire durable de* Lazaro Cardenas. C'est sans doute parce que le grand métis triste du Michoacan a pratiqué avec grandeur *un style réellement démocratique* qui tendait à se corrompre et qu'il reste le grand défenseur de la propriété paysanne en ayant retrouvé *l'une des plus puissantes inspira*tions de la révolution : la faim de terre. Mais c'est aussi parce qu'il osa, en mars 1938, nationaliser l'industrie pétrolière *mexicaine* et lancer un défi sans *précédent* aux *Etats-Unis. Démocratisation des ins*titutions héritées de la révolution, défense rigoureuse de l'indépen*dance et de la souveraineté natio*nales, politique de fermeté à l'égard *des Etats-Unis : ces trois axes de la politique de Cardenas se retrou*vent depuis dix ans dans les programmes de base du gouvernement *mexicain*.

Redresser l'économie

La grande révolte universitaire de 1968, noyée dans le sang sur la place des *Trois-Cultures*, n'est pas étrangère à cette relance d'idéaux un peu défraîchis. En remettant brutalement en cause les *principes* d'une révolution vieillissante et mal adaptée à l'évolution d'une société moderne, elle a traumatisé les hommes de l'appareil d'Etat installés dans leurs certitudes. Elle a permis le retour au *premier* plan d'intellectuels non conformistes et prestigieux comme Octavio Paz, Carlos Fuentes, Silva Herzog qui réclamaient un *aggiornamiento* et la *mise* en sommeil des incantations rituelles révolutionnaires. M. Luis Echeverria Alvarez *était* ministre de *l'intérieur du gouvernement* Diaz Ordaz au moment de la contestation universitaire. Elu président en 1970, *il n'a cessé pendant son mandat* de se réclamer de Lazaro Cardenas, de prôner le dialogue et l'ouverture. *Il a pratiqué une politique* étrangère résolument tiers-mondiste, en partie verbale, en partie suivie d'effets, qui a dressé contre lui de larges secteurs de la bourgeoisie d'affaires et les représentants des transnationales.

Elu *président* en 1976, M. Jose Lopez *Portillo, ministre des finances* dans le gouvernement de Luis Echeverria, ne se réclame pas moins de *Lazaro Cardenas, et il* a symboliquement choisi la date du 18 mars, anniversaire de la nationalisation par Cardenas, pour définir une politique pétrolière basée sur une exploitation *prudente* et progressive des énormes richesses révélées à l'orée de son mandat. Il en a profité *pour différer l'entrée du Mexique* dans le GATT, une décision qui paraissait pourtant acquise à la plupart des observateurs. Mais là aussi Lopez Portillo s'est révélé « cardéniste », en mettant au premier plan les *intérêts* exclusifs et *immédiats du Mexique*.

Réaliste, pragmatique, moins *flamboyant et plus tourné vers les* indicateurs classiques de l'économie que son prédécesseur, M. Jose *Lopez Portillo n'a pas* eu à prendre la décision très impopulaire d'une dévaluation radicale devenue indispensable en 1976, mais qui a résonné comme un coup de tonnerre dans un Mexique accoutumé depuis des décennies à la stabilité du peso par rapport au dollar. Cette décision courageuse avait été assumée, avant la fin de son mandat, par M. Luis Echeverria. *Elle lui* a valu des reproches, des critiques acerbes et un crépuscule présidentiel difficile.

Devenu chef d'un Etat *mexicain, en passe d'être un grand parmi les* puissances pétrolières de la planète, M. Lopez Portillo a consacré les pre*miers mois de sa présidence* à *redresser* une économie secouée par une crise grave. Il a réussi. Cette récupération a été globalement consolidée au cours de l'année 1979.

Mais le boom pétrolier, qui a *favorisé* une exceptionnelle relance *économique, s'accompagne d'un* taux d'inflation préoccupant, de tensions sociales *marquées* par la mul*tiplication de « grèves sauvages »* échappant en partie à l'appareil des syndicats officiels liés au PRI, et il risque paradoxalement *d'incliner* le Mexique vers une situation de pays mono-exportateur, situation de faiblesse relative dans le monde tel qu'il est, alors que le *développe*ment mexicain des trois précédentes décennies était marqué par une industrialisation raisonnable et une croissante *diversification de la pro*duction.

En outre, une mauvaise planifica*tion et des conditions atmosphéri*ques particulièrement *défavorables ont fait chuter une production agri*cole (déjà en récession) et le Mexique a dû, cette année, importer *7 millions de tonnes de céréales des Etats-Unis*, ce qui est considérable. L'indice des prix intérieurs est en hausse rapide cependant que *des millions de Mexicains* des couches les plus pauvres souffrent de sous-alimentation. La perte de pouvoir d'achat des travailleurs est estimée en moyenne à 40 % au cours des trois dernières années.

C'est un fait que l'incontestable redressement économique est surtout *payé par les classes les plus* défavorisées et par les travailleurs alors que les bénéfices des grandes *entreprises, des multinationales et* des grandes banques sont en hausse croissante. A la paupérisation des *masses correspond une forte con*centration de la richesse au sommet de la société mexicaine. *Conscient de ce déséquilibre* dangereux, M. Lopez Portillo a rappelé, le 18 mars dernier, que ses principaux *objectifs étaient* de réanimer un secteur agricole en *récession*, d'améliorer le niveau alimentaire de la majorité des Mexicains *et* de réduire la dépendance *et* la vulnérabilité du pays à *l'égard* des Etats-Unis en *matière* de produits alimentaires. Il a annoncé à cette occasion *le lancement d'un plan* très ambitieux : le système alimentaire mexicain.

MARCEL NIEDERGANG.

(Lire la suite page 22.)



ENTRETIEN AVEC HANK GONZALEZ, MAIRE DE MEXICO

Méditation sur un monstre...

Un colloque international a récemment réuni à Mexico des urbanistes qui ont dénoncé les dangers des cités géantes. Avec une population d'au moins quinze millions de personnes, Mexico figure en bonne place dans la galerie des mégapoles inhumaines. Pour les experts, c'est un archipel qui désagrège les familles, divise les quartiers et supprime toutes relations amicales. C'est aussi un monstre que M. Hank Gonzalez, « regent », c'est-à-dire maire de la ville, depuis 1976, tente de domestiquer. Il apporte à cette tâche l'ardeur et l'optimisme qu'il avait manifestés lorsqu'il était gouverneur de l'Etat de Mexico. Il est d'origine allemande, ce qui lui barre théoriquement la route de la présidence. — M. N.

« LA ville de Mexico présente deux types de problèmes : des problèmes urbains, nombreux, et des problèmes humains, beaucoup plus difficiles. Tous deux dépendent du problème démographique : notre première préoccupation. En effet, notre pays a un indice démographique de 3 % par an environ, ce qui est très élevé. La croissance annuelle de notre ville est de 5,2 %, ce qui est considérable. La ville de Mexico, à l'intérieur du district fédéral, compte dix millions d'habitants, plus cinq millions dans les banlieues, qui font maintenant partie intégrante de la capitale. Au taux de 5 %, cela fait sept cent cinquante mille habitants de plus par an.

» Si, chaque année, vous parvenez à créer ici une nouvelle ville de sept cent cinquante mille habitants, vous en serez au même point qu'hier, mais pas plus mal ; si vous ne le faite pas, ce sera pire. Que faire alors ? Réduire le taux de croissance démographique d'abord tout en faisant construire une ville de sept cent cinquante mille habitants chaque année, et, en essayant de diminuer le passif des années antérieures...

» La solution n'est pas à Mexico, c'est un problème national. Il y a des pays qui ont une capitale politique, comme Paris, Washington, Brasilia ou Moscou, une capitale industrielle, comme Sao-Paulo, Chicago, une capitale financière comme Paris, New-York, Rio-de-Janeiro. Ici, se trouve la capitale politique, la moitié de l'industrie nationale, une université de trois cent trente mille étudiants et un institut polytechnique en accueillant trois cent mille. Il y a un million d'étudiants en tout dans cette ville, et plus de 50 % des transactions commerciales s'y réalisent. Je vous parle des problèmes de la vallée de Mexico.

» Le résultat ? Mexico réunit sept capitales en une seule et est de plus le siège de la Vierge de Guadalupe. Que pouvons-nous faire ? Démonter les aimants : la capitale politique, par exemple, veut garder son cerveau, mais il faut éloigner les bureaux — ce que vous faites à Paris, — on est en train de décentraliser la ville. Pour la capitale industrielle : la loi pour le développement, qui date de deux ans, stipule que si vous installez une usine dans une zone approuvée pour le développement, l'électricité, le gaz, le pétrole, les impôts vous coûteront 30 % de moins. Cela signifie que si vous installez ici une usine, et que moi je l'installe à l'extérieur, vous allez faire faillite parce que moi j'aurai 30 % de frais en moins.

» Dans le domaine culturel, nous sommes en train de développer la culture dans d'autres régions du pays, principalement dans les grandes villes : Guadalajara, Monterrey. La seule chose que nous ne pouvons pas changer, c'est la Vierge de Guadalupe ; ce n'est vraiment pas possible. La propriété, l'eau, l'enseignement, la voirie, le trafic, la sécurité, l'environnement : voilà les sept péchés capitaux de notre capitale.

Le problème de l'eau

» *Que faisons-nous ?*

1) *La propriété :*

» En ce qui concerne les titres de propriété, sept cent mille propriétés sont inscrites sur le registre foncier, et on estime qu'il y en a environ sept cent mille autres non enregistrées. Nous sommes en train d'établir les actes d'enregistrement. C'est un travail ardu, nous allons le faire en quatre ans. Nous avons déjà remis des dizaines de milliers d'actes et, surtout, nous disposons maintenant du système pour le faire. Le registre foncier de Mexico est aujourd'hui un des plus modernes du monde

2) *L'eau :*

» Le problème de l'eau était grave. Il l'est toujours, mais moins. En 1976, 70 % de la population avait l'eau courante. En 1982, la ville de Mexico comptera onze millions d'habitants (contre sept millions huit cent mille en 1976), et les onze millions auront l'eau courante. Ce qui signifie qu'il va falloir fournir de l'eau à autant de personnes qu'au cours des quatre siècles d'existence de la ville ; mais nous y parviendrons.

3) *L'enseignement :*

» Nous aurons des écoles primaires et secondaires pour *tous* les enfants, et dans le supérieur nous pourrons accueillir les élèves venant des établissements secondaires.

4) *La voirie :*

» Le problème des ordures devra être résolu par deux procédés : d'une part en remplaçant l'équipement pour le moderniser et, d'autre part, en changeant de système afin que les ordures soient ramassées et déposées dans le même quartier, que les ordures de l'ouest de la ville ne soient plus jetées à l'est, comme cela se faisait.

» Quelqu'un a dit : « *Le gouvernement, avec ses dix mille employés, ses milliers de camions, de balayeuses, et ses centaines de millions de pesos est impuissant à nettoyer la ville, mais il suffirait qu'un jour les habitants de la ville décident, que nous décidions, de consacrer quinze minutes de notre temps pour que ce soit parfaitement propre devant notre maison, et la ville serait propre en quinze minutes. Et pour qu'elle reste propre, il suffirait de ne pas recommencer à jeter les ordures dans la rue.* » C'est une idée géniale, j'ai appris par la suite que cette phrase était de Goethe.

5) *La circulation :*

» Il y a trois domaines à envisager pour l'améliorer : les transports en commun, l'aménagement des voies et le stationnement. En ce qui concerne les transports en commun, nous passerons de un million trois cent mille usagers du métro à sept millions cinq cent mille, en 1982, soit quatre fois plus. Nous allons doubler la longueur de nos lignes en tirant meilleur parti des infrastructures. Nous avions une rame toutes les cinq minutes et vous une toutes les quatre-vingt-dix secondes aux heures de pointe ; aujourd'hui, l'intervalle est de cent trente secondes au lieu de trois cents. Nous disposons déjà du pilotage automatique sur une des trois lignes, nous l'aurons sur les six lignes. Et nous pourrons multiplier par trois le nombre des rames. La capacité de transport du métro sera quadruplée, ce qui réduira les besoins en transport de surface.

» Le métro est une solution idéale, mais nous avons besoin de 400 km de métro, ce qui représente 225 milliards de pesos — que nous n'avons pas aujourd'hui. Nous avons de remarquables ingénieurs qui ont résolu le problème difficile de notre sol : notre métro fonctionne depuis onze ans sur le fond d'un lac. C'est un métro perfectionné, mais c'est insuffisant.

» Mais, actuellement, les autobus zigzaguent beaucoup. Pourquoi ? Parce qu'il n'y a pas de rues droites. Il faut donc rectifier les rues. Nous avons commencé à le faire l'an dernier et avons été très combattus — les rues sont déjà tracées au centre de la ville : quinze axes de circulation sont déjà faits, il faut maintenant les prolonger. Il y a 133 km d'axes ouverts à la circulation au cœur de Mexico, je dois en faire 500, mais les 400 km qui restent sont situés à l'extérieur, là où il n'y a pas de problèmes.

» L'opération du centre a réussi, les artères fonctionnent déjà : nous laisserons 500 km d'avenues droites, enfin plus ou moins droites, dix-sept du nord au sud et dix-sept d'est en ouest, avec des transports en commun qui y circulent dans les deux sens. Ce qui nous permettra de transporter un nombre énorme de passagers.

La sécurité améliorée

» Cela doit permettre de déplacer un maximum d'usagers — jusqu'à dix millions — dans les transports en commun de surface. Alors nous pourrons réduire le besoin d'utiliser la voiture. Notre but est l'utilisation minimale de la voiture individuelle : pour le week-end, par exemple. Enfin, dernière mesure en matière de circulation : le stationnement.

» Actuellement, sur la surface de circulation, déjà réduite, le tiers au moins sert à garer les voitures, au lieu de circuler. Si nous parvenons à les enlever, nous augmenterons de 50 % la surface de circulation, mais il faut les mettre quelque part. Où ? Nous sommes en train de construire des parkings.

» Ainsi, nous doublerons la capacité de circulation de Mexico, et nous l'utiliserons essentiellement pour les transports en commun ; quand nous disposerons du métro, d'autobus, de trolleybus, de routes correctes, alors nous augmenterons le coût d'utilisation de la voiture. Cela reviendra cher de circuler en voiture dans cette ville. Toutes ces mesures, nous les prendrons d'ici à 1982.

6) *La sécurité :*

» Nous avons d'abord formé nos policiers ; ensuite, nous les avons dotés en matériel. Nous leur avons donné mille cinq cents à deux mille voitures pour qu'ils n'aillent plus à pied et couvrent une plus grande surface, des motos, un système de radiotransmission ; nous avons augmenté leur traitement et nous sommes en train de leur construire des maisons où ils vivront tout le temps où ils seront policiers : s'ils ne le sont plus, ils perdent leur maison, leur salaire, les services et, surtout, l'honneur, ce qui est le plus important.

» La sécurité dans la ville s'est beaucoup améliorée : en 1976, il y avait terrorisme, bombes, enlèvements. Il n'y en a plus aujourd'hui. La sécurité s'est améliorée grâce à deux mesures : l'une politique, la loi qui permet la participation de tous les groupes.

Mexico est aujourd'hui parmi les dix plus grandes villes du monde, celle où le niveau d'insécurité est le plus bas : elle n'est pas la plus sûre parce que les grandes villes ne sont jamais sûres, mais la sécurité y est beaucoup plus grande qu'à New-York ou qu'à Washington.

7) *L'environnement :*

» Il faut lutter contre le *smog* qui étouffe la ville. 75 % proviennent des émanations des voitures.

» Les riches ne renonceront pas à utiliser leur voiture, mais dans cette ville, les voitures n'appartiennent pas aux riches ; il y a deux millions de voitures, mais il n'y a pas deux millions de riches; la voiture appartient à l'ouvrier, à l'employé de bureau, au vendeur, à l'employé de banque : ils devront renoncer à utiliser leur voiture quand ils disposeront de transports suffisants et efficaces ; nous essayerons de faire que ceux qui disposent de revenus supérieurs trouvent souhaitable d'utiliser les transports en commun plutôt que leur voiture. Tout cela devra donc réduire le nombre des moteurs et réduire le *smog*

» Le vent souffle et il entraîne toute la terre. Comment pouvez-vous éviter que l'air entraîne la poussière ? On couvre la terre de pâturages ou d'herbe. Comment la couvre-t-on de pâturages ou d'herbe ? En reboisant. C'est ce que nous faisons. L'année dernière, nous avons planté 15 millions d'arbres dans les alentours de la ville ; cette année, nous en planterons 30 millions.

» En 1982, nous aurons 100 millions de tout petits arbres pour reboiser ; tous ne vivront pas, mais nous comptons bien sur 75 %, soit 75 millions d'arbustes environ. Dans la ville, nous comptons déjà cinq millions de plantes qui « ont pris » comme disent les Mexicains.

» Ainsi à force de reboisement, d'abaissement de taux de pollution, nous espérons venir à bout du *smog*.

» Le problème de la vallée de Mexico, c'est qu'il s'agit d'une zone fermée. En mars et en février, le vent souffle et entraîne les nuages, mais, quand il ne souffle pas et que le nuage reste, c'est alors que se pose le problème. Nous devons éviter que cela ne se produise.

» Nous invitons les meilleurs techniciens du monde. Il en est venu d'Angleterre, de France, des Etats-Unis, du Japon, de Norvège. Ceux qui ont nettoyé Tokyo, Chicago, Los Angeles. Nous avons déjà eu une conférence avec eux ; il en est sorti le plan d'attaque de la pollution ; c'est ce plan que nous sommes en train d'exécuter.

» Il y a mille autres mesures ; par exemple, nous essayons de supprimer le moteur à essence et de le remplacer par le moteur Diesel qui produit moins de plomb, ou par le moteur à gaz ou le moteur électrique dans les trains, le métro, les trolleybus.

» Nous essayons ainsi de protégier le milieu.

» Nos autres problèmes sont des problèmes humains. Le problème de la solitude d'abord, dont souffre l'homme au milieu de la foule. Ceci est très dangereux. Que faut-il faire ? Que l'homme ne soit pas solitaire; que l'homme ne soit pas anonyme ; dans l'anonymat, on transgresse plus facilement la loi que lorsque l'on est identifié. Si vous êtes Juan Perez, vous évitez soigneusement de commettre une faute, vous vous discréditeriez ; mais si personne ne sait qui est ce monsieur, peut-être jettera-t-il sa boîte de cigarettes par terre ; il faut donc combattre l'anonymat. Comment ? En organisant la ville de Mexico.

» Tous les habitants doivent élire un représentant de quartier. Un comité directeur sera constitué et le président de ce comité sera convoqué avec ses homologues pour prendre part à l'élection du conseil consultatif de la ville, qui choisira son président, et, pour la première fois, ce ne sera pas le même que le chef de la mairie.

La participation de tous

Nous voulons créer une structure qui permette aux habitants de participer à la solution des problèmes. A partir de cette participation, il y aura des comités : d'embellissement et d'hygiène de la ville, de reboisement — c'est le comité qui encouragera les habitants du quartier à planter et soigner les arbres, — de sécurité, etc.

Notre plan global consiste à diviser la ville en seize délégations et, à l'intérieur de ces seize délégations, en mille quartiers autonomes et autosuffisants. En plus, nous avons en projet neuf centres urbains : ce sont des centres commerciaux et de services. Le Cuauhtémoc est le centre de toute la grande ville ; celui de Indios Verdes est en cours de réalisation. Je pense que le problème humain est le problème essentiel d'une ville, et que notre tâche à nous, dirigeants politiques, est de guider l'homme et de l'aider à résoudre lui-même ses problèmes. Le véritable défi de cette ville, ce n'est pas la réalisation de travaux publics gigantesques : le métro, le drainage, l'eau potable, mais l'œuvre humaine.

» Le président Lopez Portillo a dit un jour dans un de ses discours que, dans la ville de Mexico, nous devions arriver à ce que les habitants voient en leurs voisins leurs prochains et en leurs prochains leurs frères. C'est mon programme en tant que responsable de la ville et délégué de la République. Je lutte pour supprimer l'anonymat et la solitude, favoriser la communication et la participation.

» Comment est décidé le budget de la ville ?

» Lorsque le président m'a nommé chef du département, j'ai étudié les problèmes et les lui ai exposés un an après. Ces problèmes sont au nombre de trois : financiers, administratifs et de planification. Pour le financier : nous devions 28 milliards de pesos et les rentrées étaient de 12 milliards ; la dette représentait 220 % des revenus annuels. Cette année, la dette n'est plus que de 22 milliards et les recettes s'élèveront à 35 milliards. Je considère le problème financier résolu. Je m'oppose à ce que les habitants actuels de Mexico payent le métro qui sera utilisé par les habitants au cours des cinquante prochaines années ; que ceux-ci le payent quand ils l'utiliseront. Il est donc rationnel que nous laissions une dette, un passif qui n'écrase pas financièrement le département. Mais il n'y a plus de problème financier.

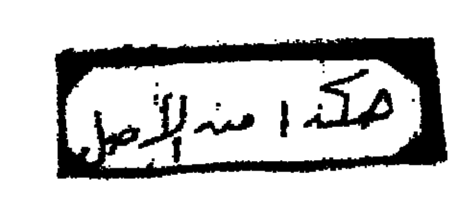
» Tous les règlements ont été réactualisés. Ils sont prêts depuis un an et demi. Pourquoi n'entrent-ils pas en vigueur ? Parce que le référendum est en cours de discussion à la Chambre des députés, et je n'ai pas voulu publier les règlements pour qu'on ne pense pas que je voulais gagner le référendum à la course. Nous allons donc les promulguer cette année, et, cette année, tous les règlements de la ville entreront en vigueur, ils seront entièrement nouveaux et actualisés, après discussion préalable avec les intéressés. Deuxièmement, l'administration comptait 120 000 employés, et sur cette lancée nous serions arrivés à 172 000 en 1980 ; il y en a maintenant 100 000. Il y en a encore trop. Si vous en avez 100 au lieu de 172, vous avez déjà gagné.

» Nous venons de présenter au président de la République le plan général de développement urbain du district fédéral ; il est divisé en trois étapes : l'une, ce qu'il faut faire de 1980 à 1982, c'est le plan à court terme ; une autre, les actions à mener de 1982 à 1988, et, enfin, à long terme, de 1988 à l'an 2000. Cela nous permet de voir comment sera la ville, la circulation ; quels doivent être la destination, l'utilisation et les réserves des sols. Le quartier de Netzahualcoyotl appartient à l'Etat de Mexico, en dehors du District fédéral, mais c'est là qu'il y a la plus forte croissance mondiale. Ce doit être une zone intermédiaire entre la zone totalement urbanisée et la zone non urbanisée, c'est une ceinture de contention. Il devra y avoir des arbres partout, avec des clubs, des terrains de sport et ce n'est qu'à l'extérieur que seront réservés des espaces pour des parcs publics ou des bois, sans maisons.

» L'industrie est davantage concentrée au Nord. C'est un des grands problèmes. Il y a la zone industrielle de Vallejo et celle de Azcapotzalco qui constituent la première zone du pays, la deuxième zone est celle de Tlalnepantla, la troisième celle de Naucalpan et la quatrième celle de Monterrey.

» Chacune des trois premières est plus importante que Monterrey, mais l'absence de plan a provoqué quelque chose de très grave ; ici il y a 2 millions d'habitants, là il y en a 3 millions ; ailleurs 1,5 million, ce qui fait un total de 6,5 millions, et à Iztapalapa il y a 2,5 millions d'habitants, soit au total 8 millions, tous à l'Est. Cela représente 52 % des postes de travail, qui se trouvent dans ce petit carré, sur la carte du District fédéral. Un peu plus de 40 % des services se trouvent dans la zone industrielle. Quel est le résultat ? Un trafic dément. Il y a 10,5 millions d'habitants et 20 millions de passagers-jour. Pourquoi ? Parce que celui qui habite ici prend un camion qui le conduit d'un côté à l'autre, un autre camion, qui le conduit ailleurs encore et encore un autre qui le conduit à sa destination finale, trois camions au total, trois heures à l'aller, trois heures au retour. Vingt-cinq pour cent de la vie humaine passée dans des camions.





هكذا من الأصل

Le Mexique : horizon…

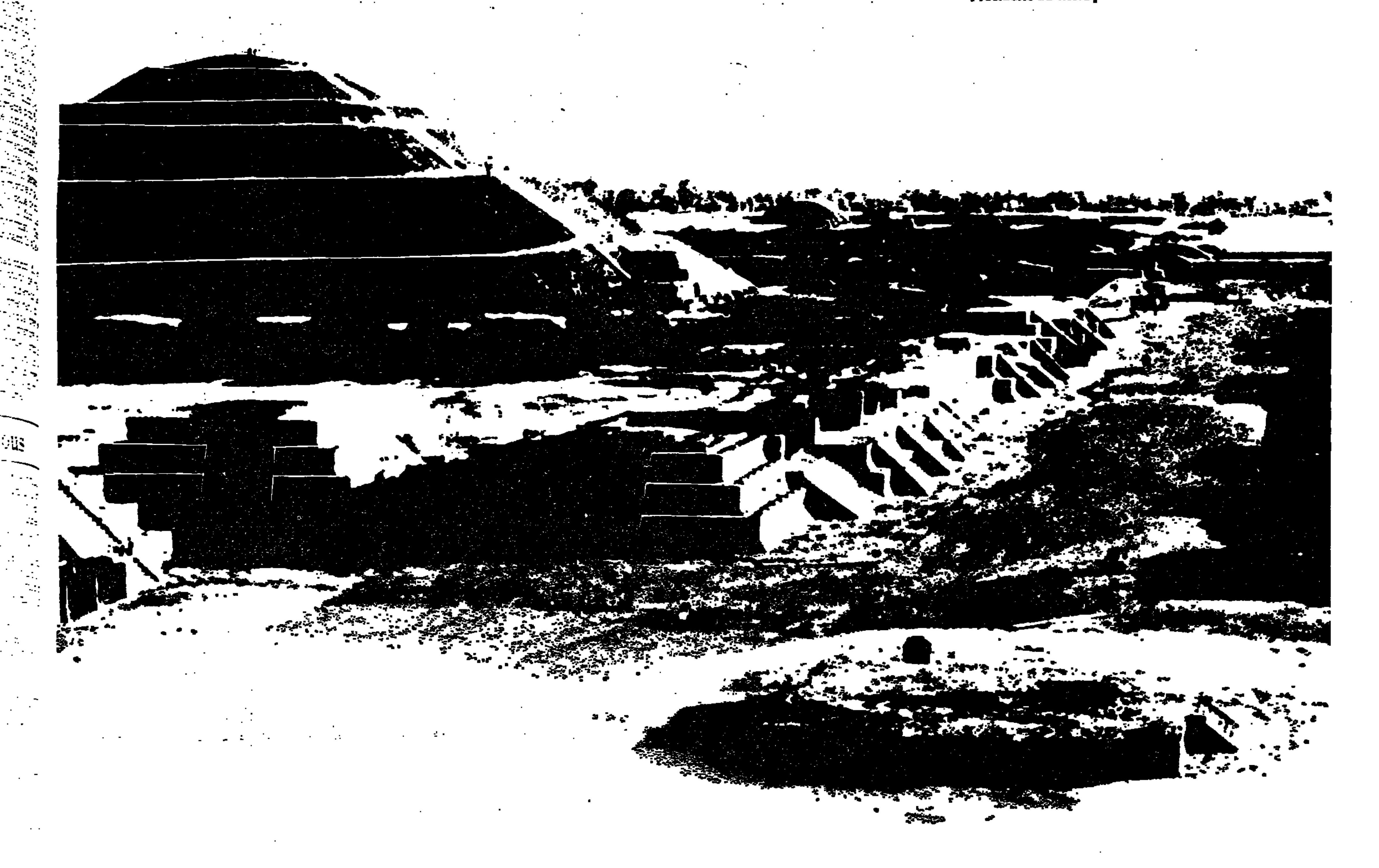
…XICO

…nstre…

La participation de tous

Que de la fusion de nos diversités naissent les conditions de la paix universelle et que celle-ci accorde à tous la possibilité de vivre et le droit à la félicité durable pour nous tous, et pour tous nos descendants.

José López Portillo
Président du Mexique

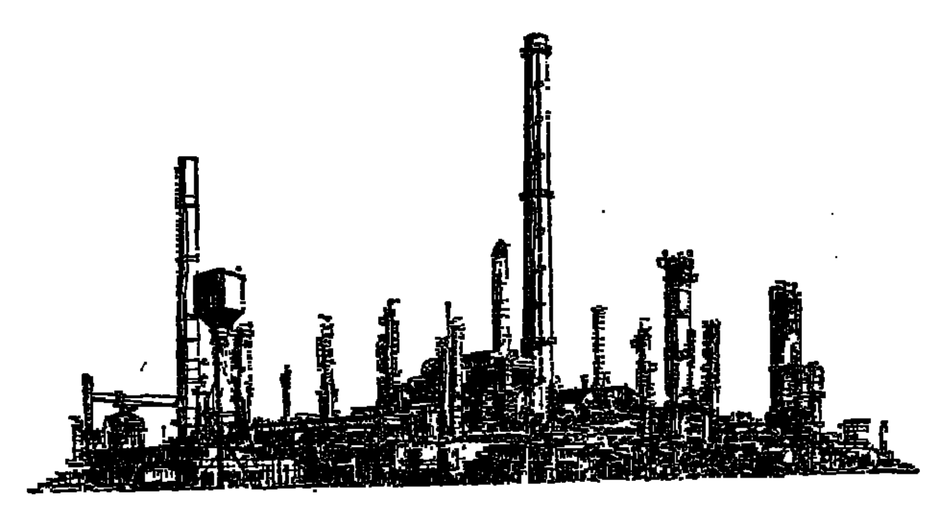


Le Mexique, pays au glorieux passé, se prépare face aux défis que l'avenir lui présente.

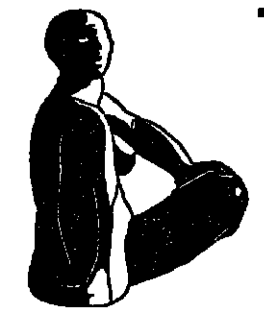
Son désir d'améliorer le niveau de vie de ses habitants n'est pas une illusion. Il est profondement enraciné dans la réalité.

Le pétrole permet que le Mexique, moyennant les efforts de tous, soit décidé à faire un pas en avant dans le chemin du progrès.

PETROLEOS MEXICANOS



MEXICO CONTACTS



POLITIQUE

Dans le sillage de Cardenas...

(Suite de la page 19.)

Cette année, la production de maïs doit passer de 3,4 millions de tonnes à 13 millions de tonnes et celle de haricots doit doubler. L'autonomie pour le riz et le blé doit être atteinte, selon le plan, en 1985. Les obstacles sont énormes et l'agriculture a toujours été le talon d'Achille de l'économie mexicaine. La remise de parcelles de terres aux paysans pauvres ou moyens, par le biais d'une réforme agraire vieille de soixante ans, constamment encensée, mais complètement dépassée et surtout inadaptée à l'agriculture moderne, n'a pas été suivie d'effets en raison du manque d'assistance en crédits, en irrigation, en engrais et en technique. En conséquence, de très nombreux paysans mexicains continuent à produire le strict minimum nécessaire à leur subsistance. Quatre millions de paysans n'ont toujours pas de terre et trouvent péniblement à louer leurs bras pendant quatre ou cinq mois de l'année. Des millions d'autres émigrent vers les Etats-Unis, grossissant le flot des *braceros* (ceux que les Américains appellent les *wet backs,* les dos mouillés) employés à des conditions anormales dans les grandes entreprises agricoles du sud des Etats-Unis.

Lors de son investiture, en décembre 1976, M. Lopez Portillo avait eu le courage de reconnaître qu'il n'y avait plus de parcelle de terre disponible dans le cadre de la réforme agraire. Il fallait *« créer des emplois dans le secteur agricole pour les paysans sans terre »*. Depuis, l'effort du gouvernement a surtout porté dans le développement de l'industrie pétrolière au détriment de l'agriculture. Le lancement, en mars 1980, du système alimentaire mexicain tend donc une nouvelle fois à redresser la barre dans ce domaine délicat. *« L'énergie,* dit M. Lopez Portillo, *est produite par l'Etat, et l'Etat a résolu ce problème de manière satisfaisante. Mais l'Etat ne produit pas des aliments. C'est la tâche des paysans : l'Etat doit être leur guide et leur promoteur... »* Il va de soi que les 12 milliards de dollars que les exportations de pétrole devraient rapporter en 1980 pourraient contribuer à une bonne mise en route du SAM.

Car tout est possible aujourd'hui grâce au boom pétrolier, à condition de garder le contrôle d'une machine qui manifeste déjà des signes d'emballement, et d'utiliser au mieux des intérêts de tous ces ressources nouvelles. Le tableau pétrolier au milieu de l'année 80 est encore plus impressionnant que l'on pouvait l'imaginer en 1976. Les réserves sont estimées à 50 milliards de barils, ce qui place le Mexique au sixième rang mondial de ce point de vue. La production, fixée à 2,5 millions de barils par jour, représente une hausse de 100 % en trois ans.

Comment renoncer au vertige, à la tentation de hausser encore la production, d'exporter pour accroître les revenus ? L'accident spectaculaire du puits *off-shore* Ixtoc I, maîtrisé seulement au bout de plusieurs mois d'une longue et difficile lutte, a été un signal d'alarme dans l'euphorie générale et il a peut-être joué un rôle pour inciter le gouvernement à choisir la voie de la sagesse et de l'économie relative.

Autre son de cloche relativement nouveau dans le panorama mexicain : les mises en garde discrètes mais fermes des militaires qui recommandent la prudence et incitent à la réflexion face aux dangers que pourrait provoquer une dynamique mal contrôlée du boom pétrolier.

La marche à la mer

« Nos réserves pétrolières, dit M. Lopez Portillo, *sont considérables. Notre pays est organisé pour les exploiter mais, permettez-moi l'expression, notre capacité digestive n'est pas illimitée. Si nous ouvrons les valves jusqu'à la limite imposée par une demande mondiale insatiable, nous ne saurons que faire de nos nouveaux revenus. Frappée de congestion, notre économie enflera démesurément... »*

En trois ans, le pétrole est devenu la locomotive de l'économie. Le P.N.B. est en hausse de 8 % et la production industrielle de 9,5 %. Les investissements publics et privés ont connu une hausse de 18 %. Le Mexique est livré aux planificateurs, qui dressent des projets gigantesques, comme le complexe hydro-électrique de Chicoasen, dans la gorge grandiose du Sumidero, et qui sera le plus grand de toute l'Amérique latine. Un plan d'extension de l'usine sidérurgique de Lazaro-Cardenas-Las-Truchas, sur la côte pacifique (où la participation des entreprises françaises est notable en dépit de la forte poussée japonaise), est sur le point d'obtenir le feu vert. Le Mexique sera bientôt le sixième producteur de cuivre du monde. Sous l'impulsion du Dr. Moctezuma Cid, responsable des projets de ports industriels, des pôles de développement judicieusement choisis (à Tampico, Salina-Cruz, Lazaro-Cardenas et Coatzacoalcos) doivent faciliter d'autre part une large décentralisation économique. Le vieux rêve souvent ajourné de la marche à la mer. Décongestionner les hauts plateaux surpeuplés au profit des tropiques humides, dont les richesses potentielles sont fantastiques, mais qui manquent de main-d'œuvre, de crédits et de plans...

En 1976, M. Lopez Portillo avait un slogan : « l'alliance pour la production ». Il s'agissait alors d'appliquer les grandes lignes d'une recommandation du Fonds monétaire international pour redresser la situation économique. Il disait aussi volontiers que son gouvernement *« représenterait la dernière chance du système politique mexicain »*. Il entendait par là que le modèle de croissance mexicain, favorisant la concentration de la richesse et une marginalisation accrue des plus défavorisés, ne serait plus tolérable pendant longtemps.

Il est clair aujourd'hui que la grande majorité des Mexicains n'ont pas encore retiré beaucoup d'avantages du boom pétrolier. Le président Lopez Portillo reconnaissait lui-même récemment que *« 40 % des soixante-dix millions de Mexicains souffraient de sous-alimentation »*. La hausse du taux d'inflation (plus de 20 % en 1979) se poursuit et les conditions de vie sont plus dures pour de larges secteurs de la population. Mais il est clair aussi que le contrôle de l'opinion par les *différents organismes du P.R.I. (parti, syndicats, organisations paysannes)* ne suffirait pas à lui seul à tempérer une grogne montante. De ce *point de vue, la réforme politique mise en route par le gouvernement* Lopez Portillo en 1976, et qui a abouti à la légalisation de plusieurs formations d'opposition, dont celle du parti communiste mexicain, joue, pour le moment du moins, un rôle plutôt temporisateur. En accédant au Parlement, même de manière modeste, des formations ou des groupes dont l'opposition clandestine aurait pu être dangereuse sont entrés malgré eux dans le système. Ils contestent, mais dans la légalité. Ainsi cette démocratisation réelle, bien qu'encore partielle, des institutions — et qui est à porter au crédit de l'administration Lopez Portillo — renforce paradoxalement le P.R.I., de toute manière moins tourné vers les seuls problèmes mexicains, et très préoccupé aujourd'hui de jouer un rôle positif en faveur de la social-démocratie en Amérique latine.

Appliquant un libéralisme « dur » en économie, M. Lopez Portillo a été souple en politique intérieure et largement fidèle aux options « indépendantes » en politique extérieure, tenant tête à M. Carter et tressant des lauriers aux nouveaux dirigeants révolutionnaires du Nicaragua à l'occasion d'une improvisation lyrique et de haute tenue à Managua. Un coup à gauche, un coup à droite : cette autre « tradition » de la vie politique mexicaine n'a pas été spécialement respectée.

Succédant au populiste et tiers-mondiste Luis Echeverria, soutenu par les secteurs de « gauche » du P.R.I., M. Jose Lopez Portillo, considéré au départ comme un « conservateur » bien en cour dans les milieux d'affaires et aux Etats-Unis, n'a pas pratiqué une politique de « droite » et sa réforme politique, reprenant celle qui avait été esquissée par M. Luis Echevarria, va plus loin encore puisque le parti communiste est légalisé.

A droite, le PAN (Parti d'action nationale), animé par M. Abel Vicencio Tavar, un avocat, se défend d'être *lié au « capital mexicain »* et aux groupes industriels du Nord, comme ceux de Monterrey. Le PAN, selon son président, *« espère utiliser les brèches de la réforme politique »* pour mieux assurer sa véritable représentativité, *« souvent minimisée en raison des fraudes électorales »*, et il se veut surtout un *« représentant de la classe moyenne montante »*.

A gauche du P.R.I., le P.S.T. (Parti socialiste des travailleurs) a bénéficié pendant quelque temps des sympathies de M. Jose Lopez Portillo, qui espérait, semble-t-il, y trouver les éléments d'une « équipe » personnelle qui lui manque encore aujourd'hui. Mis sur orbite en 1973 par un groupe d'intellectuels, où l'on retrouvait Octavio Paz et Carlos Fuentes, le P.S.T. est dirigé aujourd'hui par des dissidents du parti communiste.

Il appelle à la *« lutte pour le socialisme mais par la voie constitutionnelle »*. Il dénonce *« la classe dominante, les secteurs droitiers du P.R.I. »*, mais estime que M. Lopez Portillo représente *« le secteur nationaliste du P.R.I. »* et qu'il convient en conséquence de le soutenir, l'objectif restant l'instauration d'un *« gouvernement populaire et révolutionnaire »* sans que cela implique une rupture avec le P.R.I. et les syndicats du régime.

Même modération chez les communistes mexicains, qui ont enfin pignon sur rue, mais ont conservé les habitudes d'une longue clandestinité : rideau de fer et gorilles vigilants. Le secrétaire général, M. Verdugo, parle sans acrimonie des *« trente ans de vie d'un parti qui n'avait pas les droits politiques élémentaires. » « Nous n'étions pas réellement poursuivis, mais nous ne pouvions pas participer aux élections. »* Voilà une anomalie réparée, et de manière éclatante, puisque le P.C.M. est arrivé en troisième position aux élections législatives de 1979. A la surprise générale.

Des « grèves sauvages »

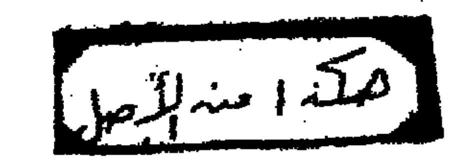
M. Verdugo estime que le gouvernement Echeverria *« a largement amorcé la réforme »*, mais celle-ci a été concrétisée par l'administration Lopez Portillo. *« Le Parlement,* dit-il, *est nécessairement différent et les habitudes de sujétion au pouvoir exécutif pourraient changer. C'est un processus lent, qui dépend d'abord des hommes politiques eux-mêmes. »*

C'est à Mexico que le P.C.M. a réussi ses meilleurs performances, obtenant à lui seul près de 12 % des suffrages, ce qui confirme sa percée depuis sa légalisation. Le P.R.I. a fait ses meilleurs scores dans les Etats à prédominance rurale (Campeche, Chiapas, Quitana, Roo, Hidalgo, Yucatan), dans les régions où les « caciques » du P.R.I. ont conservé la main pour conduire les électeurs aux urnes. Significativement, le P.R.I. est tombé au-dessous de la majorité dans le district fédéral, plus politisé.

Mais la réforme, pour positive qu'elle soit, n'a pas dynamisé le civisme des Mexicains, restés sceptiques quant à la volonté réelle de démocratisation du système. Avec 51 %, le parti des abstentions est encore le plus fort. Ce n'est pas — pas encore — par le biais de la réforme politique que le Mexique traditionnel risque de bouger, sauf à provoquer une surenchère à gauche, en raison des succès du P.C.M. et de la nécessité où se trouve le P.S.T. de composer avec l'aile gauche du P.R.I., adoptant ainsi une attitude qui fut longtemps celle du P.P.S. (parti populaire socialiste, opposition de gauche tolérée et organisée par le gouvernement).

C'est manifestement du côté des syndicats que peut venir le changement. Déjà, la hausse du coût de la vie et l'inflation rampante incitent l'organisation de M. Fidel Velasques à adopter un ton plus « dur » et à réclamer avec insistance des aménagements de salaires et une esquisse d'échelle mobile. La multiplication des grèves « sauvages » (à la Mexicana, à la General Motors, dans les aciéries du Nord, à Monclova et aussi à Air France) illustrent la perte de prestige de la C.T.M. et la montée de quelque chose que les formations de gauche légalisées, à commencer par le parti communiste, pourraient bien être tentées d'exploiter et d'encadrer. A bien des égards, le Mexique de 1980 fait songer au Brésil de l'« ouverture contrôlée », où les conflits sociaux contraignent les vieux partis politiques à des révisions et à des choix.

MARCEL NIEDERGANG.



(PUBLICITÉ)

L'avenir économique ne dépend pas seulement du pétrole

L'électricité participe au développement du Mexique et recherche de nouvelles sources d'énergie

LA Commission fédérale d'électricité, organisme décentralisé de l'Etat, qui assume au Mexique la responsabilité de produire, conduire, transformer et distribuer l'énergie électrique, est aujourd'hui *une* puissante infrastructure sur laquelle s'appuie le développement du pays.

Son taux annuel de croissance, qui les quatre dernières décennies avait été de 10,5 % en moyenne passera, selon les prévisions du Plan national de développement industriel, élaboré par le Secrétariat (Ministère) au patrimoine et au développement industriel, et approuvé par le président José Lopez Portillo, à 12 %, à la fin du XXe siècle.

Cette croissance remarquable est due à l'essor que connaissent au Mexique, grâce aux mesures économiques adoptées par le gouvernement du président Lopez Portillo, l'industrie, le commerce et les services.

Ainsi, stimulé par le développement général du pays, le secteur électrique doit réaliser d'importants investissements et mettre en jeu toutes ses ressources, afin de maintenir une *avance raisonnable de l'offre d'énergie électrique, sur la* demande, pour éviter, selon la déclaration du Directeur général de la Commission fédérale d'électricité, Hugo Cervantes del Rio, que le secteur électrique ne puisse devenir un goulet d'étranglement qui gênerait le développement général du pays s'il venait à se trouver dans l'impossibilité de lui *fournir à tout moment et en quantités suffisantes* l'énergie que lui demande sa croissance.

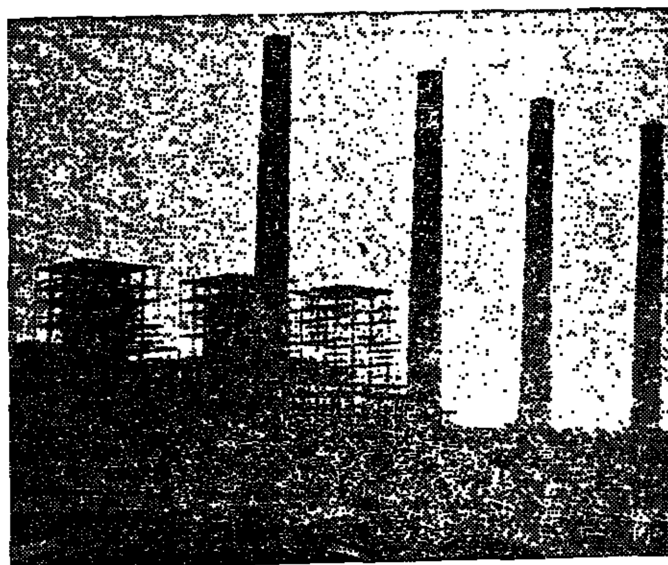
D'après les toutes dernières projections, la production brute d'électricité, qui en 1979 a été de 58 milliards de kilowatts-heures (kWh), sera, en l'an 2000, d'environ 450 milliards, ce qui signifie que, dans à peine vingt et un ans, la demande d'énergie électrique sera *multipliée par huit par rapport à la demande* actuelle. De telles données exercent une pression considérable sur la C.F.E. qui, ainsi, se voit amenée à doubler son potentiel d'installations dans un délai péremptoire de six ans, qui, au Mexique correspond à la période de gouvernement du président de la République.

Suivant cet ordre d'idées, en *décembre 1976, lorsque* M. José Lopez Portillo assume la première magistrature du pays, la capacité de production de la C.F.E. était de 10 millions 600 000 kilowatts-heures (kWh) ; en décembre 1979, celle-ci s'élevait à 14 millions de kWh, ce qui représentait un accroissement de 32 % et elle atteindra, en 1982, la dernière année pour le gouvernement actuel, *près de 20 millions* de kWh.

En outre, l'administration actuelle laissera en cours de réalisation de nouvelles unités de production d'une puissance de 14 millions de kWh, qui seront achevées par le prochain gouvernement, lequel, à son tour, laissera en 1988 un potentiel d'installations de 40 millions de kWh, qui sera en 1994 de 80 millions de kWh et de 160 millions de kWh en l'an 2000.

Il s'agit d'un formidable effort de construction de centrales électriques, d'installation de postes et de lignes de transmission, qui couvriront la superficie de 2 millions de kilomètres carrés que représente le territoire national, ainsi que *de travaux de génie civil* et d'ingénierie préliminaire, qui détermineront les décisions à prendre, étant donné que *le* programme de travaux et d'investissements du secteur électrique (POISE) est élaboré dix ans à l'avance, et qu'ensuite des réajustements sont faits au cours de sa réalisation.

Cependant, les engagements et la responsabilité du secteur *électrique ne se limitent pas* à la réalisation du POISE. Depuis que le monde a dû modifier ses critères quant à l'utilisation du pétrole, qui, de simple combustible pour briquets qu'il était, est aujourd'hui considéré comme une véritable « réserve stratégique », la C.F.E. a commencé à prendre en considération les autres sources alternatives d'énergie.



La centrale à charbon de Rio Escondido consommera jusqu'à 16 mille tonnes de charbon non cokéfiable, et aura une puissance installée de 290 000 kWh.

C'est précisément M. José Lopez Portillo qui a lancé, en 1973 — l'année noire de la crise du pétrole — une tentative visant à diversifier les sources primaires d'énergie lorsque, directeur général de la C.F.E., il a rendu opérationnelle une petite centrale géothermique, avec deux unités de production *de seulement 37.500* kWh chacune. En 1977, elles représentaient à peine 1 % de la production brute du pays, mais, d'un autre côté, utilisant l'énergie la moins chère du monde, ces deux unités permettent d'économiser un peu plus d'un million de barils de pétrole par an.

Sur le site géothermique de Cerro Prieto, situé dans l'Etat de *basse Californie du Nord, à environ* 3 000 kilomètres au nord-ouest de la ville de Mexico, près de la frontière avec les Etats-Unis, la C.F.E. dispose actuellement d'unités de production opérationnelles d'une puissance de 150 000 kWh. De plus, les travaux d'exploration se poursuivent ainsi que l'installation de *nouvelles génératrices, car le potentiel de la zone* représente 1 000 000 de kWh de la puissance installée.

Ce programme de diversification des énergies primaires comporte trois centrales qui seront mises en service sous la présidence de José Lopez Portillo, successivement en 1980, 1981 et 1982, et qui utiliseront une énergie autre que les hydrocarbures comme matière première : la centrale hydraulique de Chicoasen, qui aura une puissance installée, dans sa première tranche, de 1 500 000 kWh ; la centrale à charbon Rio Escondido, d'*une puissance de* 1 200 000 kWh, et la *centrale* électronucléaire de Laguna Verde, d'une puissance de 1 308 000 kWh.

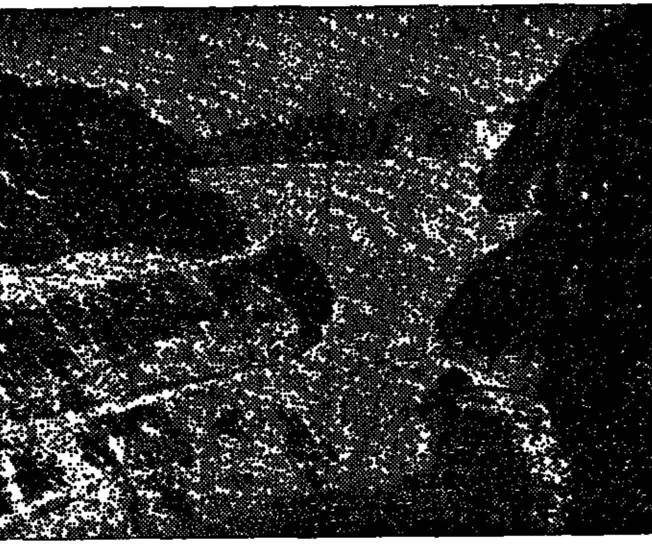
La centrale de Chicoasén, qui sera inaugurée, avec cinq unités de production, le 1er décembre prochain, pour le quatrième anniversaire de l'investiture de M. José Lopez Portillo à la présidence de la *République, atteindra dans une seconde* tranche, qui rendra opérationnelle trois nouvelles unités, dont les travaux de génie civil sont déjà terminés, une production de 2 400 000 kWh.

Cette centrale est située dans le bassin du Rio Grijalva, dans le sud-est du pays, zone dans laquelle sont déjà en service les centrales hydrauliques d'Angostura, avec 920 000 kWh, et de Malpaso, avec 1 800 000 kWh. En aval de Malpaso est actuellement en construction la centrale de Peñitas, d'une puissance de 500 000 kWh, et, entre Chicoasen et Malpaso, sera construite la centrale de Copainala, qui atteindra 300 000 kWh.

La centrale à charbon de Rio Escondido, dans l'Etat de Coahuila, à environ 1.300 km au nord de la ville de Mexico, aura, avec quatre unités de production, une puissance de *1 200 000 kWh, et pour son fonctionnement elle consommera* jusqu'à 16 000 tonnes par jour de charbon à combustion longue, non cokéfiable et, par conséquent, inutilisable pour la sidérurgie.

La richesse carbonifère du gisement de Fuente Rio Escondido a amené la C.F.E. à prendre récemment la décision *de construire sur place une seconde centrale, Carbon II, qui* aura les mêmes caractéristiques que la précédente.

A 38 km au nord du port de Veracruz, sur la côte du golfe du Mexique, est actuellement en construction, dans le site appelé Laguna Verde, tout près de l'endroit où il y a plus de quatre cent soixante ans Fernand Cortès brûla ses vaisseaux, une centrale électronucléaire qui, avec deux génératrices, *aura* une puissance installée de 1 308 000 kWh. Cette centrale sera *terminée dans les derniers temps de la présidence de José* Lopez Portillo.



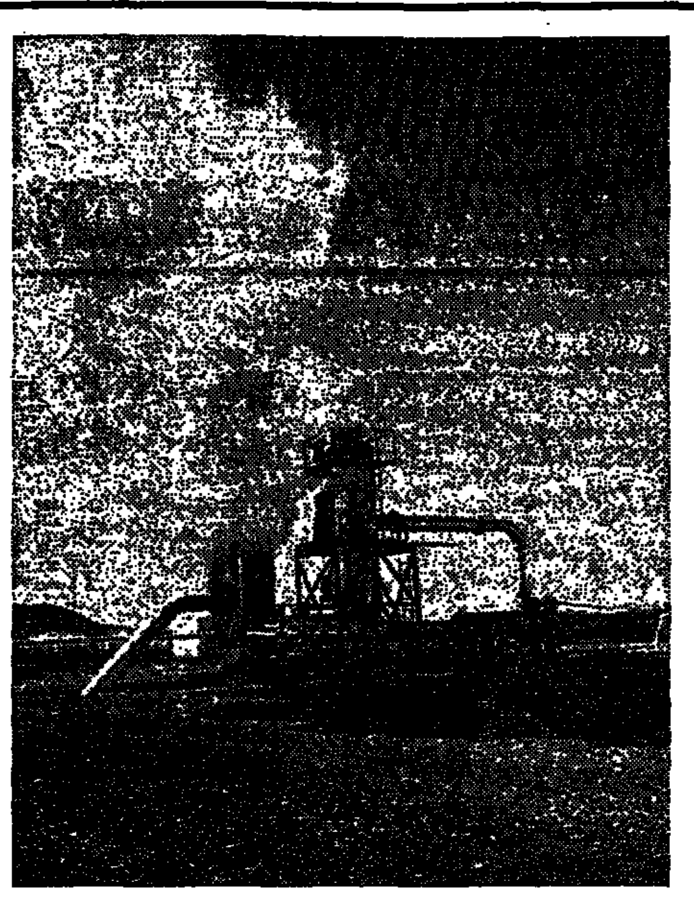
Coupe de la centrale hydraulique de Chicoasén, qui a un volume de 16 millions de mètres cubes et une hauteur de 260 mètres. A la fin de l'année, elle produira 1 500 000 kWh.

Actuellement, la C.F.E., avec la collaboration du Secrétariat (Ministère) au patrimoine et au développement industriel et autres organismes compétents, tels que l'Institut national de recherches nucléaires, la Commission nationale de sécurité et de protection nucléaire, ainsi que les universités et établissements techniques d'enseignement supérieur, élabore un plan de développement électronucléaire qui fournira au Mexique *des critères bien définis en la matière.* A cette fin, la C.F.E. a demandé à des organismes canadiens, suédois et français leur collaboration technique respectivement en ce qui concerne les différentes caractéristiques des réacteurs à uranium naturel (CANDU), à eau lourde (B.W.R.) et à eau légère sous pression (P.W.R.).

Outre l'accord souscrit avec la France pour la réalisation d'études sur la possibilité d'un programme nucléaire au Mexique à moyen et à long terme, basé sur des réacteurs à uranium enrichi à eau légère sous pression (P.W.R.), la C.F.E. a établi des contrats auprès d'organismes français depuis au moins 1960.

Les six turbines, de 180 000 KW chacune, de la centrale hydraulique d'Infiernillo, sont de fabrication française. Quelque temps après, alors qu'il était directeur général de la C.F.E., M. José Lopez Portillo s'est engagé à un accord d'assistance mutuelle avec le directeur d'Electricité de France, M. Marcel Boiteux. Cet accord fut ratifié en 1978 par M. Hugo Cervantes del Rio, actuel directeur de la C.F.E.

M. Cervantes del Rio, qui s'est rendu à plusieurs reprises au laboratoire de recherches Les Renardières et à la centrale Phénix, où il a étudié les surrégénérateurs, a passé un accord au cours d'une visite que lui fit le ministre français de l'Energie, M. André Giraud, suivant lequel le Mexique et la France vont accroître leurs échanges en matière nucléaire en ce qui concerne la production d'électricité. Cet accord fut par la suite ratifié par l'administrateur délégué du Commissariat à l'énergie atomique français, M. Michel Pecquere.



Le site géothermique de Cerro Prieto, avec des réserves prouvées de vapeur endogène, pour construire des unités de production de 1 million de kWh.

En avril 1979, le chef de l'Etat mexicain, M. José Lopez Portillo, assista, lors des installations de la centrale géothermique de Cerro Prieto, à une réunion sur la diversification des sources d'énergie *pour produire de l'électricité*, au cours de laquelle furent *analysées autant* les prévisions de la demande d'électricité pour cette fin de siècle que celles des sources d'énergie alternatives pour produire cette électricité. Sur ce dernier point, une fois que les techniciens eurent *déclaré* que dans le cas d'une *défaillance* dans la satisfaction de la demande dans les deux prochaines décennies qui, comme cela a été souligné plus haut, sera multipliée par huit par rapport à l'actuelle consommation, il faudrait avoir recours aux hydrocarbures ou à l'énergie nucléaire, M. Hugo Cervantes del Rio a affirmé de façon catégorique que « *ce serait* une erreur de penser à ne construire notre avenir que sur un seul élément : le pétrole ».

Le dossier présenté à cette occasion a révélé qu'avant la fin du XXe siècle le Mexique pourra disposer d'une puissance hydraulique de 25 000 000 de kWh pour obtenir une production annuelle de houille blanche de 8 milliards de kWh qui, si elle était produite dans des centrales thermiques classiques, devrait consommer 145 000 000 de barils de pétrole par an.

Etant données les caractéristiques géologiques du Mexique, qui possède des zones de volcanisme actif, il existe au moins cent trente sites géothermiques dans la péninsule de Basse-Californie, dans la sierra Madre occidentale, dans l'axe néo-volcanique et dans le massif de Chiapas, et les statistiques permettent d'estimer que, d'ici l'an 2000, 20 milliards de kWh pourraient être produits dans des centrales géothermiques.

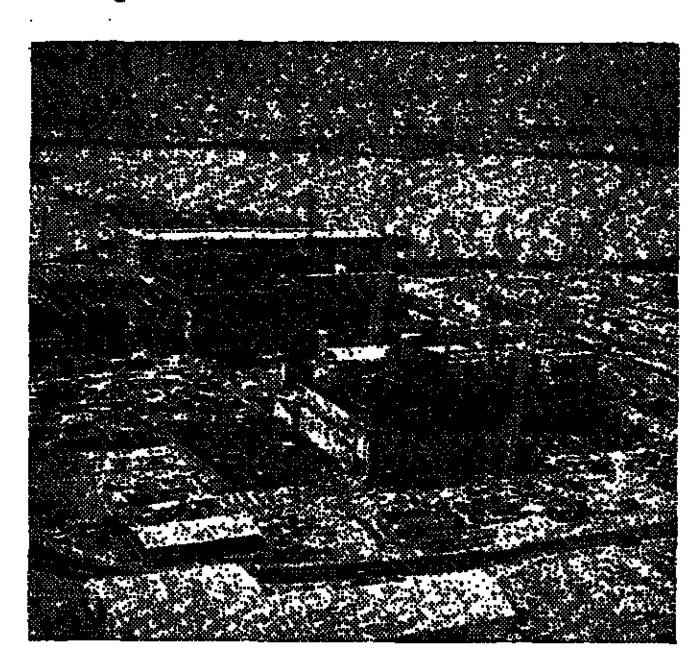
Les gisements de charbon *non cokéfiable, à combustion* longue, et par conséquent non utilisable pour la sidérurgie, mais ayant par contre une puissance calorifique susceptible d'être transformée en énergie électrique, permettront, *à la* fin du siècle, au Mexique, d'approvisionner des centrales d'une puissance de 8 400 000 KW.

En 1978, l'énergie produite dans le pays provenait pour 69 % de centrales thermiques classiques ; pour 30 % de centrales hydrauliques et pour 1 % de la centrale géothermique de Cerro Prieto. En 1982, dernière année de la présidence de M. José Lopez Portillo, la participation des centrales thermiques classiques sera réduite à 59 %, les centrales hydrauliques se maintiendront à 30 %, tout comme les centrales géothermiques à 1 %, mais les centrales à charbon et les centrales électronucléaires *représenteront 10 % de la production*. Ces pourcentages seront appréciés à leur vraie dimension si l'on tient compte du fait qu'en 1978 la puissance installée dans le pays était de 10 600 000 kWh, et *qu'en 1982 elle* sera d'environ 20 000 000 de kWh.

Ni les cellules solaires ni la force des vents ou des marées ne semblent être, pour le moment, des options énergétiques pour une production d'électricité à grande échelle, et *le* Mexique doit utiliser *ses* ressources conventionnelles pour garantir une énergie vitale pour son développement.

Actuellement le programme de construction de centrales de la C.F.E. comprend douze centrales hydrauliques d'une puissance supérieure à 2 600 000 kWh ; seize centrales thermiques classiques de près de 3 000 000 de kWh ; quatre centrales à charbon de 1 200 000 kWh ; deux centrales thermonucléaires de 1 308 000 kWh ; et trois centrales géothermiques de 140 000 kWh ; d'où il ressort que 64 % de *celles-ci n'utiliseront pas d'hydrocarbures.*

Tout ceci représente, sans aucun doute, un grand effort qui correspond tout simplement à celui du dynamisme général du développement du pays, qui entreprend son décollage dans *un monde souffrant de l'inflation, du chômage et de la crise de l'énergie.*



La centrale électronucléaire de la Laguna Verde possède deux réacteurs à eau lourde. Sa puissance sera de 1 308 000 kWh.



ÉCONOMIE

Des problèmes, mais une oasis de croissance

ALORS que l'économie mondiale traverse sa crise la plus grave depuis les années 30, le Mexique, avec une relative stabilité financière interne et externe, semble être l'une des rares oasis de croissance.

Certains secteurs, tels le pétrole, la construction, l'électricité et la confection, ont connu des pointes impressionnantes, et seule l'agriculture a continué de stagner gravement, prouvant que c'est bien la croissance économique qui stimule le commerce extérieur et non — comme le prétendent les économistes néo-classiques — le commerce qui est le moteur de la croissance. Les exportations mexicaines se sont accrues en 1979 de plus de 50 % et les importations de près de 45 % (en prix courants). Un excédent considérable de la balance des paiements a permis d'accroître les réserves internationales à plus de 3 milliards de dollars, soit plus du double de la position brute de change atteinte à la fin 1976. Cette amélioration a été obtenue en dépit de la charge très lourde du service de la dette extérieure (quelque 3 milliards de dollars pour une dette totale estimée actuellement à 30 milliards de dollars), mais sans nouvel emprunt.

Ce redressement général, combiné à l'émergence du Mexique comme l'un des principaux producteurs de pétrole et exportateur potentiel, bien que marginal a transformé ce pays en centre d'attraction pour les banquiers et les investisseurs étrangers et les missions commerciales internationales.

La décision présidentielle annoncée le 18 mars 1980 excluant l'entrée du Mexique dans le GATT dans un avenir proche, et stoppant l'augmentation rapide des exportations de pétrole, a été accueillie avec surprise. Jusqu'alors, des sources intérieures et étrangères bien informées considéraient comme certain que le Mexique adhérerait au GATT et accroîtrait considérablement sa production et ses exportations de pétrole durant les trois dernières années du mandat de M. Lopez Portillo. La raison en était — c'est du moins ce qui était avancé — les pressions persistantes des Etats-Unis. Aussi la mise au point présidentielle a-t-elle été presque unanimement commentée aux Etats-Unis comme une sorte de déclaration d'indépendance politique et économique du pays. On a mal apprécié cependant aux Etats-Unis et en Europe les conséquences profondes des décisions sur le GATT et le pétrole.

Une agriculture déficiente

Ce redressement a été naturellement facilité par l'expansion constante de l'industrie pétrolière dont les bases avaient été posées par l'administration précédente. La capacité du système politique — seulement comparable à celui du Japon — de faire payer une politique économique conservatrice aux travailleurs et à l'agriculture, sans provoquer de conflits sociaux graves, a permis aussi de sortir de la crise de 1975-1976.

Une mauvaise redistribution des revenus, le chômage urbain, la crise agricole, le retard technologique : ces questions ont été au premier plan dans le réexamen de la stratégie du développement économique à adopter pour la deuxième moitié du mandat de M. Lopez Portillo. Alors que les Etats-Unis imaginaient une intégration rapide du Mexique dans l'économie mondiale, par le biais des exportations de pétrole, le démantèlement des barrières douanières, et d'autres mesures de libéralisation du commerce, la plupart des ministres de l'économie et les conseillers de la présidence ont adopté une position différente. Ils ont estimé qu'une croissance basée sur les exportations de pétrole et l'ouverture trop rapide du marché au reste du monde pourrait provoquer des inégalités sociales croissantes difficiles à contrôler...

La crise en Iran, le Venezuela et l'agitation en Amérique Centrale étaient à l'arrière-plan des discussions. Les conseillers ont fait valoir qu' « *en plus de l'instabilité politique intérieure, la croissance économique basée sur le pétrole augmenterait, de façon très négative, la dépendance vis-à-vis des Etats-Unis* ». Ainsi que l'a dit le ministre des affaires étrangères, en termes diplomatiques, l'accroissement des exportations de pétrole aggraverait la dépendance des Etats-Unis à l'égard du pétrole mexicain plutôt que la dépendance du Mexique vis-à-vis du marché américain. Ce n'est un secret pour personne, que le Mexique n'est pas intéressé à devenir partie dans un conflit entre les pays consommateurs de pétrole et l'OPEP, et qu'il ne voit pas d'un bon œil l'offensive stratégique politique et économique des Etats-Unis contre l'Union-Soviétique après l'Afghanistan. Le fait qu'on dise que le Mexique est « non aligné », même par rapport au camp des non-alignés, n'est pas seulement un jeu de mots. Au moment où le monde s'attendait que le Mexique devienne l'une des locomotives de la croissance de l'économie mondiale, la volte-face mexicaine vers une politique économique plus nationaliste a bien d'autres raisons.

Premièrement, dans les milieux politiques et économiques mexicains on est plutôt pessimiste sur l'avenir de l'économie mondiale. De plus, face à l'impasse complète du dialogue Nord-Sud, on est très critique à l'égard des politiques économiques des crises à l'extérieur. Dans de telles conditions, il ne reste d'autre choix pour le monde en voie de développement, y compris le Mexique, que de s'isoler le plus possible du Nord industrialisé.

Deuxièmement, on pense au Mexique que le pays a peut-être plus de chance qu'aucun autre pays sous-développé de passer sans trop de dégâts à travers le chaos économique international actuel. Le Mexique a non seulement du pétrole et d'autres riches ressources non renouvelables, mais il dispose aussi d'une infrastructure relativement développée d'une capacité industrielle et d'une main-d'œuvre abondante. En termes généraux, c'est une économie « viable » dont la stabilité et la croissance dépendront moins d'un accroissement des relations économiques extérieures dans un mauvais climat international, que des solutions apportées aux problèmes posés par les goulets d'étranglement économiques et sociaux. Cependant, ces goulets sont graves. L'un des plus importants est la stagnation de l'agriculture

C'est par ses propres efforts qu'un pays doit surmonter un déficit alimentaire. Nous estimons en conséquence qu'aucun pays dépendant de ses importations alimentaires ne peut raisonnablement prétendre être indépendant. En outre, si aucune amélioration de l'agriculture n'intervient, le Mexique dépensera l'équivalent de ses ventes de pétrole entre 1980 et l'an 2000 pour ses importations alimentaires. Cela explique que le président ait défini la production de biens alimentaires comme prioritaire. Malheureusement, on ne peut résoudre le problème du développement de l'agriculture par les seuls moyens techniques et financiers. C'est surtout un problème d'organisation sociale. Lorsque le paysan mexicain refuse de produire plus, son comportement s'explique parfaitement en fonction de motifs économiques, car il ne profite pas d'une surproduction.

Les explications officielles, selon lesquelles le déclin constant de la productivité de l'agriculture de subsistance serait dû à de mauvaises conditions atmosphériques, n'offrent qu'une explication partielle de l'état désastreux d'une grande partie du secteur agricole. Les autorités fédérales semblent être peu au courant des difficultés réelles du pays. Le plan de développement global établit comme objectif de croissance de la production agricole, pour 1980-1982, un taux de 4,5 % l'an. Bien que ce chiffre soit supérieur au taux de croissance de la population (environ 3 %), il semble très ambitieux.

La répartition des revenus est un obstacle majeur à une croissance économique soutenue accompagnée d'une relative stabilité sociale. (Le taux de croissance du P.N.B. a été fixé à 8 % pour les trois dernières années du mandat de M. López Portillo.) Si elle ne s'améliore pas, aucune stratégie de croissance à long terme n'est possible. Il est vraisemblable que ce problème sera résolu par une nouvelle répartition des impôts et un accroissement des dépenses fédérales pour les services sociaux. Le ministre du budget et du plan a préconisé un tel changement, en dépit de l'opposition des dirigeants de la compagnie pétrolière nationale (Pemex).

L'autre gros problème est celui du chômage du sous-emploi urbain. Depuis 1975, le taux de croissance de la population est tombé de 3,5 % à peut-être 2,9 %, mais le Mexique ne ressentira véritablement les effets de cette chute qu'en l'an 2000. Il est vraisemblable qu'alors la population totale du pays — au grand soulagement des démographes, — sera plus proche de 110 millions que des 130 prévus. Dès maintenant cependant, huit cent mille personnes s'ajoutent chaque année à la population active, alors que l'industrie, même dans les conditions favorables de redressement actuel, est dans l'incapacité d'absorber plus que le nombre équivalent de personnes licenciées pendant les années de crise de 1975-1976. C'est au secteur tertiaire que revient la tâche pratiquement impossible de créer de nouveaux emplois.

Une plus grande équité sociale

L'effet négatif produit par le faible niveau de spécialisation des nouveaux arrivants sur le marché du travail est ressenti de plus en plus dans l'administration, malgré des tentatives méritoires pour en rationaliser le fonctionnement. Des complications et des difficultés supplémentaires sont à mettre au compte d'une législation du travail restrictive reflétant le pouvoir politique de syndicats « élitistes » et l'absence d'une politique cohérente en matière de technologie et d'éducation technique. Ainsi, le secteur privé essaie de remplacer le facteur travail par le capital, afin d'éviter les conflits sociaux, alors que la capacité technologique du pays — sauf dans l'industrie pétrolière et les sociétés à capitaux étrangers, — continue à stagner.

L'Etat mexicain n'a pas encore réussi à maîtriser le problème du dualisme technologique dans l'agriculture, l'industrie et même dans le secteur tertiaire, dualisme qui accroît constamment la concentration des pouvoirs et des revenus économiques. Même les critiques les plus amicales tendent à prouver que le Mexique est encore loin de réaliser l'importance du facteur technologique

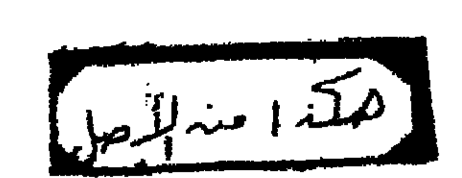
Tout cela nous conduit au dernier grand problème auquel le Mexique doit faire face. Après quarante ans de processus de substitution des importations, une grande partie de l'industrie locale n'est ni compétitive ni rentable. De plus le secteur industriel n'a aucun intérêt à réduire ses coûts et ses prix, car il domine complètement le marché intérieur par un système protectionniste que l'on ne trouve dans aucun autre pays.

Les entreprises nationales, et les nombreuses filiales multinationales produisant dans le pays des biens qui étaient autrefois importés se partagent généreusement les bénéfices de ce fort protectionnisme. C'est le consommateur qui paie le prix de ce type d'industrialisation responsable de la concentration des pouvoirs et des revenus économiques. La modernisation des structures industrielles par la libéralisation du commerce extérieur dans le cadre du GATT ayant été rejetée, la question de l'élimination des aspects négatifs d'une stratégie basée sur la substitution des importations demeure. Il est clair que, en dépit de l'élaboration du plan national industriel, il reste beaucoup à faire pour atteindre une plus grande égalité sociale. C'est actuellement l'industrie (et la distribution commerciale) qui, en raison d'une aide de l'Etat particulièrement généreuse, est la principale bénéficiaire de profits excessifs et aggrave les pressions inflationnistes.

MIGUEL S. WIONCZEK,
chercheur au Collège de Mexico.

...service du

15 milliards de



PÉTROLE

Au service du plan national de développement

« UN Mexique nouveau est en vue, mais le Mexique ancien n'en finit pas de passer, 1979 est une année zéro. En cette année zéro nous devons veiller à ce que se réalisent les perspectives historiques qui s'offrent à nous pour la première fois », déclarait le président Lopez Portillo. Le tournant des années 1979-1980 est le moment décisif pour changer les rapports économiques du Mexique avec l'extérieur, et sceller les bases d'un nouveau modèle de développement faisant surgir une nouvelle puissance industrielle à l'horizon 2000. Le pétrole devient, dans cette stratégie, tout à la fois le levier du changement et le garant d'une autodétermination dans les grands choix politiques et économiques.

Les réserves prouvées mexicaines d'hydrocarbures continuent d'augmenter : 11 milliards de barils en 1976, 16 milliards en 1977, 40 milliards en 1978 ; au 31 décembre 1979 Pemex avançait le chiffre de 45,8 milliards, mais dès janvier 1980 la découverte du nouveau gisement d'Iris-Giraldas, dans le Chiapas, portait ces réserves à 47,3 milliards. à quoi s'ajoutent 45 milliards de réserves probables et 200 milliards de réserves potentielles. En mars dernier, Pemex annonçait 50 milliards. Poursuivant son exploration des bassins sédimentaires jurassiques, crétacés et tertiaires, Pemex a récemment découvert des indices prometteurs dans des forages off shore près de la péninsule de Basse-Californie, ainsi que dans le sud de l'Etat de Jalisco.

Compte tenu que le pétrole brut représente deux tiers des réserves prouvées, et en appliquant la relation technique de 1,7 million de barils/jour exploitables pour 10 milliards de barils de réserve, on aboutit à une production potentielle de 5,4 millions de barils/jour, soit plus du double du plafond effectivement retenu en 1980 (2,5 millions). La différence s'explique par les délais nécessaires à Pemex pour surmonter les difficultés techniques rencontrées dans certains gisements (on avançait le chiffre de 16 000 puits pour l'exploitation du paléo-canal de Chicontepec) ; elle tient surtout à une volonté politique de conserver la maîtrise du pétrole national, de gérer et non pas gaspiller l'abondance.

La croissance de la production pétrolière a pourtant été plus rapide que celle prévue par le plan pétrolier de six ans (1977-1982) : dès la fin 1979, les 2 millions de barils/jour ont été atteints et l'objectif de 1982 deviendra réalité en 1980.

Le potentiel pétrolier est rapidement apparu, en particulier dans les milieux d'opposition de gauche, comme faisant peser une menace sur l'indépendance du pays. Poursuivre la production et les exportations au rythme des dernières années revenait à entrer dans le jeu des Etats-Unis. Du point de vue nord-américain (les Etats-Unis ont importé, en 1978, 8 millions de barils/jour de pétrole, pour une consommation totale de 18,3 millions) si le Mexique portait sa production à son maximum envisageable — (5-6 millions de barils) et en exportait 3 millions, cela aurait le double avantage de mieux garantir les approvisionnements et de développer un marché pour les exportations industrielles américaines.

D'autre part, constatant les effets perturbateurs de l'exploitation pétrolière trop poussée, par exemple au Venezuela, et tirant la leçon des événements d'Iran, les dirigeants mexicains ont bien évalué les risques pour la stabilité politique intérieure : les devises captées par l'exportation massive ne pourraient être employées que :

- Dans des importations de biens de consommation, ce qui menacerait de concurrencer la production nationale et détruirait l'appareil industriel en formation ;
- Dans le suréquipement exigé par la rapidité de l'exploitation pétrolière ; là encore l'industrie nationale n'aurait pas le temps de s'adapter pour produire elle-même les biens d'équipement ;
- Dans des circuits spéculatifs et inflationnistes ; l'élévation artificielle des revenus des groupes privilégiés associés au boom pétrolier risquant d'aggraver la division avec les groupes moins favorisés, en particulier la population paysanne.

Finalement, le président Lopez Portillo a clos le débat opposant d'une part les ministres des finances et du budget, soucieux d'éviter de grandes distorsions économiques, donc partisans d'une extraction limitée, et les responsables de Pemex, le monopole pétrolier d'Etat, qui souhaitaient une production pétrolière plus forte pour multiplier les grands équipements et rembourser les dettes de cet organisme. Un niveau maximum de 2,5 millions de barils/jour a été fixé, dont environ la moitié destinée à l'exportation.

La progression fantastique des exportations de brut, qui représentent en 1979 le premier poste exportateur avec 44 % des ventes de marchandises, devrait désormais se ralentir et tenir plus à une valorisation du produit exporté (raffinage) et à une politique de hausse des prix plutôt qu'à une augmentation des volumes.

Présenté en mars 1979 par M. Oteyza, ministre du patrimoine et du développement industriel, le plan national de développement industriel donne aux hydrocarbures le rôle « d'élément catalyseur de la croissance industrielle... non seulement par la production d'énergie nécessaire à l'industrie, mais aussi par les liaisons amont dérivées du programme d'investissement et par les liaisons aval créatrices de nouvelles activités ».

Le pétrole et le gaz ont la double fonction de financement, par les exportations, des investissements industriels et d'intégration d'une base d'industries lourdes et de biens d'équipement autour de la pétrochimie.

Les trois objectifs fondamentaux du plan, qui comporte deux phases (1979-1982 et 1982-1990), sont de mettre en place un nouveau modèle économique, où les produits industriels se substitueront aux exportations de produits primaires, extractifs, ou de pétrole ; où l'industrie devrait progresser à un rythme de 12 % par an (18 à 20 % dans les secteurs de pointe de la pétrochimie et des biens de capital), ce qui permettrait à l'économie globale de soutenir une progression de 8 à 10 % par an ; ces taux élevés assurant enfin des créations d'emplois croissant de 600 000 à 800 000 puis 1 100 000 par an. Au bout de quinze ans le Mexique aurait résolu le problème majeur du chômage et du sous-emploi.

En 1982, le secteur industriel-énergétique représenterait 40 % du P.I.B. et 43 % en 1990, et absorberait 28 % de la population économiquement active.

Le plan établit des priorités sectorielles, l'agro-industrie, la pétrochimie et l'industrie des biens de capital ayant la priorité maximale, car étant à la base de l'autosuffisance alimentaire, d'un progrès vers l'autosuffisance financière, et de l'autodétermination technologique. Toute une gamme de politiques de subventions publiques, de stimulants fiscaux, de détaxations sur les produits énergétiques donnent les instruments de la planification.

Le plan industriel est articulé avec le plan national de développement urbain publié en 1978. Il s'agit, dans la perspective d'un Mexique de 125-130 millions d'habitants en l'an 2000, d'aménager le territoire pour éviter que la polarisation des flux migratoires par Mexico, Monterrey et Guadalajara aboutisse à la congestion de métropoles pouvant atteindre 30 millions et 6/7 millions respectivement. Déconcentration industrielle et développement des grands pôles pétroliers doivent desserrer le peuplement de l'Altiplano au bénéfice, en premier lieu, de quatre grands ports industriels (Coatzacoalcos, Lazaro-Cardenas, Salina-Cruz, Tampico). La fourniture d'énergie à des tarifs préférentiels (30 % de rabais dans les quatre ports, et 10 % au long du réseau de gazoducs) est l'une des armes les plus efficaces pour constituer le nouveau réseau industriel. Le gaz naturel doit devenir la première source d'énergie thermique, tandis que le pétrole sera réservé à l'industrie pétrochimique pour satisfaire le marché interne et surtout développer les exportations.

Pôles portuaires et gazoducs vont remodeler la carte du Mexique industriel, et lui donner pour la première fois un visage maritime.

Ces deux dernières années, la politique mexicaine a pu marquer des points dans ses relations économiques extérieures, et affirmer une autonomie grandissante.

Dans le domaine pétrolier, le Mexique, grâce aux contrats conclus avec le Japon (250 000 barils/jour), la France (100 000 barils/jour) le Canada, l'Espagne, cherche à diversifier son marché d'exportation et devrait ramener la part des exportations pétrolières vers les Etats-Unis de 86 % en 1978 à 75 % en 1980. L'insuffisance des équipements portuaires, l'absence d'une véritable flotte et les prix des transports freinent encore ce mouvement de diversification.

Ayant adopté une position catégorique quant au volume des exportations pétrolières : « Le Mexique ne sera pas la station-service bon marché des Etats-Unis », affirmait le président Lopez Portillo, qui ajoutait : « Le Mexique utilisera ses ressources selon ses convenances, uniquement selon ses convenances », le Mexique joue également la carte de la hausse des prix. Sans appartenir à l'OPEP, il profite des hausses décidées par cet organisme pour réévaluer ses propres prix. En juillet 1979, le Mexique augmentait le prix du baril exporté de 32 %, et le fixait à 22,6 dollars ; en janvier 1980, le brut léger de l'Isthme est passé de 24,6 à 32 dollars. En six mois, le Mexique a pratiquement doublé ses prix. La dernière augmentation a été qualifiée d'« injustifiable » par le département d'Etat américain, mais pour la première fois le Mexique se trouve en position de force vis-à-vis de son voisin. C'est cette situation favorable qui explique également que le gaz naturel, dont l'exportation vers le Texas a commencé en janvier 1980, soit vendu, après deux ans de péripéties, au prix de 3,625 dollars les 1 000 pieds cubes non seulement plus que les 2,1 dollars fixés comme plafond par M. Schlesinger, mais également plus que les 2,6 dollars offerts par le Mexique en 1977.

(Dessin de Chenez.)

15 milliards de dollars

Cette année, le Mexique devrait donc produire 112 000 millions de tonnes de brut, et en exporter la moitié. La production off shore, amorcée en 1979, doit fournir 20 % de la production à partir des trois zones de la baie de Campeche. Sur quatre cent neuf puits forés en 1979, 50 % l'ont été off shore, ce qui suppose un énorme effort d'équipement en plates-formes et un appel à des sociétés sous-traitantes mexicaines ayant recours à la technologie, au matériel et aux techniciens étrangers.

Le programme d'investissements de Pemex dans l'extraction, le raffinage, la pétrochimie de base, s'élève à près de 15 milliards de dollars pour la période 1977-1982. La mise en service de nouvelles unités dans les raffineries de Salina-Cruz, Tula, Cadereyta doit porter la capacité de raffinage de 974 000 barils/jour en 1977 à 1 670 000 en 1982 et plus de 2 millions en 1986. Les exportations de produits raffinés se substitueront donc aux exportations actuelles de brut.

L'exportation suppose la mise en service de grandes infrastructures de transport. Le gazoduc de 1 350 kilomètres unissant Cactus (Chiapas) à la frontière du Texas a été terminé en 1979, et a une capacité de 2 milliards de pieds/cubes par jour. Le port de Dos-Bocas, dans le Tabasco, sera achevé en 1980, grâce à un prêt de 1 milliard de dollars des Japonais, qui ont fourni aussi équipements et technologie (en échange d'un contrat d'approvisionnement portant sur 250 000 barils/jour).

Enfin en aval du raffinage les complexes pétrochimiques de la Cangrejera, Allende, Pajaritos, Cosoleacaque, Cactus, dans la zone du golfe, ainsi que cinq autres complexes permettront de faire passer la production de produits de base de 5,2 millions de tonnes en 1977 à 18,6 millions en 1982 et 23,8 millions en 1985.

Cet effort tous azimuts d'investissement, par Pemex, fait que cet organisme se taille la part du lion dans le budget du gouvernement fédéral et des entreprises publiques : Pemex émargeait pour 13,5 % des dépenses publiques en 1976, 17,7 % en 1978 ; le budget de 1980 prévoit 400 milliards de pesos pour Pemex, soit 23,7 % du total, et près de la moitié des dépenses des organismes décentralisés (encore ces chiffres sont-ils inférieurs à la réalité, en raison de transferts budgétaires).

Faute d'autofinancement, on fait appel aux crédits internationaux. En 1978, la dette à long terme de Pemex représentait 22,4 % des crédits à long terme obtenus par le Mexique ; mais cette même année sur 3 352 millions de dollars prêtés par l'étranger au secteur public, 1 868, soit 52,7 %, l'étaient à Pemex. Dans son rapport, le directeur général M. Jorge Diaz Serrano évaluait à 1 478 millions de dollars la dette externe de son organisme en 1982.

Une plus grande autonomie

Après une consultation nationale lancée par le gouvernement au sujet du projet de protocole d'adhésion au GATT publié en novembre 1979 et accepté déjà par les pays membres, le Mexique a abandonné, en mars 1980, sa demande d'adhésion.

Comme l'avaient souligné les responsables du ministère du patrimoine et développement industriel, ainsi que la chambre nationale des industries de transformation, adhérer c'était « limiter notre capacité de légiférer sur notre développement industriel » et « perdre l'autonomie de vente de nos produits ».

Les codes de conduite du nouveau GATT, issu du « Tokyo Round » (1973-1979) prévoient en effet de sanctionner les subventions aux activités exportatrices, les tarifs préférentiels dans les transports, les exonérations fiscales... Comme le plan national de développement industriel mexicain repose précisément sur une politique de subvention, l'entrée dans le GATT menaçait de miner toute la planification économique mise en place par le Mexique. Les articles éliminant les pratiques discriminatoires quant à l'accès aux commandes publiques, menaçaient de stériliser la politique mexicaine visant à bâtir une industrie nationale de biens d'équipements sur les achats de Pemex, de la Commission fédérale d'électricité, ou de la Sidérurgie publique (Sidermex). Les articles interdisant les prohibitions ou restrictions à l'importation comme à l'exportation de produits entre pays membres, privait enfin le Mexique de la liberté d'arrêter ou de diminuer les ventes d'un produit (par exemple pétrochimique) jusque-là destiné aux Etats-Unis, mais susceptible d'être acheté par le Japon ou les Européens.

En résumé, en échange de quelques avantages commerciaux immédiats, l'entrée du Mexique dans le GATT annulait l'efficacité de l'emploi de l'arme pétrolière dans les négociations bilatérales, et consolidait de fait la position dominante des Etats-Unis.

C'est donc avec raison que le refus mexicain a été interprété à Genève comme l'indice d'une réorientation de la politique internationale du Mexique, et d'une plus grande autonomie.

JEAN REVEL-MOUROZ,
chargé de recherche au C.N.R.S.
Institut des Hautes Etudes
de l'Amérique latine.

REPORTAGE

La frontière avec les États-Unis : une

Le demi-million d'habitants largement passé, Mexicali, capitale de l'Etat mexicain de Basse-Californie-du-Nord, garde des allures de *cité pionnière*. Pas seulement pour ces chemins de terre où, soudain, débouche la rue goudronnée — en plein cœur de la ville ! *Ou pour ce bric-à-brac de boutiques basses*, avec leurs façades peintes à la diable, au long des *grands axes*, et ce *capharnaüm d'ateliers précaires* au fond d'impossibles cours... C'est que, hormis aux abords de l'ultra-moderne « centre civique », où se presse la *foule* des fonctionnaires, les passants ont encore, pour la plupart, cet air gauche des campagnards fraîchement débarqués. Le Café du XX[e] siècle évoque irrésistiblement le saloon où, venant du grand soleil, des hommes au chapeau à larges bords entrent en clignant des yeux — pour s'habituer à la pénombre. Et n'y a-t-il pas du shérif dans ces policiers *qui arbitrent la circulation* entre les longues « américaines » poussiéreuses, si basses qu'elles semblent prêtes à racler les fondrières, et les cohortes d'autocars brinquebalants et surchargés ?...

Si Mexicali nous renvoie à ce point à nos westerns d'adolescents, il y a de bonnes raisons : elle jouxte le pays des cow-boys ! Mais ceux-ci ont, depuis belle lurette, délaissé les chevaux pour la Chevrolet. Le goût de l'aventure, désormais, et peut-être « l'esprit des grands espaces » ont franchi la frontière : face aux Etats-Unis repus, se dresse aujourd'hui la horde des Mexicains maigres, avides de dollars et d'une vie meilleure...

IL existe à Mexicali une place dénommée parc des Héros-de-Chapultepec — en mémoire de ces cadets qui, en 1847, opposèrent une héroïque résistance aux troupes nord-américaines lancées à la conquête des territoires mexicains de Californie et d'Arizona. C'est un lieu ombragé, où les amoureux se donnent volontiers rendez-vous. Sur les pelouses, par groupes de quatre ou cinq, des hommes, jeunes pour la plupart, sont assis ou allongés. Certains somnolent. La plupart discutent interminablement. Parfois, l'un d'eux se lève, et traverse le boulevard qui longe la place. Il s'approche d'un grillage, presque entièrement dissimulé par une haie d'arbres. De l'autre côté, un immense parking, et des magasins, des maisons coquettes...

« De l'autre côté », ce sont les Etats-Unis — la petite ville de Calexico. Ces désœuvrés, dans le parc, ce sont de jeunes Mexicains venus du sud pour passer illégalement la frontière américaine. L'homme qui vient de franchir le boulevard est venu observer de plus près les mouvements de la *border patrol* américaine.

Entre les agents de cette « patrouille frontalière » et les candidats à la migration, c'est le jeu du chat et de la souris. Arrive la voiture de police. Le conducteur ralentit devant le « factionnaire » mexicain : « *Come on !* » (Allez ! Viens !), lui lance-t-il, accompagnant l'invite ironique d'un geste obscène à signification universelle.

Eternelle dialectique du gardien et du prisonnier — même si, en l'occurrence, il s'agit de prévenir l'entrée, non l'évasion : le veilleur est plus vite las que celui qu'il surveille ! Après une petite demi-heure de « planque » dans le parc des Héros-de-Chapultepec, en ce début d'après-midi, nous voyons soudain s'élancer trois jeunes hommes. En quelques bonds, ils sont au pied du grillage et le franchissent prestement. Bonne chance !

Il leur en faudra. Car si, le « saut » de la barrière n'est, de toute évidence, qu'un exercice de difficulté très moyenne, et si ce que l'on a appelé le « *rideau de la tortilla* » (1) n'est, en aucune façon, le mur de Berlin, d'autres épreuves suivront. Car il faut aller plus loin, là où l'on trouve du travail dans la campagne californienne, à Los Angeles, voire plus au nord, vers Chicago, ou même la côte est...

Là intervient fréquemment un passeur, le « *coyotte* », encore dit *pollero* (la mère-poule !). Moins indispensable pour le *franchissement* de la *ligne* que pour sa connaissance des postes de surveillance installés sur les axes routiers de l'Arizona, du Nouveau-Mexique, du Texas, de la Californie, le *pollero* — généralement un frontalier mexicain parfaitement « en règle » au regard des lois américaines sur l'immigration, et jouissant souvent dans son pays de certaines « protections » — conduit ses « poussins » jusqu'à un employeur. Il en coûte, transport et service compris, de 250 à 400 dollars par personne.

Les migrations clandestines ne sont certes pas le seul problème *soulevé* par l'existence, entre les Etats-Unis hyper-développés et le Mexique, où le revenu annuel moyen par tête est environ sept *fois moindre*, d'une frontière de plus de 3 000 kilomètres. De Tijuana à Matamoros, de San-*Diego* à Brownsville, c'est, en réalité, tout le fameux « dialogue Nord-Sud » qui se joue en caricature.

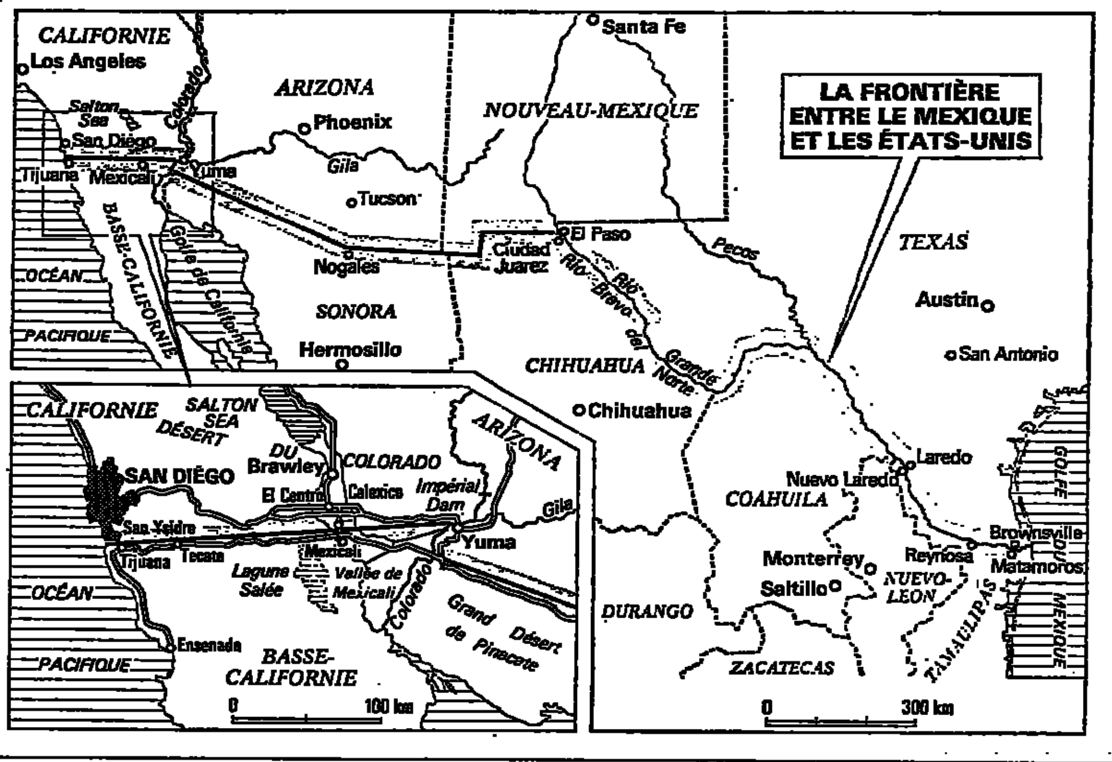
Mais la *migra*, le « saut » fait chaque jour par des milliers d'*indocumentados* (littéralement : sans papiers) selon la terminologie mexicaine, d'*illegal aliens* (étrangers en situation irrégulière), selon l'appellation américaine, est, sans nul doute, l'élément le plus spectaculaire de cette partie qui se joue le long d'une frontière sans équivalent sur la planète. Le jeu, il est vrai, en vaut la chandelle : s'il arrive à bon port, le *bracero* (littéralement : celui qui offre ses bras) pourra gagner en une heure, aux Etats-Unis, ce qu'il gagnait en une journée au Mexique : disons 2 dollars, 8 à 9 francs.

M. Cameron est un homme très occupé. Il est le chef de la *border patrol* pour la région qui s'étend entre l'océan Pacifique et le « comté impérial » : 100 kilomètres au long desquels il monte la garde, avec ses deux cent cinquante hommes. Son casse-tête, c'est la zone urbaine de Tijuana, entre la plage et le Spring Canyon : une vingtaine de kilomètres parmi les plus « *actifs* », selon sa propre expression, de toute la frontière. De son bureau au siège de la patrouille frontalière, installé sur une éminence, à San-Ysidro, il nous décrit son théâtre d'opération.

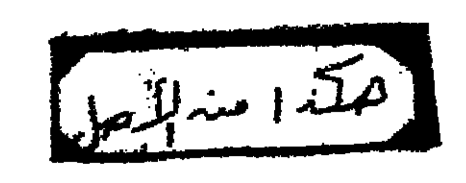
« *Nous en arrêtons en moyenne un millier par jour. Le record, c'est deux mille vingt-huit en vingt-quatre heures. La plupart tentent de passer la nuit. En zone urbaine, j'ai 9 kilomètres de grillage, prolongés par une quinzaine de kilomètres de gros câbles tendus pour arrêter les véhicules. Il y a aussi un système d'yeux électroniques, dont les informations nous parviennent ici même, et au vu desquelles nous déclenchons des patrouilles.* »

Du bureau, on peut également observer le ballet des hélicoptères qui surveillent la « ligne ». « *Ces jours-ci, je n'en ai plus que deux*, nous dit-il encore. *Figurez-vous qu'en novembre dernier ces salauds nous en ont descendu un en balançant une pierre dans le rotor de queue... Deux de nos agents ont failli y passer.* »

Quelle proportion de la frontière est défendue par une clôture, demandons-nous au chef de la patrouille de San-Ysidro ? « *A ma connaissance, à peine plus de 1 %, de 35 à 40 kilomètres. Dans les villes exclusivement.* » Sur les 3 000 et quelques kilomètres de la « ligne », il n'y a, en fait, que quatre ou cinq points très « chauds » : là où



(1) Par référence au « rideau de fer » ! La « tortilla » est une galette de maïs, le pain des Mexicains. Le « rideau de la tortilla » serait donc cette clôture que l'on dresse face à la prétention des Mexicains de se rendre aux Etats-Unis gagner leur « tortilla » quotidienne...





caricature de « dialogue Nord-Sud »

une grande ville américaine *jouxte une grande ville mexicaine.*

« Cette frontière court à travers le désert sur des centaines de kilomètres », nous explique M. Cameron. Théoriquement, la voie est donc grande ouverte. *« En fait, c'est très pénible, hormis au long de certaines pistes que nous-mêmes connaissons bien. »*

Vous n'avez donc pas la situation en main, M. Cameron ? *« A moitié. Cette barrière est pleine de trous, et nous n'avons pas assez de monde pour la réparer au fur et à mesure que les Mexicains en font de nouveaux. Et puis il y a les passages massifs. Plusieurs centaines de candidats au voyage se rassemblent vers la nuit, en certains lieux, comme le Spring Canyon, à Tijuana. Le premier qui passe alerte, bien sûr, nos systèmes électroniques. Mais si un demi-millier de personnes s'élancent en même temps, qu'allons-nous faire avec nos quelques dizaines d'agents en service ? On en attrape la moitié, et l'autre moitié passe... Sur les 100 kilomètres, nous en avons arrêté trois cent trente huit mille l'année dernière ! Combien en avons-nous laissé filer ? »*

En tout état de cause, le fonctionnaire américain est bien conscient que, même avec davantage d'hommes et de matériel, il n'endiguerait pas le flot. La tentation des hauts salaires américains est trop forte, et trop pressant le chômage au Mexique. *« Il faudrait, de part et d'autre de la ligne un plus haut niveau de volonté politique,* déclare M. Cameron. *Le seul contrôle physique de la frontière est inopérant... »* D'autant que les Mexicains soupçonnent fortement leurs voisins de moduler la surveillance de leur frontière en fonction des besoins du marché de l'emploi.

La quasi-totalité des irréguliers reviennent « volontairement » au Mexique. Le nombre de ceux qui, chaque année, cherchent à s'établir en permanence sur le sol américain, pour grossir la colonie des *Chicanos*, est très faible.

Les candidats au retour se remettent, en général, volontairement entre les mains des autorités américaines : celles-ci les reconduisent au Mexique.

Et le trafic de drogue ?, demandons-nous pour finir à M. Cameron.

— *Il est en diminution. Dans ma seule zone, pourtant, nous avons arrêté près de cinq mille trafiquants en 1979. »*

Cette frontière, en effet, n'est pas poreuse seulement aux hommes.

Le spectacle du poste frontière de Tijuana-San-Ysidro est impressionnant. Devant chacune des vingt-cinq guérites où opèrent les agents du service national d'immigration américain (I.N.S.), s'allongent, en permanence, des files de vingt, trente voitures mexicaines. Le fonctionnaire vérifie les « cartes vertes », qui identifient les frontaliers mexicains. Ceux-ci ont droit de pénétrer, pour soixante-douze heures au maximum, à 40 kilomètres, au plus, à l'intérieur du territoire des Etats-Unis. Que vont-ils faire ? L'agent de l'I.N.S. s'enquiert *rituellement : « Avez-vous des armes ? Des stupéfiants ? »* Il fait parfois ouvrir un coffre. En réalité presque tous ces automobilistes vont faire des emplettes en Californie.

Qu'allez-vous acheter là-bas ?, demandons-nous à la passagère d'un véhicule.

— *Des vêtements, des appareils ménagers, et des aliments. »*

Le snobisme joue son rôle, et il n'est pas douteux que le label *made in U.S.A.* vaut mieux qu'un *discount !* Certains, au Mexique, commencent à s'inquiéter de voir que la Basse-Californie est, désormais, pratiquement intégrée à l'espace économique de son grand voisin du nord...

Le bilan, en outre, n'est pas *simple. Car* les *Américains*, eux aussi, franchissent la frontière. Et ils laissent une impressionnante quantité de dollars au Mexique. Ils viennent, tout d'abord, acheter un certain nombre de produits entrés hors taxes en Basse-Californie par le port franc d'Ensenada.

De façon plus décisive, les citoyens américains envahissent littéralement la Basse-Californie, en touristes. Il y a ces visiteurs du samedi soir qui viennent en bordée à Tijuana — une ville qui a la réputation, depuis plusieurs lustres, d'être un centre de « repos des guerriers » de la base navale américaine de San-Diego.

Il y a, plus avouable, la virée dominicale des *familles* qui viennent *déguster les succulents mariscos* (fruits de mer).

Il y a, enfin, ceux qui dépassent la zone frontalière, ... pour « faire le tour du propriétaire » en Basse-Californie. Fort peu peuplée, cette péninsule offre une plage de... 4 000 kilomètres de longueur — tournée moitié vers le Pacifique et moitié vers le golfe intérieur.

L'ennui, pour les Mexicains, est que les Américains, avec leur pouvoir d'achat considérable, pourraient rapidement entrer en possession de toute la péninsule ! Des mesures ont donc été prises pour limiter à trente années la tenure des terrains cédés aux *yanquees*, et pour interposer un Mexicain dans toutes les transactions.

La revanche de l'histoire

Quoi qu'il en soit, le flux des visiteurs *gringos* est, bon an mal an, très profitable à l'économie de la Basse-Californie, aux cinq autres Etats frontaliers mexicains et, partant, au pays tout entier. M. Jean Revel-Mouroz, spécialiste français de cette question, assure que « *l'économie frontalière est le premier poste bénéficiaire dans la balance courante mexicaine* ».

M. Dominguez — appelons-le ainsi, car notre visite ne lui fait visiblement pas plaisir ! — est l'un des principaux responsables de la Bourns, l'une de ces « entreprises de travail à façon » ici dénommées « *maquiladoras* », qui se sont multipliées, ces trois derniers lustres, dans les villes mexicaines frontalières des Etats-Unis. Installée en plein centre de Tijuana, l'usine fabrique, pour le compte de la maison mère sise à Los Angeles, un élément de potentiomètres.

La voilà bien, la « division internationale du travail » ! Sincère ou non, M. Dominguez déclare ne pas savoir exactement où se fabriquent les différentes pièces des potentiomètres. « *En partie aux Etats-Unis, je pense, et en partie à Hongkong et à Porto-Rico. La « maquila » est un pion dans le marché international. Nous recevons des jeux de pièces* (kits). *Nous faisons ce que nous avons à y faire. Puis nous renvoyons le tout vers les Etats-Unis, pour l'étape suivante. Tout est affaire de coûts de fabrication, et dépend donc du prix de la main-d'œuvre, et accessoirement de celui des transports. C'est un jeu de chiffres... »*

Côté Mexique, quels sont les avantages des *maquiladoras ?* « *Tout d'abord combattre le chômage* », nous répond M. Dominguez. Les *maquilas* de la frontière, au nombre de cinq cents environ, emploient plus de cent mille personnes, presque exclusivement des femmes au demeurant, compte tenu des branches principales d'activités : composants électroniques et confection. La Bourns emploient, pour sa part, neuf cents ouvriers. En second lieu, nous explique sans rire notre interlocuteur, nous devons « *assimiler la technologie mise en œuvre dans ces industries afin d'y incorporer, ultérieurement, un pourcentage de plus en plus élevé de produits nationaux* ».

Vue du côté américain, *la maquiladora* est une entreprise bien intéressante. Bien que Tijuana soit la zone de la République où se paient les plus hauts salaires — du fait, sans doute de la proximité des Etats-Unis — le « SMIC » n'y est que de 180 pesos (environ 36 francs) par jour. La proximité de Tijuana par rapport aux sièges sociaux (40 % des maisons mères de *maquilas* mexicaines sont installées en Californie) est un autre avantage décisif : tant les déplacements des cadres américains que les transports de marchandises en sont limités.

La *maquiladora* n'est certes pas un phénomène *sui generis*, puisque de telles usines d'assemblages se retrouvent dans le monde entier, de Singapour à Haïti, en passant par le Salvador et Taiwan. Il n'empêche : le Mexique produit aujourd'hui 30 % de la sous-traitance originaire des pays en voie de développement.

Passer de Mexicali à Calexico ou de Tijuana à San-Diego, c'est, bien sûr, quitter le bric-à-brac, le désordre, l'improvisation urbaine, pour un monde de pelouses peignées comme des écoliers anglais, de villas coquettes et alignées au cordeau. Remonter le rio Colorado, et quitter le *valle* de Mexicali pour gagner l'Imperial *Valley* — deux oasis jaillies dans le désert grâce à une utilisation intensive des eaux du fleuve, de part et d'autre de la frontière — c'est passer une « mer Rouge » technologique et sociale.

Au Mexique — et bien que la région se mécanise rapidement, — on remarque partout des hommes travaillant les champs à la houe, à la pelle, à la machette. Sur toutes les routes, on *croise des camions* brinquebalants. Dans toute la campagne, ce sont maisons en torchis, toits de tôles, appentis de planches. Au nord de la frontière, en revanche, le voyageur est soudain fasciné par la *noria* des énormes machines agricoles, l'armada des tracteurs, les camions flambant neufs, reliés au ranch par radio.

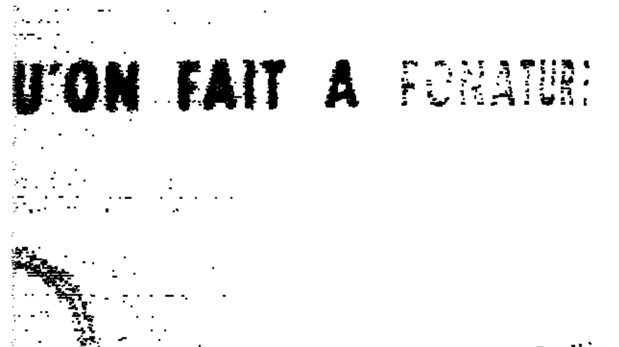
Au Mexique, les parcelles ont 20 hectares. Aux Etats Unis, les domaines sont si vastes que chacun d'eux apparaît distinctement sur une photo de la région prise *du* satellite Landsat !

Si, pourtant, l'abîme économique n'apparaît pas plus béant de part et d'autre de la frontière, c'est, tout d'abord, parce que l'extrême nord du Mexique est une des régions les plus développées du pays — un développement évidemment en partie inféré de celui des Etats-Unis. C'est, d'autre part, parce que les Mexicains peuplent... les deux côtés de la ligne.

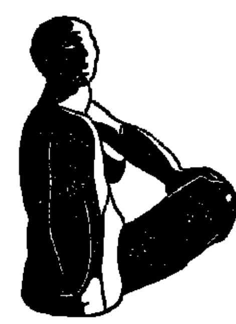
Etonnante revanche de l'histoire ! En 1848, les Etats-Unis avaient conquis d'immenses territoires — du Texas à la Californie, — ôtant à la jeune République latine la moitié des terres qu'elle avait héritées de l'Espagne. Aujourd'hui, lentement, silencieusement, la ligne se redéplace vers le Nord. Oh ! certes, il ne s'agit pas d'une reconquête ! la différence de poids, économique, militaire, entre les deux pays l'interdit. Mais, déjà, une approche plus latine de l'existence commence à se répandre dans le sud des Etats-Unis — bruyante, joyeuse, « désordre ». La vie contre la loi ! Face à une certaine Amérique droguée de télévision, ivre de protéines et de calories, trop attirée par l'alcool, de quel poids pèseront les Mexicains, assoiffés de mieux-être et de promotion sociale, lorsqu'ils seront, comme leurs voisins du Nord, deux cent trente-cinq millions ? Dans une cinquantaine d'années.

JEAN-PIERRE CLERC.









CULTURE

A la recherche de la mexicanité :

PEU de pays latino-américains ont autant réfléchi sur leur « être » que le Mexique. L'angle de réflexion a été alternativement historique, philosophique, sociologique, ethnologique ou même psychanalytique. Les résultats de ces enquêtes ont été proposés sur un ton tantôt doctoral tantôt polémique. Inlassablement, les Mexicains se retrouvent face à eux-mêmes, à leur image — à la fois variable et constante à la permanance de leurs obsessions et de leurs mythes. *« Vivre l'histoire comme un rite est notre façon de l'assumer »*, écrivait Octavio Paz en 1969 dans *Posdata*, un essai qui prolongeait le célèbre *Labyrinthe de la solitude*, paru près de vingt ans plus tôt.

Cette recherche permanente de l'identité nationale prend en compte toute une série de facteurs dont les plus importants sont les obstacles qui s'opposent au syncrétisme culturel, depuis que Cortès, en 1519, a abordé aux rives de l'empire aztèque, et que le sociologue Pablo Gonzâlez Casanova a appelé le *« colonialisme interne »*, la coupure du pays en deux parties inégales, séparées par des disparités marquantes au niveau des revenus, du confort, de l'éducation.

Dans les conclusions de *la Démocratie au Mexique*, Gonzâlez Casanova attirait l'attention de la *« classe gouvernante »* sur le fait que *« les régions de culture traditionaliste, regroupant une importante population marginale, privée de droits et de libertés politiques, dépourvue d'organisations politiques fonctionnelles, sont les viviers de la violence, et elles exigent, pour que celle-ci disparaisse, des efforts particuliers en faveur de la démocratisation et de la représentation — politique — des marginaux et des indigènes, et des mesures législatives, politiques et économiques, qui assureront l'entrée de cette population dans la vie civique, l'intégration des couches marginales à une « citoyenneté économique et politique pleine.*

Quatre traditions historiques

La quête passionnée de la personnalité mexicaine s'est donc compliquée, depuis les années 60, de la perception de plus en plus vive d'un phénomène qui touchait à la fois le milieu urbain et le milieu rural, et que l'ethnologue nord-américain Oscar Lewis avait défini sous le nom de *« culture de la pauvreté »*. L'accroissement monstrueux des villes (peut-être trente-deux millions d'habitants pour Mexico en l'an 2000) accentue les déséquilibres et bientôt, si ce phénomène se poursuit, *« les enfants de Zapata se transformeront en enfants de Sanchez »*, pour reprendre une formule de Carlos Fuentes.

Selon le même Fuentes, quatre traditions historiques cohabitent et s'interpénètrent au Mexique : une conception du monde mythique et cosmique, issue de la culture pré-colombienne ; la tradition romaine de la continuité et de la légitimité, qui contribue, au même titre que l'héritage aztèque, à l'assimilation *« du pouvoir et de la divinité »* ; l'individualisme épicurien et stoïque et enfin le positivisme empirique et rationaliste, emprunté à la France, à l'Angleterre et aux Etats-Unis. Il faudrait ajouter à ces quatre constantes *« l'Utopie fondatrice qui place les intérêts et les valeurs de la communauté au-dessus de ceux du pouvoir »* et dont les moines franciscains, premiers évangélisateurs de la Nouvelle-Espagne, ont été les défenseurs zélés mais impuissants, face aux conquistadores, aux colons et au pouvoir royal.

Coras, Huichotes, Tarahumaras, Tzotzites, Lacandons, sont aujourd'hui des groupes marginalisés et, comme le note Fernando Benitez en tête de son émouvant pèlerinage parmi les communautés indiennes du Mexique, *« l'Indien qui a été, en raison de son histoire, de son travail et de son nombre, le nerf de la société créole, le centre de la vie mexicaine jusque vers 1920, a cessé de tenir cette place. De majorité il est devenu minorité, de base de l'économie il s'est converti en un produit marginal : ses artisanats primitifs sont balayés par le machinisme ; la demande commerciale de son art le déforme et l'oblige à reproduire les vieux modèles. »*

Malgré tout, le legs mythologique et spirituel du passé pré-colombien se fait encore sentir, de façon sourde mais constante, et il expliquerait certaines *« contradictions »* actuelles. *« L'histoire du Mexique indigène* — écrit Carlos Fuentes — *est l'histoire d'une absence et d'une attente : celle d'un début d'union, c'est-à-dire de liberté originelle. Chaque pierre, chaque temple, chaque sculpture du Mexique ancien sont un peu plus que le signe pragmatique d'une société théocratique, ce sont les réceptacles de cet espoir désespéré : le retour de Quetzalcoatl, un retour sans faille à l'origine, identique à la rencontre avec un futur bienfaiteur. »*

Le Mexique sortirait de l'époque douloureuse qui s'était ouverte avec l'arrivée des *« éperviers blancs »*. *« Alors les mots seront esclaves* — avait prédit Quetzalcoatl —, *esclaves les arbres, esclaves les pierres, esclaves les hommes. Ce jour viendra et vous le verrez. Le monde s'emplira de tristesse, au jour où ils arriveront. »* Mais le retour aux mythes originels est-il encore possible ? Le passé pré-colombien n'est-il pas définitivement pétrifié, sous son masque de jade aux yeux immobiles ? *« Image séculaire d'un Age d'or perdu, Quetzalcoatl demeure le symbole ambigu des espérances frustrées du Mexique moderne »*, souligne Jacques Lafaye.

Aujourd'hui, dans le magnifique Musée d'Anthropologie construit dans le Bois de Chapultepec à Mexico, le visiteur constate que la statuaire aztèque était effectivement destinée à rappeler l'abîme existant entre l'homme et le dieu, pour mieux évoquer l'horreur sacrée des temps premiers et laisser planer la crainte sourde d'une catastrophe *prochaine*.

Le temps rituel de la frustration

Dans ce temps cyclique, une sanglante réciprocité s'établit autour du mythe central du *« sacrifice »*, qui resurgira en 1968, après les événements de Tlatelolco : *« L'homme a été créé par le sacrifice des dieux*, rappelle l'anthropologue Alfonso Caso — *et il doit leur répondre en offrant son propre sang. Le sacrifice humain est essentiel dans la religion aztèque, car si les hommes n'ont pas pu exister sans la création des dieux, ceux-ci à leur tour ont besoin que l'homme les entretienne par son propre sacrifice et qu'il leur fournisse comme aliment la substance magique, la vie, qui se trouve dans le sang et dans le cœur humain »*.

Mais ce temps rituel est aussi celui de la frustration : Quetzalcoatl n'est pas revenu dans les caravelles des hommes barbus ; la colonie a renié à la fois le passé indigène et tout ce que l'idéologie européenne pouvait avoir de dynamique et de « moderne » ; l'indépendance s'est effectuée *« aux dépens des liens communautaires, du droit, de la dignité et de la culture de la population paysanne et indigène »*.

A ces « frustrations » et à ces « accidents » historiques, le philosophe Samuel Ramos, dans un essai célèbre publié en 1934 et abondamment réédité depuis, en avait ajouté d'autres : les guerres civiles, l'empire de Maximilien et l'occupation française, les interventions nord-américaines qui voulaient trouver leur propre justification dans la « barbarie » et le « désordre » régnant au sud du rio Grande. Ramos ébauchait un portrait-type du Mexicain, dont les traits dominants étaient une tendance à *« inventer des destinées artificielles »*.

Selon Ramos, cet être impulsif *« éclate au plus léger frottement »* et aime à se livrer à des *« pantomimes de férocité »*. La « passion » conduit le Mexicain *« à élever la voix, à exagérer les gestes, à violenter les expressions pour impressionner l'auditoire »*. Ramos n'est pas tendre et il accumule les touches négatives : *« Malaise et manque d'harmonie intérieure »*, *« déséquilibre psychique »*, *« ruses instinctives »*, *« masques »*, *« déguisements »* pour dissimuler son être authentique. Quels étaient les remèdes proposés ? Essentiellement, le développement de l'éducation nationale, la multiplication des écoles, l'instauration d'un système éducatif « humaniste » : *« Lorsque le Mexicain aura échappé à la domination des forces inconscientes, cela voudra dire qu'il aura appris à connaître son âme. »*

Sur un mode plus poétique, Octavio Paz reprend et approfondit, dans *le Labyrinthe de la solitude*, certaines de ces analyses. Il s'appuie d'abord sur un exemple extrême, celui du *« pachuco »*, le Mexicain vivant aux Etats-Unis, *« caricature marginalisée et douloureuse »*. Dans la société nord-américaine hyper-mécanisée, le Mexicain est *« victime d'un destin supérieur à ses forces »*. Tout ici souligne les antagonismes qui séparent et opposent les deux peuples



Bibliographie

LA REVOLUTION MEXICAINE : Jean Meyer (Calmann-Levy, 328 pages).
Une analyse objective du tourbillon sanglant qui a secoué le Mexique de 1910 à 1917.

MEXIQUE : Xavier Pommeret (Petite Planète. Le Seuil. 190 pages).
En raccourci, tout ce qu'il convient de savoir sur l'un des pays les plus complexes de toute l'Amérique latine.

HISTOIRE DU MEXIQUE : François Weymuller (Presses universitaires de France, collection « Que sais-je ? »).
Du passé précolombien à la période contemporaine, l'essentiel d'une histoire où l'épique et le grandiose l'emportent toujours sur le banal quotidien.

HISTOIRE DU MEXIQUE : Henry B. Parkes (Editions Payot, 450 pages).
Une introduction sérieuse et documentée à la naissance d'une nation par un universitaire américain.

LE LABYRINTHE DE LA SOLITUDE : Octavio Paz (Arthème Fayard, 260 pages).
Le plus subtil des poètes mexicains se penche sur l'âme profonde de son pays à la recherche de ses complexes.

LA VIE QUOTIDIENNE DES AZTEQUES : Jacques Soustelle (Hachette, 314 pages).
Les us et les coutumes d'un peuple indien subjugué par l'arrivée des cavaliers de Cortés.

QUETZALCOATL ET GUADALUPE : Jacques Lafaye (Gallimard, 480 pages).
Les deux mythes du Mexique : le serpent à plumes de la cosmogonie indienne et la vierge vénérée par tous.

LES ENFANTS DE SANCHEZ : Oscar Lewis (Gallimard, 640 pages).
Le machisme enraciné à l'épreuve de la vie quotidienne.

JOURNAL MEXICAIN : Carlo Coccioli (Plon, 254 pages).
Le regard plein de tendresse sur la seconde patrie du plus mexicain des Italiens.

REGIONS GEOGRAPHIQUES AU MEXIQUE : Claude Bataillon (Institut des hautes études d'Amérique latine, 212 pages).
Le catalogue scientifique d'un pays à trois étages.

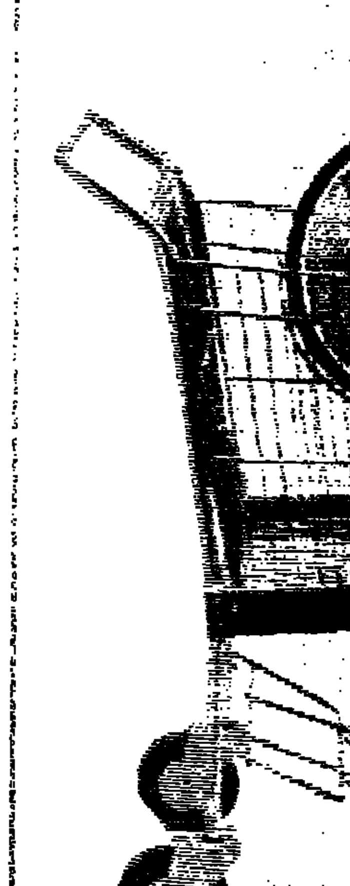
VILLE ET CAMPAGNES DANS LA REGION DE MEXICO : Claude Bataillon (Ed. Anthropos, 441 pages).
Comment l'ancienne Tenochtitlan de Cortés est devenue une mégapole de quinze millions d'habitants.

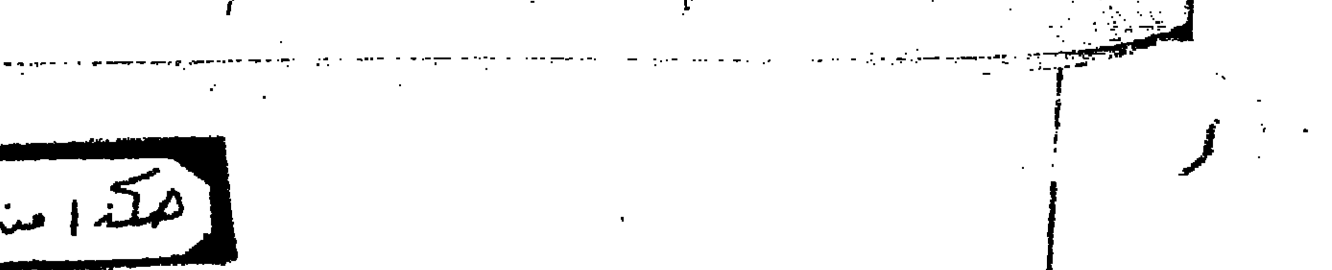
LES PREMIERS MEXICAINS : Fernando Benitez (Collection « Croix du Sud » (Gallimard).
Sur quelques pages trop rapidement tournées d'habitude mais permettant d'éclairer la formation d'une colonie.

PANCHO VILLA : W.D. Lansford (Stock, 283 pages).
La saga d'un voleur de chevaux devenu l'un des plus prestigieux chefs de guerre pendant la révolution.

LE MEXIQUE INSURGE : John Reed (François Maspero, 326 pages).
La révolution vue comme Fabrice par un Américain passionné et engagé.

LA DEMOCRATIE AU MEXIQUE : Pablo Gonzalez Casanova (Editions Anthropos, 368 pages).
Une analyse lucide des forces et des faiblesses du système politique mexicain, et dont les grandes lignes sont encore valables.





CULTURE

la fête, la mort, et la révolution...

voisins : *« Ils sont crédules, nous sommes croyants* — écrit Paz ; *ils aiment les contes de fées et les histoires policières, nous les mythes et les légendes. Les Mexicains mentent par fantaisie, par désespoir ou pour dépasser leur vie sordide ; eux ne mentent pas, mais ils remplacent la vérité vraie, qui est toujours désagréable, par une vérité sociale. Nous nous enivrons pour nous confesser ; eux pour s'oublier. Ils sont optimistes, nous nihilistes... »*

Octavio Paz et d'autres essayistes nous proposent donc l'image d'un Mexicain qui aime s'entourer d'une carapace impénétrable ou se dissimuler derrière un masque. Dans ces conditions, la fête, qui tient une place importante dans la vie populaire, prend une signification particulière.

« L'indifférence du Mexicain devant la mort — souligne Paz — *se nourrit de son indifférence devant la vie... Nos chansons, nos proverbes, nos fêtes et nos réflexions populaires manifestent sans équivoque que la mort ne nous effraie pas, car* « la vie nous a guérie de toute » frayeur ». *Mourir est naturel et même souhaitable ; le plus vite sera le mieux. »*

Pour mieux argumenter sa démonstration, Paz, comme la plupart de ses semblables, la replace dans le contexte historique national. Le dix-neuvième siècle fut marqué par la tentative des classes dirigeantes d'instaurer un positivisme scientifique et économique emprunté pour l'essentiel à Auguste Comte et à Herbert Spencer. La révolution de 1910 est, avant tout, une réaction contre ces modèles imposés de l'extérieur : *« La révolution nous a fait sortir de nous-mêmes et nous a placés face à l'histoire, en nous obligeant à inventer notre futur et nos institutions... La révolution est une immersion du Mexique dans son être propre. De ses entrailles il extirpe, presque à l'aveuglette, les fondements du nouvel Etat. Retour à la tradition, resserrement des liens avec le passé, brisés par la réforme et par la dictature, la révolution est une recherche de nous-mêmes et un retour à la mère. »*

Même si, en fin de compte, la révolution a été *« trahie »*, même si elle n'a pas pu ou su résoudre certaines contradictions du Mexique — que, cinquante ans après, Pablo Gonzalez Casanova disséquera et chiffrera, — elle a engendré un nationalisme qui pourrait déboucher un jour, selon Paz, sur l'universel et sur la fin de la mascarade.

Cette *« contemporanéité »* n'est pas incompatible avec la permanence des mythes et des rites fondamentaux. Dans ce sens, 1968 a été, *pour* Octavio Paz comme pour Carlos Fuentes, pour les essayistes Carlos Monsivais ou Gabriel Zaid comme pour le grand *historien Daniel Cosio Villegas* (mort en 1976), une année *« axiale »*. *« Le massacre de Tlatelolco* — écrit Paz dans *Posdata* — *nous révèle qu'un passé que nous croyions enterré est vivant et fait irruption parmi nous... Ce fut une répétition instinctive qui assume la forme d'un rituel d'expiation ; les correspondances avec le passé mexicain, particulièrement avec le monde aztèque, sont fascinantes, écrasantes, repoussantes. »* L'épisode de Tlatelolco confirme ce que Carlos Monsivais appelle *« la continuité des images »* : *« Le pays* — affirme-t-il — *retrouve une dimension tragique, l'instinct et l'exercice d'une volonté morale, la capacité de réduire en cendres, avec la seule image d'un étudiant traqué et frappé, la splendeur verbale du miracle mexicain. »*

Le massacre de Tlatelolco

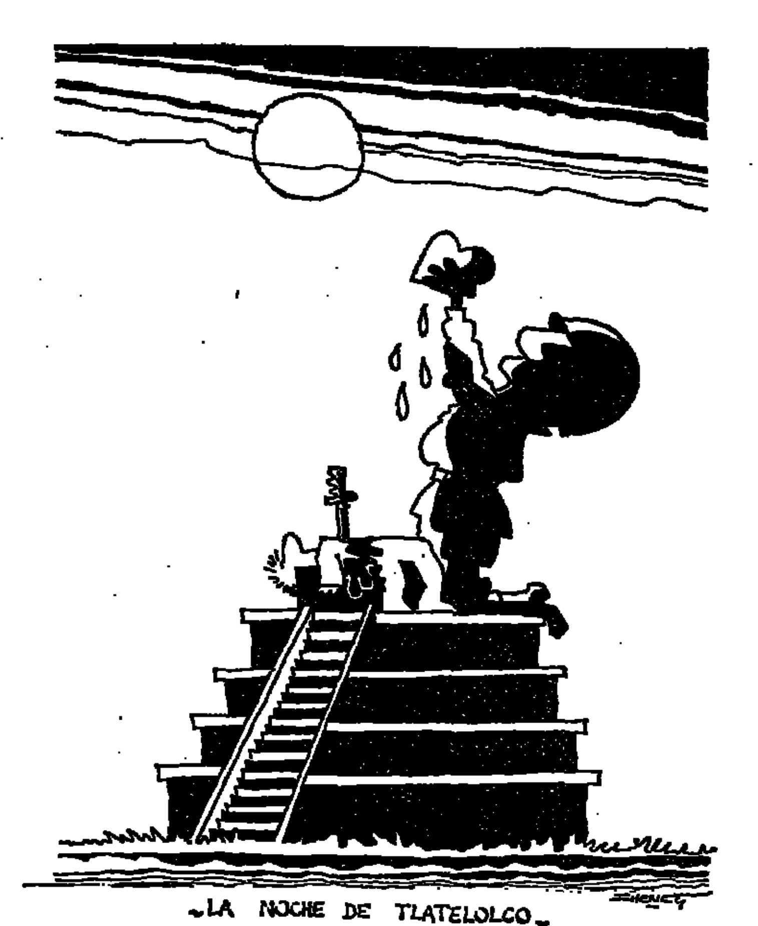
L'archétype aztèque de la pyramide structure à nouveau la société mexicaine. Par une imbrication étroite entre le politique et le sacré, le monarque aztèque (tlatoani) a laissé place au vice-roi, auquel ont succédé caudillos et présidents. Analysant le problème du choix du candidat du P.R.I. à la présidence de la République, Daniel Cosio Villegas soutenait que ce choix *« se fait au sein d'une obscurité si impénétrable que le Mexicain a renoncé à comprendre son déroulement et qu'il se contente de prier Dieu pour que ce choix soit tolérablement réussi. »* Sans remettre fondamentalement en cause le rituel du système politique, les événements de 1968 ont soulevé un coin du voile : ils ont montré, selon Fuentes, que *« le Mexique était arrivé au point où maintenir inchangé le système des trente dernières années exigeait l'emploi officiel de la force. Le consensus s'était effondré, on faisait appel aux baïonnettes. »*

Comment la classe moyenne en expansion et les milieux intellectuels ont-ils ressenti et répercuté cette révélation des permanences fondamentales ? Gabriel Zaid donne une réponse à cette question en choisissant trois dates symboliques : 1768, 1868 et 1968, qui illustrent, selon lui, l'histoire des rapports entre les intellectuels et le pouvoir au Mexique. La première marque l'étouffement par le pouvoir royal espagnol des velléités d'autonomie culturelle de la Nouvelle-Espagne au dix-huitième siècle, alors en pleine phase d'expansion — territoriale, démographique, minière. La seconde correspond à l'avènement de la *« culture officielle »*, promue par des intellectuels « intégrés » qui ne critiqueraient pas le pouvoir et se consacreraient à l'éducation du peuple, en échange de la protection de l'Etat.

En 1968, le public cultivé est devenu bien plus important qu'en 1868, ce qui *« impliquait un potentiel critique croissant face à un système politique qui, au lieu de s'améliorer, aurait reculé »*. La culture officielle continuait à être *« triomphaliste et nationaliste »*, *mais certaines revues,* certaines maisons d'édition, avaient commencé, depuis plusieurs années, à regimber et à faire sécession ; le développement d'un *« marché local »* grâce à l'essor des classes moyennes limita l'ascendant de l'Etat sur la culture. Mais cette « indépendance » reste toute relative, comme l'a souligné, en février 1978, l'écrivain José Agustin dans une conférence prononcée à l'université de Denver.

Certes, la situation des médias n'est ici nullement comparable à ce qu'elle est en Argentine, en Uruguay ou au Chili, et le Mexique est, par exemple, le principal centre éditorial de l'Amérique latine. Néanmoins, quelques affaires ont ému les milieux intellectuels au cours des dernières années : on connaît les difficultés qui ont accompagné la publication des *Enfants de Sanchez*, le livre d'Oscar Lewis ; en 1972, des pressions se sont exercées pour empêcher la parution de l'essai politique de Daniel Cosio Villegas, *El estilo personal de gobernar*, qui traitait de la gestión du président Echeverria (le livre fut publié et distribué, en dépit de ces pressions) ; plus récemment, un roman, *los Simbolos transparentes*, de Gonzalo Martré, qui portait sur les événements de 1968 et dont un jury prestigieux (composé de Mario Vargas Llosa et des écrivains mexicains José Revueltas et Juan José Arreola) avait recommandé la publication, n'a jamais été édité.

Cependant, de nombreux auteurs — sociologues, politologues, romanciers, etc. — voient dans l'essor des classes moyennes le levain d'évolutions ou de régressions futures de la société mexicaine : *« La classe moyenne* — écrit Paz dans *Posdata* — *est un produit de la société post-révolutionnaire et personne ne lui a attribué une place dans le nouvel ordre des choses, de telle sorte qu'elle est privée d'un statut explicite comme celui du prolétariat ou implicite comme celui de la bourgeoisie... C'est une force nationale diffuse, active et critique. Pépinière du non-conformisme et de la rébellion, elle est destinée à réveiller les autres groupes et les autres classes, au fur et à mesure que, dans un avenir immédiat, la persistance de la crise envenimera les luttes politiques »*.



« LA NOCHE DE TLATELOLCO »

Le projecteur s'est donc détourné du monde paysan, transfiguré et magnifié, depuis la fin de la révolution, dans d'innombrables peintures murales, films, chansons, romans, etc., pour se braquer sur ce groupe fluctuant, de caractère essentiellement urbain, difficile à cerner, dont l'importance quantitative était évaluée, au début des années 70, à quelque dix millions de personnes. On ne peut pas encore véritablement, à propos de ces classes moyennes mexicaines, parler d' *« impérialisme mythique »*, comme le fait Roland Barthes à propos de la *« petite bourgeoisie française »*, mais il est cependant évident qu'à travers leurs revendications, leurs contradictions, leurs frustrations, elles lancent un véritable *« défi »* — pour reprendre un mot employé par de nombreux auteurs, de Paz au sociologue Francisco Lopez Camara — à la *« mystique révolutionnaire »* véhiculé par le discours officiel.

Carlos Fuentes sera l'un des premiers à transposer, dans son roman *la Plus Limpide Région* (1958), les rêves velléitaires, les aspirations déçues, le formidable désir d'ascension sociale, de réussite matérielle et, parfois, d'affirmation intellectuelle des classes moyennes. Leur essor est, évidemment, parallèle à l'accroissement démesuré des villes et, tout particulièrement, de la capitale. Pendant longtemps, l'émergence des classes moyennes a d'ailleurs été considérée comme un facteur de stabilité politique et de progrès économique : elles devaient également servir de *« rempart »* contre les exigences des *milieux ouvrier et paysan, et de « tampon »* entre les antagonismes possibles d'intérêts opposés. Cette vision idyllique plongeait ses racines dans la pensée politique libérale *du dix-neuvième siècle ; elle* s'est trouvée violemment controversée et démentie dans le Mexique contemporain, surtout depuis 1968.

Après 1960, les zones de turbulence se sont principalement déplacées vers les villes. Avec le fantastique accroissement de la population (à peu près quinze millions d'habitants vers 1920, plus de soixante millions aujourd'hui), une véritable *« avalanche »* humaine a déferlé aux portes des écoles et des universités. Mais si, au lendemain de la révolution, le développement du système éducatif avait permis une certaine mobilité verticale, dans les années 60, l'horizon va se rétrécir et parfois se boucher : le système scolaire se révélait fréquemment inadapté, le marché du travail était impuissant à absorber tous les nouveaux arrivants, la pression fiscale s'accentuait, le système népotique du « parrainage » perdait de son efficacité dans le secteur public.

Un « défi » des classes moyennes

Un conflit se dessinait même entre les classes moyennes *« résiduelles »*, qui avaient eu accès, dans les décennies qui avaient suivi la révolution, aux avantages économiques et aux postes politiques, et les classes moyennes *« émergentes »*. Les premières prenaient conscience de la menace et se crispaient sur les positions acquises : *« Les optimistes des années 40 et 50,* écrit Francisco Lopez Camara, *qui préconisaient le renforcement d'une classe moyenne démocratique, facteur de croissance et de stabilité, étaient loin d'imaginer que, quelques années plus tard, cette classe allait lancer un des plus sérieux défis qu'ait jamais connu le système même qui l'avait créée. »* De groupe *« intégré »* la classe moyenne se transforme donc en groupe *« contestataire »*, avec des nuances allant de la réticence à l'opposition farouche, en passant par la méfiance.

Ces protestations ne sont d'ailleurs pas formulées selon un registre unanime : certains réclament un changement du système politique, économique et social, dans le sens de l'établissement d'une plus grande justice et de la promotion de réformes structurelles. *D'autres, dont les aspirations se* cristallisent et s'expriment à travers un parti créé en 1939, le PAN (Parti d'action nationale), demandent un renforcement de l'ordre, de la *répression*, de la mise au pas de tous les éléments *« perturbateurs »*. *« Les militants du PAN,* précise Gabriel Careaga, professeur à la faculté des sciences politiques de l'université de Mexico, *sont fermement installés dans le passé, et leurs propositions pour modifier la structure politique sont fondamentalement idéalistes et ahistoriques : ils partent de l'idée que depuis l'indépendance le pays est plongé dans le désordre et l'anarchie, et qu'il faut rétablir l'ordre et l'autorité attachés aux principes de la religion catholique ; c'est pourquoi ils luttent avec persévérance contre l'article 3 de la Constitution qui garantit une éducation laïque. »*

Le régime — cette *« démocratie barbare »* dont parlait le romancier José Revueltas, lui-même emprisonné après les événements de 1968 — a donc rencontré une opposition de plus en plus vive de la part de la majorité des intellectuels. Certains ont considéré qu'une véritable *« phobie anti-intellectuelle »* s'était emparée de nombreux cercles politiques du pays et que toute critique à l'égard du parti au pouvoir — *le parti révolutionnaire institutionnel — était trop* fréquemment taxée de *« subversive »* et condamnée comme telle. Le président Echeverria, dont le mandat s'est terminé en 1976, avait bien compris le problème et il a tenté, dans les premières années de sa *présidence*, une *« ouverture démocratique »* en direction des intellectuels. Les mesures prises en 1976 contre Julio Scherer, le directeur du journal *Excelsior* qui ne ménageait pas ses critiques à l'égard du système et qui comptait parmi ses collaborateurs Daniel Cosio Villegas, Octavio Paz, le romancier et dramaturge Vicente Leñero, l'historien Gaston Garcia Cantu, etc., montrèrent les limites de l'expérience et soulignèrent les contradictions du discours officiel.

Fréquemment, les intellectuels ont choisi le parti de *« la vie publique »*, contre *« l'administration »* : *« La communion dans la vérité publique,* concluait Gabriel *Zaid dans son essai de 1975, est une fin en soi, comme la communion au sein d'un parc, d'une sculpture, d'une chanson »*. Mais cette dissidence a-t-elle porté des fruits durables ? A l'avance, Octavio Paz semblait en douter, lorsqu'il affirmait que le Mexique conserve son *« impassibilité »*, même si les images se sont jaunies et que les mythes se sont dévalués : *« Sur notre territoire,* ajoutait-il, *plus fort que les pyramides et les sacrifices, que les églises, les émeutes et les chansons populaires, règne à nouveau le silence, antérieur à l'Histoire »*. ■

CLAUDE FELL.

Le Monde

régions

Corse

APRÈS L'ATTENTAT CONTRE L'AMBASSADE D'IRAN

Les nationalistes n'ont jamais caché qu'ils voulaient « porter la guerre » sur le continent

L'attentat commis, le mercredi matin 14 mai, à Paris devant l'ambassade d'Iran au cours duquel quatre gendarmes mobiles ont été blessés et que le Front de libération nationale de la Corse (F.L.N.C.) a aussitôt revendiqué, a suscité une large réprobation tant dans l'île que sur le continent.

Le F.L.N.C. s'était notamment fixé pour objectif de « *frapper les forces d'occupation et de répression qui quadrillent* » la Corse. De fait, le 8 juin 1978, pendant la visite du chef de l'Etat dans l'île, des inconnus avaient tiré des coups de feu sur une patrouille de gendarmes mobiles; à la sortie sud de Ghisonaccia en Haute-Corse ; un gendarme mobile avait été grièvement blessé.

Mais c'est la première fois que des représentants des forces de l'ordre sont nommément visés sur le continent bien que le mouvement indépendantiste n'ait jamais fait mystère de son intention d'y « porter la guerre ».

Ce nouveau pas dans l'escalade de la violence paraît être une réponse à l'arrêt de la Cour de sûreté de l'Etat qui vient de condamner sept jeunes nationalistes corses. Les partis de gauche critiquent l'« excessive sévérité » de cet arrêt dont on peut redouter qu'il ne réveille les vieilles passions insulaires.

(De notre correspondant.)

Ajaccio. — L'arrêt de la Cour de sûreté de l'Etat a été accueilli en Corse avec accablement par les familles des condamnés, avec indignation par les partis de gauche et avec stupeur, mais sans étonnement, par les organisations autonomistes et nationalistes.

Quant à l'opinion publique dans son ensemble, elle paraît partagée. A vrai dire, les condamnations n'ont pas suscité les commentaires et les discussions qui, par exemple, avaient marqué le procès Simeoni en 1976 et le premier procès des militants du F.L.N.C. en 1979.

A ceux qui affirment que les magistrats n'ont pas tenu compte de la jeunesse des accusés — « *une circonstance atténuante* » et, en cas de clémence relative, la possibilité du rachat — d'autres font valoir qu'il ne peut y avoir deux poids et deux mesures lorsque les chefs d'inculpation sont les mêmes. La question reste cependant posée pour tous : les attentats auraient-ils cessé si un verdict d'acquittement avait pu être prononcé ? C'est le fond du problème, et personne ne peut apporter de réponse.

On peut aussi observer que l'arrêt n'a été connu le mardi soir 13 mai qu'aux environs de 20 heures et que, dès le lendemain, la Corse apprenait par la radio le tragique attentat de Paris revendiqué par le F.L.N.C., qui est un pas nouveau et considérable dans l'escalade de la violence. C'est, en effet, la première fois que, sur le continent, on fait feu sur des militaires.

Jusqu'ici, l'organisation indépendantiste clandestine s'en était prise aux casernes de gendarmerie, aux postes de police, mais sans jamais blesser quiconque. Cet attentat a donc suscité dans l'opinion plus de réprobation que le verdict lui-même, ainsi placé au second plan.

Les deux seuls communiqués remis à la presse l'ont été dans la matinée du mercredi 14 mai. La fédération socialiste de Corse du Sud soutient que le chef de l'Etat « *a définitivement choisi de faire entrer la Corse dans l'engrenage violence-répression* », et elle lance un appel à tous ceux que cette politique indigne, les invitant à « *mener démocratiquement les luttes nécessaires pour inventer l'avenir de la Corse en refusant la violence et la résignation* ».

De son côté, la fédération communiste de Haute-Corse estime que « *les peines infligées sont sans commune mesure avec les faits et les actes reprochés* », et déclare que la Cour de sûreté de l'Etat, juridiction d'exception, est « *antidémocratique et porteuse d'arbitraire au service du pouvoir politique* ». Le P.C.F. ne laissera pas « *le pouvoir et ses soutiens réactionnaires jouer ainsi avec l'avenir de l'île et de sa jeunesse* » et il continuera sa lutte pour l'autonomie régionale dans une république nouvelle.

PAUL SILVANI.

● *M. Christian Bonnet*, ministre de l'intérieur, a déclaré : « *Je suis indigné de ce qui s'est passé avenue d'Iéna. S'il est démontré que cet attentat est l'œuvre de membres du F.L.N.C., ce sera un nouvel acte de lâcheté à mettre à leur actif. Je suis certain que la population corse, dans son immense majorité, les désavouera, car elle se fait du courage une tout autre conception, qu'elle a maintes fois montrée au service de la France.* »

TÉMOIGNAGE

Je suis un « idiot »...

M. R. Pietrantoni, Corse habitant Montpellier, nous a adressé le double de la lettre qu'il a écrite à Alexandre Sanguinetti après avoir lu le livre de ce dernier « Lettre ouverte à mes compatriotes corses ».

« Il n'y a pas de question corse au sens que lui prête le F.L.N.C., relayé par certains médias », vient de déclarer M. Alexandre Sanguinetti. A son avis, la Corse appartient à la France depuis deux siècles, a-t-il conclu, et il faut maintenir la Corse dans le droit commun des Français. »

Vous m'avez écrit, Alexandre Sanguinetti, puisque votre lettre ouverte était adressée aux Corses, et, Corse, je le suis « par les quatre côtés ». A ce titre, j'ai voulu vous répondre.

Nous sommes à peu près du même âge ; je suis votre aîné de deux années seulement, et nos carrières, si elles ont été très différentes, offrent cependant deux points communs : nous sommes nés tous deux hors de la Corse, et nous avons consacré tous les deux la meilleure part de notre vie active au service de la France.

Vous avez pris une part plus qu'honorable à la guerre de 1939 — si désastreuse pour notre civilisation, — et vous avez versé votre sang pour elle. Je n'ai été, pendant vingt-cinq ans, qu'un fonctionnaire colonial dans son ancien empire d'Afrique, mais, partout où j'ai eu l'honneur de la représenter, je me suis efforcé de la faire aimer et respecter. J'ai donc payé un tribut beaucoup moins lourd et moins glorieux que le vôtre à ce grand pays dans lequel j'ai été élevé et où j'ai acquis toute ma culture. Pourtant, je ne puis affirmer comme vous le faites que je relève de deux patries. Les hommes ne peuvent avoir qu'une mère, et la mienne ne peut être que la Corse.

Nous ne sommes français, vous le reconnaissez, que par un accident de l'histoire. Je me suis toujours senti corse avant de me dire français ; je n'y puis rien, c'est une question de chronologie, mais j'ai aimé la France (malgré le rapt — hitlérien avant la lettre, — de 1769, et le sang répandu à Porte-Nuovo et bien d'autres lieux) tant que le gouvernement de la France a respecté le droit à la vie de notre communauté nationale historique. Vous savez bien que, depuis vingt ans, cette communauté est en voie de disparaître et que cette disparition est même programmée par le sinistre schéma d'aménagement de 1970. C'est pour cette raison que je suis autonomiste, parce que, seul, un statut d'autonomie peut permettre à notre peuple (vous admettez ce mot) de survivre sur la terre de ses aïeux d'où il est en passe d'être chassé par la faute du régime de droit commun auquel il est soumis.

Je suis donc un de ces « idiots » que vous avez récemment pris à partie. Je ne me sens pas outragé par cette épithète. Idiot vient du grec *idiôtês* qui signifie « particulier », « original », et, en tant que Corse, je me sens différent des autres Français. L'étymologie, vous le voyez, est une science consolante.

Ceux que vous qualifiez d'idiots sont des hommes qui ont sacrifié leurs intérêts matériels ; qui ne recherchent pas les honneurs ni les places ; qui acceptent des risques sérieux dans le présent régime, devenu fâcheusement de plus en plus « policier ». Ils ne sont mus que par l'amour de leur patrie corse. On peut juger leur action « romantique », ou « anachronique », mais on ne peut lui nier son caractère de noblesse, même si elle ne se dévoue qu'à une cause perdue. Je pourrais citer Guillaume d'Orange, mais vous vous souvenez de son propos ; je me crois donc honoré d'être dans leurs rangs. Quant aux plastiqueurs du F.L.N.C., vous savez qu'ils sont en marge du mouvement autonomiste et que leurs pétarades desservent notre cause en permettant aux gouvernants de recourir à la méthode bien connue de l'amalgame, excuse de toutes les répressions.

En ce qui concerne les relations de la Corse et de la France, vous trouverez dans *l'Enracinement* de la grande Simone Weil (aucun rapport avec Mme Simone Veil, législatrice de l'avortement), à la page 97, quelques lignes qui, si elles ne sont pas flatteuses pour les Corses expatriés comme nous au service de la France, sont écrasantes pour la politique française menée dans notre pays depuis deux siècles.

Malgré tout, je ne crois pas que vous ayez de la haine pour ceux des Corses qui ont choisi une autre ligne de conduite que la vôtre. Ils sont nombreux, vous le savez, et leurs motifs sont purs. Je pense qu'une discussion sereine serait fructueuse entre nous et que chacun pourrait ainsi reconnaître la part de vérité de l'autre :

Cherche ton Complémentaire
Qui marche toujours avec Toi
Et, souvent, est ton Contraire...,

a dit le grand poète espagnol Antonio Machado. Que pourrait-on souhaiter de mieux pour la Corse, et même pour la France ?

M. FILIPPI : une assemblée régionale élue au suffrage universel.

M. Jean Filippi, sénateur M.R.G. de la Corse, dans un entretien accordé au *Quotidien de Paris*, convient que la question corse ne se résume pas en « *une question de crédits, mais de participation à la vie publique. Le conseil régional, le conseil général, le comité économique et social ont voté pour que l'assemblée régionale soit élue au suffrage universel et à la proportionnelle. Les autonomistes disposeraient alors de quelques sièges et pourraient faire entendre leur voix dans des enceintes publiques.* »

Bretagne

Les dégâts du « Tanio » seront-ils réparés avant la saison touristique ?

Le conseil des ministres du 14 mai a entendu une communication du premier ministre sur les mesures prises après le naufrage du Tanio.

M. Raymond Barre a notamment souligné « l'effort très important consenti pour assurer le nettoyage du littoral avant le début de la saison touristique ». « Les plages sont maintenant propres », *a-t-il précisé,* « et les rochers devraient l'être au début du mois de juillet ». *Qu'en est-il exactement sur place ?*

Un point noir : la Côte de Granit rose

De notre correspondant

Saint-Malo. — « *La Bretagne est la seule région de France, avec la Côte d'Azur, que les étrangers sont capables de désigner sur une carte,* assure M. François Vertadier, délégué régional au tourisme. *Elle bénéficie d'une excellente image de marque. Quand tout va bien, bien sûr. Quand tout va mal, elle paie cher sa renommée ; elle est toute entière pénalisées.* »

On sait aujourd'hui que la saison touristique de 1978 a été la plus mauvaise que la Bretagne ait connue. Sur le littoral nord, en partie pollué, mais aussi sur le littoral sud et dans la Bretagne intérieure. Dans le seul département du Finistère, on estime à 100 millions de francs la diminution du chiffre d'affaires de l'industrie hôtelière. La clientèle française a été moins nombreuse que les années passées. Mais c'est surtout la clientèle étrangère — celle qui réserve longtemps à l'avance et, en l'occurrence, au plus fort de la marée noire — qui a diminué. La baisse a été de 90 % à certaines périodes de la saison.

Les professionnels du tourisme avaient pourtant multiplié les initiatives. Les bureaux des offices du tourisme de Brest et de Perros-Guirec donnaient chaque jour par téléphone des informations sur le littoral pollué, en français, en anglais et en allemand. A côté de cette « opération vérité », une campagne de solidarité avait été organisée durant toute une semaine : dans tous les syndicats d'initiative de France, une affiche invitait à passer les vacances prochaines en Bretagne.

Les résultats se sont fait attendre ; ils sont venus... l'année suivante. La saison touristique 1979 a été, au dire des professionnels, l'une des meilleures qu'ait connues la Bretagne. Au moins aussi bonne que celle de 1977. Le taux moyen d'occupation des hôtels, tombé à 62 % en 1978 pour l'ensemble de la saison touristique, remontait à 71 % en 1979. Les touristes étrangers ne sont toutefois pas revenus en aussi grand nombre.

Forts de ces résultats, les responsables bretons du tourisme envisageaient la saison 1980 avec sérénité. Le naufrage de l'*Amoco Cadiz* ne serait plus bientôt qu'un mauvais souvenir, pensaient-ils, quand, en mars 1980, survint la catastrophe du *Tanio*. L'expérience aidant, le pire put être évité. Une toute petite partie seulement du littoral est polluée ; rien à voir avec les 400 kilomètres de côtes « mazoutées » après le naufrage de l'*Amoco-Cadiz*. Mais, le fait est là. Pour les responsables régionaux du tourisme, le problème reste le même : ils doivent à nouveau prendre leur bâton de pèlerin et expliquer en France comme à l'étranger que la Bretagne dans son ensemble n'est pas touchée.

Cinq stations de leur côté sont directement touchées : Trebeurden, Pleumeur-Bodou, Tregastel, Ploumanac'h et Perros-Guirec.

« *Il est impossible de nier les faits,* explique M. Pierre Toncourt, adjoint au maire de Perros-Guirec et président des offices de tourisme et syndicats d'initiative des Côtes-du-Nord. *Les plages de ces stations ne seront pas propres en juin. Le seront-elles en juillet et août ? Il est encore trop tôt pour le dire.* »

L'opération « Juin en Bretagne », lancée en 1979 pour compenser la mauvaise saison précédente, donne sur l'ensemble de la Bretagne des résultats satisfaisants. Mais sur la côte de Granit rose, aucun résultat n'est encore enregistré pour le mois de juin ; pour l'hôtellerie comme pour les meublés. « *Pour les mois de juillet et août,* explique encore M. Toncourt, *les résultats sont en retard de 30 % à 40 % sur 1979 dans les stations touchées par la marée noire. Pour Trégastel et Ploumanac'h, la situation est plus grave qu'en 1978. Dans les autres stations, on enregistre aussi une baisse de 25 % à 30 %.* »

M. Jean-Pierre Soisson, ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs, a visité le 5 mai les stations sinistrées. Il a assuré les professionnels de l'hôtellerie que la formule d'indemnisation mise en place en 1978 serait reconduite. Un système de navette par autocars pourrait être mis en place entre les stations polluées et les autres plages de la côte de Granit rose. Il permettrait aux tou- à Plougastel, à Plouamnac'h, à Trégastel et àTrébeurden de se rend resur une plage propre. Le coût de cette navette (400 000 F environ) serait pris en charge par l'Etat. Une promotion particulière pourrait être aussi organisée l'hiver prochain pour la côte de Granit rose.

Contrairement à ce qui s'était passé en 1978, les réservations semblent arriver normalement dans le reste de la Bretagne. A Quiberon, on affirme que la saison s'annonce excellente. A Saint-Malo on ne reçoit même pas de demandes de renseignements sur l'état des plages.

ANDRÉ MEURY.

CARNET

Mariages

— Le professeur
Jacques BERQUE,
du Collège de France,
fait part de son mariage avec
Giulia BELMONDO-CACCIA,
fille du comte Luigi, décédé, et de la comtesse Marie-Antoinette, née baronne Oreglia di Santo Stefano.
Paris, Turin, 28 avril 1980.

Décès

— Mgr Elchinger, évêque de Strasbourg,
Mgr Lallier, ancien archevêque de Besançon,
Mgr Lecrosnier, évêque de Belfort-Montbéliard,
Mgr Cuminal, vicaire capitulaire de Besançon,
Mgr Bussini, évêque auxiliaire de Grenoble,
Les vicaires généraux et épiscopaux des diocèses de Strasbourg, Besançon et Belfort-Montbéliard,
Les prêtres de l'année d'ordination 1933,
M. l'abbé Bernard Ball, son neveu, curé de la paroisse du Sacré-Cœur à Mulhouse,
Mme Marthe Gibaud, née Ball,
M. Marc Gibaud,
M. et Mme Robert Ball,
Mlle Madeleine Ball,
M. et Mme Georges Ball,
M. et Mme Raymond Ball,
ses filleuls, ses neveux et petits-neveux, nièces et petites-nièces, oncles et tantes, cousins et cousines, familles parentes et alliées,
Les prêtres, les religieuses et le personnel du Mont-Sainte-Odile font part du retour à Dieu, dans sa soixante et onzième année de son baptême et la quarante-septième année de son sacerdoce, de
M. le chanoine Joseph BALL,
prêtre coopérateur
au Mont-Saint-Odile,
ancien directeur
au grand séminaire de Besançon,
ancien aumônier
de la paroisse universitaire,
ancien archiprêtre de Belfort.
Les funérailles ont été célébrées mercredi 14 mai, veille de l'Ascension, en la chapelle du Mont Sainte-Odile, suivies le même jour de l'inhumation au cimetière du couvent, selon la volonté du défunt.
Mont-Saint-Odile, 67530 Ottrott.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— M. et Mme Jean-Claude Aubert, ses enfants,
Valérie et Charlotte, ses petites-filles,
Les familles Roussel, Blanchot et Aubert,
ont la douleur de faire part du décès de
M. André CROZET,
ancien élève de l'Ecole polytechnique,
ingénieur principal honoraire
de la S.N.C.F.,
maire honoraire du Chesnay,
président honoraire
de la caisse d'épargne de Versailles,
chef de bataillon honoraire du génie,
président honoraire
des comités de Versailles :
de la Croix-Rouge
et de la Ligue contre le cancer,
de la Société d'horticulture
de Seine-et-Oise,
des Jardins ouvriers de Versailles,
de la Société française
des aveugles civils,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918, 1939-1945,
officier de l'Instruction publique,
chevalier du Mérite agricole,
chevalier du Mérite social,
chevalier de la Santé publique,
médaille d'or départemental.
La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 16 mai 1980, à
médaille d'or départementale.
de-Padoue au Chesnay.
L'inhumation aura lieu au cimetière du Chesnay dans la sépulture de famille.
Cet avis tient lieu de faire-part.
Relais des Vaux-de-Cernay,
78720 Cernay-la-Ville.

— Mme Pierre Gadras,
Sa famille et ses amis,
ont la grande douleur de faire part du décès de
M. Pierre GADRAS,
ingénieur des Arts et Manufactures,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945 avec palmes,
survenu subitement à Paris le 10 mai.
Les obsèques auront lieu le vendredi 16 mai, à 15 heures, au funérarium de Montreuil-sous-Bois, 32, rue Jean-Moulin, 93100 Montreuil (métro Mairie-de-Montreuil).
Cet avis tient lieu de faire-part.

— La Fédération française de la carrosserie,
Les adhérents du Groupement des carrossiers-réparateurs,
Et des chambres syndicales :
— des carrossiers-constructeurs,
— des constructeurs de remorques semi-remorques et matériels connexes,
— des constructeurs de conteneurs
La société Fruehauf-France,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Pierre GADRAS,
ingénieur des Arts et Manufactures,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945 avec palmes,
président de la Fédération française
de la carrosserie,
administrateur
de la société Fruehauf-France,
survenu subitement à Paris le 10 mai.
Les obsèques auront lieu le vendredi 16 mai 1980, à 15 heures, au funérarium de Montreuil-sous-Bois, 32, rue Jean-Moulin, 93100 Montreuil (métro Mairie-de-Montreuil).
Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mme Robert Gandolfo, née Andrée Faure,
M. Jacques Gandolfo et ses enfants,
M. et Mme Mohier, née Josette Gandolfo, et leurs enfants,
M. et Mme Rubie, née Florence Gandolfo, et leurs enfants,
M. Pierre Gandolfo et sa fille,
M. et Mme Chenard, née Simone Gandolfo, et leurs enfants,
Les familles Faure, Poulain, Battestini,
Tous les parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de
Robert, Joseph GANDOLFO,
leur regretté époux, frère, parent et allié, survenu le 6 mai 1980, à l'âge de soixante et onze ans.
La messe d'enterrement a eu lieu le 9 mai 1980 à l'église du Sacré-Cœur à Antibes.
Le présent avis tient lieu de faire-part.

— Mme Maurice Mawas,
M. et Mme André Mawas,
Gilles et Bruno Mawas,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Maurice MAWAS,
survenu le 7 mai 1980, dans sa quatre-vingt-septième année.
L'inhumation aura lieu le vendredi 16 mai 1980 au cimetière parisien de Thiais, dans la plus stricte intimité familiale.
5, rue de Varize, 75016 Paris./
36, rue Steffen, 92600 Asnières.

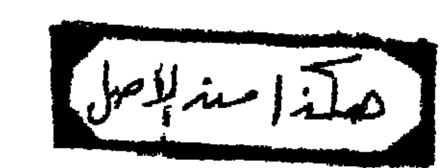
— On nous prie de faire part de la mort du peintre
Zareh MUTAFIAN,
grande médaille de vermeil
de la Ville de Paris,
médaille d'or
Arts, Sciences et Lettres,
survenue à Paris le 11 mai 1980.
Les obsèques auront lieu le vendredi 16 mai, à 14 h. 15, en l'église arménienne, 15, rue Jean-Goujon, 75008 Paris.

Remerciements

— Les familles, de
Mme Jacques BENZEKRI,
née Julia Nahon,
inhumée à Vichy, le 5 mai 1980, remercient bien sincèrement toutes les personnes qui se sont unies à elles par la pensée et la prière.
B. Nahon,
85, boulevard Pasteur, 75015 Paris.

Doctorats d'Etat

— Université de Paris-V, vendredi 16 mai, à 14 heures, salle Louis-Liard, M. Michel Izard : « Les archives orales d'un royaume africain, recherches sur la formation du Yatênga ».



Le Monde

économie

ÉNERGIE

LA HAUSSE DU PÉTROLE SAOUDIEN

Ryad espère obtenir enfin une réunification des prix de l'OPEP

Le principal exportateur de pétrole, l'Arabie Saoudite, a relevé le prix de son brut de 2 dollars par baril, avec effet rétroactif au 1er avril. L'« arabian light », le pétrole de référence, passe ainsi de 26 à 28 dollars. Il n'en reste pas moins le brut le moins cher de l'OPEP.

Cette décision a été jugée « malencontreuse, en raison de la mollesse des marchés internationaux », par le porte-parole du département d'Etat, M. Tom Reston.

Pour la France, qui reçoit 34 % de ses approvisionnements d'Arabie Saoudite, cette nouvelle hausse correspond à un alourdissement de la facture pétrolière de l'ordre de 1,6 milliard de francs pour 1980.

La décision de l'Arabie Saoudite *de relever de 2 dollars par baril les* prix de son pétrole ne constitue pas une surprise. La série des hausses *qui avaient succédé au précédent* mouvement saoudien — à la fin de janvier — avait laissé les prix du royaume loin derrière ceux de *la majorité des pays de l'OPEP. Et la* semaine dernière encore, à la fin de la réunion de l'Organisation des pays exportateurs à Taïf, Cheikh Yamani, *le ministre saoudien du* pétrole, avait souligné qu'il ne serait pas étonné de voir les pays pratiquant les prix les plus bas les augmenter, tandis que se produirait une baisse relative des prix les plus élevés.

Cette augmentation n'en marque pas moins l'étroitesse actuelle de la marge de manœuvre de l'Arabie Saoudite.

Ryad, jusqu'à l'an passé, a toujours laissé jouer l'arbitrage du marché. Or celui-ci ne justifie nulle hausse. La demande des pays non communistes, au deuxième trimestre, est globalement de l'ordre de 48 millions de barils par jour (18 pour les U.S.A. et le Canada, 13,5 pour l'Europe, 5 pour le Japon et 11,5 pour le reste du bloc occidental). *En face, le niveau de production* de l'OPEP est de l'ordre de 28,5 millions de barils par jour. Et les ressources d'autres origines atteignent 21,5 millions de barils quotidiens. C'est dire que l'excédent de l'offre sur la demande est aujourd'hui de quelque 2 millions de barils par *jour, soit plus que la production du* Koweït, un des cinq premiers exportateurs mondiaux.

De plus, les stocks n'ont jamais été *plus élevés dans les pays occiden*taux (cent douze jours de consommation dans la C.E.E., selon les chiffres publiés le 13 mai par la Commission *de Bruxelles) et sont actuellement de* l'ordre de 5 milliards de barils. Cet état de fait se traduit d'ailleurs sur le marché libre où l'on assiste, à *nouveau, à une très légère détente.*

La *décision* de Ryad, à trois semaines de la conférence ordinaire de l'OPEP qui, à Alger, doit se prononcer *sur les prix pétroliers*, est donc essentiellement politique.

A usage interne d'abord. Il ne manque pas à l'intérieur du royaume de critiques virulents contre la politique menée par Cheikh Yamani. Le maintien d'un très haut niveau de production — officiellement 9 5 millions de barils *par jour* — et d'un prix relativement modéré se traduit principalement par un « cadeau » de 20 millions de dollars par jour aux *compagnies pétrolières du royaume.* Exxon n'a-t-elle pas annoncé, pour le seul premier trimestre, un bénéfice de 1 925 milliards de dollars ? Le seul moyen de faire accepter ce niveau de production est donc de relever régulièrement les prix, ce que l'Arabie Saoudite a fait à trois reprises *depuis le mois de novembre dernier.* Mais, une fois encore, les autorités de Ryad espèrent aider ainsi à une *réunification des prix de l'OPEP, en pleine anarchie depuis plus d'un an.*

Un double intérêt

L'Arabie Saoudite y a un double intérêt : seule une structure cohérente permet au royaume de jouer pleinement son rôle d'arbitre du marché pétrolier ; de plus, une réu*nification* des prix est nécessaire à l'application de la stratégie à long terme proposée à l'Organisation par Cheikh Yamani lors de la *conférence de Taïf.*

L'indexation du prix du pétrole (1) envisagée par la majorité de l'OPEP, à l'exception de *la* Libye, de *l'Iran et de l'Algérie (le Monde du* 10 mai) e x i g e, en effet, que les pays membres soient d'accord sur « *le prix plancher* » à partir duquel est appliquée la formule qui prend en compte l'évolution du coût de la vie, du taux de croissance et de diverses devises des pays de l'O.C.D.E.

Jusqu'à *présent*, les autorités saoudiennes ont échoué à deux reprises dans leurs tentatives de réunifier les prix : avant la conférence de Caracas, puis à la fin du mois de janvier. Cette fois-ci sera-t-elle la bonne ? Que quelques pays refusent la volonté de Ryad et l'anarchie *persistera. Dans tous les cas*, tout porte à croire que, si l'Arabie Saoudite veut *parvenir* à ses fins, il lui faudra faire un nouveau geste — à *Alger ? — et porter son pétrole à* 30 dollars pour s'aligner sur le cours moyen des autres pays de l'OPEP et permettre à l'Organisation de re*trouver une maîtrise qu'elle a perdue* depuis la *révolution* d'Iran.

BRUNO DETHOMAS.

(1) Dans *le Monde* du 10 mai, une ligne sautée laissait croire que le dollar n'entrait pas dans la composition du panier de monnaies choisies par la majorité de l'OPEP pour se protéger des fluctuations monétaires. En fait, ce panier est composé du dollar et de neuf autres devises occidentales.

● *Nouvelle découverte de gaz en mer du Nord. La compagnie* B.P. a découvert du gaz au cours d'un forage exploratoire sur le bloc 30/4 dans la partie norvégienne de la mer du Nord. D'autres forages devront être effectués pour déterminer la taille de ce gisement. B.P. et la compagnie d'Etat Statoil détiennent chacune 50 % de parts sur ce permis. — *(A.F.P.)*

APRÈS UN JUGE FÉDÉRAL

La Commission des finances du Sénat américain *se prononce contre la surtaxe de l'essence*

La commission des finances du Sénat américain s'est prononcée le mercredi 14 mai contre la surtaxe de 10 cents par gallon (11 centimes par litre) sur l'essence consommée aux Etats-Unis. Cette surtaxe, qui devait entrer en vigueur le 15 mai, touche aussi bien la production américaine que les importations. Elle fait partie intégrante du plan de lutte contre l'inflation présenté par le *président Carter* le 14 mars.

Bien que les avocats de l'administration aient décidé de faire appel de la décision du juge fédéral, M. Aubrey Robinson, contre cette taxe (*le Monde* du 15 mai) et que le secrétaire au Trésor, M. Miller, ait demandé au Congrès de différer le vote tant que la question ne serait pas tranchée par les tribunaux, la commission des finances du Sénat, sensible à une opinion publique qu'inquiète la hausse des prix, a confirmé sa position.

Le Congrès, en effet, n'interprète pas la législation de la même façon que M. Carter et pense que la loi sur le commerce ne lui donne pas le droit d'imposer la surtaxe. D'autre part, en généralisant l'incidence de ce droit sur l'ensemble de l'essence vendue aux Etats-Unis, M. Carter *fait supporter à l'essence produite* à partir de pétrole national — donc non importée — une majoration illégale.

M. Miller affirme néanmoins que l'administration se battra pour cette taxe sur l'essence jusque devant la Cour suprême si nécessaire. M. Lynn Coleman, avocat du ministère de l'énergie, affirme qu'au cas où il gagnerait en appel, le président Carter pourrait mettre son programme en place très rapidement.

Certains observateurs notent cependant que la bataille sur le prix de l'essence déborde largement le cadre de la conservation de l'énergie. Cette taxe sur les importations de pétrole rapporterait en effet à l'Etat plus de 10 milliards de dollars par an.

Avec cette rentrée supplémentaire, le projet de budget révisé pour 1980-1981 fait ressortir un excédent appréciable — au lieu d'un déficit dans le projet ini*tial — permettant ainsi d'éven*tuels dégrèvements fiscaux avant l'élection présidentielle de novembre. — *(A.F.P., U.P.I.)*

LA COMMISSION EUROPÉENNE VA ÉTUDIER LES MESURES A PRENDRE EN CAS DE CRISE

(Correspondance.)

Bruxelles (Communautés européennes). — Les ministres de l'énergie de la C.E.E., réunis le *13 mai, ont donné mandat à la* Commission européenne d'étudier les mesures à prendre en cas de crise. La mission confiée à la *Commission*, concernant à la fois le pétrole et le gaz, porte sur l'approvisionnement des Etats membres, les prix, les stocks et la création d'un système d'informations sur l'ensemble des transactions du type de celui que la Communauté a mis en place voilà quelques mois pour le marché libre de Rotterdam.

Les Neuf se sont également fixé comme objectif de réduire à 40 % la part de la consommation de pétrole dans les besoins globaux en énergie primaire de la C.E.E. pour 1990. Ils ont en outre adopté une résolution aux termes de laquelle ils s'engagent, d'ici à la fin de l'année, à adapter leur programme d'économies d'énergie dans les principaux secteurs d'utilisation. Le conseil des ministres de l'énergie s'est enfin saisi brièvement de la proposition de la Commission visant à instaurer une taxe sur les importations de pétrole. Excepté la Belgique, les Etats membres ont montré peu d'intérêt pour la création d'une nouvelle source de financement *des politiques communautaires.*

« La situation est préoccupante parce que insaisissable », a déclaré M. Giraud, le ministre français, en évoquant le marché pétrolier. Pourtant, cette situation est actuellement bonne : les stocks de pétrole dans la C.E.E. s'élèvent à 112 jours de consommation ; les importations des Neuf pour 1980 devraient atteindre, selon le rythme actuel, 457 millions de tonnes, soit un chiffre inférieur au plafond qu'ils s'étaient fixé (*472 millions de tonnes*) ; et les achats à l'Iran ne représentent plus que 5 % de l'approvisionnement extérieur de la C.E.E.

M. S.

ÉTRANGER

Aux Etats-Unis

M. VOLCKER : le moment de desserrer les restrictions de crédit est venu.

Washington *(A.F.P.)*. — Les *« circonstances »* sont telles que *« nous pouvons légitimement commencer à envisager de démanteler certaines des mesures* (de resserrement du crédit) *les plus directes prises à la mi-mars »*, a annoncé mercredi 14 mai le président du système de Réserve fédérale (FED), M. Volcker. Il a implicitement laissé entendre que les mesures qui pourraient être d'abord éliminées sont les obligations faites aux banques de constituer des réserves spéciales et de limiter, selon certaines directives, la croissance des crédits qu'elles accordent.

La semaine dernière, la FED avait supprimé le système de double taux d'escompte institué le 15 mars. Le taux majoré de 16 % a été aboli. Ne reste plus en vigueur que le taux normal de 13 %.

M. Volcker estime que *« la croissance de la masse monétaire et du crédit s'est ralentie d'une manière appréciable »* et qu' *« il y a maintenant une place considérable pour un accroissement tout en respectant les objectifs que nous nous sommes fixés pour l'ensemble de l'année »*.

Il a réaffirmé que la politique de la FED n'a pas varié depuis *octobre. Son but demeure, a-t-il* dit, *« de modérer la croissance du crédit et des disponibilités monétaires »* dans le cadre de la lutte contre l'inflation.

ITALIE

● *Les prix de détail en Italie* ont augmenté de 1,6 % en avril. En un an (avril 1980 comparé à avril 1979), la hausse est de 21,7 %.

En avril ce sont les tarifs de *l'énergie (électricité et combustibles)* qui ont le plus progressé (+ 3,3 %).

SOCIÉTÉ « LES CADRES DU MONDE »

Les associés de la société *civile à capital variable* « les cadres du Monde » sont convoqués au siège social de la société, 5, r. des Italiens, Paris-9e, *le mercredi 4 juin* 1980 à 16 h. 30, pour y tenir une assemblée générale ordinaire avec l'ordre du jour suivant :

- *Admission de nouveaux* membres et attribution de parts nouvelles.
- Comptes de l'exercice.
- *Rapport d'activité.*
- Vote sur les comptes de l'exercice et quitus aux administrateurs.
- Examen des résolutions proposées au vote des associés de la S.A.R.L. « le Monde ».
- Questions diverses.

La visite de M. Deniau à New-York et à Washington

Le déficit commercial de la France à l'égard des États-Unis ne cesse de se creuser depuis 1978

M. Jean-François Deniau a effectué, du 7 au 13 mai, une visite aux Etats-Unis. Le ministre du commerce extérieur a pris contact, à New-York, à Houston et à Dallas, avec les milieux d'affaires américains *et les représentants outre-Atlantique* de l'industrie française. Il a eu enfin des entretiens à Washington avec les responsables du gouvernement, notamment avec le secrétaire au commerce, M. Klutznick, alors que le déficit commercial de la France à l'égard des Etats-Unis ne cesse de se creuser depuis 1978.

Les échanges commerciaux entre les Etats-Unis et la France sont marqués par un *déséquilibre* permanent, mais qui s'est creusé ces dernières années. Ce déséquilibre est ainsi passé de 7,6 milliards en 1978 à 14 milliards de francs *en 1979*. Pour les trois premiers mois de 1980, il représente déjà 6,3 milliards de francs (les importations comprenant dans ces résultats le coût de l'assurance et du fret). Le taux de couverture des importations par les exportations *s'est* établi à 59 % l'année dernière contre 72 % il y a deux ans. Ce taux avait été en moyenne de 48 % entre 1950 et 1960, et de 54 % de 1961 à 1976.

Les Etats - Unis figurent au quatrième rang des fournisseurs de la France, assurant 7,5 % du total des importations ; m a i s, compte tenu de la dimension du marché américain, ils ne consti*tuent* qu'un débouché *relative*ment faible, absorbant 4,9 % du total des exportations françaises. En outre, la France, sixième fournisseur, ne couvre qu'une part infime des achats à l'étranger des Etats-Unis : 2,4 % en 1979 contre 3,9 % pour le Royaume-Uni, 5,4 % pour la R.F.A. et 12 % pour le Japon.

Des déséquilibres s e c t o r i e l s contribuent de façon régulière à la formation du déficit français. Ainsi, l'équipement industriel, les machines *et appareils* électroniques professionnels, la construction aéronautique ont, au cours des années 70, toujours représenté la moitié de la note globale et même 60 % en 1979 (8,4 milliards de francs sur 14). D'autres secteurs jouent aussi constamment un rôle négatif : céréales, viandes et conserves, corps gras alimentaires, produits végétaux (soja, tabac), charbon, engrais et autres produits de la chimie organique, pâtes à papier. En regard, l'apport des postes à excédent structurel (produits sidérurgiques, *caoutchouc et matières plastiques*, matériels de transport, articles d'habillement et chaussures, vins et alcools) est faible (6,7 milliards en 1979).

Après une *amélioration*, en 1977 et 1978, due à certains succès et surtout à un décalage conjoncturel entre les deux pays (croissance soutenue aux Etats-Unis, atonie de l'activité en France) — le déficit est revenu de 10,5 milliards en 1976 à 8 milliards et 7,6 milliards, — l'évolution récente qui n'est pas spécifique à la France, est de nouveau défavorable. La reprise française et le ralentissement américain o n t provoqué à la fois une faible progression des ventes (+ 6 % en 1979) et une vive augmentation des achats de la France (+ 28 %). Le taux de couverture a décliné régulièrement *depuis* le début de 1978, revenant de 75 % environ à 49 % durant le premier trimestre de 1980.

Sectoriellement, cette évolution s'est manifestée par une nouvelle détérioration des postes traditionnellement déficitaires. Toutefois, des évolutions nouvelles apparaissent inquiétantes, en particulier pour les postes habituellement excédentaires. A i n s i, les ventes de vins ont reculé de 6 % en 1979, tandis que l'excédent dans le secteur de l'équipement ménager a fait place à un déficit et que les résultats pour les articles d'habillement et les produits de la bonneterie sont en recul. Il faut souligner que le déficit purement commercial est compensé par les excédents réalisés en matière de négoce international et de services. Au total, la balance des transactions courantes a été en excédent, moins en 1979 (5,1 milliards de francs) qu'en 1978 (8,9 milliards).

En Grande-Bretagne

L'échec de la journée d'action syndicale affaiblit l'autorité des Trade-unions

De notre correspondant

Londres. — La « journée d'action » du 14 mai, organisée par la *confédération* intersyndicale du TUC pour protester contre la politique économique et sociale du gouvernement, a été un échec pour le mouvement syndical. Les consignes du TUC invitant les travailleurs à cesser le travail ont été ignorées par la très grande *majorité des syndiqués* dans le secteur privé et le secteur public, sauf dans le Nord, en Ecosse et au pays de Galles, régions économi*quement faibles. Les recommanda*tions du TUC y ont été largement suivies, affectant particulièrement les charbonnages, les chantiers navals *et les docks.*

Dans le reste du pays, l'absentéisme a été seulement de 10 % et n'a jamais dépassé 30 % ; dans le *secteur public, il a été de 2 %* seulement. A l'exception de la presse — les quotidiens nationaux n'ont pas paru, — les grandes industries n'ont *pas été affectées par* les *appels* à l'arrêt du travail.

M. Murray, secrétaire général du TUC, a déclaré qu'il n'avait jamais *été question d'organiser une grève* générale, mais seulement d'alerter l'opinion sur les méfaits d'une politique économique et sociale. *« sauvage ». « Nous sommes peut-être en avance sur l'opinion publique. Ce n'est pas la première fois, et ce ne sera pas la dernière »*, a-t-il dit. M. Murray a ajouté qu'il n'était pas mécontent de cette journée d'action, marquée par un certain nombre de défilés et de meetings, indiquant cependant qu'il aurait souhaité une *plus grande participation* des cheminots et des conducteurs d'autobus au *mouvement*. En fait, le refus des travailleurs des transports de suivre la *consigne* de leurs organisations syndicales (les chemins de fer et les transports urbains ont fonctionné à peu près normalement) a été déterminant.

Mais la raison profonde de l'échec tient à la tradition d'un mouvement syndical très réservé, sinon hostile aux grèves politiques. Autant les militants font preuve de combativité à l'appui de revendications précises, autant ils *montrent* peu d'empresse*ment à soutenir une action politique.* La leçon est sévère pour les dirigeants du TUC qui auront beaucoup de mal à reprendre l'offensive politique contre le gouvernement. A l'exception de lord Hailsham, lord chancelier, qui a évoqué *« l'incompétence et la stupidité »* de certains dirigeants du TUC *et salué l'échec du* mouvement comme *« la meilleure arme de propagande donnée au gouvernement »*, les ministres ne manifestent aucun triomphalisme.

Dans les milieux de l'opposition travailliste, on regrette que M. Murray et les dirigeants du TUC aient mal apprécié l'état d'esprit de la *masse des syndiqués. Cette erreur de* jugement, disent-ils, rendra plus difficile l'organisation d'un mouvement de protestation lorsque les conditions *se trouveront* réunies. En effet, l'échec de la journée d'action ne peut faire oublier le mécontentement réel et grandissant de larges secteurs du public. Même les conservateurs, qui cherchent à se convaincre que cet insuccès *équivaut* à une *approbation* de la politique gouvernementale, s'attendent en effet à un hiver social très difficile, compte tenu de la poussée des prix *et de la montée* en flèche du taux de chômage. Dans ce contexte, le gouvernement n'a pas *intérêt à s'aliéner la direction modé*rée du mouvement syndical, ni à voir affaiblie son autorité.

HENRI PIERRE.

Mme THATCHER VEUT SUPPRIMER SOIXANTE-QUINZE MILLE POSTES DE FONCTIONNAIRES

Mme Thatcher vient d'annoncer aux Communes son intention de réduire de soixante-quinze mille les effectifs de la fonction publique au cours des quatre prochaines années.

Selon le chef du gouvernement, il doit être possible de ramener de sept cent cinq mille à six cent trente mille les effectifs de la fonction publique sans qu'un *« grand nombre de licenciements soient imposés »*. Le premier ministre a ajouté que le *« meilleur plan possible »* sera étudié par le gouvernement après consultation des syndicats de la fonction publique, en tenant compte *« des intérêts légitimes du personnel et en l'encourageant à faire des propositions pour les réformes nécessaires.* — *(A.F.P.)*

CONJONCTURE

La crise, an VII

II. — Quand l'histoire ne se répète plus

par GILBERT MATHIEU

Au début de cette septième année de crise économique de l'Occident, on voit assez clairement les caractéristiques de la période : croissance réduite de plus de moitié et tendant vers zéro ; chômage considérablement aggravé ; inflation forte et croissante ; déséquilibre durable des paiements extérieurs entretenant un désordre monétaire préoccupant (« le Monde » du 15 mai). Les formes de cette stagflation aussi bien que sa durée la distinguent assez nettement des crises des pays industrialisés.

La crise des années 30 a laissé un tel souvenir dans la conscience collective de l'Occident que son spectre a hanté l'esprit de bien des dirigeants ou commentateurs dès les premiers symptômes de la crise actuelle. Cinquante ans n'effacent pas la peur provoquée par la plus grande dépression qu'ait connue le monde industriel.

On a donc vu fleurir ces dernières années les comparaisons mettant l'accent sur les convergences entre les deux époques. Comme en 1929, disait-on, l'inflation a ravagé, à partir de 1973, les économies des « grands ». L'endettement a atteint des niveaux-records, la masse des eurodevises et des dettes immobilières (aux Etats-Unis en particulier) jouant le rôle tenu, un demi-siècle plus tôt, par les débiteurs américains des banques (ou des *brokers*, les agents de change) et, de ce côté-ci de l'Atlantique, par l'Allemagne.

Un peu partout, les Bourses ont baissé fortement, la chute de 50 % en dix-huit mois de Wall Street faisant penser au Krach de 1929-1930. Les capitaux sont devenus, comme il y a cinquante ans, moins rentables. Les taux d'intérêt ont beaucoup monté, les faillites se sont multipliées, le chômage s'est aggravé. Plusieurs des monnaies réputées solides ont fondu. Le protectionnisme est réapparu...

Tout recommencerait-il donc comme en 1929 ? Plus largement, l'Occident serait-il en train de voir resurgir les crises périodiques qui ont marqué son développement depuis l'aube du dix-neuvième siècle ? La réponse peut être aujourd'hui claire et nette : ce que nous vivons depuis 1974 n'a pas grand-chose à voir avec la « grande dépression » des années 30 et ne ressemble pas davantage aux crises cycliques qui l'avaient précédée.

Six différences majeures avec la crise de 1929

Six différences majeures distinguent la crise actuelle de celle de 1929 :

1) D'abord son *fait initiateur*. Le « *jeudi noir* » (24 octobre 1929) de Wall Street marqua l'effondrement — commencé lors des séances de bourse précédentes — de la fantastique pyramide de crédits consentis par les banques aux *brokers* et par ceux-ci à leurs clients pour l'achat de valeurs mobilières. La cascade d'imprudences financières qui avait amplifié, très au-delà du raisonnable, l'engouement pour l'acquisition d'actions, avait porté la valeur des titres négociés à Wall Street à l'équivalent du revenu national américain. Il suffit alors que la défiance s'installe — plus ou moins à partir des difficultés de quelques banques (la Borden Kredit notamment, qui avait investi dans le pétrole, l'automobile, le textile) ou d'entreprises connues (celle de Charles Hatry, l'inventeur des machines à sous, par exemple) — pour que la panique s'installe : trente-huit millions de titres furent offerts à la vente en trois jours ; trois semaines plus tard, Wall Street ne valait plus que la moitié de sa capitalisation de septembre ! La machine infernale était lancée.

En 1973-1974, au contraire, la crise n'a pas de moteur boursier. Elle démarre plus insidieusement de la conjonction de trois phénomènes mondiaux : la « mise en phase » expansionniste simultanée de tous les grands pays, qui provoque une tension exceptionnelle sur les prix des matières premières ; cette inflation importée, s'ajoutant aux causes internes de hausse, conduit la plupart des gouvernements à prendre des mesures anti-inflation, qui freinent la demande, sans que la production se ralentisse pour autant ; le décalage entre celle-ci et celle-là fait apparaître un gonflement excessif des stocks. Ceux-ci sont alors jetés sur le marché par les entreprises qui réduisent simultanément leur activité. La baisse de la production entraîne celle du pouvoir d'achat distribué, donc aussi de la demande et de l'investissement : le processus de crise est enclenché ;

2) *L'intensité* de la crise des années 30 fut sans commune mesure avec celle d'aujourd'hui. En trente mois, les cours de Wall Street baissèrent de... 85 % ! Cette fois, leur chute n'a pas dépassé 50 % et les cours ont même retrouvé leur niveau record trois ans après le début de la descente. La production industrielle avait, dans les années 30, fléchi de moitié aux Etats-Unis et de 28 % en France ; cette fois elle n'a diminué que de 10 % et 5 % respectivement, au plus fort de la dépression. Le chômage avait frappé en 1933 25 % de la population active aux Etats-Unis et 17 % en Allemagne ; le maximum a été cette fois de 8,9 % outre-Atlantique et de 4,5 % en R.F.A. On enregistra dans les années 30 quatre-vingt-cinq mille faillites aux Etats-Unis, dont celle de quatre mille cinq cents banques ; les dégâts de la crise actuelle sont jusqu'ici infiniment plus limités ;

3) *La baisse avait été générale* dans les années 30. Non seulement sur la production et les cours de bourse, comme on vient de le voir, mais aussi sur les matières premières (qui s'effondrèrent), sur les prix (— 30 % dans l'industrie aux Etats-Unis, — 50 % dans l'agriculture ; en France, le coût de la vie baisse de 18 %) et sur les revenus des ménages (qui fléchirent souvent aux Etats-Unis de 25 à 40 %, selon les régions et les secteurs). Cette fois, les prix n'ont, au contraire, cessé de monter — et même de plus en plus vite ; le pouvoir d'achat s'est plus ou moins maintenu (sauf en Grande-Bretagne certaines années) et a même progressé (en France notamment, sauf en 1979).

L'évolution inverse du crédit, d'une période à l'autre, n'a pas été sans effet sur ces divergences : dans les années 30, la contraction énorme des prêts et de l'endettement international avaient fait chavirer plusieurs grandes banques européennes (après les plus petites américaines) : la Kreditanstalt de Vienne en 1931, puis la Danat de Brême. Cette fois, le prodigieux gonflement des eurodevises (1) a créé des facilités de crédit permettant la survie de presque tous — dans un dangereux laxisme, il est vrai — cependant que l'irruption des pétrodollars amplifiait peu à peu cette marée d'argent mal gagé ;

4) *L'absence de prévisions sérieuses* et d'interventionnisme des Etats n'a pas peu contribué à l'extension du processus de crise dans les années 30. Inaction ou action à contresens amplifièrent considérablement le mal.

Cette fois, les gouvernements, dotés de détecteurs nombreux et de panoplies d'intervention plus ou moins sophistiquées, ont réagi à la crise ; de façon divergente, certes — quant aux délais, à l'intensité, aux modalités, — mais générale : plans d'austérité (contre l'inflation), programmes de relance de l'investissement ou de la consommation, actions spécifiques sur l'emploi ou les échanges extérieurs... Grâce à ces contre-attaques — et à la plus grande capacité des syndicats et de la législation sociale à empêcher le fléchissement des revenus, — la baisse de l'investissement privé (à peu près générale) est restée limitée ; celle de la consommation a été endiguée dans plusieurs pays (et même empêchée en France).

L'équilibre extérieur a pu être retrouvé momentanément par la plupart des pays industrialisés, malgré l'enchérissement du pétrole. Par voie de conséquence, la détérioration de l'emploi est restée limitée au regard des étiages effroyables atteints pendant les années 30. Autant de différences supplémentaires avec la dépression de l'entre-deux-guerres ;

5) *La solidarité internationale* n'avait guère joué dans les années 30. Le libéralisme ambiant facilitait la propagation contagieuse du mal, suscitant en retour le réveil des égoïsmes sacrés. Au protectionnisme américain répliquait le protectionnisme britannique et la multiplication des contingentements en France.

Cette fois un effort de concertation internationale a été entrepris, que traduisent les « sommets » répétés de chefs d'Etat ou de gouvernement, ainsi que la reconduction annuelle des engagements solennels de libre-échange (la charte de Paris) souscrits en 1977 au sein de l'O.C.D.E. Il y a certes loin des discours à la réalité et les coups de canif à la charte de Paris se font chaque année plus nombreux ; mais, pour l'essentiel, la règle commerciale est restée la liberté, et la valeur des échanges mondiaux a continué à progresser.

6) Dernière divergence majeure : *le rôle du tiers-monde et des pays communistes*. Très faible durant les années 30 — les colonies n'avaient pas d'action autonome par rapport aux métropoles, et l'U.R.S.S. émergeait à peine des difficultés consécutives à sa révolution, — ce rôle est loin d'être secondaire aujourd'hu'

Sur les matières premières d'abord (et non pas seulement le pétrole), à l'origine de la grande poussée d'inflation de 1974-1974. Sur les débouchés aussi, l'industrialisatoon de nombreux pays du tiers-monde — par les multinationales d'Occident et, plus rarement, sous l'action des pouvoirs publics locaux — privant les pays développés d'une partie de leurs clients habituels au-delà des mers (2) et, dans une plus faible mesure, les concurrençant sur leur propre territoire (3). On est d'ailleurs passé, dans ce domaine, de l'anarchie commerciale la plus totale à un début de concertation, avec la multiplication des accords bilatéraux sur l'approvisionnement pétrolier et la signature des acc pétrolier et la signature des accords de Lomé II, entre les Neuf et cinquante-sept pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.

Ce serait donc bien à tort que, en dépit de ressemblances apparentes, on verrait dans la crise actuelle de l'Occident une répétition de celle de 1929. Si, dans les deux cas, il y a eu — il y a — adaptation du modèle économique et des structures industrielles, après une suraccumulation manifeste et une baisse de la productivité du capital, le processus, l'ampleur et les effets du phénomène se révèlent différents à un demi-siècle de distance.

A fortiori, ne peut-on assimiler la situation actuelle aux crises cycliques — dites de Juglar (4) — qui émaillèrent le développement de l'Occident avant la première guerre mondiale. De l'exil de Napoléon à Sarajevo, le monde capitaliste connut onze crises d'une durée moyenne de huit années chacune : cinq avant la guerre de 1870, six après. Chaque cycle se divisait en deux périodes à peu près égales : quatre années d'expansion, quatre de dépression.

Quatre phases s'y succédaient, à peu près toujours les mêmes : la période initiale de hausse de la production, des prix, des salaires, des profits, des taux d'intérêt et des cours de Bourse, se terminait par une faillite spectaculaire d'une banque ou d'une entreprise, incapable de faire face au crédit prohibitif nécessaire à la poursuite de ses opérations ou de se faire régler par ses débiteurs, endettés au-delà de leurs possibilités. En chaîne, toute une série de banques ou d'entreprises se trouvaient touchées ; la méfiance aidant, d'autres ralentissaient par prudence leur activité.

La diminution du nombre des emplois entraînait celle des salaires ; la demande, en fléchissant, faisait alors baisser les prix, provoquant la faillite des firmes les moins compétitives qui n'arrivaient plus à écouler leur production à un tarif couvrant leur prix de revient. D'où, tout à la fois, un nouveau chômage, l'écoulement des stocks à prix réduit, le rachat bon marché des usines arrêtées par les firmes survivantes... Lorsque les stocks étaient écoulés et que la chute des prix permettait de dégager une nouvelle demande effective — en dépit de la baisse des salaires, — la production reprenait et, avec elle, l'emploi et la hausse des prix et des profits.

Ce cycle s'est répété avec une assez grande régularité pendant un siècle. La crise actuelle n'a pas du tout le même profil que les crises « classiques ».

S'agissant de la production, elle est marquée par une tendance à la décélération (qui se continuera peut-être en 1981), l'année 1976 (croissance forte) faisant exception dans le bon sens, tout comme les années 1974-75 avaient fait exception dans le mauvais. Mais on ne constate cette fois ni la forte dépression habituelle dans les cycles de Juglar, ni la reprise consécutive habituelle. La comparaison en matière de prix est encore plus frappante : c'est une évolution proprement inverse du cycle « classique » qui est constatée à notre époque, les prix semblant monter d'autant plus vite que l'activité est plus faible.

L'ère de la « stagflation »

Cette stagflation constitue bien la novation par rapport aux cycles d'antan. Le graphique publié hier montrait d'ailleurs clairement le parallélisme existant ces dernières années entre l'accélération de l'inflation et l'aggravation du chômage. La « loi » séculaire de Philipps (évolution inverse du chômage et des prix) est contredite.

On a même l'impression que les facteurs d'ajustement quasi automatiques d'autrefois (les prix et l'emploi) ont complètement cessé d'être des régulateurs de l'économie occidentale, pour devenir des sortes d' « invariants », mettant en échec les politiques nationales de redressement. Ces politiques sont, il est vrai, très souvent contradictoires dans leurs propres termes et sur de nombreux points.

Les mesures d'assainissement financier et de « dégraissage » de l'emploi aggravent le chômage, alors que les « pactes pour l'emploi » cherchent à l'enrayer. La multiplication des lois sociales (hautement justifiée) alourdit les prix de revient, au moment même où les gouvernements déclarent vouloir lutter contre l'inflation. La prise en charge par l'Etat de dépenses (fiscales ou sociales) des firmes, pour relever leur rentabilité, et l'adjuvant de contrats publics, sans critères de performances à réaliser, conduisent souvent les entreprises à ne pas serrer leur gestion ou à manquer de dynamisme, contrairement à l'objectif officiel. L'acceptation d'un laxisme monétaire international, qui profite aux plus forts, débouche souvent, au nom du libéralisme, sur l'échec des politiques nationales du crédit : pot de fer contre pot de terre... etc.

Mais si l'histoire ne se répète plus, empêchant l'Occident de tirer profit des dures leçons de ses malheurs, quelles sont les causes profondes de la crise d'aujourd'hui et comment y porter remède ?

(1) Dont la valeur a presque quadruplé en cinq ans : environ 1 100 milliards de dollars à fin 1979, contre 300 seulement en 1974.

(2) Le huitième des importations de produits industriels du tiers-monde parvient déjà d'autres pays en développement.

(3) Les Etats-Unis achètent déjà aux pays en développement la moitié des biens de consommation qu'ils importent. Leurs achats de produits manufacturés à ces pays représentent quelque 60 % des exportations d'articles analogues vers le tiers-monde ; proportion qui est de 25 % en R.F.A. et en Grande-Bretagne, de 12 % en France et en Italie.

(4) Du nom de l'auteur qui en fit, en 1861, une première analyse systématique des crises à partir de l'histoire française, anglaise et américaine depuis le début du siècle.

Prochain article :

LE JEU DES CINQ FAMILLES

« On ne distingue encore aucune amorce de ralentissement de l'activité » estime le C.N.P.F.

« *Dans l'ensemble des secteurs, l'activité est demeurée intense jusqu'à la fin du premier trimestre et, malgré le recul de certains indices en avril, on ne distingue encore aucune amorce significative de ralentissement de l'activité industrielle* », écrit le C.N.P.F. (Conseil national du patronat français) dans sa dernière note de conjoncture.

« *Il se confirme*, poursuit le C.N.P.F., *que l'état actuel des carnets de commandes permet d'assurer l'activité, à son niveau actuel, au moins jusqu'aux vacances d'été. Toutefois, la demande globale, qui paraît avoir atteint un maximum, tend à plafonner et risque de fléchir au cours des prochains mois.* »

Le C.N.P.F. énumère plusieurs signes annonciateurs d'un fléchissement :

● La consommation de produits manufacturés par les particuliers a baissé en mars.

● Sur les marchés étrangers, nos exportations plafonnent depuis le début de l'année, et la demande étrangère se ralentit sous l'effet d'un début de retournement conjoncturel qui se dessine dans les principaux pays industrialisés ;

● Les commandes de produits de base pourraient être moins soutenues, compte tenu de la détente des cours des matières premières et de la rigueur des entreprises dans la gestion de leurs stocks.

En revanche, note le C.N.P.F., la reprise des investissements contribue à soutenir les industries d'équipement. « *Sera-t-elle suffisante pour soutenir la demande globale ?* » s'interrogent les experts du patronat.

« *Les différents éléments de la demande ayant des évolutions contrastées, il est difficile de discerner leurs effets sur la production et l'emploi. En fait, s'il existe des facteurs de ralentissement de la conjoncture, il est peu probable qu'ils conduisent à des effets cumulatifs comme en 1974. Les ménages et les entreprises ne paraissent pas, en effet, adopter les comportements qui avaient conduit à la récession de 1974-1975 :*

— Les particuliers ne semblent pas actuellement décidés à reconstituer une épargne de précaution. Seule, une forte détérioration de la situation de l'emploi pourrait les inciter à ralentir massivement leurs achats ;

— La situation des entreprises est plus solide qu'il y a six ans. Si les stocks se sont alourdis, leur niveau n'est en rien comparable à celui de 1973-1974. Autre point favorable, la meilleure santé financière des entreprises devrait leur permettre de poursuivre leurs programmes d'investissements. Cependant, pour celles qui sont contraintes à recourir en partie à l'endettement, les mesures restrictives sur le crédit constituent une menace réelle sur les décisions d'investir. »

● *L'indice trimestriel de la production industrielle en France*, calculé par l'INSEE, s'est inscrit à 136 au quatrième trimestre 1979 contre 138 au troisième trimestre sur la base 100 en 1970 et après correction des variations saisonnières, ce qui correspond à une baisse de 1,5 %. Par rapport à la même période de 1978 — soit en u nan — la progressioin est de 3 %.

Les différents indices enregistrés depuis un an confirment le profil de 1979 : quasi stagnation au premier semestre (l'indice passe de 132 au quatrième trimestre 1978 à 130 au premier trimestre 1979 et à 132 au deuxième trimestre) puis forte reprise au second semestre (138 au troisième, 136 au quatrième).

A l'Assemblée nationale

M. PAPON : la suppression du contrôle des changes n'est pas d'actualité.

Interrogé mercredi 14 mai à l'Assemblée nationale par M. Jean-Pierre Chevènement (P.S., Territoire de Belfort) sur une éventuelle suppression de contrôle des changes, M. Maurice Papon, ministre du budget, a déclaré : « *Le gouvernement poursuit ses efforts dans tous les domaines pour alléger les formalités et les contraintes qui pèsent sur les Français. Ces efforts se manifestent en effet dans le secteur du contrôle des changes, parce que la tenue de notre monnaie le permet. Mais la question de la suppression du contrôle des changes n'est pas d'actualité, et les actions menées pour faire respecter la réglementation existante seront poursuivies.* »

● *Les réserves de change de la France ont augmenté de 17,3 milliards de francs en avril*, atteignant à la fin du mois dernier 241,2 milliards de francs. Les avoirs en devises ont diminué de 470 millions de francs ; les avoirs en or snot restés stables ; les avoirs en ECU ont augmenté de 17,7 milliards de francs (en contre partie du dépôt auprès du FECOM de 20 % de nos réserves officielles en or et en dollars, la France a reçu 9 milliards d'ECU, intégrés à nos réserves au cours de 5,81 F pour un ECU). Enfin, les créances de la France sur le F.M.I. ont augmenté de 30 millions de francs.

BOURSE

NEW-YORK

Nouvelle hausse

Pour la deuxième séance consécutive, les cours ont monté mercredi à Wall Street. Une fois encore, les pétrolières et les actions de prestige (glamours) ont donné le ton. Mais elles ont été accompagrées cette fois par les valeurs de croissance, et, par sympathie, une bonne partie des titres inscrits à la cote ont progressé, de sorte que, à la clôture l'indice des industrielles avait encore gagné 2,73 points, à 819,62.

L'activité s'est encore accélérée, et 40,05 millions de titres ont changé de mains contre 35,46 millions la veille. Les opérateurs ont, semble-t-il, été favorablement influencés par la décision d'un juge fédéral d'annuler la surtaxe sur l'essence imposée par le président Carter. Du coup, la hausse de 2 dollars par baril de pétrole décidée par l'Arabie Saoudite n'a pas eu un très grand impact.

D'autre part, la baisse des taux d'intérêt a rendu plus attractifs les achats d'actions.

Sur 1 878 valeurs traitées, 1 063 ont monté, 461 ont baissé et 3.4 n'ont pas varié.

VALEURS	COURS 13/5	COURS 14/5
Alcoa	54 1/4	54 7/8
A.T.T.	53 3/8	53 1/8
Boeing	34 1/4	34 1/4
Chase Manhattan Bank	41 7/8	42 3/8
Du Pont de Nemours	37 3/4	38
Eastman Kodak	52 3/8	53 1/4
Exxon	68 1/4	68 5/8
Ford	24 1/8	24 3/8
General Electric	47	46 1/2
General Foods	28 1/2	28 3/4
General Motors	44 1/4	44 3/8
Goodyear	11 3/4	11 7/8
I.B.M.	53 1/8	53 ...
I.T.T.	27 5/8	27 7/8
Kennecott	25 1/4	25 3/4
Mobil Oil	68 ...	66 7/8
Pfizer	48 .	48 1/4
Schlumberger	108 ...	107 ...
Texaco	33 5/8	33 3/8
U.A.L. Inc.	17 ...	17 3/8
Union Carbide	40 3/4	40 3/8
U.S. Steel	18 1/4	17 7/8
Westinghouse	23 1/4	23 1/2
Xerox	51 3/4	51 3/4

LONDRES

Après ses performances précédentes, le marché marque plus ou moins le pas. Les industrielles sont irrégulières et les pétroles tendent à fléchir. Stabilité des mines d'or.

Or (ouverture) (dollars) 516 25 contre 525

VALEURS	CLOTURE 14/5	COURS 15/5
Beecham	116 ..	112 ...
British Petroleum	354 ...	348 ...
Courtaulds	68 ..	68 ...
*De Beers	9 20	9 20
Imperial Chemical	394 ..	392 ...
Rio Tinto Zinc Cor.	367 ..	371 ...
Shell	384 ...	384 ...
Vickers	117 ...	117 ...
War Loan 3 1/2 %	32 7/8	32 7/8
*West Driefontein	77 3/4	80 3/4
*Western Holdings	58 3/4	58 ...

(*) En dollars U.S.

FORTE AUGMENTATION DES EXPORTATIONS FRANÇAISES VERS L'IRAN

Les exportations françaises à destination de l'Iran ont augmenté de 75 % début 1980 par rapport à la moyenne mensuelle de 1979.

Selon les services de l'ambassade de France à Téhéran, les exportations françaises vers l'Iran se sont élevées à 293 millions de francs en janvier et 230 millions de francs en février, contre une moyenne mensuelle de 149 millions de francs en 1979.

L'essentiel des ventes françaises a été constitué par des livraisons de produits agricoles et alimentaires — notamment du sucre — qui ont atteint 181 millions de francs en janvier 1980.

Cette tendance devrait se confirmer, estime-t-on à l'ambassade de France.

La balance commerciale entre les deux pays est cependant restée favorable à l'Iran en raison de la poursuite des ventes de pétrole brut. Les importations françaises dans ce domaine ont totalisé 588 millions de francs en janvier et 514 millions de francs en février. Celles-ci devraient cependant rapidement décliner au point de devenir nulles pour le mois d'avril, en raison de la non-reconduction du contrat qui liait l'Iran à la C.F.P.

PAS DE RELÈVEMENT DES PLAFONDS DE DÉPOTS SUR LES LIVRETS DE CAISSE D'ÉPARGNE

M. René Monory a démenti catégoriquement, mercredi 14 mai, à la sortie du conseil des ministres, les informations selon lesquelles les plafonds des dépôts sur les livrets de caisses d'épargne seraient relevés au 1er juillet prochain. « *Il n'est pas du tout question d'augmenter ces plafonds* », a déclaré le ministre.

Ce démenti fait suite à la déclaration du président des caisses d'épargne, selon laquelle les plafonds des dépôts sur les livrets auraient été relevés de 47 500 F à 52 000 F le 1er juillet 1980.

TOURISME

M. Lacroix remplace M. Serieyx

LA DIRECTION DU TOURISME CHANGE DE MAINS

La nomination de M. Edouard Lacroix, sous-préfet, secrétaire général des Alpes-Maritimes, au poste de directeur du tourisme, en remplacement de M. Alain Serieyx (« le Monde » du 15 mai) « n'implique aucune modification de la politique touristique telle qu'elle a été définie par le gouvernement en étroite concertation avec les professions touristiques », déclare dans un communiqué le ministère de la jeunesse, des sports et des loisirs.

Le départ de M. Serieyx a été provoqué par un conflit ouvert avec son ministre et accéléré par la publication de documents administratifs mettant en lumière des anomalies dans la gestion des services centraux du ministère (« le Monde » du 8 mai). Il s'accompagne du départ du sous-directeur des études, M. Paul Florenson, ancien rapporteur de la commission Blanc sur le tourisme familial, et de son adjoint, M. Jean-Luc Michaud.

Faits et chiffres

Energie

● *Tassement des livraisons d'essence en France.* — Les livraisons d'essence et de super n'ont augmenté que de 0,8 % au cours des douze derniers mois, si on les rapporte à la période correspondante (mai 1978-avril 1979), révèlent les statistiques du comité professionnel du pétrole.

Cette faible augmentation correspond en réalité à une baisse relative des livraisons de carburant sur le marché intérieur.

A la différence de l'essence et du super, les livraisons de gazole enregistrent une hausse non négligeable : + 8,7 %.

Les livraisons de fuel domestique ont baissé, pour leur part, de 11,6 % pour l'année mobile écoulée.

● *L'Iran va vendre du pétrole à la Chine.* — La compagnie nationale iranienne du pétrole a signé, le 14 mai, un contrat de vente à la Chine « *d'une importante quantité de pétrole* », a annoncé un porte-parole du ministère de l'énergie à Téhéran, tout en se refusant à donner un ordre de grandeur des quantités vendues.

Étranger

TURQUIE

● *M. René Monory*, ministre de l'économie, devait se rendre à Ankara le jeudi 15 mai pour signer avec le gouvernement turc deux accords financiers portant sur un total d'un milliard de francs. Il s'agit en premier lieu d'un protocole d'aide bilatérale d'un total de 420 millions de francs composé de crédits du Trésor (140 millions de francs au taux de 3,5 % l'an sur une durée de vingt-deux ans) et de crédits fournis par un pool de banques françaises. Le reste est constitué de crédits destinés à consolider et à rééchelonner la dette publique turque.

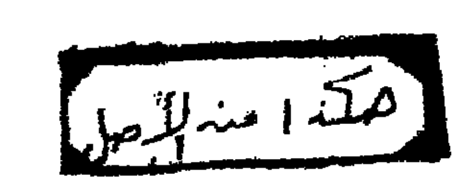
● *La banque américaine « Citibank »* a été autorisée à ouvrir une succursale à Istanbul, selon un décret publié récemment au Journal officiel turc. Elle deviendra la première banque étrangère représentée directement en Turquie, ce qui fait suite aux mesures de libéralisation économiques prises en janvier. La succursale de la « Citi-

AGRIC

LA VILLE DE GUERET BLOQUÉE PAR UNE MANIFESTATION PAYSANNE

LA BANQUE CATALANE DE DÉVELOPPEMENT A DÉPOSÉ SON BILAN

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



« On ne distingue encore aucune amorce de ralentissement de l'activité »

BOURSE

NEW-YORK

LONDRES

AGRICULTURE

Le C.N.J.A. décide de ne pas inviter le ministre de l'agriculture à son congrès

Le ton continue de monter dans les campagnes. Les agriculteurs français attendent en effet avec de plus en plus d'impatience le dénouement de la crise européenne, qui empêche la fixation des prix garantis. Le comité interministériel qui s'est tenu mercredi après-midi à l'hôtel Matignon a mis au point un dispositif qui devrait permettre de remplacer la hausse des prix agricoles en cas d'échec à Bruxelles les 28 et 29 mai prochains (*le Monde* du 15 mai). Selon le communiqué publié à l'issue de cette réunion, « *le dispositif qui viendrait à être mis en place sera conforme aux termes acceptés à Luxembourg puis à Bruxelles par huit Etats de la Communauté* ». Les mesures envisagées seront discutées mardi *prochain avec les représentants* des organisations professionnelles. Elles pourraient être définitivement adoptées au cours du conseil des ministres du 30 mai, prévu initialement le 28, mais reporté à cet effet.

Une solution à ce délicat problème doit être trouvée rapidement si le gouvernement veut éviter que la colère paysanne ne tourne à la violence.

Déjà en plusieurs endroits, l'immobilisme *bruxellois* est considéré comme un paravent derrière lequel s'abriterait trop facilement le gouvernement français pour cacher sa propre responsabilité. C'était par exemple le sens de la manifestation des éleveurs de la Creuse à Guéret. C'est un sentiment dont le Centre national des *jeunes agriculteurs a dû tenir* compte, puisque son président, M. Fau, a décidé de rompre avec la politique de concertation, sauf pour les réunions concernant le revenu, et de ne pas inviter le ministre de l'agriculture au congrès de l'organisation, qui se tient du 20 au 22 mai aux Sables-d'Olonnes, et qui sera notamment consacré à la fiscalité agricole.

LA VILLE DE GUÉRET BLOQUÉE PAR UNE MANIFESTATION PAYSANNE

(De notre correspondant.)

Limoges. — Près d'un millier d'agriculteurs venus protester à Guéret contre la baisse du pouvoir d'achat et demander la revalorisation des prix agricoles se sont heurtés, mercredi 14 mai, aux gendarmes mobiles, qui ont fait usage de grenades lacrymogènes. *Dès le début de* la matinée, l'entrée et la sortie de la ville de Guéret avaient été interdites à tout véhicule, sauf aux ambulances. Des barrages avaient été dressés à l'aide de herses, de tracteurs et de bottes de foin.

A l'issue de la manifestation, au fur et à mesure que les manifestants rentraient chez eux, ils coupaient des arbres, qu'ils plaçaient en travers des routes. Dans un communiqué, l'union départementale C.G.T. a exprimé sa solidarité aux travailleurs de la terre qui luttent « pour la survie de l'agriculture ». Les charges de police et les grenades n'ont jamais réglé aucun des problèmes qui se posent au monde du travail, poursuit le communiqué.

AFFAIRES

LA BANQUE CATALANE DE DÉVELOPPEMENT A DÉPOSÉ SON BILAN

La Banque catalane de développement, petite banque d'affaires du Roussillon, dont le siège social est situé à Perpignan, a déposé son bilan. Cet établissement était en *difficulté depuis plusieurs mois et* a vainement recherché des concours pour rétablir sa situation, en sollicitant, tour à tour, un certain nombre d'établissements français. Son passif se chiffrerait à 26 millions de francs, une société parisienne, actuellement insolvable, étant débitrice, à elle seule, de 20 millions de *francs envers la* Banque catalane.

● *Vidéodisques : accord Philips-Sanyo.* — Le groupe néerlandais Philips vient de conclure avec la société japonaise Sanyo un accord de licence. Il permet à Sanyo de fabriquer et de vendre des lecteurs de vidéodisques selon les normes du système de lecture optique par laser développé par Philips depuis 1974 en association avec la firme américaine M.C.A.

Dans la bataille que se livrent les grands groupes mondiaux de l'électronique pour se placer sur ce futur marché du vidéodisque, deux *ensembles émergent*.

Le premier, autour de Radio Corporation of America (R.C.A.), utilise la technique dite de lecture mécanique.

Le second regroupe les partisans de la lecture optique par laser dont Philips et M.C.A. sont les initiateurs.

● ERRATUM. — Dans l'article « La MACIF, quatrième mutuelle française », publié dans *le Monde* du jeudi 15 mai 1980, il a été indiqué par erreur que la *MACIF* détenait 40 % du capital de Manufrance : elle en détient en *fait* 30 %. D'autre part, le maire de Romans est socialiste (et non communiste).

LES VENTES DE C.I.I. - HONEYWELL - BULL ONT FORTEMENT FLÉCHI AU COURS DU PREMIER TRIMESTRE

Le chiffre d'affaires consolidé (H.T.) de C.I.I.-Honeywell-Bull a baissé de 4,5 % au cours du premier trimestre 1980 par rapport à la période correspondante de 1979 (915,1 millions de francs contre 958,5 millions). Ce recul provient d'une importante diminution des ventes de matériels (290 millions de francs contre 390 millions), les facturations de services et les locations augmentant pour leur part de 9,8 %.

Cette baisse des ventes, explique C.I.I.-Honeywell Bull est due à des retards de livraison liés à la pénurie mondiale de composants. *La pénurie*, estime C.I.I.-Honewell-Bull, subsistera encore pendant plusieurs mois, et les retards de livraison ne pourront être rattrapés que progressivement au cours de l'exercice.

Conséquence directe de cette pénurie et de la baisse des ventes, C.I.I.-Honeywell-Bull a enregistré au cours du premier trimestre, un déficit de 21 millions de dollars (90 millions de francs) contre une perte de 6,7 millions de dollars (28,8 millions de francs) pour la période correspondante de 1979.

● *Nixdorf rachète une société américaine.* — Le constructeur allemand de mini-ordinateurs Nixdorf, vient de racheter, pour 20 millions de DM (46 millions de francs), Computer Software Company, une *société américaine* spécialisée dans la mise au point de « *logiciels compatibles* » (programmes directement adaptables sur des matériels I.B.M. ou similaires).

Nixdorf espère ainsi élargir sa base de clientèle aux Etats-Unis. De plus, l'apport technologique de Computer Software va permettre à Nixdorf de proposer, avant la fin de l'année, un nouveau système, compatible I.B.M., bâti autour d'un « grand » mini-ordinateur, compétitif avec la série E du numéro 1 mondial.

● *Intertechnique rachèterait Logabax.* — Le sort de la société française de mini-informatique Logabax serait sur le point d'être réglé. Les discussions entre Intertechnique, spécialisée dans l'instrumentation scientifique et la péri-informatique, et le principal actionnaire de Logabax, le groupe belge Electrobel sont très avancées (*nos dernières éditions du 15 mai*). Il serait envisagé, à travers un montage fort complexe, le rachat de Logabax par Intertechnique pour une somme avoisinant 95 millions de francs.

SOCIAL

Le chômage a encore augmenté en avril

(*Suite de la première page.*)

Ce résultat intervient au moment où l'Agence nationale pour l'emploi (A.N.P.E.) présente son bilan d'activité 1979. Dans le numéro de *Situations*, magazine de l'agence, paru ce jeudi 15 mai, M. Baudouin, *directeur général* de l'organisme d'Issy-les-Moulineaux, parle d'« *une année de redressement et de transition* ».

Il indique d'abord que, pour la première fois depuis quatre ans, l'A.N.P.E. a augmenté, en 1979, le nombre global de ses placements par rapport à l'année précédente : 689 200 contre 666 800. « *La tendance a donc été inversée*, écrit-il, *puisque à deux années de régression (— 22 % au total) a succédé une progression de 3,3 %.* » Dans le même temps, l'Agence a traité 1 247 100 offres en 1979, contre 1 206 600 en 1978 : c'est aussi que le nombre des visites de prospection effectuées auprès des entreprises est passé de 306 000, en 1978, à 560 000 en 1979. Avec la mise en place de la réforme, les prospecteurs-placiers, peu à peu débarrassés des tâches paperassières qui paralysaient leur action, commencent à réoccuper *un terrain qu'ils* avaient, à leur corps défendant, trop délaissé ces dernières années.

Cette mutation « *modeste mais encourageante* », selon M. Baudouin, « *correspond au « recentrage » progressif de l'établissement sur les activités liées au placement décidé par le gouvernement et rendu possible par l'allègement progressif des tâches administratives qui pèsent jusqu'ici sur l'activité de l'établissement, l'ensemble de ces transformations devant être parachevé par l'application de la réforme des structures de l'A.N.P.E.* » : à la mi-juin, le conseil d'administration tripartite (gouvernement, patronat, syndicats), qui doit désormais présider aux destinées de l'Agence, sera officiellement mis en place, tandis que s'ouvriront, à cette date, les négociations entre la direction et les syndicats, *sur le statut du personnel*, avec pour objectif de mieux l'aligner sur celui de la fonction publique.

M. Baudoin admet volontiers que ces progrès sont encore insuffisants — en un an de réforme il ne peut guère en être autrement, — et il se fixe des « *objectifs ambitieux mais réalistes* » : huit cent mille visites de prospection auprès des entreprises en 1980, et cent mille placements de plus qu'en 1979. « *Le climat de confiance et de franche coopération*, assure-t-il, *qui s'instaure progressivement entre les personnels de l'Agence et ses partenaires est, à cet égard, de bon augure.* »

L'A.N.P.E. n'aura pas trop, en effet, d'un blason redoré et d'un punch retrouvé pour faire face à l'escalade prévue de cette violence que constitue aussi le chômage.

MICHEL CASTAING.

Une soixantaine d'organisations de défense des immigrés appellent à une manifestation le 7 juin

Sur l'initiative du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), plus *de soixante organisations* — dont les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. — lancent un appel pour une manifestation unitaire de solidarité entre Français et immigrés, le samedi 7 juin à 14 heures. Un défilé se rendra de la Bastille à Notre-Dame. Des rassemblements sont prévus en province à la même *date, se situant à la veille de* la nouvelle Semaine du dialogue lancée par le gouvernement, et dénoncée comme « *une supercherie officielle* » par les mouvements de défense des immigrés. Les organisateurs de ces manifestations entendent protester contre les lois, circulaires et autres mesures visant *non seulement* les travailleurs mais encore les étudiants étrangers.

A cet égard, M. Lomet, secrétaire *confédéral de la C.G.T.*, a reproché le même jour à M. Stoléru, secrétaire d'Etat aux travailleurs immigrés, de mettre en route l'application de nouvelles procédures, alors que son projet de loi n'a pas encore été examiné par le Parlement. Evoquant la récente instruction écrite du secrétaire d'Etat (*le Monde* du 10 mai), qui établissait pour le renouvellement des cartes de séjour une distinction favorable aux immigrés européens, M. Lomet a estimé que M. Stoléru se donnait, « *en quelque sorte, les pleins pouvoirs pour décider du sort des travailleurs immigrés* ».

La C.G.T. a décidé de mettre l'accent ces prochains mois sur les problèmes de l'immigration. Outre sa participation à la manifestation du 7 juin, elle organisera, le 19 juin, un meeting à Marseille sur les problèmes de l'immigration algérienne.

M. Lomet a, d'autre part, accusé la C.F.D.T. d'avoir voulu « *faire cavalier seul* » lors des luttes des nettoyeurs du métro : grâce aux actions des autres nettoyeurs de la fédération des ports et docks C.G.T., une grève unitaire aurait pu, selon lui, permettre d'obtenir des résultats plus satisfaisants.

Soulignant que les problèmes spécifiques des immigrés — travail déqualifié, précarité de l'emploi — *deviennent peu à peu le* lot des Français, M. Lomet a estimé que « *des situations de concurrence* » apparaissent, accompagnées d'une évolution progressive de la population active immigrée, qui se rajeunit et se féminise. « *Ces caractéristiques récentes*, a-t-il conclu, *la C.G.T. veut les prendre en compte dans une politique qui combat les expulsions et réclame pour les immigrés, parallèlement au droit au retour, le droit à rester et à travailler en France.* »

● *Paiement mensuel de l'impôt pour les chômeurs.* — M. Marc Lauriol, député R.P.R. des Yvelines, déplore que les contribuables qui ont opté pour le paiement mensuel de leurs impôts, se trouvent privés des possibilités de délais de paiement que leur situation ultérieure peut justifier.

Dans une question écrite adressée au ministre du budget, M. Lauriol souligne notamment le cas des contribuables touchés par le chômage après avoir opté pour le paiement mensuel de l'impôt.

Il précise que le versement mensuel ne peut être révoqué avant l'expiration d'un délai réglementaire, et que les contribuables « mensualisés » ne peuvent bénéficier des avantages accordés aux autres citoyens.

A l'Assemblée nationale

M. BARRE DÉNONCE LES DÉFENSEURS « NANTIS » DES TRAVAILLEURS

M. Pierre Juquin, député communiste de l'Essonne, a interrogé le premier ministre, mercredi 14 mai, à l'Assemblée nationale, et a affirmé :

« *Votre régime est incapable d'assurer le respect des droits essentiels de l'homme : droit au travail, droit au bien-être, droit à la sécurité et à la santé.* »

M. Raymond Barre lui a répondu en évoquant la situation des personnels des services publics et des entreprises nationales, qui bénéficient de « *la sécurité de l'emploi et d'avantages multiples* ». « *Ceux qui ont l'audace de se présenter comme les défenseurs des travailleurs alors qu'ils sont des nantis devraient songer à servir l'intérêt de leur entreprise et l'intérêt national et non à désorganiser l'économie de la nation* », a-t-il dit.

UN RAPPORT DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Plus d'un million d'accidents du travail en 1978

Le Conseil économique et social a discuté, mardi 13 mai, le rap-rapport de M. Denizet sur « *l'hygiène et la sécurité dans le travail* ».

Ce rapport indique qu'en 1978 1,3 million d'accidents du travail avec arrêt (dont 3 074 mortels) ont été enregistrés sur une population de 15,4 millions de personnes. Il poursuit en affirmant que 20 millions de journées de travail ont ainsi été perdues, le coût direct des accidents s'élevant à *24,3 milliards de francs. Trois* branches accusent des taux d'accidents nettement supérieurs à la moyenne : il s'agit des bâtiments et travaux publics, des pierres et terres à feu et des transports. En tête des victimes l'on trouve les ouvriers qualifiés et spécialisés d'une part, les ressortissants des pays du Maghreb d'autre part.

M. Denizet constate que le taux de fréquence des accidents du travail et des maladies professionnelles fait apparaître un certain tassement dans la courbe décroissante enregistrée depuis les années 1972-1973. « *Cette constatation ne peut que renforcer la conviction que l'effort doit être intensifié* », ajoute-t-il.

C'est pourquoi le rapport préconise l'extension, par décret, des comités d'hygiène et de sécurité à toutes les entreprises. Car nul ne songe plus à nier que les conditions de travail y sont indissolublement liées. Conscient du fait que la législation (et plus particulièrement la loi du 6 décembre 1976) marque une étape importante dans la mise en œuvre d'une véritable politique de prévention des risques professionnels, et non plus seulement de réparation comme c'était initialement le cas ; M. Denizet déplore néanmoins qu'il y ait un tel décalage entre la volonté de prévention manifestée et l'application de la réglementation. Pour lui, cette situation résulte de plusieurs facteurs : une mauvaise connaissance des diverses catégories de sources possibles d'accroissement des risques, une insuffisance d'action de la part des services de l'inspection du travail et des caisses d'assurance-maladie, enfin et surtout, un manque de prise de conscience parmi tous ceux qui participent à la vie de l'entreprise. C'est pourquoi, conclut le rapport, des efforts doivent être faits pour que la sécurité pénètre dans les mentalités, car elle est l'affaire de tous.

● *Le Conseil politique du mouvement Démocratie chrétienne française*, que préside M. Alfred Coste-Floret, demande l'abrogation du décret prévoyant la réduction obligatoire du remboursement intégral du ticket modérateur par les sociétés mutualistes. « *Ce texte pénalise*, estime-t-il, *les plus défavorisés parce que les frais de maladie pèsent plus lourdement sur les petits budgets et porte une atteinte grave à la liberté des personnes d'aménager par contrat leur protection sociale.* »

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

La revalorisation du travail manuel constitue une des grandes tâches de la France d'aujourd'hui

affirme M. Giscard d'Estaing au bicentenaire de l'École des arts et métiers

M. Valéry Giscard d'Estaing a invité les ingénieurs des Arts et Métiers à « continuer à contribuer à la revalorisation du travail manuel qui constitue une des grandes tâches de la France d'aujourd'hui ». Le président de la République, qui participait mercredi 14 mai au bicentenaire de l'Ecole nationale supérieure des Arts et Métiers, à Paris, a félicité les élèves de l'école, les « gadzarts », de leur esprit pionnier. « Soyez vous-mêmes, a-t-il conclu, maintenez fermement et durablement cette alliance de la science et du savoir-faire qui est la clé de l'efficacité industrielle et de l'harmonie sociale. »

Elle fait des envieux, l'Ecole nationale supérieure des arts et métiers (ENSAM). Une longue et irrésistible ascension, sans aucun doute. Et par la petite porte ordinairement dévalorisée : l'enseignement technique. Quelle distance entre l'« *école des enfants de l'armée* » — la première école nationale d'arts et métiers — *fondée en 1780* à Liancourt (Oise), au lieudit La Ferme de la montagne, par le duc de La Rochefoucauld, et l'actuelle ENSAM, désormais membre du club fermé des grandes écoles d'ingénieurs, avec ses six centres régionaux et son établissement parisien.

D'une école qui recevait des jeunes de treize à quatorze ans, enfants d'anciens invalides de l'armée ou d'anciens soldats dans le besoin, et leur donnait une formation prochede l'artisanat, on est passé, en 1803, à un établissement destiné à former les « *sous-officiers de l'industrie* », petits rouages hiérarchiques et techniques entre les patrons et les prolétaires. En 1832, l'école se consacre à ce qui fera sa spécificité, la mécanique, délaissant chaudronnerie et menuiserie. Des contremaîtres, on passe insensiblement aux ingénieurs. A la fin du Second Empire, plus du tiers des ingénieurs civils en activité ont été formés par les écoles d'arts et métiers, qui, en 1907, seront autorisées à délivrer le brevet d'ingénieur.

En 1974, un décret donne un nouveau statut qui consacre l'ENSAM au même titre que Centrale ou Polytechnique. Selon une étude récente, les « Gadzarts » occupaient la première place, par le nombre, parmi les cadres des cinq cents premières entreprises françaises, devant Centrale, Polytechnique et H.E.C.

A l'origine de cette ascension, la spécificité même de l'école. Elle est double : le profil de l'ingénieur arts et métiers (« *ingénieur généraliste à dominante mécanique* », « *ingénieur de conception et de fabrication* ») et l'origine du recrutement (« *nous avons toujours été une filière de l'enseignement technique* », déclare M. Louis Feuvrais, directeur de l'ENSAM depuis 1971). Actuellement le recrutement s'effectue sur concours, à l'issue de classes préparatoires scientifiques aux grandes écoles dans les lycées techniques et recrutant à partir des séries C (mathématiques), E (mathématiques et techniques), et E (techniciens, secteur industriel). Les bacheliers des séries C — la filière noble des lycées — ne représentent que 30 % des effectifs des classes préparatoires. Sur deux mille candidats au concours, sept cent vingt sont reçus. Un « *élitisme tempéré* », commente M. Feuvrais, qui ajoute que l'ENSAM réalise un réel brassage social. 60 % des élèves sont boursiers et 56,5 % des « Gadzarts » sont d'origine modeste (contre 16,2 % des Polytechniciens).

M. Giscard d'Estaing était le premier président de la République à honorer l'ENSAM de sa présence, depuis René Coty en 1955. Sa présence aux cérémonies du bicentenaire de l'école n'est pas sans rapport avec ses convictions en matière d'éducation : « revalorisation » de l'enseignement professionnel par rapport à l'enseignement général, et accroissement du rôle des entreprises dans la formation professionnelle. Recueillant les meilleurs élèves de l'enseignement technique, l'ENSAM est le « *paradis scolaire* » qui illustre cette politique.

E. P.

LE PRÉSIDENT ET LES ÉTUDIANTS

Cheveux courts ou cheveux bouclés hors de la casquette type « aviateur », uniforme bleu marine et parements dorés, au rythme d'une lourde marche de paras, les « gadzarts » sont allés d'un couplet de leur hymne : « *Ici, puissants, l'inégalité cesse. Vieux privilèges, vous devrez tous périr !* » Un chant révolutionnaire comme il plaît au président de la République, que les élèves de l'Ecole nationale supérieure d'arts et métiers voulaien ainsi remercier de sa visite.

C'était mercredi après-midi. Au plus fort de la manifestation qui se déversait dans le Quartier latin, à quelques jets de grenades lacrymogènes de là. Dans son discours, que savourait le ministre des universités, Mme Alice Saunier-Séïté, devant un parterre d'anciens élèves et d'invités, le président a été excellent. Il a exalté les vertus du savoir-faire, concret, fustigeant « *l'abstraction mal digérée qui est l'une des plaies intellectuelles de notre pays* ».

Dommage qu'il n'ait pas eu un mot venu du cœur pour le mal de vivre et l'envie d'espoir des jeunes. Ah ! si. Il s'est attiré un franc succès en demandant, compréhensif, au détour d'une phrase, qu'on laisse entrer plus largement les élèves dans la salle pour entendre ses propos.

Ce fut une belle cérémonie. — C.V.

L'élection cantonale de Vincennes-Fontenay-Nord

M. Bonnet : le P.C. est expert en matière de fraude électorale

Les incidents qui se sont produits le dimanche 27 avril lors du second tour de l'élection cantonale de Vincennes-Fontenay-Nord (Val-de-Marne) ont fait l'objet, mercredi 14 mars, à l'Assemblée nationale, d'une question de M. Jacques Blanc (U.D.F. Lozère), secrétaire général du P.R., et d'une réponse de M. Christian Bonnet, ministre de l'intérieur.

M. Blanc s'est indigné des « *agissements scandaleux du parti communiste dans les villes dont il est le maître, où il fait régner la terreur et impose sa dictature* ». M. Bonnet, évoquant « les incidents et les irrégularités » qui ont marqué le déroulement du scrutin a déclaré : « *De violentes manifestations ont eu lieu à la préfecture même dès le lendemain du scrutin et se sont poursuivies le 30 avril au tribunal administratif. Les auteurs de tels agissements nous rappellent les régimes où l'intimidation et les pressions physiques ou morales tiennent lieu de démocratie ! En matière de fraude électorale, le parti communiste est expert.* » Interrompu par de vives protestations, sur les bancs des députés communistes, le ministre de l'intérieur a poursuivi :

« *Vous donnez toujours des leçons et à tout le monde, mais, lorsqu'il vous arrive de vous faire prendre la main dans le sac, vous perdez alors le contrôle de vous-mêmes comme vous le faites en ce moment. (...) Le ministre de l'intérieur se réserve d'utiliser tous les moyens propres à défendre un haut fonctionnaire exemplaire, le préfet du Val-de-Marne, qui s'est borné à appliquer la loi et subit aujourd'hui, par voie d'affiches, de tracts et d'injures, des attaques absolument intolérables !* »

M. Pierre Juquin (P.C., Essonne) s'est alors écrié : « *Tôt ou tard on saura que c'est le candidat giscardien qui a été pris en flagrant délit de fraude et que c'est un préfet de votre régime qui a violé ouvertement la loi et le suffrage universel !* »

Le garde des sceaux, M. Alain Peyrefitte, a répondu pour sa part à une question de M. Jean-Louis Beaumont (non-inscr., Val-de-Marne). Il lui a fait remarquer que « *plusieurs informations judiciaires sont en cours, qu'il s'agisse du premier tour, où une personne a tenté d'utiliser une carte d'électeur qui n'était pas la sienne, ou du second, qui a été marqué par maints incidents : des affiches ont été apposées indûment sur les panneaux électoraux, des tracts ont été distribués après la clôture de la campagne, des bulletins de vote semblent avoir été soustraits. Enfin, deux bureaux ont présenté des procès-verbaux irréguliers : l'un comportait des chiffres erronés, l'autre était raturé. On sait que le président du tribunal administratif de Paris a été saisi de ces documents et qu'il en a tiré les conséquences immédiates. Le tribunal administratif, de toute façon, aura à connaître de cette affaire. D'autre part, cinq plaintes viennent d'être reçues par le parquet de Créteil.* »

UNE TENTATIVE DE CONTRE-COUP D'ÉTAT A ÉTÉ DÉJOUÉE AU LIBÉRIA

Une tentative de contre-coup d'Etat a été déjouée à Monrovia, a annoncé, mercredi 14 mai, M. Pearson, ministre de la défense. Le commandant Douglas, ministre du commerce, et plusieurs autres officiers ont été arrêtés. La garde a été renforcée à la présidence, où réside le sergent-chef Samuel Doe, chef de l'Etat et président du Conseil populaire de rédemption, qui a renversé William Tolbert le 12 avril. Le gouvernement a annoncé qu'il donnerait ultérieurement des précisions sur les arrestations opérées. — (*A.F.P., Reuter.*)

[Un peu plus d'un mois après la chute de M. Tolbert, des officiers paraissent avoir tenté sinon de se débarrasser des sous-officiers et soldats qui dirigent le Libéria, du moins de limiter leurs pouvoirs. Cette réaction était sans doute inévitable : le seul point commun entre les « sans grade » du Conseil populaire de rédemption et un gouvernement formé d'intellectuels et d'officiers est sans doute leur hostilité commune à l'ancienne équipe d'américano-libériens au pouvoir pendant cent trente-deux ans. La cohésion n'est visiblement pas le fort du régime du sergent-chef Doe.

Il reste à voir quelles leçons le jeune chef de l'Etat tirera de cette épreuve alors qu'il est soumis à de fortes pressions, notamment de la part de l'O.U.A., pour réformer un régime dont l'image a été ternie par l'exécution, dans des conditions lamentables, de treize anciens dirigeants du pays. — J.-C. P.]

● *Deux policiers ont été tués* et un autre grièvement blessé dans un attentat perpétré jeudi 15 mai dans un bar de Saint-Sébastien, en Espagne. — (*A.F.P.*)

LE POLISARIO VOIT DANS LES PROJETS DE RÉFORME AU MAROC « LES PREMIERS CRIS D'ALARME D'UNE MONARCHIE AGONISANTE ».

Alger (*A.F.P., Reuter, A.P.*). — Les réformes constitutionnelles annoncées par le roi Hassan II (*le Monde* du 15 mai) constituent « *les premiers cris d'alarme d'une monarchie agonisante* », a déclaré le Front Polisario, dans un communiqué publié mercredi 14 mai à Alger. « *L'armée est défaite, l'économie en faillite, la situation sociale bouillonne, le régime est isolé, discrédité* », ajoute le Polisario pour qui « *la débâcle militaire marocaine à l'Ouarkziz a précipité la crise structurelle des institutions monarchistes* ».

Dans un deuxième communiqué, le Polisario a annoncé que ses forces ont soumis les 5 et 6 mai la garnison marocaine de Smara (Sahara) et les postes de Guelta, M'zeiriga et Rous-Elouj (Sud marocain) à « *un pilonnage à l'arme lourde* ». L'armée marocaine qui a subi « *des pertes sensibles en hommes et en matériel* » n'aurait pas riposté. Dans le même temps, le croissant rouge sahraoui a lancé un appel attirant l'attention de l'opinion internationale sur « *la menace de génocide* », que font planer, selon lui, les autorités marocaines sur les populations civiles sahraouies victimes « *d'exactions quotidiennes et de représailles* ».

D'autre part, le Botswana a annoncé mercredi sa reconnaissance de la République arabe sahraouie démocratique afin « *d'apporter un appui diplomatique à ceux dont la cause est de résister à l'occupation étrangère de leur territoire* ».

LES SUITES JUDICIAIRES DES INCIDENTS DES 12 ET 13 MAI

Deux condamnations, une relaxe et sept inculpations

La vingt-troisième chambre correctionnelle du tribunal de Paris, dite chambre des flagrants délits, présidée par M. Jacques Ducos, a jugé, le 14 mai au soir, trois jeunes gens interpellés la veille, à 17 h. 45, aux abords du centre universitaire Jussieu (Paris-VI - Paris-VII) : Mlle Varda Jouffret, vingt-deux ans, étudiante au centre universitaire Censier, et MM. Christophe Péricard, vingt-deux ans, étudiant résidant à Aix-en-Provence, de passage à Paris, et Christophe Gomas, vingt-cinq ans, maçon. Il était reproché aux prévenus d'avoir jeté des bouteilles sur les forces de l'ordre. Les trois jeunes gens ont formellement nié les faits.

M. Gérard Guérin, officier principal à la préfecture de police, cité comme témoin par le ministère public, a reconnu devant le tribunal qu'il pouvait y avoir eu « confusion » dans le cas de M. Gomas mais qu'il l'excluait à propos de Mlle Jouffret et de M. Péricard, tous deux reconnaissables par leurs coiffures (coupes afro et tresses). M. Guérin a expliqué au tribunal qu'il avait organisé, lors des incidents, une petite équipe de gardiens de la paix chargée de repérer les manifestants violents et de les arrêter le moment voulu. Il y avait donc eu repérage, observation, puis seulement arrestation.

Le représentant du ministère public, M. Laurent Davenas, abandonnant les poursuites à l'égard de M. Gomas, a requis des peintes de trois mois d'emprisonnement dont quinze jours ferme pour les deux autres prévenus. Le tribunal a condamné Mlle Jouffret et M. Péricard à trois mois d'emprisonnement avec sursis en raison des bons renseignements recueillis sur eux et a relaxé M. Gomas.

D'autre part, sept manifestants dont trois mineurs, interpellés lundi 12 et mardi 13 mai à l'intérieur et à l'extérieur du centre universitaire Jussieur ont été déférés, mercredi 14 mai au soir, à M. Camille Gérard, premier juge d'instruction au tribunal de Paris.

M. Gérard a fait écrouer cinq personnes pour dégradation volontaire de véhicule et violences à agents. Il s'agit de deux lycéens de quinze et quatorze ans accusés d'avoir participé, le 13 mai, à l'édification d'une barricade et de s'être trouvés parmi ceux qui incendièrent un autobus bloqué par cette barricade. Les trois autres garçons écroués sont accusés d'avoir essayé, le 12 mai, de mettre le feu à un véhicule des P.T.T. et d'avoir jeté des projectiles sur les forces de police. Il s'agit d'un lycéen de dix-sept ans et de MM. Christian Tschirhart, vingt-quatre ans, étudiant en physique de quatrième année, et Jean Aboudarham, vingt-trois ans, étudiant en physique de troisième année, qui auraient nié l'un et l'autre toute culpabilité.

Enfin, MM. Witold Szalawa, dix-huit ans, étudiant, et Boris Lipmanov, vingt-huit ans, originaire d'U.R.S.S., ayant le statut de réfugié politique et préparant une thèse à Jussieu, ont été inculpés de violences à agents, mais laissés en liberté. Le premier aurait été trouvé en possession, à l'intérieur du centre universitaire, le 13 mai, d'une grenade lacrymogène — ramassée, dit-il, à titre de souvenir — et de deux barres de fer de 18 centimètres qu'il venait d'usiner, explique-t-il, dans l'atelier de l'université. Le second, interpellé en même temps, serait accusé d'avoir exercé des violences à l'encontre d'un gardien de la paix, ce qu'il contesterait formellement.

VIOLENCE(S)

André Frossard, cavalier bien seul du Figaro, *reproche au* Monde *d'user du même mot pour désigner les violences : celle des autonomes de Jusiseu, celle du commando du F.N.L.C., celle de l'Etat et celle des discours... Tout en omettant de dire que les premières étaient jugées insensées ou inquiétantes, il aoute une cinquième violence, celle qui serait faite au vocabulaire.*

Mais André Frossard en oublie une sixième, celle qu'il s'est faite à lui-même en revenant au Figaro *après l'avoir quitté en jugeant impossible de continuer à travailler avec son directeur, M. Robert Hersant.*

MINEURS

Trois mineurs sont en prison après les incidents du mardi 13 mai au centre universitaire Jussieu. Ils se prénomment Serge, Frédéric et Simon. Ils ont respectivement quatorze, quinze et dix-sept ans.

Les deux premiers ont une personnalité bien affirmée. Serge, élève de quatrième, ne vit plus chez ses parents. On lui reproche d'avoir participé à l'incendie d'un autobus de la R.A.T.P., rue Linné. Il reconnaît les faits.

Frédéric, légèrement plus âgé, est lui aussi lycéen, en classe de seconde. Il s'exprime bien et conteste les accusations qui sont portées contre lui. On lui reproche non seulement d'avoir participé à cet incendie mais également d'avoir menacé le chauffeur avec une barre de fer.

Simon, dix-sept ans, lycéen, est, pour sa part, accusé d'avoir jeté des projectiles sur les policiers. Il reconnaît un seul jet.

APRÈS LA JOURNÉE D'ACTION

• Rencontre C.G.T.-C.F.D.T.-FEN le 19 mai
• Ajournement de la discussion sur la proposition de loi Berger

Moins de vingt-quatre heures après la puissante « journée » du 13 mai, deux premiers résultats apparaissent à l'affichage : les dirigeants C.G.T., C.F.D.T. et FEN se rencontreront lundi 19 mai, afin de préparer de nouvelles actions unitaires ; d'autre part, la discussion de la proposition de loi Berger sur la Sécurité sociale est ajournée à la demande de son auteur.

La C.G.T., la C.F.D.T. et la FEN sont résolues à faire du 13 mai un tremplin pour donner plus de force aux différentes actions qu'elles avaient déjà programmées à brève échéance, notamment en faveur des bas salaires et du SMIC, dont le taux sera relevé le 1er juillet.

La C.F.D.T., pour sa part, avait déjà annoncé, en ce sens, une semaine d'action du 2 au 6 juin. Son objectif est de faire porter le salaire-plancher à 3 000 francs par mois pour quarante heures hebdomadaires de travail. Ce sera l'un des points de l'entretien qu'elle a demandé au président de la République. Elle sera reçue le 28 mai, à 10 h. 30, à l'Elysée, pour la première fois depuis son entrevue initiale, le 24 mars 1978, avec M. Giscard d'Estaing.

Tandis que M. Maire déclare que « *les travailleurs reprennent confiance dans l'action collective* », la C.G.T., dès le 14 mai, a lancé un appel pour que soient « *intensifiées les luttes revendicatives* ». Déjà, M. Séguy, dans *l'Humanité* du même jour, avait affirmé que, dans l'hypothèse où la C.F.D.T. et la FEN « *se déroberaient à leurs responsabilités* », les cégétistes étaient « *prêts à assumer eux-mêmes les responsabilités correspondant à la volonté de lutte des travailleurs* » ?

Le président de la caisse, M. Derlin, d'autre part secrétaire confédéral de F.O., conduira-t-il la négociation de la convention jusqu'à son terme ? Il menace de donner sa démission pour protester contre « le carcan » imposé aux discussions par le gouvernement.

En revanche, dans cette tension croissante, le seul élément d'apaisement est venu de M. Henry Berger, député R.P.R. de Côte-d'Or, auteur de la proposition de loi « *tendant à la réforme de la Sécurité sociale et à la maîtrise des dépenses de santé* ». Il a décidé de surseoir à la demande d'inscription de son texte à l'ordre du jour des travaux de l'Assemblée nationale. Dans un communiqué du 14 mai, le parlementaire déclare l'avoir fait en accord avec les signataires de la proposition de loi.

« *Un amalgame fait sur ce texte, dans lequel ont été plus ou moins volontairement mélangés des décisions gouvernementales, des pourparlers concernant les conventions médicales, ainsi que des éléments de propositions de lois sans rapport avec le texte proposé ont conduit à un tel état de confusion*, estime M. Berger, *qu'un ajournement était préférable.* » Il pense qu'« *un délai est nécessaire pour que chacun puisse être en état de juger réellement de son contenu et de la nécessité de son adoption avant que la protection sociale des Français ne se trouve dans une situation dramatique et irréversible* ». — J. R.

Le numéro du « Monde » daté 14-15 mai 1980 a été tiré à 534 830 exemplaires.